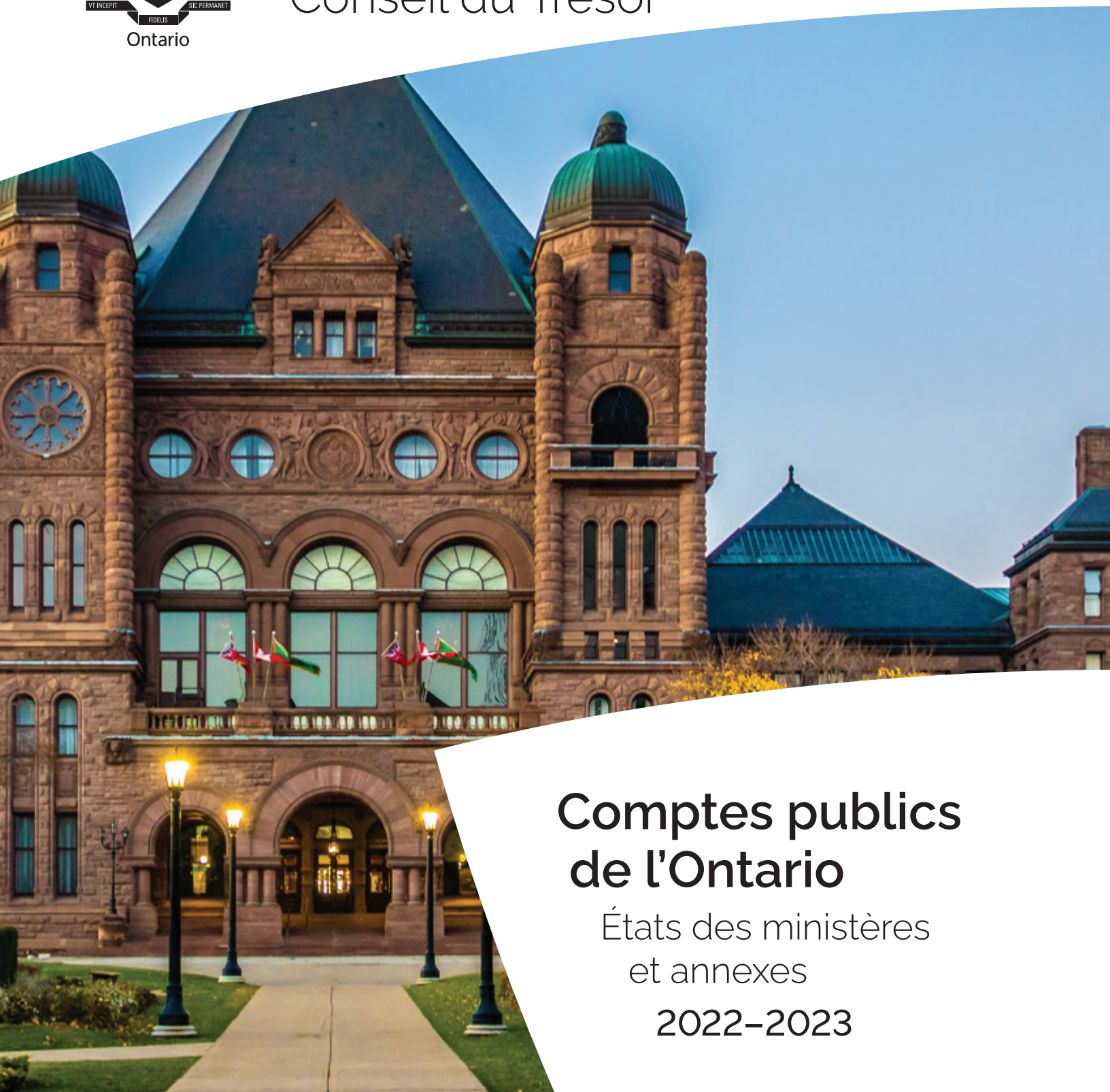




Secrétariat du Conseil du Trésor



Comptes publics de l'Ontario

États des ministères
et annexes

2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vii
Section 1 – Annexes – Revenus et dépenses	
Détails des revenus	1-1
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie principale	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-22
Fonds ontarien d'initiative	1-24
Section 2 – États financiers des ministères	
Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques et Multiculturalisme	2-9
Affaires francophones.....	2-19
Affaires municipales et Logement.....	2-27
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales.....	2-45
Bureau de la vérificatrice générale	2-63
Bureau de l'Assemblée législative	2-67
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario.....	2-75
Bureau du Conseil des ministres	2-81
Bureau du directeur général des élections	2-87
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-93
Cabinet du premier ministre.....	2-97
Collèges et Universités	2-101
Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts	2-117
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2-149
Éducation.....	2-161
Énergie	2-179
Environnement, Protection de la nature et Parcs.....	2-191
Finances	2-219
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	2-245
Infrastructure.....	2-269
Procureur général	2-279
Santé	2-311
Secrétariat du Conseil du Trésor	2-345
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	2-371
Services aux aînés et Accessibilité.....	2-389
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	2-403
Soins de longue durée.....	2-437
Solliciteur général	2-445
Transports.....	2-485
Travail, Formation et Développement des compétences.....	2-513
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange.....	2-539
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	2-540

TABLE DES MATIÈRES – Suite

	Page
 Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long terme	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-4
Variation nette de la dette à court terme	3-9
Sommaire de l'encours de la dette	3-10
Encours de la dette	3-12
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-33
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
Prêts et investissements	4-1
Fonds et autre passif	4-11
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-18
Demandes à l'encontre de la Couronne	4-20
Pertes radiées des comptes.....	4-26
Remise de revenus.....	4-27

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les Comptes publics de la province de l'Ontario pour 2022-2023 comprennent le **Rapport annuel et les états financiers consolidés** et sont présentés en deux volumes :

Les **États des ministères et annexes** contiennent les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les **Détails des paiements** contiennent les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à ontario.ca/comptespublics et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes. Ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DES ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes – Revenus et charges

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les six états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

a) « État des charges et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

d) « Sommaire des paiements de transfert d'une durée limitée et discrétionnaires »

Ce sommaire présente une liste détaillée des paiements de transfert et indique s'ils sont d'une durée limitée et s'ils sont discrétionnaires. Il présente les paiements de transfert par crédit et par poste, ainsi que les montants réels

e) « État des revenus »

Cet état présente les revenus perçus au cours de l'exercice selon les sources de revenus figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour

chaque source. Tous les revenus perçus sont déposés dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des revenus qui figurent dans leurs états financiers.

f) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne, les pertes radiées des comptes et les remises des revenus.

TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et que des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2022-2023 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de charges qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

CHARGES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de

réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux; les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIF

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.ontario.ca/fr/page/budget-de-lontario-editions-anterieures.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le président du Conseil du Trésor, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.ontario.ca/fr/page/comptes-economiques-de-lontario.

NOTA

This publication is available in English and French.

Website: www.ontario.ca/publicaccounts

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web : www.ontario.ca/comptespublics

Section 1

annexes – revenus et

dépenses

(non audités)

DÉTAILS DES REVENUS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

La présente annexe établit le sommaire des sources de revenus de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des revenus perçus par les différents ministères¹.

REVENUS FISCAUX	2023 \$	2022 \$
Impôt sur le revenu des particuliers	44 208 950 772	46 749 700 490
Taxe de vente	36 091 621 437	30 356 811 914
Impôt des sociétés	27 790 838 198	25 227 149 098
Impôt-santé des employeurs.....	7 797 401 027	7 223 220 976
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaire.....	5 991 403 200	5 713 281 774
Contribution-santé de l'Ontario.....	4 444 942 700	4 414 335 133
Droits de cession immobilière	4 443 362 079	5 827 126 187
Taxe sur l'essence.....	2 103 283 238	2 202 221 352
Taxe sur le tabac	864 066 343	926 550 834
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	674 000 000	665 500 000
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	600 110 872	623 894 410
Taxe sur les carburants.....	571 137 933	770 718 438
Impôt sur l'administration des successions.....	327 626 793	301 219 576
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis.....	310 139 901	214 766 702
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	207 283 330	234 341 536
Impôt foncier provincial.....	41 449 198	37 799 657
Impôt sur les bénéfices miniers.....	40 440 377	176 217 610
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.....	4 537 866	4 444 751
Taxe sur le pari mutuel.....	3 908 930	3 481 977
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i>	1 946 791	1 974 037
TOTAL DES REVENUS FISCAUX.....	136 518 450 985	131 674 756 454

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2022-2023 ont été réduits de 740 134 702 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

¹ Crédits d'impôt sur le revenu remboursables :

La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Pour 2023, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 49 231 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 49 231 \$ et jusqu'à 98 463 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 98 463 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2022, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 46 226 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 46 226 \$ jusqu'à 92 454 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 92 454 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2021, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 45 142 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 45 142 \$ jusqu'à 90 287 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 90 287 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., montant de base, conjoint, frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2023, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 315 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 802 \$. En 2022, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 991 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 387 \$. En 2021, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 874 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 237 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2023, le montant déterminant de base est de 274 \$, auquel on ajoute 506 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2022, le montant déterminant de base est de 257 \$, auquel on ajoute 475 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2021, le montant déterminant de base est de 251 \$, auquel on ajoute 464 \$ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province selon une formule de répartition des revenus. L'Ontario perçoit également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 553 089 659 \$ en 2022-2023 et de 2 173 204 342 \$ en 2021-2022.

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associés, ayant un capital imposable de plus de 10 millions de dollars (éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars pour les années d'imposition commençant avant le 7 avril 2022 et éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 50 millions de

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

dollars pour les années d'imposition débutant le 7 avril 2022 ou après) de capital imposable utilisé au Canada l'année précédente. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le seuil d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour 2023 est de 1 million de dollars. En 2021, le gouvernement de l'Ontario a rendu permanente la hausse temporaire de l'exonération qu'il avait accordée en 2020 pour faire passer celle-ci de 490 000 \$ à 1 million de dollars. L'exonération sera rajustée pour tenir compte de l'inflation, au moyen de l'indice des prix à la consommation, le 1^{er} janvier 2029, et tous les cinq ans par la suite. En règle générale, les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 5 000 000 \$ ne sont pas exonérés de l'impôt-santé.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation élémentaire et secondaire. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immeubles. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,153 % pour les biens résidentiels en 2022. Les taux pour les biens commerciaux et industriels, les pipelines et les décharges sont établis pour chaque municipalité de palier supérieur et à palier unique. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués sont présentés en chiffres nets après déduction de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 974 675 754 \$ en 2022-2023 et 1 362 526 751 \$ en 2021-2022. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) aide le gouvernement à investir dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. Les revenus générés par la CSO ont augmenté de 31 millions de dollars, passant de 4 414 millions de dollars en 2021-2022 à 4 445 millions de dollars en 2022-2023. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 2 867 millions de dollars pour se chiffrer à 78 620 millions de dollars, par rapport aux 75 753 millions de dollars affichés en 2021-2022.

En 2022-2023, les revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario se sont élevés à 4 445 millions de dollars, ce qui représente 5,7 % des charges totales de 78 490 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. En comparaison, ces revenus avaient atteint 4 414 millions de dollars ou 5,8 % des charges de 75 753 millions de dollars en 2021-2022. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien qui serait accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2021-2022 et en 2022-2023 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs		
(en millions de dollars)	2022-2023 5,7 %	2021-2022¹ 5,8 %
Hôpitaux	1 332	1 388
Assurance-santé de l'Ontario	1 019	989
Soins à domicile et en milieu communautaire et services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	444	431
Foyers de soins de longue durée	400	395
Programmes de médicaments de l'Ontario	314	310
Santé publique, traitement et dépistage du cancer, et autre	936	901
Total	4 445	4 414

La Contribution-santé de l'Ontario est payée par les particuliers qui résident en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement, de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement, de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement, et de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Un impôt supplémentaire sur la spéculation pour les non-résidents s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis. Depuis le 25 octobre 2022, le taux de l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents est passé de 20 % à 25 %. Les conventions d'achat-vente exécutoires conclues avant le 25 octobre 2022 pourraient faire l'objet de dispositions d'allègement transitoires.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de la taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre de du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023). Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre, sauf dans le Nord de l'Ontario (régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming), où la taxe est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est pré-perçue par les percepteurs et importateurs enregistrés.

¹ Chiffres retraités afin de tenir compte des modifications apportées aux calculs des renseignements publiés pour 2021-2022.
non audités

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 18,475 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de la taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023). Le taux de la taxe sur les carburants est de 4,5 cents le litre pour le mat/riel ferroviaire. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs. Les taxes sur les spiritueux s'appliquent aux achats de spiritueux et de refroidisseurs de spiritueux dans le magasin sur place d'un fabricant de spiritueux.

Ontario Power Generation Inc. et ses filiales ainsi que les services municipaux d'électricité qui sont exonérés de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés doivent verser à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) les paiements tenant lieu d'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés. Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés non exonérées*.

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1^{er} janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$. Pour les demandes présentées avant le 1^{er} janvier 2020, le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de 10 ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés à l'extérieur des limites municipales selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Le droit d'accise sur le cannabis est perçu par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la *Loi sur les douanes* (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur, et pour le cannabis comestible, les extraits de cannabis et le cannabis pour usage topique, le taux du droit d'accise est de 0,01 \$ le milligramme de tétrahydrocannabinol (THC). Différents taux s'appliquent selon le type de produit. L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par une redevance sur le revenu brut (RRB) perçue sur le revenu brut des centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier de la RRB payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier de la RRB payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément d'utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la Loi, à un taux de 4 \$ l'hectare par année.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	17 524 903 200	16 730 071 440
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 178 384 000	6 002 910 000
Apprentissage et garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada.....	1 272 072 005	–
Entente sur le développement du marché du travail.....	790 049 286	768 422 198
Programmes d'infrastructure.....	768 630 062	561 757 689
Transferts directs aux organismes du secteur parapublic.....	530 475 510	438 917 719
Soins à domicile et santé mentale	465 742 194	581 481 725
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	390 812 114	708 269 356
Accord sur les services sociaux dispensés aux Autochtones.....	342 115 599	332 843 464
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.....	270 375 905	218 812 214
Logement social.....	263 273 241	305 394 117
Expansion du bilinguisme.....	163 167 353	121 146 170
Justice pénale pour les adolescents.....	66 959 720	66 936 548
Aide juridique – Droit criminel.....	61 190 384	93 279 487
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	50 731 501	48 951 903
Aide financière aux études.....	25 395 383	25 065 561
Personnes gardées pour des raisons d'immigration.....	5 818 747	8 288 903
Autres.....	2 093 866 945	3 594 442 547
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	31 263 963 150	30 606 991 041

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

En mars 2022, l'Ontario a conclu avec le gouvernement fédéral un accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants d'une durée de six ans et doté de 13,2 milliards de dollars visant à rendre les services de garde d'enfants de haute qualité plus abordables, accessibles et inclusifs pour les familles de l'Ontario. En avril 2022, les frais pour les enfants admissibles dans les centres de garde agréés participants ont fait l'objet d'une réduction pouvant aller jusqu'à 25 % grâce à des rabais rétroactifs accordés aux parents entre mai et décembre. En décembre 2022, les frais que les familles devaient assumer ont été réduits encore davantage, cette réduction pouvant atteindre 50 %. Les frais pour la garde d'enfants de moins de six ans seront réduits encore plus pour s'établir en moyenne à 10 \$ par jour d'ici le fin de l'exercice 2025 à 2026.

Aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT), l'Ontario reçoit du financement pour la conception et la prestation des programmes d'emploi et de formation destinés aux participants (au sens de la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi* du Canada) et pour le financement de mesures de soutien destinées à aider les clients à trouver un emploi, à faciliter les partenariats du marché du travail et à soutenir les activités de recherche et d'innovation. L'EDMT est une entente continue. Le financement supplémentaire obtenu par la renégociation de l'entente de 2017-2018 a expiré en 2022-2023. Un renouvellement du financement pour une année de plus a été obtenu pour 2023-2024.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, le logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les transferts directs aux organismes du secteur parapublic (hôpitaux, conseils scolaires et collèges) représentent le financement versé par le gouvernement fédéral à ces organismes pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et à long terme dispensés aux anciens combattants, les soins communautaires bonifiés pour le Nord de l'Ontario, les cours Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), l'aide à l'emploi et les programmes d'éducation postsecondaire.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

L'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre finance la formation et le développement des compétences, y compris des compétences essentielles, des Ontariennes et des Ontariens, ainsi que les programmes pour les personnes handicapées, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes. Le financement supplémentaire obtenu après la renégociation de l'entente en 2017-2018 a pris fin en 2022-2023. Un renouvellement du financement pour une année de plus a été obtenu pour 2023-2024. En 2020-2021, du financement ponctuel supplémentaire a été versé aux provinces et aux territoires pour offrir aux Canadiennes et aux Canadiens la formation professionnelle et l'aide à l'emploi dont ils ont besoin dans le cadre des initiatives de redressement en riposte à la COVID-19. Le financement est inscrit en 2020-2021 et 2021-2022.

Le Protocole d'entente sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être ») est une entente bilatérale de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières Nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente reconnaît un engagement commun de l'Ontario et du Canada à fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent plus dans des réserves, jusqu'à un an après leur départ de la réserve, des services sociaux admissibles qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans des réserves. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour des services dans quatre secteurs de programmes énoncés dans l'entente, et fournis et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail), et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

En juin 2017, l'Ontario a signé l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Le plan d'action de l'Ontario visé par l'Accord favorise un engagement partagé par le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral visant à investir dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants afin d'accroître la qualité, l'accessibilité, l'abordabilité, la souplesse et l'inclusivité en priorisant les enfants de 0 à 6 ans. En août 2021, l'Accord actuel a été renouvelé pour quatre années supplémentaires, du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2025. Aux termes de l'Accord renouvelé, l'Ontario recevra, sur quatre ans, des fonds fédéraux totalisant 764,5 millions de dollars.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale* pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gestion environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1^{er} avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les anciens combattants, l'entente sur le contrôle des armes à feu, l'entente d'échange de services et le fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subventions annuelles en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

- c) intérêts sur le fonds des écoles publiques;
- d) soutien ponctuel en nature pour l'EPI;
- e) aide ponctuelle liée à la reprise post-COVID-19 telle que le financement supplémentaire en santé, air pur, fonds pour le retour en classe sécuritaire, financement des transports en commun et des abris, ainsi que soutien pour l'EPI et des tests rapides.

	2023 \$	2022 \$
DROITS, DONTS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC		
Hôpitaux.....	4 764 894 870	4 410 774 533
Conseils scolaires.....	1 377 907 887	1 239 189 502
Collèges.....	5 156 187 646	4 036 744 607
Sociétés d'aide à l'enfance ¹	193 137 963	—
TOTAL – DROITS, DONTS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC.....	11 492 128 366	9 687 688 559

¹En 2022-2023, les sociétés d'aide à l'enfance ont été regroupées au sein du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires.

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

	2023 \$	2022 \$
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 504 635 000	1 561 401 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	2 457 257 000	2 543 284 000
Hydro One Limited.....	485 622 731	478 444 524
Ontario Power Generation Inc.....	364 000 000	1 672 000 000
Société ontarienne du cannabis.....	234 360 792	186 094 654
Jeux en ligne Ontario.....	87 223 000	—
TOTAL DES REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	6 133 098 523	6 441 224 178

DÉTAILS DES REVENUS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Les revenus des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario, notamment les loteries, les casinos, les bingos électroniques et le site de jeu en ligne OLG.ca. Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante de la plupart des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle.

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) réglemente l'achat, la vente et la distribution d'alcool destiné à la consommation personnelle ainsi que la vente d'alcool à des établissements pourvus d'un permis, par l'entremise des magasins de la LCBO, des magasins Brewers Retail et des magasins des établissements vinicoles dans la province de l'Ontario. La LCBO achète les vins et les autres boissons alcooliques pour les revendre au public, elle fait l'essai de tous les produits vendus et elle fixe les prix des bières, des vins et des spiritueux.

Les activités principales d'Hydro One Limited sont le transport et la distribution d'électricité aux clients de l'Ontario. Hydro One est le plus grand service de transport et de distribution d'électricité de l'Ontario et a l'obligation d'acheminer l'électricité de façon sécuritaire et fiable à environ 1,5 million de clients dans l'ensemble de l'Ontario. Cette société est réglementée par la Commission de l'énergie de l'Ontario.

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis (SOC), est le vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario et le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

Le 4 avril 2022, Jeux en ligne Ontario a lancé un marché de jeux sur Internet en Ontario. Jeux en ligne Ontario est responsable de l'organisation et de la gestion des jeux de hasard en ligne en conformité avec le Code criminel (Canada) et la Loi de 1992 sur la réglementation des jeux.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

AUTRES REVENUS	2023 \$	2022¹ \$
Ventes et locations.....	1 227 266 080	1 046 205 245
Droits, permis et autorisations		
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 251 376 056	33 009 318
Autres droits et permis		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	62 313 361	54 160 526
Constitutions en société.....	29 680 719	30 837 990
Greffiers locaux.....	13 669 026	12 010 872
Revenus des jeux.....	3 213 272	3 123 904
Programme Air pur.....	454 350	1 889 265
Autres.....	1 114 421 605	912 704 626
Total des droits, permis et autorisations	2 475 128 389	1 047 736 501
Redevances		
Redevances sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	120 138 119	113 365 597
Redevances - Teranet Polaris.....	46 497 125	51 783 812
Droits sur le bois de la Couronne.....	107 228 641	235 894 888
Autres redevances.....	60 812 563	67 322 980
Total, redevances.....	334 676 447	468 367 277
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	1 172 414 727	1 430 396 104
Remboursement des dépenses.....	1 031 483 345	1 232 886 718
Divers :		
Revenus de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité.....	214 224 271	221 893 580
Amendes et pénalités.....	72 162 075	68 730 726
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	47 972 000	66 760 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	–	5 000 000
Autres.....	904 184 358	1 129 363 871
Total, divers.....	1 238 542 704	1 491 748 177
TOTAL DES AUTRES REVENUS	7 479 511 691	6 717 340 022

¹Chiffres réels retraités en raison de la consolidation du Fonds de garantie des prestations de retraite en 2022-2023.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Sous la rubrique « Ventes et locations » figurent le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière, de la location des terres de la Couronne et de la vente de biens et de services fournis par des institutions provinciales.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent principalement à autoriser la circulation d'un véhicule utilitaire lourd sur une voie publique et s'appliquent aux permis et aux plaques d'immatriculation de tous les véhicules. Pour les véhicules utilitaires lourds, les droits actuels varient entre 265,25 \$ et 4 693 \$. Les droits associés aux transporteurs visent les certificats d'immatriculation de véhicules utilitaires et ceux associés aux conducteurs visent principalement le renouvellement du permis de conduire.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les frais relatifs aux jeux perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatif, commercial et des jeux en ligne. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives ou religieuses admissibles.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les titulaires d'un bail pour l'exploitation de ressources hydroélectriques sont tenus d'acquitter une redevance d'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydroélectrique. Il s'agit de l'élément « utilisation d'énergie hydraulique » de la redevance sur le revenu brut (RRB), dont il est fait mention à la page 1-7.

Teranet – Redevances, FIEF – En 2003-2004, la province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet. En 2010-2011, elle a négocié la prolongation de l'entente initiale prise avec Teranet, ce qui a prolongé de 50 ans la période visée à l'origine par cette entente. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue de Teranet en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de l'exercice 2011-2012 à l'exercice 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1^{er} avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements, établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet, seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2022-2023, la province a déclaré un total de 46,5 millions de dollars (51,8 millions de dollars en 2021-2022) en revenus tirés de redevances de Teranet.

La redevance « droits sur le bois de la Couronne » est une redevance forestière versée pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne en vertu de lettres patentes. Cette redevance est habituellement calculée au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, est établi comme prix minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2022-2023 étaient de 5,25 \$, 0,69 \$ ou 0,00 \$ (bioproduits seulement) le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,69 \$ le mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 72,46 \$ le mètre cube, selon les différents groupes d'essences et les secteurs de production.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2022-2023, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,69 \$, selon les groupes d'essences et l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$¹. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « amendes et pénalités » présente les sommes perçues pour les infractions aux lois, aux règlements et aux règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement, auprès des consommateurs d'électricité, du coût des accords d'approvisionnement en électricité conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

¹ La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 \$/m³ au cours de l'exercice.

DÉTAILS DES REVENUS – Fin
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022 ¹
TOTAL DES REVENUS.....	192 887 152 715 \$	185 128 000 254 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

¹Chiffres réels retraités en raison de la consolidation du Fonds de garantie des prestations de retraite en 2022-2023.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice se terminant

Ministère	Impôts et taxes \$	Gouvernement du Canada \$	Revenus tirés des entreprises publiques \$	Remboursements de dépenses \$	Droits, permis et autorisations \$	Ventes et locations \$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	51 833 818	-	62 536	366 555	-
Bureau de l'Assemblée	-	-	-	-	-	73 542
Procureur général	-	81 738 261	-	83 441 500	138 317 206	133 794
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	184	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	463 870 862	-	13 679 975	957 865	44
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	132 806 137	-	681 110	2 270 436	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	1 199 060	36 785
Éducation	-	1 779 845 195	-	-	1 043 593	-
Énergie	-	-	315 850 306	-	2 205	6 004 397
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	2 336 506	-	1 195 331	12 883 505	-
Finances	135 542 882 241	24 487 695 066	5 161 161 000	143 968 512	75 904 581	-
Affaires francophones	-	1 470 000	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	5 793 488	-	874 152	266 405 885	176 862 632
Santé	-	1 085 541 746	-	24 488 024	9 534 630	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	1 128 228	-	-	279 834	952 923
Affaires autochtones	-	-	-	-	720	-
Infrastructure	-	277 983 106	-	-	270	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	1 089 316 166	-	254 559 797	12 223 752	2 200
Soins de longue durée	-	16 411 907	-	-	186 225	-
Affaires municipales et Logement	-	571 946 307	-	20 484 634	1 871 548	264 722
Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts	1 946 791	6 328 256	-	4 689 388	18 908 264	8 569 818
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	55 520 066	-	483 123 962	38 680 385	208 457
Transports	-	504 184 738	-	50 400	1 337 140 345	18 155 184
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	345	-
Total avant la consolidation	135 544 829 032	30 615 749 852	5 477 011 306	1 031 299 321	1 918 177 394	211 264 496
Redressements de consolidation et autres	973 621 953	648 213 298	656 087 218	184 024	556 950 995	1 016 001 584
Selon les états financiers consolidés	136 518 450 985	31 263 963 150	6 133 098 523	1 031 483 345	2 475 128 389	1 227 266 080

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2023

Redevances \$	Recouvrements de dépenses des années précédentes \$	Divers \$	Total avant la consolidation \$	Redressements de consolidation, de reclassification et autres \$	Résultats après la consolidation \$	Ministère
-	5 067 989	5 972 326	63 303 223	263 703 230	327 006 453	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	251 505	1 033 393	1 358 440	-	1 358 440	Bureau de l'Assemblée
-	6 293 528	140 533 493	450 457 782	368 682 762	819 140 544	Procureur général
-	283 002	1	283 187	-	283 187	Bureau du Conseil des ministres
-	-	948 860	948 860	-	948 860	Bureau du directeur général des élections
-	244 674 452	13 097 845	736 281 044	186 541 166	922 822 209	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	156 152	-	156 152	-	156 152	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	94 569 230	5 369 842	235 696 755	5 204 358 800	5 440 055 554	Collèges et Universités
727 804	43 721 900	15 076 072	60 761 621	378 921	61 140 542	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	196 231 420	2 190 376	1 979 310 584	1 224 727 450	3 204 038 034	Éducation
-	45 691 749	21 088 595	388 637 252	797 576 668	1 186 213 920	Énergie
-	15 800 911	37 764	32 254 017	389 250 828	421 504 845	Environnement, Protection de la nature et Parcs
46 497 125	22 808 763	30 451 756	165 511 369 045	1 555 620 139	167 066 989 184	Finances
-	44 709	43	1 514 752	-	1 514 752	Affaires francophones
-	5 311 409	56 736 338	511 983 904	(157 525 439)	354 458 465	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	630 271 256	1 128 193	1 750 963 847	4 806 798 528	6 557 762 376	Santé
-	18 532 874	2 214	20 896 073	301 584 744	322 480 817	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	4 698 630	41 756	4 741 106	-	4 741 106	Affaires autochtones
-	5 300 941	326 005	283 610 322	31 733 853	315 344 175	Infrastructure
-	143 873 940	43 727 808	1 543 703 662	(67 194 932)	1 476 508 730	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	45 642 691	157 964	62 398 786	(12 022 589)	50 376 197	Soins de longue durée
-	5 959 007	32 835	600 559 052	796 655	601 355 707	Affaires municipales et Logement
240 042 081	23 464 087	9 909 361	313 858 046	145 172 020	459 030 066	Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts
-	171 746	193 854	365 599	-	365 599	Ombudsman Ontario
-	4 610 811	1 096	4 611 907	-	4 611 907	Services aux aînés et Accessibilité
-	10 240 980	1 456 954	589 230 803	-	589 230 803	Solliciteur général
-	59 829 624	20 023 501	1 939 383 792	591 287 410	2 530 671 202	Transports
-	167 042 542	-	167 042 888	-	167 042 888	Secrétariat du Conseil du Trésor
287 267 009	1 800 545 846	369 538 244	177 255 682 499	-	-	Total avant la consolidation
47 409 438	(628 131 120)	12 361 132 825	-	15 631 470 216	-	Redressements de consolidation et autres
334 676 447	1 172 414 727	12 730 671 069	-	-	192 887 152 715	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires \$	Avantages sociaux \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	85 141 345	13 185 246	2 162 768	28 714 550	682 084
Bureau de l'Assemblée	102 587 961	29 510 999	5 663 721	37 297 698	10 120 667
Procureur général	897 419 298	120 397 595	21 808 773	378 305 220	11 411 465
Bureau de la vérificatrice générale	16 054 845	3 997 533	237 504	5 629 818	891 933
Bureau du Conseil des ministres	34 059 570	4 747 125	498 360	3 426 468	253 366
Bureau du directeur général des élections	12 376 836	2 691 746	19 109	384 439	8 050
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	484 282 125	89 325 979	13 452 185	168 443 380	8 915 752
Affaires civiques et Multiculturalisme	11 484 620	1 561 442	159 102	4 584 169	82 436
Collèges et Universités	35 319 023	5 314 315	638 150	24 017 051	119 634
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	59 518 080	8 181 740	1 198 423	29 651 828	331 704
Éducation	160 451 555	24 294 907	1 834 789	81 992 153	4 295 280
Énergie	19 319 897	2 886 317	257 522	6 770 922	74 950
Environnement, Protection de la nature et Parcs	183 228 251	29 842 889	2 892 601	69 051 254	11 643 308
Finances	128 889 386	19 839 824	3 255 831	198 161 342	2 416 677
Affaires francophones	2 318 648	331 649	51 344	2 259 629	4 629
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 160 953	51 192 773	33 498 107	863 231 853	(11 725 948)
Santé	296 049 059	52 062 043	10 885 470	373 108 411	4 894 809
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	44 828 770	7 016 495	1 026 258	32 880 814	2 282 788
Affaires autochtones	17 363 244	2 347 146	518 623	14 016 535	132 859
Infrastructure	22 294 324	3 293 943	175 002	25 617 155	58 653
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	231 620 899	38 951 174	4 314 339	67 281 079	1 697 758
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 353 300	161 626	35 818	151 420	70 156
Soins de longue durée	51 901 932	8 479 959	1 830 125	18 800 777	100 624
Affaires municipales et Logement	43 999 448	6 580 298	514 249	12 408 824	118 450
Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts	265 958 402	46 339 195	11 136 438	313 130 288	31 876 186
Ombudsman Ontario	14 308 320	4 180 710	325 886	4 573 101	668 828
Bureau du premier ministre	2 112 961	232 836	192 878	(131 131)	22 705
Services aux aînés et Accessibilité	15 494 050	2 001 500	168 129	3 523 115	58 912
Solliciteur général	1 995 537 874	354 592 057	82 690 661	591 327 606	189 941 137
Transports	229 934 167	39 276 271	6 668 749	874 840 597	49 108 277
Secrétariat du Conseil du Trésor	152 846 462	1 249 197 947	1 331 562	42 689 419	431 673
Reclassification des charges**	5 930 215 604	2 222 015 280	209 442 475	4 276 139 782	320 989 802
	271 832 272	34 347 636	49 135 704	(365 509 230)	10 193 618
Total avant la consolidation	6 202 047 877	2 256 362 916	258 578 180	3 910 630 552	331 183 420
Redressements de consolidation et autres	46 761 279 991	11 638 656 708	458 581 378	11 195 844 206	9 281 925 291
Selon les états financiers consolidés	52 963 327 867	13 895 019 624	717 159 558	15 106 474 758	9 613 108 710

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministère de l'Éducation, ministère du Solliciteur général et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

non audités

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE*

le 31 mars 2023

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation ¹ \$	Redressements de consolidation et autres ² \$	Selon les états financiers consolidés \$	Ministère
488 158 231	315 668	618 359 892	214 119 861	832 479 753	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
292 120	-	185 473 166	(12 867 948)	172 605 218	Bureau de l'Assemblée
385 126 553	203 619 609	2 018 088 511	(94 435 952)	1 923 652 559	Procureur général
12 000	-	26 823 634	(1 379 611)	25 444 022	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	42 984 890	-	42 984 890	Bureau du Conseil des ministres
-	156 619 041	172 099 220	(1 306 704)	170 792 516	Bureau du directeur général des élections
17 362 085 625	102 848 226	18 229 353 271	(89 479 348)	18 139 873 924	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
31 366 358	-	49 238 125	-	49 238 125	Affaires civiques et Multiculturalisme
6 593 007 222	60 570 735	6 718 986 129	4 902 185 434	11 621 171 563	Collèges et Universités
977 437 001	2 038 436	1 078 357 210	1 846 469	1 080 203 678	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
34 276 362 685	8 733 452	34 557 964 822	1 643 917 934	36 201 882 755	Éducation
5 847 446 331	1 601 431	5 878 357 369	221 847 253	6 100 204 623	Énergie
69 112 926	13 439 907	379 211 136	364 865 373	744 076 509	Environnement, Protection de la nature et Parcs
717 006 133	12 908 283 878	13 977 853 070	223 773 738	14 201 626 809	Finances
2 766 505	-	7 732 403	-	7 732 403	Affaires francophones
53 130 977	459 777 503	1 761 266 219	657 911 566	2 419 177 784	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
64 936 464 448	1 341 220 886	67 014 685 127	9 029 789 820	76 044 474 946	Santé
1 601 178 531	-	1 689 213 656	272 991 185	1 962 204 841	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
6 350 639 596	-	6 385 018 003	(645 268)	6 384 372 735	Affaires autochtones
963 115 682	-	1 014 554 760	164 432 020	1 178 986 780	Infrastructure
1 799 759 146	4 155 974	2 147 780 370	(381 114 221)	1 766 666 149	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	1 928 121	-	1 928 121	Bureau du lieutenant-gouverneur
7 119 484 630	-	7 200 598 048	(4 754 810 667)	2 445 787 380	Soins de longue durée
1 497 912 081	3 034 016	1 564 567 366	(1 555 524)	1 563 011 841	Affaires municipales et Logement
421 001 409	407 921 943	1 497 363 861	111 246 212	1 608 610 073	Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts
-	-	24 056 845	(1 215 253)	22 841 592	Ombudsman Ontario
-	-	2 430 248	-	2 430 248	Bureau du premier ministre
216 037 527	-	237 283 233	-	237 283 233	Services aux aînés et Accessibilité
461 020 776	115 538 587	3 790 648 699	(295 878 666)	3 494 770 033	Solliciteur général
7 569 452 922	1 208 579 959	9 977 860 942	(3 356 661 940)	6 621 199 002	Transports
1 142 862	9 918 900	1 457 558 824	224 403 752	1 681 962 575	Secrétariat du Conseil du Trésor
159 740 520 277	17 008 373 949	189 707 697 169	9 041 979 514	198 749 676 683	
-	-	-	-	-	Reclassification des charges
159 740 520 277	17 008 373 949	189 707 697 169	-	-	Total avant la consolidation
(77 892 706 937)	7 598 398 877	-	9 041 979 514	-	Redressements de consolidation et autres
81 847 813 340	24 606 772 826	-	-	198 749 676 683	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges totales désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2022-2023 a été publié.

² Les chiffres réels des ministères pour 2022-2023 ont été rajustés de façon à comptabiliser l'augmentation du passif ou des passifs éventuels. Les ministères n'ont pas pu imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2022-2023 mais demanderont le crédit nécessaire pour l'exercice 2023-2024.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires \$	Avantages sociaux \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	85 141 345	13 185 246	2 162 768	28 714 550	682 084
Bureau de l'Assemblée	102 587 961	29 510 999	5 663 721	37 297 698	10 120 667
Procureur général	897 419 298	120 397 595	21 808 773	378 305 220	11 411 465
Bureau de la vérificatrice générale	16 054 845	3 997 533	237 504	5 629 818	891 933
Bureau du Conseil des ministres	34 059 570	4 747 125	498 360	3 426 468	253 366
Bureau du directeur général des élections	12 376 836	2 691 746	19 109	384 439	8 050
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	484 282 125	89 325 979	13 452 185	168 443 380	8 915 752
Affaires civiques et Multiculturalisme	11 484 620	1 561 442	159 102	4 584 169	82 436
Collèges et Universités	35 319 023	5 314 315	638 150	24 017 051	119 634
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	59 518 080	8 181 740	1 198 423	29 651 828	331 704
Éducation	160 451 555	24 294 907	1 834 789	81 992 153	4 295 280
Énergie	19 319 897	2 886 317	257 522	6 770 922	74 950
Environnement, Protection de la nature et Parcs	183 228 251	29 842 889	2 796 984	64 502 144	9 060 856
Finances	128 889 386	19 839 824	3 255 831	198 161 342	2 416 677
Affaires francophones	2 318 648	331 649	51 344	2 259 629	4 629
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 160 953	51 192 773	33 490 082	678 120 807	(11 725 948)
Santé	296 049 059	52 062 043	10 885 470	373 108 411	4 894 809
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	44 828 770	7 016 495	1 026 258	8 849 015	1 612 303
Affaires autochtones	17 363 244	2 347 146	518 623	14 016 535	132 859
Infrastructure	22 294 324	3 293 943	175 002	25 617 155	58 653
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	231 620 899	38 951 174	4 314 339	67 281 079	1 697 758
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 353 300	161 626	35 818	151 420	70 156
Soins de longue durée	51 901 932	8 479 959	1 830 125	18 800 777	100 624
Affaires municipales et Logement	43 999 448	6 580 298	514 249	12 408 824	118 450
Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts	265 958 402	46 339 195	11 000 002	172 537 819	24 020 364
Ombudsman Ontario	14 308 320	4 180 710	325 886	4 573 101	668 828
Bureau du premier ministre	2 112 961	232 836	192 878	(131 131)	22 705
Services aux aînés et Accessibilité	15 494 050	2 001 500	168 129	3 523 115	58 912
Solliciteur général	1 995 537 874	354 592 057	82 690 661	556 412 066	189 941 006
Transports	229 934 167	39 276 271	6 664 069	872 000 561	44 929 328
Secrétariat du Conseil du Trésor	152 846 462	1 249 197 947	1 331 562	42 689 419	431 673
Reclassification des charges**	5 930 215 604	2 222 015 280	209 197 718	3 884 099 782	305 701 964
	271 832 272	34 347 636	49 135 704	(365 509 230)	10 193 618
Total avant la consolidation	6 202 047 877	2 256 362 916	258 333 422	3 518 590 552	315 895 581
Redressements de consolidation et autres	46 761 279 991	11 638 656 708	458 581 378	11 434 497 597	9 281 925 291
Selon les états financiers consolidés	52 963 327 867	13 895 019 624	716 914 800	14 953 088 149	9 597 820 872

* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Charges reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministères de l'Éducation et du Solliciteur général, et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

non audités

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – FONCTIONNEMENT*

31 mars 2023

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation ¹ \$	Redressements de consolidation et autres ² \$	Selon les états financiers consolidés \$	Ministère
480 658 231	315 668	610 859 892	214 966 220	825 826 111	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
292 120	-	185 473 166	(12 867 948)	172 605 218	Bureau de l'Assemblée
385 126 553	147 376 685	1 961 845 588	(97 116 185)	1 864 729 403	Procureur général
12 000	-	26 823 634	(1 379 611)	25 444 022	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	42 984 890	-	42 984 890	Bureau du Conseil des ministres
-	156 619 041	172 099 220	(1 306 704)	170 792 516	Bureau du directeur général des élections
17 296 761 474	63 520 568	18 124 701 462	(102 492 600)	18 022 208 863	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
31 366 358	-	49 238 125	-	49 238 125	Affaires civiques et Multiculturalisme
6 312 662 898	54 792 130	6 432 863 200	4 616 070 082	11 048 933 282	Collèges et Universités
977 437 001	2 038 436	1 078 357 210	1 846 469	1 080 203 678	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
32 484 410 988	2	32 757 279 675	1 711 053 114	34 468 332 789	Éducation
5 847 446 331	1 601 431	5 878 357 369	199 673 293	6 078 030 662	Énergie
43 456 106	65 900	332 953 129	362 079 462	695 032 592	Environnement, Protection de la nature et Parcs
717 006 133	12 908 283 878	13 977 853 070	214 913 104	14 192 766 175	Finances
2 766 505	-	7 732 403	-	7 732 403	Affaires francophones
53 130 977	437 190 447	1 553 560 092	537 399 119	2 090 959 211	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
63 594 239 662	1 324 327 084	65 655 566 538	8 175 987 679	73 831 554 217	Santé
1 572 218 162	-	1 635 551 003	261 475 506	1 897 026 509	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
6 344 915 154	-	6 379 293 561	(645 268)	6 378 648 293	Affaires autochtones
306 494	-	51 745 572	161 974 256	213 719 828	Infrastructure
1 745 145 389	313 493	2 089 324 132	(357 134 961)	1 732 189 171	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	1 928 121	-	1 928 121	Bureau du lieutenant-gouverneur
7 067 927 791	-	7 149 041 209	(4 703 253 828)	2 445 787 380	Soins de longue durée
1 247 550 256	2 429 617	1 313 601 142	(1 555 524)	1 312 045 617	Affaires municipales et Logement
349 597 006	6 882 686	876 335 473	155 732 333	1 032 067 806	Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts
-	-	24 056 845	(1 215 253)	22 841 592	Ombudsman Ontario
-	-	2 430 248	-	2 430 248	Bureau du premier ministre
216 037 527	-	237 283 233	-	237 283 233	Services aux aînés et Accessibilité
450 543 879	53 147 899	3 682 865 443	(229 503 031)	3 453 362 412	Solliciteur général
1 670 674 367	3 260	2 863 482 023	884 797 561	3 748 279 585	Transports
1 142 862	9 918 900	1 457 558 824	224 403 752	1 681 962 575	Secrétariat du Conseil du Trésor
148 892 832 220	15 168 982 925	176 613 045 493	12 213 901 035	188 826 946 528	
-	-	-	-	-	Reclassification des charges**
148 892 832 220	15 168 982 925	176 613 045 493	-	-	Total avant la consolidation
(69 290 780 432)	1 929 740 502	-	12 213 901 035	-	Redressements de consolidation et autres
79 602 051 788	17 098 723 427	-	-	188 826 946 528	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges du FRC tiennent compte de l'affectation des crédits selon la structure des ministères qui était en place lorsque les budgets des dépenses pour 2022-2023 ont été publiés.

² Des redressements ont été faits aux chiffres réels des ministères de 2022-2023 pour tenir compte des passifs accrus ou des passifs éventuels. Les ministères ne pouvaient pas imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2022-2023, mais demanderont les crédits appropriés en 2023-2024.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice terminé le

Ministère	Traitements et salaires \$	Transports et communications \$	Services \$	Fournitures et matériel \$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-
Bureau de l'Assemblée	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-
Bureau de la vérificatrice générale	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	95 617	4 549 110	2 582 452
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	8 025	185 111 046	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-
Éducation	-	-	24 031 799	670 485
Énergie	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	-	-	-
Santé	-	136 437	140 592 470	7 855 821
Solliciteur général	-	-	34 915 540	131
Transports	-	4 680	2 840 036	4 178 949
Total avant la consolidation	-	244 758	392 040 000	15 287 839
Redressements de consolidation et autres	-	-	(238 653 391)	-
Selon les états financiers consolidés	-	244 758	153 386 609	15 287 839

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – IMMOBILISATIONS *

31 mars 2023

Paiements de transfert \$	Autres opérations \$	Total avant la consolidation ¹ \$	Redressements de consolidation et autres \$	Selon les états financiers consolidés \$	Ministère
7 500 000	-	7 500 000	(846 359)	6 653 641	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	56 242 924	56 242 924	2 680 233	58 923 157	Bureau de l'Assemblée
65 324 151	39 327 658	104 651 809	13 013 252	117 665 061	Procureur général
280 344 324	5 778 605	286 122 929	286 115 352	572 238 281	Bureau de la vérificatrice générale
1 791 951 697	8 733 450	1 800 685 147	(67 135 180)	1 733 549 967	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	22 173 961	22 173 961	Bureau du directeur général des élections
25 656 820	13 374 007	46 258 006	2 785 911	49 043 917	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	8 860 634	8 860 634	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	22 587 056	207 706 126	120 512 447	328 218 573	Collèges et Universités
1 342 224 787	16 893 802	1 359 118 588	853 802 141	2 212 920 729	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
28 960 369	-	53 662 653	11 515 679	65 178 332	Éducation
5 724 442	-	5 724 442	-	5 724 442	Énergie
962 809 188	-	962 809 188	2 457 764	965 266 952	Environnement, Protection de la nature et Parcs
54 613 757	3 842 481	58 456 238	(23 979 260)	34 476 978	Finances
51 556 839	-	51 556 839	(51 556 839)	-	Affaires francophones
250 361 826	604 398	250 966 224	-	250 966 224	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
71 404 403	401 039 257	621 028 388	(44 486 121)	576 542 268	Santé
10 476 898	62 390 688	107 783 256	(66 375 635)	41 407 621	Solliciteur général
5 898 778 555	1 208 576 699	7 114 378 919	(4 241 459 502)	2 872 919 417	Transports
10 847 688 056	1 839 391 024	13 094 651 677	-	-	Total avant la consolidation
(8 601 926 505)	5 668 658 375	-	(3 171 921 522)	-	Redressements de consolidation et autres
2 245 761 551	7 508 049 399	-	-	9 922 730 155	Selon les états financiers consolidés

¹ Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2022-2023 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Au 31 mars 2023

Pour l'exercice clos le 31 mars	2023	2022
Fonds ontarien d'initiative		
Contributions des Ontariens ¹	130 456 \$	180 832 \$
	130 456 \$	180 832 \$

¹ Représente les paiements versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit ou de la dette.

section 2

États financiers des

ministères

(non vérifié)

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-6
ÉTAT DES RECETTES.....	2-7

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<u>235 269 241</u>	Programme des affaires autochtones	<u>6 385 416 414</u>	<u>6 379 293 561</u>
<u>235 269 241</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>6 385 416 414</u>	<u>6 379 293 561</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
<u>6 566 527</u>	Programme des affaires autochtones	<u>6 046 000</u>	<u>5 724 442</u>
<u>6 566 527</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	<u>6 046 000</u>	<u>5 724 442</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4	12 321 500	(400 000)	11 921 500	Administration du ministère..... 11 824 221
1	98 896 700	825 000	99 721 700	Affaires autochtones..... 94 223 847
				Revendications territoriales et initiatives
2	102 000	6 272 652 200	6 272 754 200	sur l'autonomie gouvernementale..... 6 272 737 126
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 0
				Fonds pour cas d'invalidité dus au
				mercure – fiduciaire, <i>bassins des</i>
				<i>rivières English et Wabigoon,</i>
				<i>convention de règlement relative à la</i>
				<i>contamination par le mercure du</i>
				<i>réseau hydrographique English-</i>
L	954 000	0	954 000	<i>Wabigoon, 1986</i> 508 366
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES AFFAIRES
	112 339 214	6 273 077 200	6 385 416 414	AUTOCHTONES..... 6 379 293 561

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES
				Programme d'immobilisations,
3	6 001 000	45 000	6 046 000	Affaires autochtones..... 5 724 442
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES AFFAIRES
	6 001 000	45 000	6 046 000	AUTOCHTONES..... 5 724 442

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones (MAA) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 4)			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	4 660 829		Services.....		26 885
Avantages sociaux.....	692 240		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	262 622		Règlement des revendications		
Services.....	6 125 283		territoriales.....	22 710 241	
Fournitures et matériel.....	83 248		Règlements négociés.....	6 250 000 000	
	<u>11 824 221</u>				6 272 710 241
					<u>6 272 737 126</u>
Affaires Autochtones (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	12 702 415		Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure –		
Avantages sociaux.....	1 654 907		fiduciaire, bassins des rivières English et		
Transports et communications.....	256 001		Wabigoon, convention de règlement relative à la		
Services.....	9 563 688		contamination par le mercure du réseau		
Fournitures et matériel.....	49 611		hydrographique English-Wabigoon, 1986.....		508 366
Paiements de transfert					<u>508 366</u>
Fonds pour les organisations					
autochtones représentatives					
de l'Ontario.....	1 825 555				
Fonds de développement					
Economique pour les					
Autochtones.....	13 008 180				
Fonds de participation.....	4 835 237				
Soutien au fonds de					
négociations Communautaires...	12 583 939				
Fonds pour la participation à					
l'élaboration des politiques.....	5 119 671				
Fonds pour les nouvelles					
relations.....	12 481 000				
Fonds de développement					
économique des Métis.....	2 995 448				
Soutien aux sites résidentiels					
indiens sites d'inhumation.....	18 847 517				
	<u>71 696 547</u>				
	<u>95 923 169</u>				
Moins : Recouvrements.....	1 699 320				
	<u>94 223 847</u>				
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Programme d'immobilisations, Affaires autochtones (Poste 3)		
			Paiements de transfert		
			Programme de subventions		
			d'immobilisations de la communauté		
			autochtone.....		5 644 382
			Immobilisations - Autres projets d'immobilisations...		80 060
					<u>5 724 442</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DES AFFAIRES		
			AUTOCHTONES.....		
			6 379 293 561		
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Programme d'immobilisations, Affaires autochtones (Poste 3)		
			Paiements de transfert		
			Programme de subventions		
			d'immobilisations de la communauté		
			autochtone.....		5 644 382
			Immobilisations - Autres projets d'immobilisations...		80 060
					<u>5 724 442</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DES AFFAIRES		
			AUTOCHTONES.....		
			5 724 442		

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT TEMPORISÉS ET DISCRETIONNAIRES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	200101	Oui	Oui	1 825 555
Fonds de développement économique pour les Autochtones	200101	Oui	Oui	13 008 180
Fonds de participation	200101	Oui	Oui	4 835 237
Soutien au fonds de négociations communautaires	200101	Oui	Oui	12 583 939
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	200101	Oui	Oui	5 119 671
Fonds pour les nouvelles relations	200101	Oui	Oui	12 481 000
Fonds de développement économique des Métis	200101	Oui	Oui	2 995 448
Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats autochtones	200101	Oui	Oui	18 847 517
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de subventions pour l'infrastructure des communautés autochtones	200103	Oui	Oui	5 644 382
Immobilisations - Autres projets d'immobilisations	200103	Oui	Oui	80 060
TOTAL				77 420 989

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Demande d'information FOI.....	720	1 068
	<u>720</u>	<u>1 068</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	4 698 630	6 125 400
DIVERS.....	41 756	146
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>4 741 106</u>	<u>6 126 614</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-10
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-13
AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-12
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-17
ÉTAT DES RECETTES.....	2-18

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	4 423 014	4 249 848
10 065 210	Direction générale de l'action contre le racisme	23 859 700	22 094 975
16 845 266	Affaires civiques et inclusion	25 967 600	22 893 302
26 910 476	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	54 250 314	49 238 125

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	2 388 200	1 970 800	4 359 000	Administration du ministère..... 4 171 287
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 29 260
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 4 249 848
	2 452 214	1 970 800	4 423 014	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière et les ressources humaines.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Administration du ministère (Poste 1)			Traitement versé au ministre en vertu de la	
Traitements et salaires.....	3 307 202		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Avantages sociaux.....	494 834		Traitements versés aux adjoints parlementaires en	
Transports et communications.....	38 679		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	29 260
Services.....	324 502			<u>78 561</u>
Fournitures et matériel.....	6 070		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	<u>4 171 287</u>		PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU	
			MINISTÈRE	<u><u>4 249 848</u></u>
Bureau principal				
Traitements et salaires.....	1 743 680			
Avantages sociaux.....	228 320			
Transports et communications.....	31 840			
Services.....	85 918			
Fournitures et matériel.....	5 423			
	<u>2 095 181</u>			
Services financiers et administratifs				
Traitements et salaires.....	889 539			
Avantages sociaux.....	179 522			
Transports et communications.....	4 974			
Services.....	169 282			
Fournitures et matériel.....	366			
	<u>1 243 683</u>			
Services de communication				
Traitements et salaires.....	673 983			
Avantages sociaux.....	86 992			
Transports et communications.....	1 865			
Services.....	69 302			
Fournitures et matériel.....	281			
	<u>832 423</u>			

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME
				Direction générale de l'action
1	28 016 900	(4 157 200)	23 859 700	contre le racisme..... 22 094 975
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME..... 22 094 975
	28 016 900	(4 157 200)	23 859 700	

Description du programme :

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, décisions et programmes du gouvernement et à assurer l'équité à l'égard des communautés autochtones, noires et racisées de l'Ontario. Le ministère est déterminé à soutenir la DGAR dans la mise en place d'un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur des éléments probants et la recherche.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 4602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'action contre le racisme (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		4 106 742
Avantages sociaux.....		512 776
Transports et communications.....		25 673
Services.....		2 028 615
Fournitures et matériel.....		23 036
Paiements de transfert		
Initiatives contre le racisme.....	15 398 133	
		15 398 133
		22 094 975
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE		
LE RACISME.....		22 094 975

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4603				
				AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	25 837 600	130 000	25 967 600	Affaires civiles et inclusion..... 22 893 302
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – AFFAIRES
	25 837 600	130 000	25 967 600	CIVIQUES ET INCLUSION..... 22 893 302

Description du programme :

La Division des affaires civiles et de l'inclusion fait la promotion de la croissance économique et de débouchés équitables pour l'ensemble de la population ontarienne, dans un environnement où chaque personne peut participer et s'épanouir pleinement. Les programmes sont axés sur l'amélioration des résultats pour les enfants, les jeunes et les familles marginalisés dans toute la province.

La Division œuvre également de manière à célébrer l'esprit d'entraide de l'Ontario, à favoriser des collectivités inclusives et dynamiques par la participation et le bénévolat et à mettre à profit les compétences et la bonne volonté de la population ontarienne afin de faire face aux situations d'urgence dans toute la province.

La Division dirige la remise des distinctions et prix de premier plan de l'Ontario au nom du gouvernement, par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION – CRÉDIT 4603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et inclusion (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 992 115
Avantages sociaux.....		553 832
Transports et communications.....		94 750
Services.....		2 231 052
Fournitures et matériel.....		53 328
Paiements de transfert		
Plan ontarien d'action pour la		
jeunesse.....	15 933 225	
Affaires civiles et inclusion -		
subventions.....	35 000	
		15 968 225
		22 893 302
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....		22 893 302

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Direction générale de l'action contre le racisme	460201	Oui	Oui	15 398 133
Affaires civiques et inclusion	460301	Oui	Oui	35 000
Plan ontarien d'action pour la jeunesse	460301	Oui	Non	3 341 058
Plan ontarien d'action pour les jeunes noirs (volet Autonomisation économique)	460301	Oui	Oui	12 592 167
TOTAL				31 366 358

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	156 152	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	156 152	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-20
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-21
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-23
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-24
ÉTAT DES RECETTES.....	2-25

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
8 801 661	Programme des affaires francophones	7 944 473	7 732 403
8 801 661	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	7 944 473	7 732 403
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme des affaires francophones	1 000	0
0	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 000	0

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
				Programme des affaires
1	7 928 300	0	7 928 300	francophones..... 7 699 069
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 33 334
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES..... 7 732 403
	7 944 473	0	7 944 473	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programme des affaires
2	1 000	0	1 000	francophones..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le ministère des Affaires francophones conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du ministère comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et la Commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français à travers la province; l'élaboration et la mise en œuvre d'outils tels que la Lentille francophone pour veiller à la planification requise dès les premières étapes de l'élaboration de politiques et de programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la collaboration avec les ministères partenaires, les gens d'affaires, les entrepreneurs et les entreprises sociales de l'Ontario, ainsi qu'avec des juridictions d'ailleurs au Canada et à l'étranger pour stimuler le développement économique francophone; la participation de l'Ontario au sein d'organismes nationaux et internationaux, notamment le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		2 285 314
Avantages sociaux.....		331 649
Transports et communications.....		51 344
Services.....		2 259 629
Fournitures et matériel.....		4 628
Paiements de transfert		
Programme d'appui à la francophonie ontarienne.....	1 998 219	
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario.....	268 286	
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones.....	500 000	
		2 766 505
		7 699 069
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
		33 334
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....		7 732 403

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	130101	Oui	Oui	268 286
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	130101	Oui	Non	1 998 219
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	130101	Oui	Non	500 000
TOTAL				2 766 505

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
<i>Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....</i>	<u>1 470 000</u>	<u>1 400 000</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>44 709</u>	<u>69 563</u>
DIVERS.....	<u>43</u>	<u>56</u>
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 514 752</u>	<u>1 469 619</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-28
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-29
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS.....	2-32
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-35
PROGRAMME DE LOGEMENT	2-38
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-31, 2-34, 2-40
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-41
ÉTAT DES RECETTES.....	2-42
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-44

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 585 848	Administration du ministère	21 473 187	20 999 229
86 641 903	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	289 039 900	284 711 272
17 086 975	Administrations locales et politiques d'aménagement	19 055 700	16 581 909
1 017 415 001	Programme de logement	991 558 400	991 308 731
1 140 729 727	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 321 127 187	1 313 601 141
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	0	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	0	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
8 463 089	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	6 777 000	6 599 000
407 858 418	Programme de logement	245 684 600	244 367 224
416 321 507	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	252 462 600	250 966 224

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 192 000	1 200 000	21 392 000	Administration du ministère..... 20 916 042
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement du sous-ministre adjoint,
L	0	0	0	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 17 219
				Traitement versés aux adjoints
L	32 346	0	32 346	parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
				<i>le Conseil exécutif</i> 16 667
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 20 999 229
	20 273 187	1 200 000	21 473 187	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Administration du ministère –
2	1 000	0	1 000	immobilisations..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	11 882 172		Traitements et salaires.....	1 218 598	
Avantages sociaux.....	1 707 300		Avantages sociaux.....	174 684	
Transports et communications.....	207 694		Transports et communications.....	8 896	
Services.....	7 065 852		Services.....	97 169	
Fournitures et matériel.....	53 024		Fournitures et matériel.....	765	
	<u>20 916 042</u>				<u>1 500 112</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	3 370 694		Transports et communications.....	14 803	
Avantages sociaux.....	419 375		Services.....	4 819 215	
Transports et communications.....	107 357		Fournitures et matériel.....	23 368	
Services.....	192 703				<u>4 857 386</u>
Fournitures et matériel.....	16 335		Systèmes informatiques		
	<u>4 106 464</u>		Services.....	984 171	
Services de communication					<u>984 171</u>
Traitements et salaires.....	3 372 762		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	511 050		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	28 599		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Services.....	479 181		Traitement versé au sous-ministre adjoint en vertu de		
Fournitures et matériel.....	6 969		la Loi sur le Conseil exécutif.....		17 219
	<u>4 398 561</u>		Traitement versé aux adjoints parlementaires en		
Services financiers et administratifs			vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
Traitements et salaires.....	3 920 118				<u>83 187</u>
Avantages sociaux.....	602 191		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	48 039		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	493 413				<u><u>20 999 229</u></u>
Fournitures et matériel.....	5 587				
	<u>5 069 348</u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES AUX MUNICIPALITÉS
4	67 113 900	221 925 000	289 038 900	Services aux municipalités..... 284 633 835
				Créances irrécouvrables
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 77 437
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	67 114 900	221 925 000	289 039 900	AUX MUNICIPALITÉS..... 284 711 272
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Avances et montants récupérables..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	0	0	0	AUX MUNICIPALITÉS..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000	6 775 000	6 777 000	Services aux municipalités..... 6 599 000
				TOTAL (CHARGE
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	2 000	6 775 000	6 777 000	AUX MUNICIPALITÉS..... 6 599 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, d'encourager des collectivités bien planifiées, sûres, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi sur les municipalités, de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes de paiement de transfert connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système d'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement et de gestion de la croissance. Ce programme dirige la réalisation des priorités relatives à la mise en conformité des plans officiels municipaux ainsi que l'élaboration des ordres de zonage du ministre. De plus, il fournit l'aide provinciale aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe, comme le projet pilote Reconstruire en mieux exécuté dans le cadre du Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe, et il gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

Ce programme apporte un soutien aux initiatives de la province visant à enrayer la propagation de COVID-19, soutient les efforts de prévention et de rétablissement et fournit aux intervenants des conseils sur la mise en œuvre. □

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services aux municipalités (Poste 4)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	10 988 658		Créances irrécouvrables,	
Avantages sociaux.....	1 758 708		<i>Loi sur l'administration financière</i>	77 437
Transports et communications.....	145 561			77 437
Services.....	1 276 649			
Fournitures et matériel.....	30 915		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Paielements de transfert			PROGRAMME DES SERVICES AUX	
Paielements en vertu de la <i>Loi sur</i>			MUNICIPALITÉS	284 711 272
<i>les subventions tenant lieu</i>				
<i>d'impôt aux municipalités</i>	83 416 620			
Programme pour la			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
modernisation			Services aux municipalités (Poste 3)	
au niveau municipal	7 415 768		Paielements de transfert	
Fonds pour la simplification			Programme d'aide aux municipalités pour la	
du processus d'approbation			reprise après une catastrophe.....	6 599 000
des demandes d'aménagement	7 675 000			6 599 000
Impôts sur les propriétés			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
provinciales louées en vertu			PROGRAMME DES SERVICES AUX	
de la <i>Loi sur les subventions</i>			MUNICIPALITÉS	6 599 000
<i>tenant lieu d'impôt aux</i>				
<i>municipalités</i>	8 622 828			
Projets prioritaires pour les				
municipalités et les				
organisations municipales.....	238 942 606			
Programme d'aide aux sinistrés				
pour la reprise après				
une catastrophe.....	8 775 000			
Aide au Conseil de la zone de				
développement de Moosonee..	1 618 740			
Programme d'aide aux				
municipalités pour la reprise				
après une catastrophe.....	5 650 000			
Aide aux conseils				
d'aménagement.....	356 231			
		362 472 793		
		376 673 284		
Moins : Recouvrements.....	92 039 449			
		284 633 835		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
7	7 257 800	0	7 257 800	Administrations locales..... 5 573 451
10	14 196 900	(2 400 000)	11 796 900	Politiques pour l'aménagement et la croissance..... 11 008 458
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>21 455 700</u>	<u>(2 400 000)</u>	<u>19 055 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT..... 16 581 909

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut notamment la surveillance de la Loi sur l'aménagement du territoire, de la Déclaration de principes provinciale, de la Loi de 2001 sur les municipalités, de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto, de la Loi de 1997 sur les redevances, de la Loi de 1996 sur les élections municipales et de la Loi sur les conflits d'intérêts municipaux, ainsi que des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Le programme soutient les investissements dans l'infrastructure et le développement économique ainsi que la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également un cadre législatif pour la planification de l'aménagement du territoire, les approbations des demandes d'aménagement et les élections municipales. Le programme fournit des cadres, des outils et des conseils à l'appui d'un fonctionnement responsable, efficient et efficace des administrations municipales. De plus, il collecte de l'information financière municipale et fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Le programme renforce les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario. Tout ce travail fondé sur des politiques et des programmes est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles.

Ce programme soutient le rétablissement, au sein du secteur municipal, des répercussions de la COVID-19 en collaborant avec les municipalités et d'autres ministères pour faire avancer des options législatives ou réglementaires ciblant les priorités et en réduisant les fardeaux qui pèsent sur les municipalités et les autres intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	4 481 904
Avantages sociaux.....	667 596
Transports et communications.....	43 615
Services.....	373 638
Fournitures et matériel.....	6 698
	<u>5 573 451</u>
Politiques pour l'aménagement et la croissance (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	8 134 581
Avantages sociaux.....	1 146 482
Transports et communications.....	68 578
Services.....	1 647 659
Fournitures et matériel.....	11 158
	<u>11 008 458</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	<u>16 581 909</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT
				Logement communautaire et logement
2	972 036 300	17 702 500	989 738 800	à but lucratif..... 987 455 370
3	1 818 600	0	1 818 600	Location à usage d'habitation..... 1 501 181
				Intérêt de la dette, la
L	0	0	0	Loi sur l'administration financière..... 2 352 180
				Créances irrécouvrables, Loi
L	1 000	0	1 000	sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	973 855 900	17 702 500	991 558 400	PROGRAMME DE LOGEMENT..... 991 308 731
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Avances et montants récupérables..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
	0	0	0	PROGRAMME DE LOGEMENT..... 0

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Logement communautaire et logement
4	233 947 100	11 100 000	245 047 100	à but lucratif - immobilisations..... 243 762 826
				Logement communautaire et logement
				à but lucratif - immobilisations,
				charges liées aux biens
5	1 000	0	1 000	immobilisés..... 0
				Amortissement –
L	636 500	0	636 500	Loi sur l'administration financière..... 604 398
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS –
	234 584 600	11 100 000	245 684 600	PROGRAMME DE LOGEMENT..... 244 367 224

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention et de réduction de l'itinérance et de logement du marché. Cela inclut les activités suivantes : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités de renforcer les logements avec services de soutien et les logements communautaires; diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître l'offre de logements et l'abordabilité; soutenir la vente de biens excédentaires du gouvernement; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d'autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; pendant la COVID-19, continuer de soutenir les populations vulnérables par les programmes de prévention de l'itinérance et de prestations de logement transférables. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions, réglementation des locations à usages résidentiel et commercial et financement des programmes.

PROGRAMME DE LOGEMENT – CRÉDIT 1904

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement communautaire et logement à but lucratif (Poste 2)			Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	11 130 255		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 713 330		Programmes de la Stratégie		
Transports et communications.....	47 333		nationale sur le logement.....	202 131 065	
Services.....	4 124 698		Programmes relatifs à l'itinérance	26 704 308	
Fournitures et matériel.....	20 146		Programmes relatifs au logement		
Paiements de transfert			communautaire.....	<u>14 927 453</u>	
Programmes relatifs à l'itinérance	627 781 584				243 762 826
Programmes relatifs au logement					<u>243 762 826</u>
communautaire.....	205 926 328				
Programmes de la Stratégie			Crédits législatifs		
nationale sur le logement.....	145 408 999				
Initiatives relatives aux			Amortissement,		
Autochtones et au logement			Loi sur l'administration financière.....		604,398
communautaire.....	<u>8 000 000</u>				<u>604 398</u>
	987 116 911				
Autres opérations.....	17 278 242		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
	1 021 430 915		PROGRAMME DE LOGEMENT.....		<u><u>244 367 224</u></u>
Moins : Recouvrements.....	<u>33 975 545</u>				
	987 455 370				
Location à usage d'habitation (Poste 3)					
Traitements et salaires.....	1 166 428				
Avantages sociaux.....	211 452				
Transports et communications.....	17 009				
Services.....	103 812				
Fournitures et matériel.....	<u>2 480</u>				
	1 501 181				
Credits legislatifs					
Interet de la dette, la					
Loi sur l'administration financière.....	<u>2 352 180</u>				
	2 352 180				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE LOGEMENT.....	<u><u>991 308 731</u></u>				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	190204	Oui	Non	1 618 740
Aide aux conseils d'aménagement	190204	Oui	Non	356 231
Programmes relatifs au logement communautaire:	190402			205 926 328
Paiement aux gestionnaires de services, y compris pour les activités sans but lucratif dans les territoires non érigés en municipalité	190402	Non	Oui	185 499 480
SOHL - Remboursements débentures	190402	Non	Oui	20 426 848
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	190204	Oui	Non	8 775 000
Programmes relatifs à l'itinérance	190402	Oui	Non	627 781 584
Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	190402	Oui	Non	8 000 000
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190204	Oui	Non	5 650 000
Programme pour la modernisation au niveau municipal	190204	Oui	Oui	7 415 768
Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	190402	Oui	Oui	145 408 999
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	190204	Oui	Oui	238 942 606
Fonds pour la simplification du processus d'approbation des demandes d'aménagement	190204	Oui	Oui	7 675 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190203	Oui	Non	6 599 000
Programmes relatifs au logement communautaire	190404	Oui	Oui	14 927 453
Programmes relatifs à l'itinérance	190404	Oui	Non	26 704 308
Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	190404	Oui	Oui	202 131 066
TOTAL				1 507 912 083

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement du logement social (C.M.H.C.).....	257 220 525	292 039 098
Financement de la Stratégie nationale sur le logement du Canada - (SCHL)...	250 989 076	196 011 600
Fonds de secours pour les services sociaux.....	63 750 000	0
Programme de sites d'isolement volontaire sûrs.....	0	15 650 000
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	(13 294) *	10 076 084
	<u>571 946 307</u>	<u>513 776 781</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement par le CMSMS du remboursement de la dette publique.....	18 295 548	25 853 960
Intérêt sur la dette publique.....	2 131 300	3 020 399
Rénovation urbaine.....	43 792	76 374
Syndicat/Association.....	13 994	3 646
Remboursement de l'aménagement du territoire.....	0	5 797 134
	<u>20 484 634</u>	<u>34 751 513</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 718 981	1 390 075
Droits pour les approbations d'urbanisme.....	21 128	103 413
Évaluation de matériaux de construction.....	98 189	52 650
Formation adm. code du bâtiment.....	30 478	36 867
Demande d'information FOI.....	2 722	1 140
Frais de demande de FOI.....	50	40
	<u>1 871 548</u>	<u>1 584 185</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>0</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Conversion de bail.....	255 398	190 659
Revenus de location.....	9 323	19 088
	<u>264 722</u>	<u>209 747</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>5 959 007</u>	<u>19 235 146</u>

* Revenus retournés au gouvernement fédéral

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS		
Autres.....	30 266	148 391
Pénalités – intérêts.....	2 569	592
	<u>32 835</u>	<u>148 983</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>600 559 053</u>	<u>569 706 356</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
L'ÉTAT DU REMBOURSEMENT DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Aide aux crédits d'impôt municipaux et scolaires.....	3 934	2 055
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET		
DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	3 934	2 055

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-46
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-47
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-49
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-52
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-56
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-48, 2-51, 2-55
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-58
ÉTAT DES RECETTES.....	2-60
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-61

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 271 593	Administration du ministère	22 553 087	21 128 776
74 148 973	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	81 449 100	78 301 572
	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des		
449 701 734	bioproduits et collectivités rurales fortes	514 949 600	497 145 091
13 694 879	Élaboration des politiques	16 251 800	14 284 452
557 817 179	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	635 203 587	610 859 891
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 149 700	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	1 390 400
1 149 700	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	5 000 000	1 390 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Secteurs dynamiques de l'agriculture,		
7 500 000	de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	7 500 000	7 500 000
7 500 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	7 500 000	7 500 000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 472 900	0	22 472 900	Administration du ministère..... 21 046 141
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	32 346	0	32 346	<i>le Conseil exécutif</i> 33 334
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	22 553 087	0	22 553 087	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... 21 128 776

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitments et salaires.....	12 717 684		Traitments et salaires.....	3 531 202	
Avantages sociaux.....	2 162 823		Avantages sociaux.....	550 354	
Transports et communications.....	200 272		Transports et communications.....	35 797	
Services.....	5 869 327		Services.....	685 542	
Fournitures et matériel.....	96 035		Fournitures et matériel.....	25 670	
	<u>21 046 141</u>			<u>4 828 565</u>	
Bureau principal			Services juridiques		
Traitments et salaires.....	2 561 680		Transports et communications.....	8 138	
Avantages sociaux.....	345 857		Services.....	3 066 556	
Transports et communications.....	86 587		Fournitures et matériel.....	12 300	
Services.....	188 344			<u>3 086 994</u>	
Fournitures et matériel.....	26 247		Crédits législatifs		
	<u>3 208 715</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services opérationnels			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitments et salaires.....	2 241 348			49 301	
Avantages sociaux.....	642 836		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Transports et communications.....	48 160		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Services.....	1 653 268			33 334	
Fournitures et matériel.....	18 377			<u>82 635</u>	
	<u>4 603 989</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Planification des activités et services financiers			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitments et salaires.....	2 617 756			<u><u>21 128 776</u></u>	
Avantages sociaux.....	395 384				
Transports et communications.....	10 808				
Services.....	165 834				
Fournitures et matériel.....	5 459				
	<u>3 195 241</u>				
Ressources humaines					
Traitments et salaires.....	1 765 698				
Avantages sociaux.....	228 392				
Transports et communications.....	10 782				
Services.....	109 783				
Fournitures et matériel.....	7 982				
	<u>2 122 637</u>				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	79 939 100	1 500 000	81 439 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 78 289 077
L	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 12 495
	<u>79 949 100</u>	<u>1 500 000</u>	<u>81 449 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 78 301 572
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	5 000 000	0	5 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 1 390 400
	<u>5 000 000</u>	<u>0</u>	<u>5 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 390 400

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils et à une approche « Une seule santé » pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux et l'environnement.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	34 414 936		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	5 194 460		Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	1 390 400
Transports et communications.....	1 344 214		Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités.....	0
Services.....	11 776 705			<u>1 390 400</u>
Fournitures et matériel.....	415 663			
Paiements de transfert				
Programme d'infrastructure				
de drainage agricole.....	9 702 089			
Partenariat canadien pour l'agriculture				
- contribution fédérale - santé				
publique et env.....	14 846 890			
Programme pour la croissance				
communautaire.....	672 440			
Partenariats agroenvironnementaux				
pour le lac Simcoe.....	441 680			
	<u>25 663 099</u>			
	78 809 077			
Moins : Recouvrements.....	520 000			
	<u>78 289 077</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>				
<i>sur l'administration financière</i>	12 495			
	<u>12 495</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET			AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	
ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>78 301 572</u>		ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 390 400</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
1	169 594 800	(30 000 000)	139 594 800	Développement économique..... 128 358 127
3	78 868 300	4 000 000	82 868 300	Recherche..... 82 078 210
				Paiements de transfert liés à la
4	271 979 500	19 500 000	291 479 500	gestion des risques des entreprises.... 286 405 581
				Paiements au titre des prêts
				bancaires garantis,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
L	5 000	0	5 000	sur l'administration financière..... 78 118
				Paiements au titre des prêts
				bancaires garantis,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables, Loi
L	1 000 000	0	1 000 000	sur l'administration financière..... 225 055
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION
				ET DES BIOPRODUITS ET
				COLLECTIVITÉS RURALES
				FORTES.....
	521 449 600	(6 500 000)	514 949 600	497 145 091

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS
				RURALES FORTES
				Charges d'immobilisations liées à
7	7 500 000	0	7 500 000	l'agriculture et aux affaires rurales.....
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SECTEURS DYNAMIQUES DE
				L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION
				ET DES BIOPRODUITS ET
				COLLECTIVITÉS RURALES
	7 500 000	0	7 500 000	FORTES.....
				7 500 000

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques de gestion exemplaires, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l'atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d'approvisionnement; en soutenant les investissements dans le secteur alimentaire; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

non vérifié

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES
BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$	\$
Crédits législatifs		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Autre opérations		Charges d'immobilisations liées à l'agriculture		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		et aux affaires rurales (Poste 7)		
<i>l'administration financière</i>	303 173			
	<u>303 173</u>	Paiements de transfert		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		Infrastructure des laboratoires		
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,		d'hygiène vétérinaire et		
DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET		d'agroalimentaire.....	500 000	
COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	<u><u>497 145 091</u></u>	Renouvellement de		
		l'infrastructure de recherche		
		et d'éducation.....	2 500 000	
		Entretien et réparations de		
		l'infrastructure de recherche.....	<u>4 500 000</u>	
				<u>7 500 000</u>
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE,		
		DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET		
		COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		<u><u>7 500 000</u></u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	16 251 800	0	16 251 800	Élaboration des politiques..... 14 284 452
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 14 284 452
	16 251 800	0	16 251 800	

Description du programme :

La Division des politiques est responsable de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Pour ce faire, la Division soutient l'objectif général du ministère de stimuler la croissance économique dans les secteurs agroalimentaires et les collectivités rurales de l'Ontario tout en fournissant des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles. La Division supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	11 196 434
Avantages sociaux.....	1 630 380
Transports et communications.....	117 003
Services.....	1 312 888
Fournitures et matériel.....	27 747
	<u>14 284 452</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	<u>14 284 452</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Partenariat canadien pour l'agriculture – Contribution fédérale – Santé - publique et environnement	010701	Oui	Oui	14 846 890
Programme pour la croissance communautaire	010701	Oui	Oui	672 440
Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe*	010701	Oui	Oui	441 680
Programme d'infrastructure de drainage agricole	010701	Non	Oui	9 702 089
Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	010801	Oui	Oui	800 000
Partenariat canadien pour l'agriculture – Contribution fédérale – Développement économique	010801	Oui	Oui	18 577 008
Programmes liés à la COVID-19	010801	Oui	Oui	14 803 081
Industrie alimentaire	010801	Oui	Oui	18 676 300
Programme pour la croissance communautaire	010801	Oui	Oui	4 049 073
Fonds de promotion des vins de l'Ontario	010801	Oui	Oui	23 590 580
Programme de développement économique des collectivités rurales	010801	Oui	Oui	4 171 741
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	010801	Oui	Oui	5 375 788
Partenariat canadien pour l'agriculture – Contribution fédérale – Recherche	010803	Oui	Oui	11 580 001
Recherche sur l'innocuité des aliments	010803	Oui	Oui	57 659
Subventions tenant lieu d'impôt	010803	Oui	Oui	1 250 000
Université de Guelph	010803	Oui	Oui	66 100 000
Agricorp	010804	Oui	Oui	12 773 092
Agri-relance	010804	Oui	Oui	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	010807	Oui	Oui	500 000
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	4 500 000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS - Suite				
Renouvellement de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	2 500 000
TOTAL				214 967 422

*Pleinement compensé par les recouvrements

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	50 731 501	48 951 903
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	650 317	586 436
AgAgri-Stabilité – Administration.....	452 000	453 300
	<u>51 833 818</u>	<u>49 991 639</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>62 535</u>	<u>53 747</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>366 555</u>	<u>439 155</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>0</u>	<u>52 000 000</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>5 067 989</u>	<u>5 616 979</u>
DIVERS.....	<u>5 972 326</u>	<u>4 073 812</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>63 303 223</u>	<u>112 175 332</u>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	2 153 301	2 815 294
Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	20 347	19 195
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 173 648	2 834 489

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-64
BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....	2-65
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-66

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 856 350	Bureau de la vérificatrice générale	26 919 900	26 823 634
25 856 350	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	26 919 900	26 823 634

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
1	26 247 800	0	26 247 800	Bureau de la vérificatrice générale..... 26 246 272
L	672 100	0	672 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 577 362
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....
	26 919 900	0	26 919 900	26 823 634

Description du programme :

La vérificatrice générale, qui est une fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le 1er avril 2019, la *Loi de 2018 visant à rétablir la confiance, la transparence et la responsabilité* (la Loi) a été proclamée. Elle modifie la *Charte des droits environnementaux de 1993* de l'Ontario pour transférer certaines des responsabilités de l'ancien Bureau du commissaire à l'environnement de l'Ontario au Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario. Les responsabilités élargies du Bureau comprennent la présentation d'un rapport annuel sur l'application de la *Charte des droits environnementaux de 1993*.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice générale doit, aux termes des lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, dans une année électorale, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la vérificatrice générale (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		15 660 013
Avantages sociaux.....		3 997 533
Transports et communications.....		237 504
Services.....		5 447 289
Fournitures et matériel.....		891 933
Paiements de transfert		
CCAF-FVCI Inc.....	12 000	
		12 000
		<u>26 246 272</u>
Crédits législatifs		
<i>Loi sur le vérificateur général</i>		
Traitments et salaires.....		394 833
Services.....		182 529
		<u>577 362</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DE LA		
VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....		<u>26 823 634</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-69
COMMISSAIRES.....	2-72
ÉTAT DES RECETTES.....	2-74

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
137 220 835	Bureau de l'Assemblée législative	177 861 200	155 585 989
29 272 377	Commissaires	31 231 100	29 887 176
166 493 212	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	209 092 300	185 473 165

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	353 400	0	353 400	Présidence..... 299 631
2	1 262 300	14 000	1 276 300	Bureau du greffier..... 1 264 953
3	15 375 900	(14 000)	15 361 900	Services parlementaires..... 13 126 219
				Services d'information et de
4	15 104 700	0	15 104 700	technologie..... 13 694 629
5	9 446 200	0	9 446 200	Services administratifs..... 8 533 574
				Sergent d'armes et locaux de
6	31 234 700	0	31 234 700	l'enceinte parlementaire..... 24 476 553
				Services de soutien aux groupes
8	16 229 500	0	16 229 500	parlementaires..... 13 059 189
				Indemnités et allocations de
9	28 982 700	0	28 982 700	déplacement versées aux députés..... 26 424 712
				Services de soutien aux bureaux des
10	56 313 300	0	56 313 300	députés..... 52 413 772
				Programme de stages à l'Assemblée
11	326 000	0	326 000	législative de l'Ontario..... 292 120
13	3 232 500	0	3 232 500	Modernisation des installations..... 2 000 637
	177 861 200	0	177 861 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..... 155 585 989

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaires.....	0	Traitments et salaires.....	5 261 974
Avantages sociaux.....	0	Avantages sociaux.....	1 402 615
Transports et communications.....	91 219	Transports et communications.....	617 492
Services.....	185 968	Services.....	1 094 827
Fournitures et matériel.....	22 444	Fournitures et matériel.....	156 666
Paielements de transfert.....	0		8 533 574
	299 631		
Moins : Recouvrements.....	0	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
	299 631	Traitments et salaires.....	10 532 377
		Avantages sociaux.....	2 319 832
Bureau du greffier (Poste 2)		Transports et communications.....	68 855
Traitments et salaires.....	895 399	Services.....	9 164 789
Avantages sociaux.....	241 494	Fournitures et matériel.....	2 519 117
Transports et communications.....	19 376		24 604 970
Services.....	78 512	Moins : Recouvrements.....	128 417
Fournitures et matériel.....	30 172		24 476 553
	1 264 953		
		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Services parlementaires (Poste 3)		Traitments et salaires.....	7 404 305
Traitments et salaires.....	8 638 811	Avantages sociaux.....	1 630 415
Avantages sociaux.....	2 192 376	Transports et communications.....	181 876
Transports et communications.....	578 845	Services.....	3 273 524
Services.....	1 197 757	Fournitures et matériel.....	569 069
Fournitures et matériel.....	639 169		13 059 189
	13 246 958		
Moins : Recouvrements.....	120 739	Indemnités et allocations de déplacement	
	13 126 219	versées aux députés (Poste 9)	
		Traitments et salaires.....	14 881 921
Services d'information et de technologie (Poste 4)		Avantages sociaux.....	8 224 894
Traitments et salaires.....	8 522 136	Transports et communications.....	1 243 852
Avantages sociaux.....	2 136 584	Services.....	2 054 759
Transports et communications.....	53 900	Fournitures et matériel.....	19 286
Services.....	2 163 875		26 424 712
Fournitures et matériel.....	818 146		
	13 694 641	Services de soutien aux bureau des députés (Poste 10)	
Moins : Recouvrements.....	12	Traitments et salaires.....	26 403 940
	13 694 629	Avantages sociaux.....	6 895 772
		Transports et communications.....	2 626 744
		Services.....	11 548 702
		Fournitures et matériel.....	4 938 614
			52 413 772

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	292 120
	<u>292 120</u>
Modernisation des installations (Poste 13)	
Services.....	1 827 252
Fournitures et matériel.....	173 385
	<u>2 000 637</u>
Moins : Recouvrements.....	0
	<u>2 000 637</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	<u>155 585 989</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
				Bureau du commissaire à l'information
2	22 632 300	0	22 632 300	et à la protection de la vie privée..... 22 501 177
3	4 627 800	0	4 627 800	Bureau du commissaire à l'intégrité..... 3 436 880
				Directeur de la responsabilité
6	3 971 000	0	3 971 000	financière..... 3 949 119
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	31 231 100	0	31 231 100	DES COMMISSAIRES..... 29 887 176

Description du programme :

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte, de la Loi de 2009 sur l'examen des dépenses publiques ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	15 204 322
Avantages sociaux.....	3 489 585
Transports et communications.....	100 415
Services.....	3 568 818
Fournitures et matériel.....	153 752
	<u>22 516 892</u>
Moins : Recouvrements.....	15 715
	<u>22 501 177</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	2 197 998
Avantages sociaux.....	484 489
Transports et communications.....	56 066
Services.....	669 381
Fournitures et matériel.....	28 946
	<u>3 436 880</u>
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	2 644 777
Avantages sociaux.....	492 943
Transports et communications.....	25 082
Services.....	734 417
Fournitures et matériel.....	51 900
	<u>3 949 119</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	<u>29 887 176</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
FRAIS, LICENCES & PERMIS.....	0	788
VENTES ET LOCATIONS.....	73 542	71 336
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	251 505	159 710
DIVERS.....	1 033 393	197 998
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	1 358 440	429 832

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-76
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-77
ÉTAT DES RECETTES.....	2-79

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 879 197	Ombudsman Ontario	31 280 100	24 056 845
20 879 197	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	31 280 100	24 056 845

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
1	31 280 100	0	31 280 100	Ombudsman..... 24 056 845
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO..... 24 056 845
	31 280 100	0	31 280 100	

Description du programme :

L'Ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est énoncé dans la Loi sur l'ombudsman.

L'Ombudsman promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en enquêtant sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en présentant des recommandations en vue d'améliorer l'administration des politiques, des programmes et des services publics.

L'Ombudsman peut enquêter sur les plaintes à propos des ministères, des sociétés, des agences, des conseils, des commissions et des tribunaux du gouvernement de l'Ontario, ainsi qu'au sujet des services en français, de la protection de l'enfance, des municipalités, et des universités et des conseils scolaires.

En 2022-2023, le Bureau de l'Ombudsman a reçu plus que 25 000 plaintes. L'effectif approuvé du Bureau en 2021-2022 était de 186 ETP.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitments et salaries.....	14 308 320
Avantages sociaux.....	4 180 710
Transports et communications.....	325 886
Services.....	4 573 101
Fournitures et matériel.....	668 828
	<u>24 056 845</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	<u>24 056 845</u>

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	171 746	184 404
DIVERS.....	193 854	23 114
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	365 599	207 518

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-82
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-83
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-84
ÉTAT DES RECETTES.....	2-85

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
39 744 474	Bureau du conseil des ministres	42 984 914	42 984 890
39 744 474	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	42 984 914	42 984 890

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	42 227 100	365 800	42 592 900	Bureau principal..... 42 580 630
				Leader parlementaire du
2	328 000	0	328 000	gouvernement..... 321 625
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 33 334
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU BUREAU DU
	42 619 114	365 800	42 984 914	CONSEIL DES MINISTRES..... 42 984 890

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et l'adoption de principes et de pratiques fondés sur l'approche Lean dans tout le gouvernement. Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. De plus, le Bureau du Conseil des ministres apporte actuellement son soutien au nouveau ministère des Affaires législatives, qui a pour mandat de veiller à ce que le programme du gouvernement continue d'aller de l'avant à l'Assemblée législative. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Bureau principal (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	33 696 936		Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	4 715 693		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Transports et communications.....	495 481		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	3 419 154		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334
Fournitures et matériel.....	253 366			82 635
	<u>42 580 630</u>			
Bureau du Conseil des ministres			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	28 333 183		Traitments et salaires.....	280 000
Avantages sociaux.....	4 000 129		Avantages sociaux.....	31 432
Transports et communications.....	435 283		Transports et communications.....	2 879
Services.....	2 998 183		Services.....	7 314
Fournitures et matériel.....	210 320			<u>321 625</u>
	<u>35 977 098</u>			
Affaires intergouvernementales			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitments et salaires.....	5 363 753		PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL	
Avantages sociaux.....	715 564		DES MINISTRES	
Transports et communications.....	60 198			<u><u>42 984 890</u></u>
Services.....	420 971			
Fournitures et matériel.....	43 046			
	<u>6 603 532</u>			

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	184	147
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	283 002	0
DIVERS.....	1	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES....	283 187	147

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-88
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-89
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-90
ÉTAT DES RECETTES.....	2-91

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
87 532 761	Bureau du directeur général des élections	43 889 700	172 099 220
87 532 761	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	43 889 700	172 099 220

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	17 432 000	0	17 432 000	Administration des élections..... 13 152 723
				Administration du financement
2	26 457 700	0	26 457 700	des élections..... 22 990 719
L	0	0	0	Loi électorale..... 135 955 778
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
				DU BUREAU DU DIRECTEUR
	43 889 700	0	43 889 700	GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..... 172 099 220

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 124 circonscriptions électorales.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 837 associations de circonscription et 25 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	10 817 247
Avantages sociaux.....	2 335 476
	<u>13 152 723</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	1 559 589
Avantages sociaux.....	356 270
Transports et communications.....	19 109
Services.....	384 439
Fournitures et matériel.....	8 050
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le financement des</i>	
<i>élections</i>	<u>20 682 353</u>
	23 009 810
Moins : Recouvrements.....	19 091
	<u>22 990 719</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	135 955 778
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	<u>172 099 220</u>

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS.....	948 860	437 832
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	948 860	437 832

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-94
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-95

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 807 192	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 047 800	1 928 121
1 807 192	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 047 800	1 928 121

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 903 500	144 300	2 047 800	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 928 121
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 928 121
	1 903 500	144 300	2 047 800	

Description du programme :

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, communautaires et de représentation.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 353 300
Avantages sociaux.....	161 626
Transports et communications.....	35 819
Services.....	151 420
Fournitures et matériel.....	70 156
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	155 800
	<u>1 928 121</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	<u>1 928 121</u>

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-98
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-99
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-100

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 378 122	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 430 248
2 378 122	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 432 661	2 430 248

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE
1	2 326 800	0	2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 321 203
				Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i>
L	89 688	0	89 688	<i>exécutif</i> 92 424
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 16 621
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DU CABINET DU
	2 432 661	0	2 432 661	PREMIER MINISTRE..... 2 430 248

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 003 916
Avantages sociaux.....	232 836
Transports et communications.....	192 878
Services.....	(131 131)
Fournitures et matériel.....	22 704
	<u>2 321 203</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 621
	<u>109 045</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	<u><u>2 430 248</u></u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-102
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-104
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-106
RECHERCHE.....	2-112
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-105, 2-110, 2-111
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-114
ÉTAT DES RECETTES.....	2-115
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-116

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 469 206	Administration du ministère	16 636 014	15 095 585
6 159 742 650	Éducation postsecondaire	6 423 903 500	6 240 853 221
163 482 281	Recherche	202 688 900	176 914 394
6 338 694 137	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	6 643 228 414	6 432 863 200
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
278 739 007	Éducation postsecondaire	281 500 000	312 030 451
278 739 007	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	281 500 000	312 030 451
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
185 179 741	Éducation postsecondaire	226 822 500	225 388 020
41 277 145	Recherche	75 385 200	60 734 909
226 456 886	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	302 207 700	286 122 929

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 021 000	1 550 000	16 571 000	Administration du ministère..... 15 029 617
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>15 086 014</u>	<u>1 550 000</u>	<u>16 636 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 15 095 585
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	6 864 179		Traitements et salaires.....	2 376 753	
Avantages sociaux.....	1 045 676		Avantages sociaux.....	326 115	
Transports et communications.....	111 687		Transports et communications.....	16 525	
Services.....	6 990 970		Services.....	313 742	
Fournitures et matériel.....	17 105		Fournitures et matériel.....	4 871	
	<u>15 029 617</u>				<u>3 038 006</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 323 365		Services.....	1 216 600	
Avantages sociaux.....	305 378				<u>1 216 600</u>
Transports et communications.....	85 603		Systèmes informatiques		
Services.....	103 024		Transports et communications.....	2 828	
Fournitures et matériel.....	4 298		Services.....	804 131	
	<u>2 821 668</u>				<u>806 959</u>
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	2 164 060		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	414 184		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	6 731		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services.....	3 262 774		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	7 935				<u>65 968</u>
	<u>5 855 684</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Ressources humaines			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	1 290 700				<u>15 095 585</u>
	<u>1 290 700</u>				

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	6 460 412 500	(91 550 000)	6 368 862 500	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 185 751 235
L	54 540 000	0	54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 52 892 130
L	500 000	0	500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i> 500 000
L	1 000	0	1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i> 309 856
L	0	0	0	Charges liées à une créance irrécouvrable pour les collèges et les universités, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 400 000
	<u>6 515 453 500</u>	<u>(91 550 000)</u>	<u>6 423 903 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 6 240 853 221

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
				Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....
4	352 500 000	(71 000 000)	281 500 000	277 030 451
				Prêt de sortie - Université Laurentienne, Loi sur l'administration financière.....
L	0	0	0	35 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>352 500 000</u>	<u>(71 000 000)</u>	<u>281 500 000</u>	<u>312 030 451</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Soutien à l'éducation postsecondaire....
3	212 322 400	7 800 000	220 122 400	219 609 415
				Amortissement - Loi sur l'administration financière.....
L	6 700 100	0	6 700 100	5 778 605
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....
	<u>219 022 500</u>	<u>7 800 000</u>	<u>226 822 500</u>	<u>225 388 020</u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE
				Soutien aux collèges, aux universités
6	1 000	0	1 000	et aux étudiantes et étudiants..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ÉDUCATION
	1 000	0	1 000	POSTSECONDAIRE..... 0

Description du programme :

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatives et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités pour le fonctionnement et les immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert (PT); la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière et les indicateurs de rendement clés); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme – Suite:

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants compétents dans des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire ainsi que de la mise en œuvre et de la surveillance d'une Stratégie provinciale pour l'apprentissage virtuel, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	22 770 120		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 574 496		Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants -	
Transports et communications.....	505 511		<i>Loi sur l'administration financière</i>	52 892 130
Services.....	15 406 996		Fonds d'assurance pour l'achèvement de la	
Fournitures et matériel.....	42 350		formation, <i>Loi sur les collèges privés</i>	309 856
Paiements de transfert			<i>d'enseignement professionnel</i>	
Subventions pour les coûts de			Créances irrécouvrables - collèges privés	
fonctionnement des			d'enseignement professionnel, <i>Loi sur</i>	500 000
établissements autochtones.....	31 525 467		<i>l'administration financière</i>	
Subventions pour les coûts de			Charges liées à une créance irrécouvrable pour les	
fonctionnement des collèges.....	1 414 148 447		collèges et les universités, <i>Loi sur l'administration</i>	
Subventions pour les coûts de			<i>financière</i>	1 400 000
fonctionnement des				<u>55 101 986</u>
universités.....	3 665 517 681			
Conseil des ministres de			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
l'Éducation (Canada).....	393 957		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Renouvellement de l'éducation			POSTSECONDAIRE.....	<u>6 240 853 221</u>
postsecondaire.....	13 599 400			
Programmes d'aide financière			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
aux étudiantes et étudiants.....	<u>1 018 780 745</u>		Soutien aux collèges, aux universités et	
	6 143 965 697		aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
	<u>6 186 265 170</u>		Prêts et investissements	
Moins : recouvrements.....	513 935		Prêts aux étudiants.....	276 812 827
	<u>6 185 751 235</u>		Prêts aux étudiants - impayés.....	217 624
				<u>277 030 451</u>
			Crédits législatifs	
			Prêts et investissements	
			Prêt de sortie - Université Laurentienne, <i>Loi sur</i>	
			<i>l'administration financière</i>	35 000 000
				<u>35 000 000</u>
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
			POSTSECONDAIRE.....	<u>312 030 451</u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations - établissements autochtones.....	1 333 280	
Subventions d'immobilisations - collèges.....	101 373 742	
Subventions d'immobilisations - universités.....	116 902 393	
		219 609 415
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement -		
Loi sur l'administration financière.....		5 778 605
		5 778 605
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....		225 388 020

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3005				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE
1	210 688 900	(8 000 000)	202 688 900	Soutien à la recherche..... 176 914 394
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	210 688 900	(8 000 000)	202 688 900	PROGRAMME DE RECHERCHE..... 176 914 394
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	101 185 200	(25 800 000)	75 385 200	Soutien à la recherche..... 60 734 909
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
	101 185 200	(25 800 000)	75 385 200	PROGRAMME DE RECHERCHE..... 60 734 909

Description du programme :

Le programme de recherche, soutenu par la Division des données, de la recherche et de l'innovation, œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

La Division soutient aussi la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement en matière de propriété intellectuelle (PI) et des initiatives connexes visant à aider le secteur de l'enseignement postsecondaire et le milieu de l'innovation au sens large à profiter des débouchés économiques en s'axant davantage sur la génération, la protection et la gestion de la PI. De plus, la Division dirige les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données qui sont harmonisées avec les directives applicables à l'ensemble du gouvernement, et elle soutient pour le ministère un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue. La Division est aussi responsable des ententes de mandat stratégiques (EMS) bilatérales conclues avec les collèges et les universités. Cela inclut les mesures du rendement et de la production de rapports des EMS, la conception, l'élaboration et la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement et l'évaluation annuelle des résultats en matière de rendement.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DE RECHERCHE – CRÉDIT 3005

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Soutien à la recherche (Poste 1)			Soutien à la recherche (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 618 756		Paielements de transfert	
Avantages sociaux.....	694 142		Fonds pour la recherche en Ontario -	
Transports et communications.....	20 952		infrastructure de recherche.....	60 734 909
Services.....	1 823 164			<u>60 734 909</u>
Fournitures et matériel.....	60 179			
Paielements de transfert			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Propriété intellectuelle Ontario.....	2 249 001		PROGRAMME DE RECHERCHE.....	<u>60 734 909</u>
Coûts de fonctionnement liés				
à la recherche.....	<u>166 448 200</u>			
		168 697 201		
		<u>176 914 394</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE RECHERCHE.....	<u>176 914 394</u>			

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Apprentissage par l'expérience ou apprentissage intégré au travail	300201	Oui	Oui	13 067 459
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	300201	Oui	Oui	3 465 673
Université de l'Ontario français (UOF)	300201	Oui	Oui	16 200 000
Apprentissage numérique	300201	Oui	Oui	28 462 744
Transfert de crédits	300201	Oui	Oui	17 137 506
Accès équitable aux études postsecondaires	300201	Oui	Oui	12 819 862
Soutien aux Autochtones	300201	Oui	Oui	27 340 946
Amélioration de l'accessibilité des étudiantes et étudiants handicapés	300201	Oui	Oui	70 518 589
Soutien en français	300201	Oui	Oui	123 820 800
Ressources humaines dans le domaine de la santé	300201	Oui	Oui	209 012 420
Subvention de soutien au secteur de la recherche	300501	Oui	Oui	3 000 000
Programme de bourses de nouveaux chercheurs	300501	Oui	Oui	6 063 201
Programmes des unités de services opérationnels-Fonds pour la recherche en Ontario	300501	Oui	Oui	41 810 032
Instituts de recherche	300501	Oui	Oui	115 200 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Aide pour les immobilisations-Université de l'Ontario français (UOF) (UOF)	300203	Oui	Oui	1 700 000
Programme d'aide pour les immobilisations (College Boreal)	300203	Oui	Oui	200 000
Fonds de renouvellement de l'équipement de formation	300203	Oui	Oui	10 000 000
Fonds de renouvellement de l'équipement des collèges	300203	Oui	Oui	19 949 198
Programme de renouvellement des installations	300203	Oui	Oui	180 241 080
Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche	300503	Oui	Oui	60 734 909
TOTAL				960 744 420

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	33 165 202	51 894 274
Langues officielles dans l'enseignement.....	57 845 552	25 722 019
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	19 200 253	20 186 866
Université de langue française.....	16 400 000	16 200 000
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	6 195 130	4 878 695
	<u>132 806 137</u>	<u>118 881 854</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>681 110</u>	<u>676 819</u>
FEES, LICENCES AND PERMITS		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 356 007	1 782 721
Droits, permis et autorisations.....	739 008	160 000
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	175 000	80 000
Frais pour chèques refusés.....	421	2 240
	<u>2 270 436</u>	<u>2 024 961</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>1 300 241</u>	<u>(122 503)</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>94 569 230</u>	<u>77 580 549</u>
DIVERS		
Pénalités - intérêt.....	3 870 211	3 171 273
Autres.....	199 390	430 407
	<u>4 069 601</u>	<u>3 601 680</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u><u>235 696 755</u></u>	<u><u>202 643 360</u></u>

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Remboursement – Prêts aux étudiants.....	211 534 012	246 183 157
Remboursement - Prêt du débiteur exploitant - Université Laurentienne.....	35 000 000	0
Remboursement – Prêts aux étudiants - impayés.....	31 201 249	69 370 887
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	277 735 261	315 554 044

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-118
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-120
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-124
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-131
PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-134
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-136
PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....	2-140
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-123, 2-128, 2-129, 2-133, 2-139, 2-143
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-144
ÉTAT DES RECETTES.....	2-146

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
46 527 830	Programme d'administration du ministère	52 382 314	51 422 271
343 298 777	Programme de gestion des richesses naturelles	327 134 100	327 925 282
276 225 497	Protection du public	135 711 900	132 594 025
32 212 483	Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	33 095 200	32 659 676
277 190 710	Programme de développement du Nord	292 984 300	286 992 492
51 615 856	Programme des mines et des minéraux	48 281 600	44 741 728
1 027 071 153	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	889 589 414	876 335 474
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
2 003 961	Programme de gestion des richesses naturelles	4 194 700	2 431 466
46 500	Protection du public	54 500	54 487
0	Programme de développement du Nord	2 000	0
0	Programme des mines et des minéraux	1 000	0
2 050 461	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	4 253 200	2 485 953

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Programme d'administration du ministère	2 000	0
237 636 874	Programme de gestion des richesses naturelles	51 665 100	47 240 399
9 275 247	Protection du public	14 726 900	8 368 736
450 666 773	Programme de développement du Nord	474 580 800	473 782 143
186 514 750	Programme des mines et des minéraux	91 815 000	91 637 111
884 093 644	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	632 789 800	621 028 389
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
23 003 194	Programme de gestion des richesses naturelles	34 430 000	34 344 964
5 372 149	Protection du public	31 839 400	20 516 059
583 057 008	Programme de développement du Nord	571 486 400	540 532 811
455 433	Programme des mines et des minéraux	800 000	800 000
611 887 784	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	638 556 800	596 193 834

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	40 577 700	(1 238 100)	39 339 600	Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts..... 38 535 212
2	12 107 700	870 000	12 977 700	Administration du ministère, Développement du Nord et Mines..... 12 720 036
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841	0	47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 125 170
L	16 173	0	16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 41 853
	<u>52 750 414</u>	<u>(368 100)</u>	<u>52 382 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 51 422 271
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000	0	1 000	Dépôts et charges payées d'avance..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
				Administration du ministère - charges
3	1 000	0	1 000	d'immobilisations..... 0
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	1 000	0	1 000	financière..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	0	2 000	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Administration du ministère -
4	1 000	0	1 000	biens immobilisés..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme :

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs. Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier, la gestion des ressources humaines et les services en français.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère, Richesses naturelles et Forêts (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	16 921 690		Traitements et salaires.....	2 742 991	
Avantages sociaux.....	4 711 894		Avantages sociaux.....	463 267	
Transports et communications.....	217 081		Transports et communications.....	25 593	
Services.....	16 966 442		Services.....	504 122	
Fournitures et matériel.....	349 366		Fournitures et matériel.....	5 315	
Paiements de transfert					3 741 288
Programmes d'emploi des jeunes	83 049				
	83 049		Services juridiques		
	39 249 522		Transports et communications.....	27 070	
Moins : recouvrements.....	714 310		Services.....	8 914 376	
	38 535 212		Fournitures et matériel.....	40 579	
					8 982 025
Bureau principal			Administration du ministère, Développement du Nord et Mines (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	5 452 104		Traitements et salaires.....	7 996 645	
Avantages sociaux.....	716 022		Avantages sociaux.....	1 272 775	
Transports et communications.....	127 810		Transports et communications.....	341 146	
Services.....	6 366 602		Services.....	6 864 458	
Fournitures et matériel.....	285 423		Fournitures et matériel.....	46 928	
	12 947 961			16 521 952	
Finances et administration			Moins : recouvrements.....	3 801 916	
Traitements et salaires.....	3 911 102			12 720 036	
Avantages sociaux.....	612 043				
Transports et communications.....	9 964		Bureau principal		
Services.....	853 819		Traitements et salaires.....	2 356 752	
Fournitures et matériel.....	5 796		Avantages sociaux.....	284 490	
	5 392 724		Transports et communications.....	184 927	
Ressources humaines			Services.....	160 768	
Traitements et salaires.....	4 815 493		Fournitures et matériel.....	11 789	
Avantages sociaux.....	2 920 562			2 998 726	
Transports et communications.....	26 644		Finances et administration		
Services.....	327 523		Traitements et salaires.....	1 812 804	
Fournitures et matériel.....	12 253		Avantages sociaux.....	303 687	
Paiements de transfert			Transports et communications.....	26 888	
Programmes d'emploi des jeunes	83 049		Services.....	3 298 814	
	8 185 524		Fournitures et matériel.....	17 778	
Moins : recouvrements.....	714 310			5 459 971	
	7 471 214		Moins : recouvrements.....	3 151 737	
				2 308 234	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
Ressources humaines			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	936 355		Traitements versés aux ministres en		
Avantages sociaux.....	181 375		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	125 170	
Transports et communications.....	15 538		Traitements versés aux l'adjoints parlementaires		
Services.....	43 812		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	41 853	
Fournitures et matériel.....	3 698			<u>167 023</u>	
		1 180 778			
Services de communication			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	1 498 509		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Avantages sociaux.....	252 098			51 422 271	
Transports et communications.....	41 519				
Services.....	198 778				
Fournitures et matériel.....	3 241				
		1 994 145			
Analyse et planification					
Traitements et salaires.....	1 392 225				
Avantages sociaux.....	251 125				
Transports et communications.....	9 740				
Services.....	61 782				
Fournitures et matériel.....	473				
		1 715 345			
Services juridiques					
Transports et communications.....	7 799				
Services.....	2 295 137				
Fournitures et matériel.....	9 949				
		2 312 885			
Systèmes informatiques					
Transports et communications.....	54 735				
Services.....	805 367				
	860 102				
Moins : recouvrements.....	650 179				
		209 923			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	293 606 300	28 435 800	322 042 100	Gestion durable des ressources..... 321 075 327
				Créances irrécouvrables,
L	5 091 000	0	5 091 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 6 849 955
				Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994</i>
				<i>sur la durabilité des forêts de la</i>
L	1 000	0	1 000	<i>Couronne</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE GESTION DES
	298 698 300	28 435 800	327 134 100	RICHESSES NATURELLES 327 925 282
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Gestion des richesses naturelles -
5	2 806 900	1 387 800	4 194 700	actif de fonctionnement..... 2 431 466
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE GESTION DES
	2 806 900	1 387 800	4 194 700	RICHESSES NATURELLES 2 431 466

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
				Infrastructure pour la gestion des
3	26 151 300	7 449 200	33 600 500	richesses naturelles..... 32 304 353
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
				Amortissement -
L	18 064 600	0	18 064 600	Loi sur l'administration financière..... 14 936 046
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE GESTION DES
	44 216 900	7 448 200	51 665 100	RICHESSES NATURELLES..... 47 240 399
BIENS IMMOBILISÉS				
				Infrastructure pour la gestion des
				richesses naturelles - biens
4	29 770 200	4 659 800	34 430 000	immobilisés..... 34 344 964
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE GESTION DES
	29 770 200	4 659 800	34 430 000	RICHESSES NATURELLES..... 34 344 964

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Gestion durable des ressources (Poste 1)			Politiques et planification		
Traitements et salaires.....		168 703 610	Traitements et salaires.....		15 709 450
Avantages sociaux.....		29 321 778	Avantages sociaux.....		2 418 920
Transports et communications.....		6 827 416	Transports et communications.....		229 562
Services.....		130 194 299	Services.....		1 432 200
Fournitures et matériel.....		16 749 090	Fournitures et matériel.....		92 457
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Partage des recettes liées à			Partage des revenus tirés des		
l'exploitation des ressources			ressources en agrégats.....		241 921
forestières.....	44 205 488		Rentes et primes - Traité		
Partage des revenus tirés des			numéro 9.....		110 000
ressources en agrégats.....	241 921		Politiques relatives aux richesses		
Paiements tenant lieu d'impôt aux			naturelles et intendance des		
municipalités.....	1 589 013		ressources.....	2 641 133	
Rentes et primes - Traité				22 875 643	
numéro 9.....	110 000		Moins : recouvrements.....	75 000	
Politiques relatives aux richesses					22 800 643
naturelles et intendance des					
ressources.....	2 641 133		Industrie forestière		
Initiatives pour le secteur forestier		9 755 786	Traitements et salaires.....		8 240 483
Soutien à l'exploitation de la			Avantages sociaux.....		1 408 925
région des lacs expérimentaux.	1 900 000		Transports et communications.....		180 683
Services provinciaux - intendance			Services.....		49 986 774
des ressources.....	325 000		Fournitures et matériel.....		225 357
Programmes de soutien aux			Paiements de transfert		
opérations régionales.....	5 603 002		Partage des recettes liées à		
Programme du Grand Nord.....	327 281		l'exploitation des ressources		
Protection du poisson et de la			forestières.....	44 205 488	
faune - intendance des			Initiatives pour le secteur forestier		9 755 786
ressources.....	202 500				114 003 496
		66 901 124			
		418 697 317			
Moins : recouvrements.....		97 621 990			
		321 075 327			
Cartographie et information géographique					
Traitements et salaires.....	8 105 922				
Avantages sociaux.....	1 316 446				
Transports et communications.....	49 190				
Services.....	13 073 338				
Fournitures et matériel.....	230 563				
	22 775 459				
Moins : recouvrements.....	4 766 871				
		18 008 588			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
Services provinciaux - sciences et recherche			Administration du programme		
Traitements et salaires.....	33 407 353		Services.....	12 842 339	
Avantages sociaux.....	5 970 292				12 842 339
Transports et communications.....	1 952 729		Commission de l'escarpement du Niagara		
Services.....	16 257 511		Traitements et salaires.....	2 113 851	
Fournitures et matériel.....	4 950 383		Avantages sociaux.....	341 096	
Paiements de transfert			Transports et communications.....	29 437	
Soutien à l'exploitation de la			Services.....	320 394	
région des lacs expérimentaux.	1 900 000		Fournitures et matériel.....	33 930	
Services provinciaux - intendance					2 838 708
des ressources.....	325 000		Crédits législatifs		
	64 763 268		Autres opérations		
Moins : recouvrements.....	15 152 124		Créances irrécouvrables,		
		49 611 144	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		6 849 955
Opérations régionales			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	57 288 394		Fonds de reboisement, <i>Loi de</i>		
Avantages sociaux.....	10 607 642		<i>1994 sur la durabilité des forêts</i>		
Transports et communications.....	1 878 983		<i>de la Couronne.....</i>	68 279 319	
Services.....	20 825 176		Moins : recouvrements.....	68 279 319	
Fournitures et matériel.....	5 716 054				0
Paiements de transfert					6 849 955
Paievements tenant lieu d'impôt aux			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
municipalités.....	1 589 013		PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES		
Programmes de soutien aux			NATURELLES.....		
opérations régionales.....	5 603 002				327 925 282
Programme du Grand Nord.....	327 281		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
	103 835 545		Gestion des richesses naturelles — actif de fonctionnement (Poste 5)		
Moins : recouvrements.....	3 888 062		Dépôts et dépenses prépayées.....	2 431 466	
		99 947 483			2 431 466
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	43 838 157		PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES		
Avantages sociaux.....	7 258 457		NATURELLES.....		
Transports et communications.....	2 506 832				2 431 466
Services.....	15 456 567				
Fournitures et matériel.....	5 500 346				
Paiements de transfert					
Protection du poisson et de la					
faune - intendance des					
ressources.....	202 500				
	74 762 859				
Moins : recouvrements.....	73 739 933				
		1 022 926			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)			Crédits législatifs		
Transports et communications.....	62 632		Autres opérations		
Services.....	25 762 299		Amortissement -		
Fournitures et matériel.....	3 927 173		Loi sur l'administration financière.....	14 936 046	
Paiements de transfert				14 936 046	
Infrastructure des offices de					
protection de la nature.....	4 899 657				
		4 899 657			
		34 651 761	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Moins : recouvrements.....	2 347 408		PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES		
		32 304 353	NATURELLES.....	47 240 399	
			BIENS IMMOBILISÉS		
Services provinciaux - sciences et recherche			Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
Transports et communications.....	35 988		— biens immobilisés (Poste 4)		
Services.....	1 002 540		Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	4 586 201	
Fournitures et matériel.....	3 158 533		Infrastructure des transports - coûts relatifs aux		
		4 197 061	biens immobilisés.....	6 815 374	
			Améliorations locatives.....	88 168	
Opérations régionales			Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux		
Transports et communications.....	26 644		biens immobilisés.....	18 481 722	
Services.....	17 611 638		Machines et équipement - coûts relatifs aux	1 059 461	
Fournitures et matériel.....	751 854		biens immobilisés.....		
Paiements de transfert			Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs		
Infrastructure des offices de			aux biens immobilisés.....	3 314 038	
protection de la nature.....	4 899 657			34 344 964	
		23 289 793			
Moins : recouvrements.....	2 347 408				
		20 942 385			
Industrie forestière			Services provinciaux - sciences et recherche		
Services.....	151 374		Immeubles - coûts relatifs aux		
		151 374	biens immobilisés.....	2 436 242	
			Barrages et ouvrages d'art - coûts		
Infrastructure de soutien ministériel			relatifs aux biens immobilisés.....	1 129 241	
Services.....	6 996 747		Machines et équipement - coûts		
Fournitures et matériel.....	16 786		relatifs aux biens immobilisés.....	391 181	
		7 013 533	Parc automobile et flotte de		
			bateaux - coûts relatifs aux biens		
			immobilisés.....	3 314 038	
				7 270 702	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
Opérations régionales		
Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	769 872	
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	17 352 481	
		18 122 353
Industrie forestière		
Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	6 045 502	
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	318 758	
		6 364 260
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 149 959	
Améliorations locatives.....	88 168	
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	349 522	
		2 587 649
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....		34 344 964

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROTECTION DU PUBLIC
1	136 937 700	(1 235 800)	135 701 900	Protection du public..... 132 594 025
				Créances irrécouvrables,
L	10 000	0	10 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>136 947 700</u>	<u>(1 235 800)</u>	<u>135 711 900</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROTECTION DU PUBLIC..... 132 594 025
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	46 500	8 000	54 500	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - actifs de fonctionnement.. 54 487
	<u>46 500</u>	<u>8 000</u>	<u>54 500</u>	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROTECTION DU PUBLIC..... 54 487
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	5 370 000	(118 800)	5 251 200	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 4 495 984
				Amortissement -
L	9 475 700	0	9 475 700	Loi sur l'administration financière..... 3 872 752
	<u>14 845 700</u>	<u>(118 800)</u>	<u>14 726 900</u>	TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROTECTION DU PUBLIC..... 8 368 736

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Sécurité publique et intervention en cas
4	29 654 900	2 184 500	31 839 400	d'urgence - biens immobilisés.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	29 654 900	2 184 500	31 839 400	PROTECTION DU PUBLIC.....
				20 516 059

Description du programme :

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

non vérifié

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
				ITI - Groupement pour les terres et les
1	30 725 700	2 369 500	33 095 200	ressources..... 32 659 676
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 32 659 676
	30 725 700	2 369 500	33 095 200	

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les terres et les ressources offre son leadership et assure l'exécution des programmes concernant la prestation des services et des solutions de gestion de l'information et de technologie de l'information à ses ministères clients, à savoir : Développement du Nord, Mines, Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie.

Le programme est responsable de la prestation de solutions technologiques numériques en appliquant des principes axés sur la souplesse et l'approche Lean afin de rendre possibles l'exécution de programmes novateurs et la réorganisation des activités. Le programme est déterminé à faire avancer la stratégie numérique de la province, qui permet de veiller à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme alimentée par une technologie sécurisée et centrée sur l'utilisateur, en optimisant l'investissement et la réutilisation de la technologie.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
ITI – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	21 929 169
Avantages sociaux.....	3 156 837
Transports et communications.....	838 395
Services.....	53 319 430
Fournitures et matériel.....	64 494
	<u>79 308 325</u>
Moins : recouvrements.....	46 648 649
	<u>32 659 676</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	<u><u>32 659 676</u></u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2106				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	276 386 300	16 497 000	292 883 300	Développement économique du Nord.... 286 992 492
				Créances irrécouvrables,
L	101 000	0	101 000	Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>276 487 300</u>	<u>16 497 000</u>	<u>292 984 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 286 992 492
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000	0	2 000	Développement économique du Nord - actifs de fonctionnement..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2106				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	96 553 000	(1 554 500)	94 998 500	Développement économique du Nord.... 94 997 896
				Amortissement -
L	379 582 300	0	379 582 300	Loi sur l'administration financière..... 378 784 247
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 473 782 143
	476 135 300	(1 554 500)	474 580 800	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Développement économique du Nord -
4	492 654 400	78 832 000	571 486 400	biens immobilisés..... 540 532 811
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 540 532 811
	492 654 400	78 832 000	571 486 400	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariennes et les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme leur permet également de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Il investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, le Programme des routes d'hiver et le Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada ainsi qu'avec les autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités.

Le ministère soutient également la croissance économique, la diversification et la création d'emplois dans les secteurs public et privé par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le programme Avantage énergétique pour le Nord.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 1)			Développement économique du Nord – charges d'immobilisations (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	10 657 970		Services.....		25 577 045
Avantages sociaux.....	1 909 054		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	260 149		Accès à large bande pour Matawa	3 499 288	
Services.....	5 904 328		Programme des routes d'hiver.....	7 954 283	
Fournitures et matériel.....	65 151		Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.....	40 000 000	
Paiements de transfert			Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario.....	15 051 175	
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières.....	59 647 400				66 504 746
Services communautaires.....	627 124		Autres opérations		
Développement économique.....	702 278		Routes d'accès aux ressources	2 916 105	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.....	60 000 000				2 916 105
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs.....	696 687				94 997 896
Programme Avantage énergétique pour le Nord.....	120 564 689		Crédits législatifs		
Développement économique pour les Autochtones.....	34 039 611		Autres opérations		
	276 277 789		Amortissement -		
	295 074 441		Loi sur l'administration financière.....	378 784 247	
Moins : recouvrements.....	8 081 949			378 784 247	
	286 992 492		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.	473 782 143	
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS		
Autres opérations			Développement économique du Nord – biens immobilisés (Poste 4)		
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	0		Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	540 532 811	
	0			540 532 811	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.	286 992 492		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.	540 532 811	

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	59 653 300	(11 772 700)	47 880 600	Compétitivité du secteur des minéraux.. 44 708 997
				Créances irrécouvrables,
L	401 000	0	401 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 32 731
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....
	60 054 300	(11 772 700)	48 281 600	44 741 728
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Mines et minéraux -
3	1 000	0	1 000	actifs de fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....
	1 000	0	1 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2107				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
2	5 824 700	(589 900)	5 234 800	Compétitivité du secteur des minéraux.. 5 095 003
				Assainissement de l'environnement -
5	1 000	86 011 900	86 012 900	secteur minier..... 86 012 000
				Amortissement -
L	567 300	0	567 300	Loi sur l'administration financière..... 530 108
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES MINES ET DES
	6 393 000	85 422 000	91 815 000	MINÉRAUX..... 91 637 111
BIENS IMMOBILISÉS				
4	800 000	0	800 000	Mines et minéraux - biens immobilisés.. 800 000
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES MINES ET DES
	800 000	0	800 000	MINÉRAUX..... 800 000

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minières de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)			Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	23 164 320		Services.....	4 560 422
Avantages sociaux.....	3 792 978		Fournitures et matériel.....	534 581
Transports et communications.....	662 280			<u>5 095 003</u>
Services.....	9 891 063			
Fournitures et matériel.....	803 993		Assainissement de l'environnement (Poste 5)	
Paiements de transfert			Services.....	86 012 000
Programme ontarien d'aide aux				<u>86 012 000</u>
petites sociétés d'exploration				
minières.....	5 472 788		Crédits législatifs	
Cartographie des ressources				
géologiques de l'Ontario.....	50 000		Autres opérations	
Rapports sur les activités minières			Amortissement -	
en Ontario.....	166 338		Loi sur l'administration financière.....	530 108
Crédit d'impôt pour actions				<u>530 108</u>
accréditives ciblées.....	<u>705 237</u>			
	6 394 363			
	<u>44 708 997</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : recouvrements.....	0		PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX...	<u>91 637 111</u>
	<u>44 708 997</u>			
Crédits législatifs			BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations			Mines et minéraux – biens immobilisés (Poste 4)	
Créances irrécouvrables,				
Loi sur l'administration financière.....	32 731		Machines et équipement - coûts relatifs aux	
	<u>32 731</u>		biens immobilisés.....	800 000
				<u>800 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX...	<u>44 741 728</u>		PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX...	<u>800 000</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes d'emploi des jeunes	210101	Oui	Oui	83 049
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	210301	Oui	Non	44 205 488
Partage des revenus tirés des ressources en agrégats	210301	Oui	Non	241 921
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	210301	Non	Non	1 589 013
Rentes et primes - Traité numéro 9	210301	Non	Non	110 000
Programmes de soutien aux opérations régionales	210301	Oui	Oui	5 603 002
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	210301	Oui	Oui	2 641 133
Initiatives pour le secteur forestier	210301	Oui	Oui	9 755 786
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	210301	Oui	Oui	202 500
Programme du Grand Nord	210301	Oui	Oui	327 281
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	210301	Oui	Oui	1 900 000
Services provinciaux - intendance des ressources	210301	Oui	Oui	325 000
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	210401	Oui	Oui	22 500
Intendance des services provinciaux	210401	Oui	Oui	195 681
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	210601	Oui	Oui	696 687
Développement économique	210601	Oui	Non	702 278
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	210601	Oui	Non	60 000 000
Services communautaires	210601	Oui	Non	627 124
Programme Avantage énergétique pour le Nord	210601	Oui	Oui	120 564 689
Développement économique pour les Autochtones	210601	Oui	Oui	34 039 611
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	210601	Oui	Non	59 647 400
Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	210701	Oui	Non	50 000
Rapports sur les activités minières en Ontario	210701	Oui	Non	166 338

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT - Suite				
Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées	210701	Oui	Non	705 237
Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	210701	Oui	Oui	5 472 788
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des offices de protection de la nature	210303	Oui	Oui	4 899 657
Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	210602	Oui	Oui	15 051 175
Programme des routes d'hiver	210602	Oui	Non	7 954 283
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	210602	Oui	Non	40 000 000
Accès à large bande pour Matawa	210602	Oui	Oui	3 499 288
TOTAL				421 278 908

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – Loi sur les mines.....	1 946 791	1 974 037
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	3 088 409	1 934 945
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 884	40 885
Autres.....	3 198 963	181 140
	6 328 256	2 156 970
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	4 689 388	14 280 050
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats.....	9 975 288	19 728 365
Droits d'exploitation minière (Loi sur les mines).....	8 103 652	5 232 814
Autres.....	829 324	720 752
	18 908 264	25 681 931
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	455 374	385 046
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	0	65 860
Autres.....	8 569 818	12 417 516
	8 569 818	12 483 376
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	120 138 119	113 365 597
Droits de la Couronne.....	107 228 641	235 894 888
Ressources pétrolières en mer.....	2 912 547	1 829 960
Agrégats.....	2 141 728	4 414 316
Mines de sel - Redevances.....	7 621 046	7 060 128
Autres.....	0	40 532
	240 042 081	362 605 421
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	23 464 087	2 593 075
DIVERS.....	9 453 987	26 548 887

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES, DES RICHESSES NATURELLES
ET DES FORÊTS
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>313 858 046</u>	<u>448 708 793</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-150
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-151
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-153
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-152, 2-157
ÉTAT DES RECETTES.....	2-158
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-159

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 522 815	Administration du ministère	23 222 065	19 653 348
	Développement économique, de création		
968 570 783	d'emplois et de commerce	1 098 032 500	1 058 703 862
989 093 599	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 121 254 565	1 078 357 210
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
	Développement économique, de création		
3 306 902	d'emplois et de commerce	53 000 000	23 907 240
3 306 902	TOTAL (ACTIF FONCTIONNEMENT)	53 000 000	23 907 240
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	4 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	4 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	2 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 000	0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU
COMMERCE**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 118 500	0	23 118 500	Administration du ministère..... 19 519 100
				Traitement versé au ministre
				sans portefeuille en vertu de la
L	22 378	0	22 378	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 5 159
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 87 235
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la
L	32 346	0	32 346	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 41 854
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME
	23 222 065	0	23 222 065	D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 19 653 348

Description du programme :

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	12 931 346		Traitements et salaires.....	3 265 916	
Avantages sociaux.....	1 616 948		Avantages sociaux.....	450 324	
Transports et communications.....	263 859		Transports et communications.....	26 934	
Services.....	4 488 282		Services.....	494 499	
Fournitures et matériel.....	218 664		Fournitures et matériel.....	26 211	
	<u>19 519 100</u>			<u>4 263 884</u>	
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	4 176 798		Transports et communications.....	16 285	
Avantages sociaux.....	457 863		Services.....	2 604 136	
Transports et communications.....	152 440		Fournitures et matériel.....	24 543	
Services.....	359 764			<u>2 644 964</u>	
Fournitures et matériel.....	7 616		Crédits législatifs		
	<u>5 154 481</u>		Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	5 159	
Planification et finances			Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	87 235	
Traitements et salaires.....	4 045 355		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	41 854	
Avantages sociaux.....	499 968		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0	
Transports et communications.....	59 432			<u>134 248</u>	
Services.....	922 681		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	155 379			<u>19 653 348</u>	
	<u>5 682 815</u>				
Ressources humaines					
Traitements et salaires.....	1 443 277				
Avantages sociaux.....	208 793				
Transports et communications.....	8 766				
Services.....	107 203				
Fournitures et matériel.....	4 917				
	<u>1 772 956</u>				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU
COMMERCE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique, Création
13	919 453 100	177 853 400	1 097 306 500	d'emplois et Commerce..... 1 056 665 426
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	726 000	0	726 000	<i>l'administration financière</i> 2 038 436
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 1 058 703 862
	<u>920 179 100</u>	<u>177 853 400</u>	<u>1 098 032 500</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Développement économique, Création
14	143 000 000	(90 000 000)	53 000 000	d'emplois et Commerce..... 23 907 240
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE..... 23 907 240
	<u>143 000 000</u>	<u>(90 000 000)</u>	<u>53 000 000</u>	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE
				Développement économique, Création
21	3 000	0	3 000	d'emplois et Commerce..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE,
				DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE
	4,000	0	4,000	COMMERCE..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
				Développement économique, Création
22	2 000	0	2 000	d'emplois et Commerce..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE,
				DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE
	2 000	0	2 000	COMMERCE..... 0

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU
COMMERCE****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario :

- il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux;
- il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
- il dialogue avec l'industrie pour soutenir les priorités de l'Ontario et la gestion des problèmes;
- il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises;
- il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international;
- il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l'investissement;
- il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l'entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
- il exécute des programmes et services de soutien à l'exportation afin de renforcer la visibilité des PME ontariennes dans le monde entier;
- il propose des services d'investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province.

Investissements Ontario, le nouvel organisme ontarien de promotion des investissements, jouera un rôle central dans la reprise économique et la croissance de la province. Il aidera à obtenir des investissements ancrés qui créeront des emplois, diversifieront notre économie et établiront de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur.

Le ministère établit des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la compétitivité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement; il fait progresser les investissements directs étrangers; il établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne.

Le ministère exécute des programmes d'adoption des technologies et de développement des talents qui tissent des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises et de l'innovation et visent à leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois.

Le ministère soutient également Propriété intellectuelle Ontario, une nouvelle ressource de prédilection qui aidera les chercheurs et les entreprises à maximiser la valeur de leur propriété intellectuelle et à renforcer leur capacité à croître et à être concurrentiels sur le marché mondial.

Le ministère soutient l'élaboration d'initiatives de modernisation des services de conformité avec la réglementation, ainsi que d'une stratégie et de politiques pour les petites entreprises. L'objectif est que le gouvernement travaille plus efficacement pour les entreprises (à but lucratif, sans but lucratif et du secteur parapublic).

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE CREATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13)					
Traitements et salaires.....	46 452 486		Propriété intellectuelle.....	2 231 300	
Avantages sociaux.....	6 564 791		Centre de compétences en		
Transports et communications.....	934 564		numérisation pour les petites		
Services.....	25 163 545		entreprises.....	1 416 729	
Fournitures et matériel.....	113 039		Programme de secours pour les petites		
Paiements de transfert			entreprises de l'Ontario.....	890 000	
Fabrique en Ontario.....	927 913		Développement de réseaux 5G		
Investissements dans le			sans fil et de nouvelle génération	2 584 000	
secteur des assembleurs de			Stratégie pour les sciences de la vie	2 500 000	
véhicules automobiles.....	1 300 000				977 437 001
Plan pour le secteur automobile.....	6 171 531				1 056 665 426
Crédit d'impôt de l'Ontario pour					
les entreprises parrainant les					
instituts de recherche.....	27 827 551				
Soutien aux réseaux d'innovation					
et de commercialisation.....	24 203 087				
Communtech Hub.....	3 900 000				
Renforcement de Digital Main					
Street.....	20 205 322				
Fonds pour Investissements					
Ontario - fonctionnement.....	6 149 907				
Site certifié – Prêt à					
l'investissement.....	171 537 940				
Fonds pour l'emploi et la prospérité					
et autres programmes					
de soutien aux entreprises.....	129 502 740				
Centre d'innovation de l'Ontario.....	16 500 000				
Crédit d'impôt à l'innovation de					
l'Ontario.....	200 299 370				
Fonds L'Ontario, ensemble.....	20 999 715				
Réseau ontarien d'innovation					
pour les véhicules.....	18 820 000				
Crédit d'impôt pour					
l'investissement dans le					
développement régional.....	92 846 458				
Subventions de soutien					
aux secteurs.....	10 202 352				
Programmes pour l'entrepreneuriat					
des Centres d'encadrement					
des petits entrepreneurs.....	13 521 860				
Toronto Global.....	2 000 000				
Réseau Trillium pour					
la fabrication de pointe.....	499 225				
Futurpreneur.....	2 000 000				
Investissements stratégiques.....	198 400 000				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
Développement économique et investissements - Suite			Innovation		
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe.....	499 225		Paiements de transfert		
Investissements stratégiques.....	198 400 000		Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche.....	27 827 551	
Développement de réseaux 5G sans fil et de nouvelle génération	2 584 000		Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation.....	24 203 087	
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises.....	1 416 729		Communité Hub.....	3 900 000	
Stratégie pour les sciences de la vie	2 500 000		Centre d'innovation de l'Ontario.....	16 500 000	
		713 903 523	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.....	200 299 370	
			Propriété intellectuelle Ontario.....	2 231 300	
					274 961 308
Stratégies et politiques			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	10 129 351				
Avantages sociaux.....	1 618 730		Autres opérations		
Transports et communications.....	36 364		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 038 436	
Services.....	2 196 679				2 038 436
Fournitures et matériel.....	23 072				
		14 004 196			
Démarrage et expansion			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....		
Traitements et salaires.....	7 867 540				1 058 703 862
Avantages sociaux.....	988 963		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Transports et communications.....	35 545		Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 14)		
Services.....	238 041				
Fournitures et matériel.....	14 157		Prêts et investissements		
Paiements de transfert			Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres activités	8 907 240	
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs.....	13 521 860		Investissements Ontario.....	15 000 000	
Futurpreneur.....	2 000 000				23 907 240
Subventions de soutien aux secteurs.....	46 376				
		24 712 482			
Commerce International			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....		
Traitements et salaires.....	9 163 218				23 907 240
Avantages sociaux.....	1 333 187				
Transports et communications.....	699 328				
Services.....	17 779 791				
Fournitures et matériel.....	57 060				
Paiements de transfert					
Subventions de soutien aux secteurs.....	51 333				
		29 083 917			

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de mission commerciale.....	1 198 426	323 310
Autres.....	634	862
	<u>1 199 060</u>	<u>324 172</u>
REDEVANCES		
Centre ontarien des investissements et du commerce.....	36 785	0
	<u>36 785</u>	<u>0</u>
REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	727 804	965 433
	<u>727 804</u>	<u>965 433</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	43 695 886	312 373 225
Recouvrement lié aux radiations.....	26 014	102 471
	<u>43 721 900</u>	<u>312 475 696</u>
DIVERS		
Intérêt.....	9 933 917	9 161 820
Autres.....	5 141 985	2 300 566
	<u>15 075 902</u>	<u>11 462 386</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>60 761 451</u>	<u>325 227 687</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU
COMMERCE**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	1 116 180	6 112 202
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	7 112 022	5 777 372
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	613 625	3 131 194
MaRS Phase 2.....	1 301 667	1 227 263
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	197 373	197 656
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	109 972	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	10 450 838	16 445 687

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-162
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-164
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-166
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-170
GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....	2-173
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-165, 2-168, 2-169, 2-175
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-176
ÉTAT DES RECETTES.....	2-177

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 925 458	Administration du ministère	32 012 314	27 287 963
28 135 964 899	Éducation élémentaire et secondaire	29 136 153 000	29 061 802 767
	Groupement de l'information et de la technologie		
45 675 169	de l'information pour les services à la collectivité	53 051 200	50 425 570
2 219 186 753	Garde d'enfants et la petite enfance	3 648 595 700	3 617 763 375
30 420 752 279	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	32 869 812 214	32 757 279 675
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Éducation élémentaire et secondaire	1 000	0
	Groupement de l'information et de la technologie		
0	de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	2 000	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 815 391 647	Éducation élémentaire et secondaire	2 002 352 300	1 797 165 242
3 229 122	Garde d'enfants et la petite enfance	4 299 100	3 519 904
1 818 620 769	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	2 006 651 400	1 800 685 146

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
3 621 039	Éducation élémentaire et secondaire	2 897 200	2 128 550
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
3 621 039	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 898 200	2 128 550

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	16 892 700	15 054 600	31 947 300	Administration du ministère..... 27 210 387
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 28 274
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	16 957 714	15 054 600	32 012 314	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 27 287 963

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitments et salaires.....	15 331 184		Traitments et salaires.....	3 064 978	
Avantages sociaux.....	2 400 250		Avantages sociaux.....	417 118	
Transports et communications.....	218 226		Transports et communications.....	50 814	
Services.....	12 863 800		Services.....	5 128 002	
Fournitures et matériel.....	78 027		Fournitures et matériel.....	15 742	
	30 891 487				8 676 655
Moins : Recouvrements.....	3 681 100				
	27 210 387		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	16 350	
Traitments et salaires.....	3 540 722		Services.....	4 666 759	
Avantages sociaux.....	420 959		Fournitures et matériel.....	20 640	
Transports et communications.....	77 902			4 703 749	
Services.....	150 620		Moins : Recouvrements.....	1 216 600	
Fournitures et matériel.....	9 967				3 487 149
	4 200 169		Crédits législatifs		
Services financiers et administratifs			Traitement versé au ministre en vertu de la		
Traitments et salaires.....	6 717 436		Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Avantages sociaux.....	1 304 271		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	66 257		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	28 274	
Services.....	2 738 749			77 575	
Fournitures et matériel.....	30 337		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	10 857 050		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Moins : Recouvrements.....	1 173 800			27 287 963	
	9 683 250				
Ressources humaines					
Traitments et salaires.....	2 008 048				
Avantages sociaux.....	257 902				
Transports et communications.....	6 903				
Services.....	179 670				
Fournitures et matériel.....	1 340				
	2 453 864				
Moins : Recouvrements.....	1 290 700				
	1 163 164				

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Politiques et prestation
1	26 942 698 800	425 691 800	27 368 390 600	des programmes..... 27 268 467 826
2	140 261 400	(2 500 000)	137 761 400	Activités éducatives..... 132 330 172
				Régime de retraite des enseignantes
L	1 630 000 000	0	1 630 000 000	et des enseignants de l'Ontario..... 1 661 004 769
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.... 29 061 802 767
	28 712 961 200	423 191 800	29 136 153 000	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques et prestation
4	1 000	0	1 000	des programmes..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....
3	2 153 870 800	(154 100 000)	1 999 770 800	1 794 777 209
				Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens
5	1 000	0	1 000	immobilisations.....
				0
				Amortissement –
L	2 580 500	0	2 580 500	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				2 388 033
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....
	2 156 452 300	(154 100 000)	2 002 352 300	1 797 165 242
BIENS IMMOBILISÉS				
6	2 897 200	0	2 897 200	Éducation élémentaire et secondaire.....
				2 128 550
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....
	2 897 200	0	2 897 200	2 128 550

Description du programme :

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux conseils scolaires de district, aux administrations scolaires, aux écoles, aux organismes et aux partenaires et organisations autochtones de l'Ontario tout en favorisant et en soutenant pour chaque élève de la province un système d'éducation de qualité ayant pour fondement la santé mentale et le bien-être des élèves afin de préparer ces derniers à obtenir les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie. Tandis que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il se concentre aussi sur la santé mentale et l'équité et collabore avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	63 631 458		Régime de retraite des enseignantes et des	
Avantages sociaux.....	8 816 590		enseignants de l'Ontario	
Transports et communications.....	486 748			
Services.....	35 718 101		Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	259 551		Prestations prises en charge par le gouvernement,	
Paiements de transfert			<i>Loi sur le régime de retraite des enseignants.....</i>	1 661 004 769
Financement des priorités et				<u>1 661 004 769</u>
des partenariats - conseils				
scolaires.....	372 631 314			
Financement des priorités et			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
des partenariats - tiers.....	516 850 260		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Subventions de fonctionnement			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	<u>29 061 802 767</u>
aux conseils scolaires.....	19 231 784 377			
Charge sans effet sur la				
trésorerie relative à l'impôt				
foncier scolaire.....	6 966 078 955			
Projets des langues officielles.....	45 113 255			
Office de la qualité et de la				
responsabilité en éducation.....	25 482 676			
Subventions diverses.....	1 614 541			
	<u>27 159 555 378</u>			
	<u>27 268 467 826</u>			
Activités éducatives (Poste 2)				
Traitments et salaires.....	38 350 622			
Avantages sociaux.....	6 442 461			
Transports et communications.....	636 343			
Services.....	15 332 340			
Fournitures et matériel.....	3 941 164			
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt				
aux municipalités.....	41 775			
Programme de soutien pour le				
élèves des écoles				
provinciales.....	60 922			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario.....	24 793 700			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario.....	42 906 800			
	<u>67 803 197</u>			
	<u>132 506 127</u>			
Moins : Recouvrements.....	175 955			
	<u>132 330 172</u>			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert			Matériel de technologie de l'information.....	360 744
Programme d'infrastructure			Logiciels d'application de gestion –	
Investir dans le Canada (PIIC)	129 462 911		coûts relatifs aux immobilisations.....	1 767 806
Subventions d'immobilisations -				<u>2 128 550</u>
conseils scolaires.....	1 551 916 499			
Financement des priorités et des			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
partenariats -			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
conseils scolaires.....	19 967 429		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	<u>2 128 550</u>
Programme d'apprentissage				
des jeunes enfants.....	11 230 420			
Conseils scolaires –				
Financement des				
immobilisations pour les				
services de garde d'enfants.....	74 862 871			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario -				
Capital.....	1 000 000			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario (OTEO).	1 536 000			
		<u>1 789 976 130</u>		
Autres opérations				
Soutien à l'éducation élémentaire				
et secondaire.....		4 801 079		
		<u>1 794 777 209</u>		
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement -				
Loi sur l'administration financière.....		2 388 033		
		<u>2 388 033</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME D'ÉDUCATION				
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....		<u>1 797 165 242</u>		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
				Groupelement de l'information et de la technologie de l'information pour
1	53 051 200	0	53 051 200	les services à la collectivité..... 50 425 570
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	<u>53 051 200</u>	<u>0</u>	<u>53 051 200</u>	<u>50 425 570</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Groupelement de l'information et de la technologie de l'information pour
2	1 000	0	1 000	les services à la collectivité..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	29 476 175
Avantages sociaux.....	4 223 487
Transports et communications.....	160 065
Services.....	39 684 166
Fournitures et matériel.....	58 648
	73 602 541
Moins : Recouvrements.....	23 176 971
	50 425 570
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	
	50 425 570

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
1	3 797 094 700	(148 500 000)	3 648 594 700	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 3 617 763 373
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2
	3 797 095 700	(148 500 000)	3 648 595 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 3 617 763 375
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	10 001 000	(7 500 000)	2 501 000	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 1 975 567
5	1 000	0	1 000	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 797 100	0	1 797 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 544 337
	11 799 100	(7 500 000)	4 299 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 3 519 904

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE
4	1 000	0	1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMMES POUR LA
				GARDE D'ENFANTS ET LA
	1 000	0	1 000	PETITE ENFANCE..... 0

Description du programme :

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)		Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	15 503 922	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....		Immobilisations relatives aux programmes	
Transports et communications.....	2 687 173	pour la garde d'enfants et la petite enfance.....	1 975 567
Services.....	374 042		
Fournitures et matériel.....	3 063 426	Crédits législatifs	
Paievements de transfert	26 244		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants.....	386 231 800	Autres opérations	
Garde d'enfants et petite enfance	3 209 876 766	Amortissement -	
	3 596 108 566	Loi sur l'administration financière.....	1 544 337
	3 617 763 373		1 544 337
Crédits législatifs			
Autres opérations		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Créances irrécouvrables,		PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS	
Loi sur l'administration financière.....	2	ET LA PETITE ENFANCE.....	3 519 904
	2		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS			
ET LA PETITE ENFANCE.....	3 617 763 373		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Financement des priorités et des partenariats conseils scolaires	100201	Oui	Non	372 631 314
Financement des priorités et des partenariats tiers	100201	Oui	Non	516 850 260
Projets des langues officielles	100201	Oui	Non	45 113 255
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	100201	Oui	Non	25 482 676
Subventions pour la viabilité des partenaires	100201	Oui	Non	1 614 541
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100202	Oui	Non	60 922
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100202	Oui	Non	24 793 700
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100202	Oui	Non	42 906 800
Garde d'enfants et petite enfance	100401	Oui	Non	3 209 876 766
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	100203	Oui	Oui	129 462 911
Financement des priorités et des partenariats conseils scolaires	100203	Oui	Oui	19 967 429
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100203	Oui	Non	1 000 000
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100203	Oui	Non	1 536 000
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	100402	Oui	Non	1 975 567
TOTAL				4 393 272 141

*Ce tableau ne comprend pas les paiements de transfert de droit

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	103 581 101	356 295 151
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	270 375 905	218 812 214
Langues officielles dans l'enseignement.....	85 530 584	75 700 578
Fonds d'incitation à agir pour le climat.....	0	14 231 571
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 459 600	11 459 600
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	600 000	585 000
Financement pour une rentrée scolaire sécuritaire.....	36 226 000	0
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada.....	1 272 072 005	0
	<u>1 779 845 195</u>	<u>677 084 114</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les garderies - Permis.....	1 012 454	838 699
Écoles privées : avis d'intention (droits).....	28 200	22 500
Demande d'accès à l'information.....	2 175	3 560
Droits d'inspection des écoles privées.....	624	732
Frais pour chèques refusés.....	140	140
	<u>1 043 593</u>	<u>865 632</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général.....	16 500	13 500
	<u>16 500</u>	<u>13 500</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	3 634 021	8 832 536
Autres.....	192 597 399	249 455 607
	<u>196 231 420</u>	<u>258 288 143</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	3 876	27 919
Autres.....	2 170 000	2 740 000
	<u>2 173 876</u>	<u>2 767 919</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 979 310 584</u>	<u>939 019 308</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-180
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-181
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-183
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-186
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-182, 2-185
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-188
ÉTAT DES RECETTES.....	2-189

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021-2022		2022-2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
12 981 058	Administration du ministère	13 048 414	12 957 627
291 538 156	Développement et gestion des sources d'énergie	28 878 100	21 228 970
6 313 224 684	Atténuation du prix de l'électricité	5 955 865 200	5 844 170 772
6 617 743 898	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	5 997 791 714	5 878 357 369
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
279 600 000	Développement et gestion des sources d'énergie	251 201 000	239 000 000
279 600 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	251 201 000	239 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	2 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 983 400	0	12 983 400	Administration du ministère..... 12 879 066
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi</i>
L	16 173	0	16 173	<i>sur le Conseil exécutif</i> 29 260
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 12 957 627
	13 048 414	0	13 048 414	

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, gestion des situations d'urgence, planification de la continuité des opérations, approvisionnement, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.).

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Analyse et planification		
Traitements et salaires.....	6 678 111		Traitements et salaires.....	1 439 802	
Avantages sociaux.....	972 373		Avantages sociaux.....	268 546	
Transports et communications.....	165 050		Transports et communications.....	17 076	
Services.....	5 817 029		Services.....	334 142	
Fournitures et matériel.....	54 860		Fournitures et matériel.....	3 953	
	13 687 424			2 063 520	
Moins : Recouvrements.....	808 358		Moins : recouvrements.....	647 509	
	12 879 066				1 416 012
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 227 115		Transports et communications.....	7 027	
Avantages sociaux.....	312 025		Services.....	4 940 462	
Transports et communications.....	119 717		Fournitures et matériel.....	15 125	
Services.....	94 231				4 962 614
Fournitures et matériel.....	6 237		Systèmes informatiques		
	2 759 326		Transports et communications.....	452	
Services financiers et administratifs			Services.....	222 913	
Transports et communications.....	452			223 365	
Services.....	41 484		Moins : recouvrements.....	160 850	
	41 936				62 515
Ressources humaines			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	309 915		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	39 525		Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	919		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
Services.....	10 467		la Loi sur le Conseil exécutif.....		29 260
Fournitures et matériel.....	217				78 561
	361 044		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services de communication			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitements et salaires.....	2 701 279				12 957 627
Avantages sociaux.....	352 277				
Transports et communications.....	19 405				
Services.....	173 330				
Fournitures et matériel.....	29 328				
	3 275 619				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	28 877 100	0	28 877 100	Politiques et programmes..... 19 627 539
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 601 431
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 21 228 970
	<u>28 878 100</u>	<u>0</u>	<u>28 878 100</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	270 751 000	(19 550 000)	251 201 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 239 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 239 000 000
	<u>270 751 000</u>	<u>(19 550 000)</u>	<u>251 201 000</u>	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
4	1 000	0	1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	2 000	0	2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000	0	1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
	1 000	0	1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l'énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d'un prêt de construction pour le projet de transport d'énergie Watay Power.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)			Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	12 563 224		Prêts et investissements.....	239 000 000
Avantages sociaux.....	1 913 944			<u>239 000 000</u>
Transports et communications.....	92 472			
Services.....	1 762 251			
Fournitures et matériel.....	20 089			
Paiements de transfert				
Programmes de soutien, de				
participation et de				
partenariat avec les				
Autochtones dans le				
secteur de l'énergie.....	<u>3 275 558</u>			
	3 275 558			
	<u>19 627 539</u>			
Crédits législatifs				
Créances irrécouvrables,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 601 431			
	<u>1 601 431</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES			DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES	
SOURCES D'ENERGIE.....			SOURCES D'ÉNERGIE.....	
<u>21 228 970</u>			<u>239 000 000</u>	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
				Programmes d'atténuation du prix de
1	6 273 650 600	(317 785 400)	5 955 865 200	l'électricité..... 5 844 170 772
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 5 844 170 772
	<u>6 273 650 600</u>	<u>(317 785 400)</u>	<u>5 955 865 200</u>	<u>5 844 170 772</u>

Description du programme :

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité.....	163 736 518	
Protection contre les frais de distribution.....	389 392 840	
Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées.....	246 331 901	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario.....	28 376 225	
Remise de l'Ontario pour l'électricité.....	1 790 303 263	
Plan exhaustif relatif à l'électricité.....	3 134 352 000	
Fiducie pour des frais d'électricité équitables - coûts de financement.....	63 682 860	
Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations.....	27 995 165	
		5 844 170 772
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ATTENUATION DU PRIX DE L'ELECTRICITE.....		5 844 170 772

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les non limitée Autochtones dans le secteur de l'énergie - de durée	290201	Oui	Non	549 453
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec lespilote pour le chauffage domestique propre Autochtones dans le secteur de l'énergie - Initiative	290201	Oui	Oui	2 726 105
TOTAL				3 275 558

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
REVENUS DES ENTERPRISES PUBLIQUES		
Dividendes de Hydro One Limited.....	315 850 306	300 825 953
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 205	7 112
VENTES ET LOCATIONS	6 004 397	6 304 320
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	45 691 749	10 056 033
DIVERS		
Autres.....	112	249 792 218
Prêts - Intérêts.....	21 088 483	3 341 604
	21 088 595	253 133 822
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	388 637 252	570 327 240

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-192
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-194
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-198
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-200
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-203
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-206
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-209
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-212
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-196, 2-202, 2-205, 2-208, 2-214
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-216
ÉTAT DES RECETTES.....	2-217

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
56 503 806	Administration du ministère	61 861 214	60 817 556
41 685 301	Politiques environnementales	24 157 400	23 681 591
40 603 727	Normes et sciences de l'environnement	39 827 900	39 397 540
92 564 359	Conformité environnementale et opérations	107 956 800	107 930 206
28 570 010	Évaluations et permissions environnementales	30 626 700	30 592 520
	Action en matière de changement climatique		
12 723 528	et résilience	12 836 300	12 628 532
64 768 576	Gestion des terres et des eaux	59 402 800	57 905 186
0	Compte de plafonnement et de liquidation	0	0
337 419 307	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	336 669 114	332 953 131
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	221 600	98 749
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	221 600	98 749

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques environnementales	1 000	0
3 083 119	Normes et sciences de l'environnement	2 850 700	2 371 508
1 994 885	Conformité environnementale et opérations	1 635 700	1 558 687
4 092 349	Évaluations et permissions environnementales	4 294 200	4 259 624
	Action en matière de changement climatique		
0	et résilience	1 000	0
34 603 730	Gestion des terres et des eaux	39 883 800	38 068 187
43 774 083	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	48 668 400	46 258 006
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	276 000	275 249
899 437	Normes et sciences de l'environnement	1 115 000	1 032 020
13 908	Conformité environnementale et opérations	451 000	449 313
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
6 057 126	Gestion des terres et des eaux	15 144 600	14 213 667
6 970 471	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	16 987 600	15 970 249

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	55 068 400	6 727 800	61 796 200	Administration du ministère..... 60 685 688
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
L	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
				<i>le Conseil exécutif</i> 16 667
				Créances irrécouvrables
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 65 900
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 60 817 556
	55 133 414	6 727 800	61 861 214	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	1 000	220 600	221 600	Débiteurs..... 98 749
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 98 749
	1 000	220 600	221 600	

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement -
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
 BIENS IMMOBILISÉS				
2	504 000	(228 000)	276 000	Administration du ministère..... 275 249
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 275 249
	<u>504 000</u>	<u>(228 000)</u>	<u>276 000</u>	

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	20 028 204		Traitements et salaires.....	4 101 713	
Avantages sociaux.....	3 355 781		Avantages sociaux.....	627 616	
Transports et communications.....	364 175		Transports et communications.....	102 473	
Services.....	36 812 841		Services.....	259 221	
Fournitures et matériel.....	158 687		Fournitures et matériel.....	14 283	
	60 719 688				5 105 306
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	60 685 688		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	41 579	
Traitements et salaires.....	2 979 237		Services.....	12 634 159	
Avantages sociaux.....	359 752		Fournitures et matériel.....	72 097	
Transports et communications.....	114 862				12 747 835
Services.....	107 667		Systèmes informatiques		
Fournitures et matériel.....	7 477		Traitements et salaires.....	2 552 090	
	3 568 995		Avantages sociaux.....	412 750	
Services financiers et administratifs			Transporation and Communication..	24 772	
Traitements et salaires.....	8 320 366		Services.....	10 397 546	
Avantages sociaux.....	1 272 031		Fournitures et matériel.....	12 255	
Transports et communications.....	63 784				13 399 413
Services.....	13 119 231		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	38 387		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	22 813 799		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Moins : Recouvrements.....	34 000		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
	22 779 799		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Ressources humaines			Créances irrécouvrables,		
Traitements et salaires.....	2 074 798		<i>Loi sur l'administration financière</i>		65 900
Avantages sociaux.....	683 632				131 868
Transports et communications.....	16 705		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	295 017		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	14 188				60 817 556
	3 084 340				

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Débiteurs (Poste 10)		Administration du ministère (Poste 1)	
Avances et montants récupérables.....	98 749	Immeubles.....	512
	98 749	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens	
		immobilisés.....	274 101
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		Barrages et ouvrages d'art.....	636
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	98 749		275 249
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	275 249

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1112				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES
				Politiques et programmes
3	26 132 400	(1 975 000)	24 157 400	environnementaux..... 23 681 591
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLITIQUE
	26 132 400	(1 975 000)	24 157 400	ENVIRONNEMENTALES..... 23 681 591
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques et programmes
4	1 000	0	1 000	environnementaux..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUE
	1 000	0	1 000	ENVIRONNEMENTALES..... 0

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		11 474 204
Avantages sociaux.....		1 624 860
Transports et communications.....		62 121
Services.....		3 392 444
Fournitures et matériel.....		13 942
Paiements de transfert		
Fondation des amis de la ceinture		
de verdure.....	3 999 020	
Participation des Autochtones		
et collaboration.....	115 000	
Centre de Walkerton pour		
l'assainissement de l'eau.....	3 000 000	
		7 114 020
		23 681 591
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALES.....		23 681 591

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1114				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT
1	42 421 700	(2 593 800)	39 827 900	Normes et sciences de l'environnement..... 39 397 540
	<u>42 421 700</u>	<u>(2 593 800)</u>	<u>39 827 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT. 39 397 540
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 636 000	(400 000)	1 236 000	Sciences de l'environnement – immobilisations..... 1 162 548
L	1 614 700	0	1 614 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 208 960
	<u>3 250 700</u>	<u>(400 000)</u>	<u>2 850 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 2 371 508
BIENS IMMOBILISÉS				
3	11 365 000	(10 250 000)	1 115 000	Sciences de l'environnement laboratoires - Infrastructure..... 1 032 020
	<u>11 365 000</u>	<u>(10 250 000)</u>	<u>1 115 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 032 020

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité de la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que des résultats observés issus de la surveillance et des rapports sur l'état de l'environnement en Ontario.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)			Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	28 494 678		Machines et équipement – coûts relatifs aux	
Avantages sociaux.....	4 800 714		immobilisations.....	1 032 020
Transports et communications.....	536 762			<u>1 032 020</u>
Services.....	3 428 738			
Fournitures et matériel.....	2 007 648		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Paiements de transfert			NORMES ET SCIENCES DE	
Sciences de l'environnement et			L'ENVIRONNEMENT.....	<u>1 032 020</u>
recherche technique.....	129 000			
	<u>129 000</u>			
	<u>39 397 540</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
NORMES ET SCIENCES DE				
L'ENVIRONNEMENT.....	<u>39 397 540</u>			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sciences de l'environnement – Immobilisation (Poste 2)				
Autres opérations.....	1 162 548			
	<u>1 162 548</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 208 960			
	<u>1 208 960</u>			
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
NORMES ET SCIENCES DE				
L'ENVIRONNEMENT.....	<u>2 371 508</u>			

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1116				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS
				Conformité environnementale et
1	116 028 500	(8 937 700)	107 090 800	application des lois..... 107 067 632
				Programme relatif à l'eau potable pour
3	1 549 000	(685 300)	863 700	les communautés autochtones..... 862 574
				Créances irrécouvrables
L	1 300	0	1 300	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le</i>
				<i>financement de l'assainissement</i>
L	1 000	0	1 000	<i>rivières English et Wabigoon</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ
				ENVIRONNEMENTALE ET
	117 579 800	(9 623 000)	107 956 800	OPÉRATIONS..... 107 930 206

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce crédit a les responsabilités suivantes : assurer la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutenir toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l'air, des sols et de l'eau, y compris l'eau potable.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

non vérifié

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1118				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES
				Évaluations et permissions
1	29 997 600	629 100	30 626 700	environnementales..... 30 592 520
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 30 592 520
	<u>29 997 600</u>	<u>629 100</u>	<u>30 626 700</u>	<u>30 592 520</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Évaluations et permissions
3	801 500	(358 300)	443 200	environnementales – immobilisations. 408 588
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	3 851 000	0	3 851 000	financière..... 3 851 036
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 4 259 624
	<u>4 652 500</u>	<u>(358 300)</u>	<u>4 294 200</u>	<u>4 259 624</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
				Évaluations et permissions
2	1 000	0	1 000	environnementales - Infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1118

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)		Évaluations et permissions environnementales – immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	23 123 551	Services.....	408 588
Avantages sociaux.....	3 405 224		408 588
Transports et communications.....	166 296		
Services.....	3 872 914		
Fournitures et matériel.....	24 535		
	30 592 520		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....		Crédits législatifs	
	30 592 520	Autres opérations	
		Amortissement - Loi sur l'administration financière.....	
			3 851 036
			3 851 036
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	
	30 592 520		4 259 624

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1119				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE
				Action en matière de changement
1	14 848 900	(2 012 600)	12 836 300	climatique et résilience..... 12 628 532
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE..... 12 628 532
	<u>14 848 900</u>	<u>(2 012 600)</u>	<u>12 836 300</u>	<u>12 628 532</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Action en matière de changement
				climatique et résilience –
2	1 000	0	1 000	immobilisations..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du Plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique, de renforcement de la résilience et de facilitation d'un développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et débris urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Action en matière de changement climatique et résilience (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		9 240 217
Avantages sociaux.....		1 416 175
Transports et communications.....		71 138
Services.....		1 848 696
Fournitures et matériel.....		12 306
Paiements de transfert		
Données sur le climat.....	40 000	
		40 000
		<u>12 628 532</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT		
 CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....		<u><u>12 628 532</u></u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
1	17 324 400	(2 452 400)	14 872 000	Parcs Ontario..... 14 862 032
2	42 883 400	1 646 400	44 529 800	Conservation et protection de l'eau..... 43 043 154
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – GESTION
	60 208 800	(806 000)	59 402 800	DES TERRES ET DES EAUX..... 57 905 186
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	13 762 900	0	13 762 900	Parcs Ontario – immobilisations..... 13 445 305
				Conservation et protection de l'eau –
5	20 500 000	(2 000 000)	18 500 000	immobilisations..... 18 327 184
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	7 620 900	0	7 620 900	<i>l'administration financière</i> 6 295 698
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – GESTION
	41 883 800	(2 000 000)	39 883 800	DES TERRES ET DES EAUX..... 38 068 187

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1120				
BIENS IMMOBILISÉS				
				GESTION DES TERRES ET DES EAUX
4	16 551 800	(1 407 200)	15 144 600	Infrastructure de Parcs Ontario.....
				14 213 667
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				GESTION DES TERRES ET DES
	16 551 800	(1 407 200)	15 144 600	EAUX.....
				14 213 667

Description du programme :

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Parcs Ontario (Poste 1)			Parcs Ontario – Immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	70 243 447		Transports et communications.....	95 617
Avantages sociaux.....	10 019 121		Services.....	4 098 586
Transports et communications.....	2 371 748		Fournitures et matériel.....	2 101 102
Services.....	35 532 397		Paiements de transfert	
Fournitures et matériel.....	27 580 519		Partenariat pour la protection	
Paiements de transfert			des espaces verts -	
Parcs Ontario - intendance des			immobilisations.....	7 150 000
ressources.....	18 271			7 150 000
Partenariat pour la protection				13 445 305
des espaces verts.....	1 850 000			
	1 868 271			
	147 615 503		Conservation et protection	
Moins : Recouvrements.....	132 753 471		de l'eau – immobilisations (Poste 5)	
	14 862 032			
			Paiements de transfert	
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)			Programme de partenariat pour la protection des	
Traitements et salaires.....	12 004 786		terres humides.....	5 912 539
Avantages sociaux.....	1 787 716		Amélioration de la gestion des eaux usées et des	
Transports et communications.....	74 902		eaux pluviales municipales.....	12 414 645
Services.....	9 804 158			18 327 184
Fournitures et matériel.....	95 842			
Paiements de transfert			Crédits législatifs	
Intendance des espèces en péril			Autres opérations	
en Ontario.....	5 626 081		Amortissement -	
Grands Lacs - Général.....	5 719 578		Loi sur l'administration financière.....	6 295 698
Lac Simcoe - Général.....	660 251			6 295 698
Protection des sources d'eau				
potable.....	7 269 840			
	19 275 750			
	43 043 154			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	57 905 186		GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	38 068 187

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Infrastructure de Parcs Ontario (Poste 4)	
Terrains.....	77,165
Immeubles - traitements et salaires.....	26,429
Immeubles - avantages sociaux.....	1,905
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	4,861,852
Infrastructure des transports	
- traitements et salaires.....	13,679
Infrastructure des transports	
- avantages sociaux.....	1,954
Infrastructure des transports	
- coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2,584,323
Barrages et ouvrages d'art	
- traitements et salaires.....	125,841
Barrages et ouvrages d'art	
- avantages sociaux.....	16,267
Barrages et ouvrages d'art	
- coûts relatifs aux biens immobilisés.....	5,351,087
Machines et équipement	
- coûts relatifs aux biens immobilisés.....	932,144
Parc automobile et flotte de bateaux	
- coûts relatifs aux biens immobilisés.....	122,920
Améliorations locatives.....	93,081
Matériel informatique.....	5,020
	<u>14,213,667</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	<u>14,213,667</u>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fondation des amis de la ceinture de verdure	111203	Oui	Oui	3 999 020
Participation des Autochtones et collaboration	111203	Oui	Oui	115 000
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	111203	Oui	Non	3 000 000
Sciences de l'environnement et recherche technique	111401	Oui	Oui	129 000
Surveillance et rapports publics sur les eaux usées	111601	Oui	Oui	14 369 064
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	111601	Oui	Oui	533 751
Gestion de l'eau potable pour les communautés autochtones	111603	Oui	Oui	660 000
Données sur le climat	111901	Oui	Oui	40 000
Parcs Ontario - intendance des ressources	112001	Oui	Oui	18 271
Partenariat pour la protection des espaces verts	112001	Oui	Oui	1 850 000
Protection des sources d'eau potable	112002	Oui	Oui	7 269 840
Grands Lacs - Financement continu du programme - Général	112002	Oui	Oui	5 719 578
Lac Simcoe – Financement continu du programme - Général	112002	Oui	Oui	660 251
Intendance des espèces en péril en Ontario	112002	Oui	Oui	5 626 081
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Surveillance des eaux usées — immobilisations	111607	Oui	Oui	179 637
Partenariat pour la protection des espaces verts - immobilisations	112003	Oui	Oui	7 150 000
Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	112005	Oui	Oui	12 414 645
Programme de partenariat pour la protection des terres humides	112005	Oui	Oui	5 912 539
TOTAL				69 646 677

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE
ET DES PARCS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres.....	2 336 506	75 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	1 195 331	636 018
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais liés aux déchets dangereux.....	6 165 119	13 021 762
Autorisation environnementale.....	629 118	4 298 657
Programme Air pur.....	454 350	1 889 265
Autres.....	5 634 918	6 064 471
	12 883 505	25 274 155
VENTES ET LOCATIONS.....	0	617
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	15 800 911	934 705
DIVERS.....	37 764	17 813
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	32 254 017	26 938 308

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-220
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-222
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	2-224
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-227
TAXES, AVANTAGES FISCAUX ET RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	2-230
PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO.....	2-235
TRÉSOR.....	2-238
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-223, 2-229, 2-233, 2-234, 2-239
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-240
ÉTAT DES RECETTES.....	2-241
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-244

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
44 539 753	Administration du ministère	56 492 265	53 450 329
13 792 251	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	16 234 700	14 452 656
884 885 714	Politiques économiques, budgétaires et financières	428 411 200	251 689 790
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
1 159 724 651	de finances	1 011 205 000	1 140 662 743
26 433 978	Programme des Services numériques de l'Ontario	23 639 200	23 606 574
11 775 607 448	Trésor	12 988 223 200	12 493 990 977
13 904 983 795	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	14 524 205 565	13 977 853 069
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
3 000 000	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	10 400 000	0
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
30 689 946	de finances	34 200 000	30 754 798
33 689 946	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	44 600 000	30 754 798

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
0	de finances	0	0
0	Programme des Services numériques de l'Ontario	1 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière		
0	de finances	1 000	0
0	Programme des Services numériques de l'Ontario	6 209 400	6 206 631
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	6 210 400	6 206 631

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	34 161 100	22 227 600	56 388 700	Administration du ministère..... 53 362 766
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur le Conseil exécutif</i> 5 160
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>le Conseil exécutif</i> 33 102
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>34 264 665</u>	<u>22 227 600</u>	<u>56 492 265</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 53 450 329

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre, du ministre associé de l'Action pour un gouvernement numérique et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	15 471 479		Traitements et salaires.....	4 074 937	
Avantages sociaux.....	2 502 357		Avantages sociaux.....	669 426	
Transports et communications.....	696 813		Transports et communications.....	71 866	
Services.....	34 452 564		Services.....	24 520 311	
Fournitures et matériel.....	239 553		Fournitures et matériel.....	35 623	
	<u>53 362 766</u>				<u>29 372 163</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	3 706 985		Transports et communications.....	38 457	
Avantages sociaux.....	495 898		Services.....	8 964 922	
Transports et communications.....	73 018		Fournitures et matériel.....	161 529	
Services.....	189 305				<u>9 164 908</u>
Fournitures et matériel.....	17 597		Crédits législatifs		
	<u>4 482 803</u>		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Services financiers et administratifs			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires.....	5 719 627				49 301
Avantages sociaux.....	940 696		Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Transports et communications.....	505 824		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Services.....	637 816				5 160
Fournitures et matériel.....	19 515		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
	<u>7 823 478</u>		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Ressources humaines					<u>33 102</u>
Traitements et salaires.....	1 969 930				<u>87 563</u>
Avantages sociaux.....	396 337		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	7 648		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	140 210				<u>53 450 329</u>
Fournitures et matériel.....	5 289				
	<u>2 519 414</u>				

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
				Politiques en matière de sécurité du
6	7 799 700	(3 071 600)	4 728 100	revenu et de régimes de retraite..... 4 682 873
7	8 850 200	(2 057 000)	6 793 200	Entreprises publiques 5 367 769
				Politiques en matière de services
8	5 144 700	(432 300)	4 712 400	financiers..... 4 402 014
12	1 000	0	1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES..... 14 452 656
	21 795 600	(5 560 900)	16 234 700	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Biens stratégiques –
9	20 000 000	(9 600 000)	10 400 000	Prêts et investissements..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES..... 0
	20 000 000	(9 600 000)	10 400 000	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la collaboration avec d'autres autorités législatives pour faciliter le travail du régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Le programme supervise également l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et gère les activités résiduelles découlant de la transition et de la dissolution de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers ou de l'ancienne Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES
– CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (Poste 6)		Tribunal des services financiers (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	3 941 263	Traitements et salaires.....	130 895
Avantages sociaux.....	574 955	Avantages sociaux.....	18 278
Transports et communications.....	19 961	Transports et communications.....	2 301
Services.....	135 925	Services.....	325 106
Fournitures et matériel.....	10 769	Fournitures et matériel.....	4 519
	<u>4 682 873</u>		<u>481 100</u>
		Moins : recouvrements.....	<u>481 100</u>
			<u>0</u>
Entreprises publiques (Poste 7)			
Traitements et salaires.....	4 045 904	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Avantages sociaux.....	550 074	POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET	
Transports et communications.....	26 617	RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	
Services.....	738 449		<u><u>14,452,656</u></u>
Fournitures et matériel.....	6 725		
	<u>5 367 769</u>	ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Moins : recouvrements.....	<u>0</u>		
	<u>5 367 769</u>	Biens stratégiques – Prêts et investissements (Poste 9)	
		Prêts et investissements	
		Autres prêts - Stelco.....	
			<u>0</u>
			<u>0</u>
		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET	
		RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....	
			<u><u>0</u></u>
Politiques en matière de services financiers (Poste 8)			
Traitements et salaires.....	3 520 339		
Avantages sociaux.....	602 006		
Transports et communications.....	19 380		
Services.....	466 473		
Fournitures et matériel.....	4 621		
	<u>4 612 819</u>		
Moins : recouvrements.....	<u>210 805</u>		
	<u>4 402 014</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	11 624 500	310 500	11 935 000	Politiques économiques..... 11 742 749
8	4 339 200	481 000	4 820 200	Bureau du budget..... 4 818 041
				Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de
12	411 654 000	0	411 654 000	l'industrie de l'électricité de l'Ontario... 200 129 000
				Garanties et indemnités, <i>Loi</i>
L	1 000	0	1 000	<i>sur l'administration financière</i> 0
				Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi de 1998 sur l'électricité</i> 35 000 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....
	427 619 700	791 500	428 411 200	251 689 790

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et soutient l'examen préélectoral des finances de l'Ontario par le vérificateur général. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques économiques (Poste 1)		Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	9 704 344	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 160 139	Revenu réservé au secteur de l'électricité.....	200 129 000
Transports et communications.....	39 483		<u>200 129 000</u>
Services.....	616 006		
Fournitures et matériel.....	222 777		
	<u>11 742 749</u>	Crédits législatifs	
Bureau du budget (Poste 8)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	4 062 274	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial	
Avantages sociaux.....	589 571	sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité.....	35 000 000
Transports et communications.....	22 934		<u>35 000 000</u>
Services.....	135 932		
Fournitures et matériel.....	7 330		
	<u>4 818 041</u>		
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET	
		FINANCIÈRES.....	<u>251 689 790</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
				Administration des taxes, des avantages
1	409 760 000	(5 308 800)	404 451 200	fiscaux et des prestations..... 401 591 811
5	9 275 500	(2 153 900)	7 121 600	Politiques fiscales..... 6 957 187
				Relations provinciales-municipales
6	25 962 800	85 400	26 048 200	en matière de finances 25 610 247
				Programmes de soutien aux
7	542 860 100	(19 992 000)	522 868 100	municipalités..... 522 366 793
				Paievements versés à des agences de
				recouvrement du secteur privé en
				vertu de la <i>Loi sur l'administration</i>
L	5 500 000	0	5 500 000	<i>financière</i> 4 972 803
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	45 215 900	0	45 215 900	<i>sur l'administration financière</i> 179 163 902
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	1 038 574 300	(27 369 300)	1 011 205 000	1 140 662 743

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
2	1 500 000	0	1 500 000	Actifs..... 348 448
				Avances,
L	20 300 000	0	20 300 000	Loi sur l'éducation..... 18 082 523
				Avances, Loi sur les régies
L	6 200 000	0	6 200 000	des services publics du Nord..... 6 025 346
				Avances, Loi sur les régies des
L	6 200 000	0	6 200 000	routes locales..... 6 298 481
	<u>34 200 000</u>	<u>0</u>	<u>34 200 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES..... 30 754 798
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	(1 000)	0	Taxes, avantages fiscaux et prestations 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES
4	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

Description du programme :

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des particuliers et des familles à faible revenu, ainsi que des services automatisés de vérification du revenu et des améliorations à l'expérience en ligne de la clientèle pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale. Le programme gère également les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et de textes législatifs régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme administre aussi le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités, et établit les politiques s'y rattachant.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES – CRÉDIT 1209
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Politiques fiscales (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	61 676 764		Traitements et salaires.....	5 369 647
Avantages sociaux.....	10 620 009		Avantages sociaux.....	748 146
Transports et communications.....	2 446 175		Transports et communications.....	20 728
Services.....	133 924 905		Services.....	738 871
Fournitures et matériel.....	1 704 127		Fournitures et matériel.....	79 795
Paiements de transfert				<u>6 957 187</u>
Régime de revenu annuel garanti.....	194 622 685			
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	16 655		Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 6)	
	<u>194 639 340</u>		Traitements et salaires.....	6 965 901
	405 011 320		Avantages sociaux.....	880 337
Moins : recouvrements.....	3 419 509		Transports et communications.....	45 832
	<u>401 591 811</u>		Services.....	17 699 038
			Fournitures et matériel.....	19 139
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes				<u>25 610 247</u>
Traitements et salaires.....	7 690 820			
Avantages sociaux.....	1 200 836		Programmes de soutien aux municipalités (Poste 7)	
Transports et communications.....	44 728		Paiements de transfert	
Services.....	112 806 338		Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario.....	501 359 525
Fournitures et matériel.....	10 578		Paiements spéciaux aux municipalités.....	16 692 996
	<u>121 753 300</u>		Paiement d'atténuation transitoire.....	4 314 272
				<u>522 366 793</u>
Observation fiscale et avantages fiscaux				
Traitements et salaires.....	53 985 944		Crédits législatifs	
Avantages sociaux.....	9 419 173		Services	
Transports et communications.....	2 401 447		Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 972 803
Services.....	21 118 567		Autres opérations	
Fournitures et matériel.....	1 693 549		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	179 163 902
Paiements de transfert				<u>184 136 705</u>
Régime de revenu annuel garanti.....	194 622 685			
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	16 655			
	<u>283 258 020</u>			
Moins : recouvrements.....	3 419 509			
	<u>279 838 511</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	<u>1 140 662 743</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES
RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenu annuel garanti.....		348 448
		<u>348 448</u>
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances,		
Loi sur l'éducation.....	18 082 523	
Avances, Loi sur les régies des		
services publics du Nord.....	6 025 346	
Avances, Loi sur les régies		
des routes locales.....	<u>6 298 481</u>	
		30 406 350
		<u>30 406 350</u>
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES		
FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES		
EN MATIÈRE DE FINANCES.....		<u><u>30 754 798</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1214				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	51 925 800	(28 286 600)	23 639 200	Services numériques de l'Ontario..... 23 606 574
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	51 925 800	(28 286 600)	23 639 200	NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 23 606 574
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	(1 000)	0	Services numériques de l'Ontario..... 0
				Amortissement –
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	2 000	(1 000)	1 000	NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 0
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000	6 208 400	6 209 400	Services numériques de l'Ontario..... 6 206 631
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	1 000	6 208 400	6 209 400	NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO..... 6 206 631

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le directeur du numérique et des données et les Services numériques de l'Ontario aident à créer un gouvernement moderne et axé sur le numérique qui munit toute la population ontarienne des éléments nécessaires pour s'épanouir à l'ère numérique. Ils contribuent à améliorer la qualité, la valeur et la gamme de services gouvernementaux en faisant en sorte que ceux-ci soient plus efficaces et disponibles en plus grand nombre en format numérique. Pour ce faire, les Services numériques de l'Ontario transforment les processus internes, établissent de nouvelles normes, offrent des services numériques et équipent la fonction publique de l'Ontario pour l'utilisation des méthodes de l'époque d'Internet.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1214

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services numériques de l'Ontario (Poste 1)		Services numériques de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	16 123 013	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux	
Avantages sociaux.....	2 103 743	biens immobilisés.....	6 206 631
Transports et communications.....	80 264		<u>6 206 631</u>
Services.....	5 177 712		
Fournitures et matériel.....	121 842		
	<u>23 606 574</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES	
		DE L'ONTARIO.....	<u>6 206 631</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES			
DE L'ONTARIO.....	<u>23 606 574</u>		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
S				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Intérêts sur la dette,
L	12 988 223 200	0	12 988 223 200	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				12 493 990 977
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	12 988 223 200	0	12 988 223 200	PROGRAMME DU TRÉSOR.....
				12 493 990 977

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	12 991 086 093	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	387 495 927	
Société canadienne d'hypothèques et de logement.	0	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	758	
		13 378 582 778
Moins: Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions.....	126 176 555	
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministériels.....	121 466 155	
Moins: Intérêts sur les investissements.....	1 287 307 888	
		<u>12 095 985 290</u>
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	398 005 687	
		<u>12 493 990 977</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR.....		<u><u>12 493 990 977</u></u>

MINISTÈRE DES FINANCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2021–2022
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	120901	Oui	Oui	16 655
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120907	Oui	Non	501 359 525
Paielements spéciaux aux municipalités	120907	Oui	Non	16 692 996
Paielement d'atténuation transitoire	120907	Oui	Non	4 314 272
TOTAL				522 383 448

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	44 949 086 511	47 292 250 991
Taxe de vente harmonisée.....	32 439 337 064	26 951 539 102
Impôt sur les sociétés.....	27 790 838 198	25 227 149 098
Impôt-santé des employeurs.....	7 797 401 027	7 223 220 976
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 991 403 200	5 713 281 774
Contributions – santé de l'Ontario.....	4 444 942 700	4 414 335 133
Droits de cession immobilière.....	4 443 362 079	5 827 126 187
Taxe de vente au détail.....	3 652 284 373	3 405 272 812
Taxe sur l'essence.....	1 803 661 285	1 943 371 707
Taxe sur le tabac.....	864 066 343	926 550 834
Taxe sur les carburants.....	571 137 933	770 718 438
Taxe sur la bière et le vin.....	591 363 085	613 183 427
Impôt sur l'administration des successions.....	327 626 793	301 219 576
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	207 283 330	234 341 536
Taxe sur le cannabis.....	310 139 901	214 766 702
Impôt sur les bénéfices miniers.....	40 440 377	176 217 610
Impôt foncier provincial.....	41 449 198	37 799 657
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux.....	8 747 786	10 710 983
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier.....	4 537 867	4 444 751
Taxe sur le pari mutuel.....	3 908 930	3 481 980
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	0	0
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(740 135 739)	(542 550 502)
	<u>135 542 882 241</u>	<u>130 748 432 772</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	17 524 903 200	16 730 071 440
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	6 178 384 000	6 002 910 000
Fonds de riposte à la COVID-19.....	775 500 000	1 938 559 000
Subvention annuelle par personne – Loi de 1907		
sur l'Amérique du Nord Britannique.....	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	83 479	83 479
Revenus pour l'Accord sur la relance sécuritaire.....	0	0
	<u>24 487 695 066</u>	<u>24 680 448 306</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	2 580 000 000	2 550 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	2 581 161 000	1 766 401 000
	<u>5 161 161 000</u>	<u>4 316 401 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario..	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements.....	0	1 027
Généraux.....	1 640 568	1 944 925
	<u>143 968 512</u>	<u>144 273 896</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de		
l'Ontario.....	74 464 750	83 250 990
Droits de garantie – autres.....	422 896	225 323
Droits d'administration.....	50	1 404
Autres.....	1 016 885	965 250
	<u>75 904 581</u>	<u>84 442 967</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>2 886 040</u>	<u>1 141 061</u>
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	46 497 125	51 783 812
	<u>46 497 125</u>	<u>51 783 812</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres.....	22 808 763	37 154 798
	<u>22 808 763</u>	<u>37 154 798</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	24 638 550	24 921 790
Autre revenu – Toronto.....	3 000	895
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	2 793 711	2 581 155
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	130 456	180 832
	<u>27 565 717</u>	<u>27 684 672</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	165 511 369 045	160 091 763 284

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	1 237 000 000	1 263 000 000
Office ontarien de financement – Prêts.....	320 272 982	621 534 198
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	300 000 000	85 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables.....	469 465 665	166 771 414
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2 337 738 647	2 147 305 612

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-246
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-248
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-251
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-253
PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....	2-255
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-258
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-260
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	2-262
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-250
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-265
ÉTAT DES RECETTES.....	2-267

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 073 623	Administration du ministère	26 629 887	26 090 552
83 882 288	Sports, loisirs et programmes communautaires	58 313 400	54 574 026
317 387 874	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	326 381 200	323 727 464
178 557 000	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000
777 248 336	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	884 292 400	884 281 438
316 584 470	Programmes relatifs aux organismes	246 631 600	243 320 523
1 700 733 591	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 645 805 487	1 635 551 003
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	0	0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	6 000	0
0	Sports, loisirs et programmes communautaires	0	0
56 912 715	Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	78 474 100	53 662 653
0	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	2 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	2 000	0
56 912 715	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	78 484 100	53 662 653
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	3 000	0
0	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	2 501 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	473 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 977 000	0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 764 900	2 784 800	26 549 700	Administration du ministère..... 26 007 917
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
L	32 346	0	32 346	parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
				<i>le Conseil exécutif</i> 33 334
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 26 090 552
	23 845 087	2 784 800	26 629 887	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	4 000	0	4 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	2 000	0	2 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	6 000	0	6 000	

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	3 000	0	3 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	3 000	0	3 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels, la Direction des communications et la Direction des services juridiques. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien et exécution des programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). La Division des services régionaux et ministériels et la Direction des services juridiques servent plusieurs ministères clients.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services régionaux		
Traitements et salaires.....	18 247 958		Traitements et salaires.....	5 825 397	
Avantages sociaux.....	2 773 007		Avantages sociaux.....	1 020 336	
Transports et communications.....	365 431		Transports et communications.....	181 411	
Services.....	4 553 602		Services*.....	(1450 077)	
Fournitures et matériel.....	67 919		Fournitures et matériel.....	28 469	
	<u>26 007 917</u>				<u>5 605 536</u>
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	2 667 093		Traitements et salaires.....	2 090 125	
Avantages sociaux.....	325 389		Avantages sociaux.....	340 078	
Transports et communications.....	56 548		Transports et communications.....	10 648	
Services.....	304 333		Services.....	24 266	
Fournitures et matériel.....	9 559		Fournitures et matériel.....	2 439	
	<u>3 362 922</u>				<u>2 467 556</u>
Services de communication			Services de soutien financier et administratif		
Traitements et salaires.....	2 497 827		Traitements et salaires.....	3 374 865	
Avantages sociaux.....	356 190		Avantages sociaux.....	467 758	
Transports et communications.....	15 419		Transports et communications.....	80 895	
Services.....	607 435		Services.....	229 018	
Fournitures et matériel.....	7 845		Fournitures et matériel.....	2 903	
	<u>3 484 716</u>				<u>4 155 439</u>
Technologie de l'information			Élaboration des politiques stratégiques et planification		
Services.....	1 937 948		Traitements et salaires.....	1 792 651	
	<u>1 937 948</u>		Avantages sociaux.....	251 720	
Services juridiques			Transports et communications.....	7 101	
Transports et communications.....	13 409		Services.....	9 008	
Services.....	2 891 671		Fournitures et matériel.....	259	
Fournitures et matériel.....	16 445				<u>2 060 739</u>
	<u>2 921 525</u>		Crédits législatifs		
WSIB			Traitements versés aux ministres en vertu		
Avantages sociaux.....	11 536		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	<u>11 536</u>		Traitements versés aux l'adjoints parlementaires		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
					<u>82 635</u>
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
					<u><u>26 090 552</u></u>
* Solde négatif dû aux journaux de recouvrement					

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
				Sports, loisirs et programmes
1	57 603 600	708 800	58 312 400	communautaires..... 54 574 026
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 54 574 026
	57 604 600	708 800	58 313 400	

Description du programme :

Les secteurs des sports et des loisirs relevant du ministère sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation, la sécurité et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes en finançant des partenaires clés pour l'exécution de programmes qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		4 415 585
Avantages sociaux.....		615 893
Transports et communications.....		478 484
Services.....		521 572
Fournitures et matériel.....		461 324
Paielements de transfert		
Sport.....	26 275 122	
Loisirs actifs.....	21 806 046	
		48 081 168
		54 574 026
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....		54 574 026

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
				Immobilisations touristiques
1	108 888 400	(30 414 300)	78 474 100	et culturelles..... 53 662 653
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES. 53 662 653
	<u>108 888 400</u>	<u>(30 414 300)</u>	<u>78 474 100</u>	<u>53 662 653</u>

Description du programme :

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et étrangers.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		24 031 799
Fournitures et matériel.....		670 485
Paielements de transfert		
Réparations et rénovations -		
immobilisations.....	25 069 592	
Capital - agence de tourisme.....	723 310	
Soutien aux immobilisations		
dans le secteur des		
organismes et des attractions...	567 467	
Subventions pour la culture.....	2 600 000	
		28 960 369
		53 662 653
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		53 662 653

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
1	303 290 200	23 090 000	326 380 200	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 323 727 464
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	303 291 200	23 090 000	326 381 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE..... 323 727 464
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	2 000	0	2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE..... 0

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE
2	2 501 000	0	2 501 000	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE.. 0
	<u>2 501 000</u>	<u>0</u>	<u>2 501 000</u>	

Description du programme :

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, à l'archéologie, aux musées, au patrimoine, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministère travaille avec des partenaires aux fins suivantes : stimuler les capacités communautaires en matière de conservation du patrimoine ontarien; mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles, patrimoniales et archéologiques; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		10 564 286
Avantages sociaux.....		1 557 051
Transports et communications.....		70 426
Services.....		1 587 608
Fournitures et matériel.....		34 516
Paiements de transfert		
Subventions pour les régions		
touristiques.....	19 902 997	
Subventions à l'appui du		
Programme de sollicitation et		
de soutien pour les		
événements et les festivals.....	46 382 940	
Subvention à l'appui du		
développement des		
investissements touristiques.....	397 500	
Reprise du tourisme et soutien -		
crédit d'impôt pour les vacances		
en Ontario.....	200 000 000	
Service des bibliothèques de		
l'Ontario.....	2 743 451	
Soutien au secteur des arts.....	3 532 000	
Soutien au secteur du patrimoine.	5 923 741	
Soutien au secteur des		
bibliothèques.....	24 030 948	
Fonds ontarien d'investissement		
dans l'industrie de la musique...	7 000 000	
		<u>309 913 577</u>
		<u>323 727 464</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DU PATRIMOINE, DU		
 TOURISME ET DE LA CULTURE.....		<u><u>323 727 464</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO
1	103 557 000	0	103 557 000	Fondation Trillium de l'Ontario 103 557 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....
	103 557 000	0	103 557 000	103 557 000

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	103 557 000
	<u>103 557 000</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	<u>103 557 000</u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES CRÉDITS
				D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR
				LES MÉDIAS CULTURELS
				Crédits d'impôt de l'Ontario
1	816 922 600	67 369 800	884 292 400	pour les médias culturels..... 884 281 438
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES CRÉDITS
				D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES
	<u>816 922 600</u>	<u>67 369 800</u>	<u>884 292 400</u>	MÉDIAS CULTURELS..... 884 281 438

Description du programme :

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies dans la province pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province. L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 338 750	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques.....	73 422 900	
Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	316 880 500	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	82 008 300	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	407 641 900	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.....	(10 912)	
		884 281 438
		<u>884 281 438</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		<u><u>884 281 438</u></u>

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES
				Programmes relatifs
1	236 518 400	10 112 200	246 630 600	aux organismes..... 243 320 523
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES..... 243 320 523
	236 519 400	10 112 200	246 631 600	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programmes relatifs
3	1 000	0	1 000	aux organismes..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES..... 0
	2 000	0	2 000	

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3811				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES
				Programmes relatifs
2	39 273 000	(38 800 000)	473 000	aux organismes..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMMES RELATIFS
	39 273 000	(38 800 000)	473 000	AUX ORGANISMES..... 0

Description du programme :

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

Le programme relatif aux organismes est chargé de mener les initiatives ministérielles de modernisation et de transformation des organismes et de veiller à ce que ceux-ci reçoivent des fonds de stabilisation à l'appui de leurs besoins opérationnels.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES – CRÉDIT 3811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Programmes relatifs aux organismes (Poste 1)			Relations avec les organismes et responsabilisation		
Traitements et salaires.....	11 518 305		Traitements et salaires.....	8 966 211	
Avantages sociaux.....	2 070 544		Avantages sociaux.....	1 716 066	
Transports et communications.....	111 918		Transports et communications.....	102 568	
Services.....	2 186 232		Services.....	2 162 308	
Fournitures et matériel.....	1 048 544		Fournitures et matériel.....	1 048 154	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Collection McMichael d'art			Collection McMichael d'art		
canadien.....	3 328 800		canadien.....	3 328 800	
Conseil des arts de l'Ontario.....	65 007 400		Conseil des arts de l'Ontario.....	65 007 400	
Société de développement de			Société de développement de		
l'industrie des médias de			l'industrie des médias de		
l'Ontario.....	28 380 300		l'Ontario.....	28 380 300	
Fiducie du patrimoine ontarien.....	3 799 300		Fiducie du patrimoine ontarien.....	3 799 300	
Centre des sciences de l'Ontario..	24 283 780		Centre des sciences de l'Ontario..	24 283 780	
Jardins botaniques royaux.....	4 036 000		Jardins botaniques royaux.....	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900		Musée royal de l'Ontario.....	27 280 900	
Bureau du renouvellement et de			Science Nord.....	6 828 900	
la mise en œuvre.....	207 000		Commission des parcs du		
Science Nord.....	6 828 900		Saint- Laurent.....	7 122 800	
Commission des parcs du			Société du Partenariat ontarien		
Saint- Laurent.....	7 122 800		de marketing touristique.....	32 967 500	
Société d'exploitation de la			Musée des beaux-arts de		
Place de l'Ontario.....	2 070 000		l'Ontario.....	21 072 300	
Société du Partenariat ontarien					238 103 287
de marketing touristique.....	32 967 500				
Musée des beaux-arts de					
l'Ontario.....	21 072 300				
		226 384 980	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		243 320 523	PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES...		243 320 523
Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre					
Traitements et salaires.....	2 552 094				
Avantages sociaux.....	354 478				
Transports et communications.....	9 350				
Services.....	23 924				
Fournitures et matériel.....	390				
Paiements de transfert					
Bureau du renouvellement et de					
la mise en œuvre.....	207 000				
Société d'exploitation de la					
Place de l'Ontario.....	2 070 000				
		5 217 236			

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Sport	380301	Oui	Oui	26 275 122
Loisirs actifs	380301	Oui	Oui	21 806 046
Subventions pour les régions touristiques	380501	Oui	Oui	19 902 997
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	380501	Non	Oui	46 382 940
Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques	380501	Non	Oui	397 500
Relance et soutien du tourisme	380501	Oui	Oui	200 000 000
Service des bibliothèques de l'Ontario	380501	Oui	Non	2 743 451
Soutien au secteur des arts	380501	Non	Oui	3 532 000
Soutien au secteur du patrimoine	380501	Oui	Non	5 923 741
Soutien au secteur des bibliothèques	380501	Oui	Oui	24 030 948
Fonds ontarien d'investissement dans l'industrie de la musique	380501	Non	Oui	7 000 000
Fondation Trillium de l'Ontario	380601	Oui	Non	103 557 000
Collection McMichael d'art canadien	381101	Oui	Non	3 328 800
Conseil des arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	
Conseil des arts de l'Ontario - financement de base	381101	Oui	Non	55 007 400
Assurer la survie du secteur des arts	381101	Oui	Oui	10 000 000
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	381101	Oui	Non	28 380 300
Fiducie du patrimoine ontarien	381101	Oui	Non	3 799 300
Centre des sciences de l'Ontario	381101	Oui	Non	24 283 780
Jardins botaniques royaux	381101	Oui	Non	4 036 000
Musée royal de l'Ontario	381101	Oui	Non	27 280 900
Science Nord	381101	Oui	Non	6 828 900
Commission des parcs du Saint- Laurent	381101	Oui	Non	7 122 800
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	381101	Oui	Non	2 070 000
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	381101	Oui	Non	32 967 500
Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre	381101	Non	Oui	207 000
Musée des beaux-arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	21 072 300

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Réparations et rénovations - immobilisations	380401	Non	Oui	25 069 592
Capital - agence de tourisme	380401	Oui	Oui	723 310
Soutien aux immobilisations dans le secteur des organismes et des attractions	380401	Oui	Oui	567 467
Subventions pour la culture	380401	Oui	Oui	2 600 000
TOTAL				716 897 094

Note 1 - Le soutien pour le secteur des bibliothèques et celui du patrimoine n'est pas tout à fait discrétionnaire. Une partie des fonds qui proviennent de ce paiement de transfert est en fait une subvention fondée sur des droits.

Note 2 - En 2021-2022, on a noté que le financement lié aux subventions de soutien pour les régions touristiques, aux subventions de soutien pour le développement de l'investissement dans le tourisme, à la Fondation Trillium de l'Ontario et au Conseil des arts de l'Ontario était à la fois continu et temporaire.

**MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME
ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	0	5 800 000
L'Accord Canada-Ontario relative au programme d'infrastructure - part fédérale.....	1 128 228	1 108 431
	<u>1 128 228</u>	<u>6 908 431</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	156 942	82 220
Autre.....	122 892	46 906
	<u>279 834</u>	<u>129 126</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	606 349	176 837
Vieux Fort William.....	346 574	73 190
	<u>952 923</u>	<u>250 027</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>18 532 874</u>	<u>6 181 814</u>
 DIVERS.....	<u>2 214</u>	<u>2 631</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>20 896 073</u>	<u>13 472 029</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-270
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-271
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	2-273
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-272
ÉTAT DES RECETTES.....	2-277
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-278

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
6 638 762	Administration du ministère	9 191 614	8 634 869
34 130 777	Politiques et planification infrastructurelles	49 547 800	43 110 701
40 769 539	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	58 739 414	51 745 570
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
878 361 775	Politiques et planification infrastructurelles	976 364 900	962 809 188
878 361 775	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	976 364 900	962 809 188
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	1 000	0

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	6 127 600	3 000 000	9 127 600	Administration du ministère..... 8 556 308
				Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil</i>
L	47 841	0	47 841	<i>exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 29 260
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 8 634 869
	6 191 614	3 000 000	9 191 614	

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	6 202 621		Traitements et salaires.....	1 752 856	
Avantages sociaux.....	856 983		Avantages sociaux.....	228 458	
Transports et communications.....	79 018		Transports et communications.....	9 276	
Services.....	1 381 717		Services.....	223 248	
Fournitures et matériel.....	35 969		Fournitures et matériel.....	7 586	
	<u>8 556 308</u>				<u>2 221 424</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	2 305 194		Transports et communications.....	1 616	
Avantages sociaux.....	291 024		Services.....	780 457	
Transports et communications.....	52 512		Fournitures et matériel.....	8 584	
Services.....	55 918				<u>790 657</u>
Fournitures et matériel.....	7 453		Crédits législatifs		
	<u>2 712 101</u>				
Planification et finances			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	2 144 572		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Avantages sociaux.....	337 500			49 301	
Transports et communications.....	15 613		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	322 094		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Fournitures et matériel.....	12 346			29 260	
	<u>2 832 126</u>			<u>78 561</u>	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
			DU MINISTÈRE.....		
				<u><u>8 634 869</u></u>	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES
				Politiques et planification
1	22 973 800	26 573 000	49 546 800	infrastructurelles..... 43 110 701
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 43 110 701
	22 974 800	26 573 000	49 547 800	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Programmes d'infrastructure..... 962 809 188
2	1 924 698 500	(948 334 600)	976 363 900	Amortissement - <i>Loi sur</i>
				<i>l'administration financière</i> 0
L	1 000	0	1 000	
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 962 809 188
	1 924 699 500	(948 334 600)	976 364 900	

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES
8	1 000	0	1 000	Programmes d'infrastructure..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles (PPI) dirige l'orientation et les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l'infrastructure de la province et d'exécuter ses projets d'investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le secteur des PPI assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux et élabore des outils et des soutiens pour suivre les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. Il fait également la promotion des pratiques exemplaires en gestion des actifs provinciaux et fait avancer les discussions stratégiques liées à l'infrastructure avec d'autres ministères.

Le secteur gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure en négociant, en mettant en œuvre et en administrant des programmes de financement visant à soutenir l'infrastructure communautaire.

De plus, à l'appui de collectivités complètes et dynamiques, le ministère supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun, dirige le plan gouvernemental visant à élargir l'accès au service de large bande et au réseau cellulaire dans tout l'Ontario et gère le cadre de propositions non sollicitées qui permet de recevoir et d'évaluer des propositions d'infrastructure du secteur privé.

Le secteur des PPI élabore, conçoit et surveille l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure générales à l'échelle de la province. Il élabore également des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leur infrastructure et de fournir des éléments probants à l'appui des décisions provinciales en matière de financement.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le secteur des PPI collabore étroitement avec Infrastructure Ontario et Waterfront Toronto pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités de la province. Par ailleurs, le secteur élabore des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés et le programme de prêts.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)			Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	16 013 142		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	2 436 960		Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	25 016 667
Transports et communications.....	95 984		Infrastructure des réseaux cellulaire et à large	
Services.....	24 235 438		bande.....	69 709 261
Fournitures et matériel.....	22 683		Infrastructures des collectivités rurales et	
Paiements de transfert			nordiques - contribution fédérale.....	48 610 396
Gestion des biens.....	306 494		Infrastructures des collectivités rurales et	
		306 494	nordiques - contribution provinciale.....	31 271 247
		<u>43 110 701</u>	Infrastructures communautaires, culturelles et	
			récréatives (contributions provinciales).....	44 442 633
Politiques infrastructurelles			Infrastructures communautaires, culturelles et	
Traitements et salaires.....	9 663 921		récréatives (contributions fédérales).....	56 701 063
Avantages sociaux.....	1 507 478		Infrastructure verte (contributions provinciales).....	39 544 218
Transports et communications.....	58 603		Infrastructure verte (contributions fédérales).....	69 570 142
Services.....	23 833 385		PIIC - volet Résilience à la COVID-19	
Fournitures et matériel.....	15 671		(contribution provinciale).....	18 411 279
Paiements de transfert			PIIC - volet Résilience à la COVID-19	
Gestion des biens.....	306 494		(contribution fédérale).....	73 644 975
		35 385 552	Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
			eaux usées - contributions fédérales.....	861 849
Division des politiques, de la recherche et des organismes			Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
Traitements et salaires.....	6 349 221		eaux usées - contributions provinciales.....	343 732
Avantages sociaux.....	929 482		Programmes fédéraux-provinciaux	
Transports et communications.....	37 382		d'infrastructure - contributions provinciales.....	27 015 442
Services.....	402 052		Programmes fédéraux-provinciaux	
Fournitures et matériel.....	7 012		d'infrastructure - contributions fédérales.....	24 375 001
		7 725 149	Infrastructure municipale.....	395 568 409
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Priorités locales en matière d'infrastructure -	
PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA			Fonds pour les priorités stratégiques et	
PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....		43 110 701	l'infrastructure.....	29 708 182
			Volet Réaménagement de l'infrastructure	
			sportive et communautaire - Fonds pour les	
			priorités stratégiques et l'infrastructure.....	8 014 692
				<u>962 809 188</u>
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA	
			PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	962 809 188

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure.....	256 017 396	143 638 536
Autre gouvernement du Canada.....	21 965 710	36 009 998
	<u>277 983 106</u>	<u>179 648 534</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>270</u>	<u>15</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfer - Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	5 300 941	4 825 091
Traitements et Salaires - Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	0	313 606
Avantages sociaux- Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	0	150 946
Ventes et locations: Recouvrements De Dépenses Des Années		
Précédentes.....	0	21 750
Transports et Communications: Recouvrements De Dépenses Des		
Années Précédentes.....	<u>0</u>	<u>0</u>
	<u>5 300 941</u>	<u>5 311 393</u>
DIVERS		
Les intérêts sur les prêts.....	270 186	374 089
Intérêt - Solde bancaire.....	55 819	77 078
Pénalités d'intérêts.....	<u>0</u>	<u>124</u>
	<u>326 005</u>	<u>451 290</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>283 610 322</u>	<u>185 411 232</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Infrastructures communautaires - Prêts.....	0	2 993 800
Société foncière de l'Ontario.....	286 750	173 750
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	286 750	3 167 550

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-280
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-282
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-286
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	2-288
SERVICES JURIDIQUES.....	2-293
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-296
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-299
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-301
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	2-303
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-284, 2-287, 2-292, 2-295, 2-298, 2-306
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-307
ÉTAT DES RECETTES.....	2-308

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
261 439 247	Administration du ministère	242 289 714	230 299 935
312 023 450	Poursuites contre les criminels	335 713 400	335 806 026
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
579 223 312	aux organismes	486 639 700	484 670 958
79 274 545	Services juridiques	31 728 600	110 145 876
493 549 706	Services aux tribunaux	560 533 900	580 857 476
124 954 011	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	142 555 700	141 565 629
8 559 241	Crédit d'impôt pour contributions politiques	16 314 300	16 314 278
84 774 850	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	64 785 800	62 185 410
1 943 798 363	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 880 561 114	1 961 845 588
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
6 800	Administration du ministère	6 800	6 800
1 415 972	Poursuites contre les criminels	1 416 000	1 416 000
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
102 613	aux organismes	102 600	102 600
205 645	Services juridiques	205 600	205 600
74 707	Services aux tribunaux	74 700	74 700
84 534	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	84 500	84 500
0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	0	0
1 890 271	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 890 200	1 890 200

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
31 900 505	Administration du ministère	52 915 500	40 004 092
	Politiques, programmes de justice et programme relatif		
0	aux organismes	0	0
67 364 267	Services aux tribunaux	5 818 600	4 595 319
2 903 524	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	11 736 800	11 643 512
102 168 296	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	70 470 900	56 242 923
BIENS IMMOBILISÉS			
9 579 606	Administration du ministère	9 858 400	9 774 098
186 022 624	Services aux tribunaux	132 007 200	131 969 820
2 476 997	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 227 000	794 593
198 079 227	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	143 092 600	142 538 511

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	229 272 100	12 953 600	242 225 700	Administration du ministère..... 230 233 967
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 230 299 935
	229 336 114	12 953 600	242 289 714	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Paiement anticipé des
5	1 000	5 800	6 800	cotisations au Barreau..... 6 800
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 6 800
	2 000	4 800	6 800	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
2	53 364 400	(4 996 100)	48 368 300	Renouvellement des installations..... 37 823 925
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	4 547 200	0	4 547 200	<i>l'administration financière</i> 2 180 167
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 40 004 092
	57 911 600	(4 996 100)	52 915 500	
BIENS IMMOBILISÉS				
7	39 794 000	(29 935 600)	9 858 400	Projet de modernisation..... 9 774 098
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 9 774 098
	39 794 000	(29 935 600)	9 858 400	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre, du ministre associé de l'Action pour un gouvernement numérique et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	24 399 113		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	3 077 114		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	289 633		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services.....	202 493 697		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	64 410				65 968
	230 323 967				
Moins : Recouvrements.....	90 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	230 233 967		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		230 299 935
Bureau principal			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	3 779 326		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	372 427		Dépôts et charges payées d'avance.....		6 800
Transports et communications.....	60 561				6 800
Services.....	273 118				
Fournitures et matériel.....	5 881		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
	4 491 312		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		6 800
Services de communication			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	2 682 167		Renouvellement des installations (Poste 2)		
Avantages sociaux.....	383 187		Autres opérations		
Transports et communications.....	28 156		Investissements dans les		
Services.....	244 040		immobilisations –		
Fournitures et matériel.....	4 838		renouvellement des actifs.....	25 325 492	
	3 342 388		Investissements dans les		
			immobilisations – charges		
Locaux - Frais de location			de renouvellement.....	12 498 433	
Transports et communications.....	13 579				37 823 925
Services.....	158 258 953				
	158 272 532				
Services ministériels			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	17 937 621		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	2 321 499		Amortissement -		
Transports et communications.....	187 337		<i>Loi sur l'administration financière</i>		2 180 167
Services.....	43 717 586				2 180 167
Fournitures et matériel.....	53 691				
	64 217 734		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Moins : Recouvrements.....	90 000		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		40 004 092
	64 127 734				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

		\$
BIENS IMMOBILISÉS		
Projet de modernisation (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information.....	9 774 098	
	<u>9 774 098</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>9 774 098</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	338 417 300	(2 704 900)	335 712 400	Droit criminel..... 335 616 452
				Palements effectués en vertu de la
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 189 574
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....
	338 418 300	(2 704 900)	335 713 400	335 806 026
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Palement anticipé des cotisations
7	1 000	1 415 000	1 416 000	au Barreau..... 1 416 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....
	1 000	1 415 000	1 416 000	1 416 000

Description du programme :

La Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques est responsable du leadership stratégique général concernant la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée pour la fonction publique de l'Ontario, les organismes et certains éléments du secteur parapublic. Elle supervise les Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada) qui collectent et préservent des documents gouvernementaux et privés d'importance historique et provinciale, y donnent accès et en encouragent l'utilisation par le public.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Droit criminel (Poste 2)			Paieement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	269 214 335		Services.....	1 416 000
Avantages sociaux.....	30 588 281			<u>1 416 000</u>
Transports et communications.....	2 561 158			
Services.....	21 444 139		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel.....	2 701 938		PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES	
Paiements de transfert			CRIMINELS.....	<u>1 416 000</u>
Programme de sécurité en				
matière de mise en liberté				
sous caution.....	1 332 639			
Centres de justice - partenariats				
communautaires.....	3 255 128			
Programmes de				
responsabilisation directe.....	3 536 427			
Indemnisation des victimes à				
partir de la confiscation des				
actifs criminels.....	<u>982 407</u>			
	9 106 601			
	<u>335 616 452</u>			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Paieements effectués en vertu de la				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	189 574			
	<u>189 574</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES				
CRIMINELS.....	<u>335 806 026</u>			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	388 864 300	(102 669 600)	286 194 700	Aide juridique Ontario..... 286 160 409
				Relations avec les organismes et les
4	142 208 900	8 526 600	150 735 500	tribunaux..... 148 970 147
8	6 721 400	(53 300)	6 668 100	Politiques..... 6 609 605
13	41 750 600	1 288 800	43 039 400	Justice pour les Autochtones..... 41 853 236
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 25 493
				Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 1 052 068
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 484 670 958
	579 547 200	(92 907 500)	486 639 700	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
				Paielement anticipé des
12	3 000	99 600	102 600	cotisations au Barreau..... 102 600
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 102 600
	<u>3 000</u>	<u>99 600</u>	<u>102 600</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Politiques, programmes de justice et
5	1 000	(1 000)	0	programme relatif aux organismes..... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones. La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. La Division des politiques dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et du cadre ontariens applicable à la réglementation du cannabis récréatif. Par ailleurs, elle administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels et gère les nominations juridiques, en assurant la prestation directe de services aux candidats aux fonctions de notaires non juristes et de commissaires. La Division fournit également du soutien administratif et autre à deux comités sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
- CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			Commission ontarienne des droits de la personne		
Paiements de transfert			Traitements et salaires.....	4 219 463	
Aide juridique Ontario.....	286 160 409		Avantages sociaux.....	498 957	
		286 160 409	Transports et communications.....	95 528	
			Services.....	566 917	
			Fournitures et matériel.....	28 822	
					5 409 687
Relations avec les organismes et les tribunaux (Poste 4)			Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Traitements et salaires.....	84 816 405		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	12 615 791		Centre d'assistance juridique en		
Transports et communications.....	2 162 368		matière de droits de la		
Services.....	30 808 386		personne.....	5 383 150	
Fournitures et matériel.....	887 211				5 383 150
Paiements de transfert					
Vérification et supervision			Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
des libérations sous caution.....	12 776 252		Traitements et salaires.....	5 683 459	
Centre d'assistance juridique en			Avantages sociaux.....	735 054	
matière de droits de la			Transports et communications.....	44 124	
personne.....	5 383 150		Services.....	668 983	
		18 159 402	Fournitures et matériel.....	18 039	
		149 449 563			7 149 658
Moins : Recouvrements.....		479 416	Unité des enquêtes spéciales		
		148 970 147	Traitements et salaires.....	7 707 341	
			Avantages sociaux.....	1 048 898	
Relations avec les organismes et gestion des programmes			Transports et communications.....	308 849	
Traitements et salaires.....	3 352 875		Services.....	1 395 451	
Avantages sociaux.....	549 773		Fournitures et matériel.....	449 288	
Transports et communications.....	28 772				10 909 827
Services.....	809 937		Tribunaux décisionnels Ontario		
Fournitures et matériel.....	7 064		Traitements et salaires.....	54 543 128	
	4 748 420		Avantages sociaux.....	8 410 129	
Moins : Recouvrements.....	180 000		Transports et communications.....	1 582 565	
		4 568 420	Services.....	25 804 578	
			Fournitures et matériel.....	262 014	
Vérification et supervision des libérations sous caution				90 602 414	
Transports et communications.....	73		Moins : Recouvrements.....	299 416	
Services.....	110				90 302 998
Paiements de transfert					
Vérification et supervision					
des libérations sous caution.....	12 776 252				
		12 776 435			

non vérifié

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
- CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	9 310 140		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	1 372 980		Créances irrécouvrables,	
Transports et communications.....	102 457		Loi sur l'administration financière.....	25 493
Services.....	1 562 411		Audiences tenues en vertu de la	
Fournitures et matériel.....	121 984		Loi sur les services policiers.....	1 052 068
		12 469 972		1 077 561
Politiques (Poste 8)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Traitements et salaires.....	5 586 306		PROGRAMME DES POLITIQUES,	
Avantages sociaux.....	690 836		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
Transports et communications.....	38 099		RELATIF AUX ORGANISMES.....	
Services.....	273 890			484 670 958
Fournitures et matériel.....	20 474		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
		6 609 605	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)			Dépôts et charges payées d'avance.....	102 600
Traitements et salaires.....	3 485 180			102 600
Avantages sociaux.....	409 182		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Transports et communications.....	259 192		PROGRAMME DES POLITIQUES,	
Services.....	232 022		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
Fournitures et matériel.....	37 100		RELATIF AUX ORGANISMES.....	
Paiements de transfert				102 600
Programme d'assistance				
parajudiciaire aux				
Autochtones de l'Ontario.....	4 671 026			
Projets de la justice applicable				
aux Autochtones.....	20 438 847			
Services aux victimes				
autochtones.....	12 220 687			
Liste des jurés.....	100 000			
		37 430 560		
		41 853 236		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	25 540 400	353 800	25 894 200	Droit civil..... 25 469 891
3	5 503 100	330 300	5 833 400	Services des conseillers législatifs..... 5 757 496
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne....</i> 78 918 489
	<u>31 044 500</u>	<u>684 100</u>	<u>31 728 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 110 145 876
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	204 600	205 600	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 205 600
	<u>1 000</u>	<u>204 600</u>	<u>205 600</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 205 600
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 880 000	(1 880 000)	0	Services juridiques..... 0
	<u>1 880 000</u>	<u>(1 880 000)</u>	<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... 0

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Droit civil (Poste 2)			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	148 054 985		Traitements et salaires.....	6 033 099
Avantages sociaux.....	15 490 121		Avantages sociaux.....	749 249
Transports et communications.....	233 900		Transports et communications.....	13 848
Services.....	10 498 052		Services.....	174 662
Fournitures et matériel.....	872 436		Fournitures et matériel.....	15 594
	175 149 494			6 986 452
Moins : Recouvrements.....	149 679 603		Moins : Recouvrements.....	1 228 956
	25 469 891			5 757 496
Directions centrales			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	32 945 277		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 810 868		Loi sur les actions contre la Couronne.....	78 918 489
Transports et communications.....	233 900			78 918 489
Services.....	10 498 052			
Fournitures et matériel.....	872 436			
	48 360 533			
Moins : Recouvrements.....	22 907 736			
	25 452 797			
Directions des services juridiques détachés			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	115 109 708		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Avantages sociaux.....	11 679 252		Dépôts et charges payées d'avance.....	
	126 788 961			
Moins : Recouvrements.....	126 771 867			
	17 094			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	
			110 145 876	
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
			Dépôts et charges payées d'avance.....	
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	
			205 600	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	265 922 500	72 447 200	338 369 700	Administration de la justice..... 336 210 162
2	202 732 800	14 131 400	216 864 200	Services judiciaires..... 214 664 974
				Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i>
L	5 300 000	0	5 300 000	<i>l'administration financière</i> 29 982 340
	473 955 300	86 578 600	560 533 900	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 580 857 476
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	1 000	73 700	74 700	Paiement anticipé des
				cotisations au Barreau..... 74 700
	1 000	73 700	74 700	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX..... 74 700

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
3	49 390 700	(45 330 400)	4 060 300	Construction de tribunaux..... 4 056 743
4	1 000	(1 000)	0	Services aux tribunaux..... 0
				Amortissement – Loi sur
L	1 758 300	0	1 758 300	<i>l'administration financière</i> 538 576
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	51 150 000	(45 331 400)	5 818 600	AUX TRIBUNAUX..... 4 595 319
BIENS IMMOBILISÉS				
5	115 222 000	16 785 200	132 007 200	Services aux tribunaux..... 131 969 820
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	115 222 000	16 785 200	132 007 200	JURIDIQUES..... 131 969 820

Description du programme :

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)			Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	181 476 037		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	33 225 666		Projets d'infrastructure de grande envergure -	
Transports et communications.....	11 452 888		paiements.....	4 056 743
Services.....	65 384 119			<u>4 056 743</u>
Fournitures et matériel.....	5 659 362			
Paielements de transfert			Crédits législatifs	
<i>Loi fédérale sur les</i>				
contraventions - soutien aux			Autres opérations	
services en français.....	1 438 369		Amortissement –	
Projets de modernisation.....	365 000		<i>Loi sur l'administration financière</i>	538 576
		1 803 369		<u>538 576</u>
Autres opérations.....	37 208 721			
	<u>336 210 162</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>4 595 319</u>
Services judiciaires (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	174 410 349		BIENS IMMOBILISÉS	
Avantages sociaux.....	14 020 778		Services aux tribunaux (Poste 5)	
Transports et communications.....	2 491 840			
Services.....	22 880 342		Immeubles - partenariats publics-privés.....	116 354 899
Fournitures et matériel.....	540 614		Machines et équipement - coûts relatifs aux biens	
Paielements de transfert			immobilisés.....	15 614 921
Subventions - Institut national de la magistrature /				<u>131 969 820</u>
Conférence des juges.....	321 051			
	<u>214 664 974</u>		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>131 969 820</u>
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	29 982 340			
	<u>29 982 340</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>580 857 476</u>			
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)				
Dépôts et charges payées d'avance.....	74 700			
	<u>74 700</u>			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	<u>74 700</u>			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	27 022 400	(3 357 300)	23 665 100	Services aux victimes..... 23 372 455
				Programme d'aide aux victimes
2	24 639 000	623 100	25 262 100	et aux témoins..... 24 579 138
6	104 152 700	(10 524 200)	93 628 500	Personnes vulnérables..... 93 614 036
	<u>155 814 100</u>	<u>(13 258 400)</u>	<u>142 555 700</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNÉRABLES..... 141 565 629
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 000	83 500	84 500	Paiement anticipé des
				cotisations au Barreau..... 84 500
	<u>1 000</u>	<u>83 500</u>	<u>84 500</u>	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES AUX
				VICTIMES ET AUX PERSONNES
				VULNÉRABLES..... 84 500

Description du programme :

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitements et salaires.....		5 217 682	Traitements et salaires.....		46 246 379
Avantages sociaux.....		883 563	Avantages sociaux.....		6 850 056
Transports et communications.....		95 467	Transports et communications.....		872 037
Services.....		1 322 971	Services.....		39 460 977
Fournitures et matériel.....		21 889	Fournitures et matériel.....		323 308
Paiements de transfert					93 752 757
Tribunaux de traitement de la			Moins : Recouvrements.....		138 721
toxicomanie.....	1 137 500				93 614 036
Subventions pour les			Avocat des enfants		
Programmes d'intervention			Traitements et salaires.....	8 816 142	
auprès des partenaires			Avantages sociaux.....	1 053 303	
violents.....	12 269 292		Transports et communications.....	133 079	
Projets spéciaux d'aide aux			Services.....	23 921 232	
victimes.....	452 000		Fournitures et matériel.....	74 067	
Indemnisation des victimes à				33 997 823	
partir de la confiscation des			Moins : Recouvrements.....	138 721	
actifs criminels.....	9 754				33 859 102
Programme d'aide aux enfants			Tuteur et curateur public/Comptable de la		
victimes.....	1 320 000		Cour de l'Ontario (Division générale)		
Services spécialisés.....	350 000		Traitements et salaires.....	37 430 237	
Recours civils à l'égard			Avantages sociaux.....	5 796 753	
d'activités illicites - <i>Loi sur les</i>			Transports et communications.....	738 958	
recours civils - <i>Subventions.....</i>	29 908		Services.....	15 539 745	
Recours civils à l'égard			Fournitures et matériel.....	249 241	
d'activités illicites - <i>Loi sur les</i>					59 754 934
recours civils -			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Indemnisation des victimes.....</i>	262 429		PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		
		15 830 883	ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....		
		23 372 455	141 565 629		
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	19 373 977		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Avantages sociaux.....	3 696 829		Dépôts et charges payées d'avance.....	84 500	
Transports et communications.....	535 485			84 500	
Services.....	860 419		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	112 428		PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		
		24 579 138	ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....		
			84 500		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
307				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES
1	16 028 000	286 300	16 314 300	Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 16 314 278
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUE 16 314 278
	<u>16 028 000</u>	<u>286 300</u>	<u>16 314 300</u>	

Description du programme :

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la Loi sur le financement des élections de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	16 314 278
	<u>16 314 278</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR	
CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	<u>16 314 278</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO				
308				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	39 869 700	24 916 100	64 785 800	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..... 62 185 410
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 62 185 410
	<u>39 869 700</u>	<u>24 916 100</u>	<u>64 785 800</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	(1 000)	0	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
308				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO
2	1 000	8 201 900	8 202 900	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..... 8 202 034
L	3 533 900	0	3 533 900	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 441 479
	<u>3 534 900</u>	<u>8 201 900</u>	<u>11 736 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 11 643 512
	<u>3 534 900</u>	<u>8 201 900</u>	<u>11 736 800</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
4	3 774 100	(2 547 100)	1 227 000	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..... 794 593
	<u>3 774 100</u>	<u>(2 547 100)</u>	<u>1 227 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO..... 794 593
	<u>3 774 100</u>	<u>(2 547 100)</u>	<u>1 227 000</u>	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation responsable de l'administration de la Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, de la Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools, de la Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, du Décret 1413/08 sur les jeux de bienfaisance, de la Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis et de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux. L'organisme a été établi en 1998 dans le cadre de la fusion de la Commission des permis d'alcool de l'Ontario et de la Commission des jeux de l'Ontario.

La CAJO a pour principal rôle de réglementer les secteurs des alcools, des jeux, de la vente de cannabis et des courses de chevaux en respectant les principes d'honnêteté et d'intégrité et en veillant à l'intérêt public. Les activités qu'elle réglemente sont les suivantes:

- la vente de bière dans les épiceries;
- la vente et le service des boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- les services de livraison d'alcool;
- les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- le jeu commercial comme les casinos et les installations de machines à sous dans les hippodromes;
- les loteries exploitées par le gouvernement provincial;
- la vente et la distribution de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 1)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	74 118 545	Matériel de technologie de l'information*.....	794 593
Avantages sociaux.....	16 332 925		<u>794 593</u>
Transports et communications.....	1 386 187		
Services.....	13 667 137		
Fournitures et matériel.....	783 389		
	<u>106 288 183</u>		
Moins : Recouvrements.....	44 102 773		
	<u>62 185 410</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES		PROGRAMME DE LA COMMISSION DES	
ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>62 185 410</u>	ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>794 593</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 2)			
Autres opérations			
Dépôts et charges payées d'avance.....	8 202 034		
	<u>8 202 034</u>		
Crédit législatifs			
Autres opérations			
Amortissement -			
Loi sur l'administration financière.....	3 441 479		
	<u>3 441 479</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES			
ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....	<u>11 643 513</u>		

* Un rajustement manuel a été fait pour refléter avec précision le montant de l'actif en cours d'exercice (304 986 \$) en raison d'une erreur dans l'enregistrement des biens immobiliers hors service.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Projets liés à l'innovation	030101	Oui	Oui	0
Programmes de responsabilisation directe	030202	Non	Oui	3 536 427
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	030202	Non	Oui	1 332 639
Centres de justice - partenariats communautaires	030202	Non	Oui	3 255 128
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	030202	Non	Oui	982 407
Vérification et supervision des libérations sous caution	030304	Oui	Non	12 776 252
Projets de la justice applicable aux Autochtones	030313	Oui	Non	20 438 847
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	030313	Oui	Non	4 671 026
Services aux victimes autochtones	030313	Oui	Non	12 220 687
Liste des jurés	030313	Non	Oui	100 000
Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	030501	Non	Oui	1 438 369
Projets de modernisation	030501	Oui	Oui	365 000
Projets spéciaux d'aide aux victimes	030601	Non	Oui	1 320 000
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	030601	Oui	Oui	1 137 500
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	030601	Oui	Oui	12 269 292
Services spécialisés	030601	Non	Oui	350 000
Recours civils à l'égard d'activités illicites - Loi sur les recours civils - Indemnisation des victimes	030601	Non	Oui	262 429
Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	030601	Non	Oui	9 754
Projets spéciaux d'aide aux victimes	030601	Non	Oui	452 000
TOTAL				76 917 757

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel.....	61 190 384	93 279 487
Bandes criminalisées et armes à feu.....	10 544 843	9 179 462
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 429	4 526 972
Financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie.....	1 785 000	1 100 000
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i>	1 721 217	2 123 573
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 477 554	0
Langue française.....	200 000	0
Autres.....	703 834	1 371 900
	<u>81 738 261</u>	<u>111 581 394</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	39 448 358	27 201 000
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	17 677 880	14 476 329
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la		
<i>Loi sur les infractions provinciales</i>	16 873 770	11 904 774
Jeux en ligne Ontario.....	9 375 475	0
Avocat des enfants.....	66 016	86 976
Autres.....	0	6 485 989
	<u>83 441 500</u>	<u>60 155 068</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais judiciaires.....	78 746 507	76 291 707
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	12 030 684	10 792 724
Cannabis.....	7 859 584	7 207 541
Jeux en ligne Ontario.....	7 447 882	0
Jeux – Droits d'inscription.....	7 335 846	3 045 034
Procédure/Recherche/Shérifs.....	5 026 429	5 486 673
Permis pour occasions spéciales.....	4 659 575	1 510 890
Permis de vente d'alcool.....	3 786 551	3 223 813
Jeux – Licences des loterie.....	3 213 272	3 123 904
Autorisations relatives à l'alcool – épicerie.....	2 354 108	1 037 444
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 532 120	1 722 252
Droits à acquitter - Tribunal d'appel de l'aménagement local.....	1 472 228	996 599
Droits de cession de permis.....	1 182 340	1 148 955
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	851 699	679 168
Permis – Brasseurs provinciaux.....	447 431	419 213
Permis – Vinerie ontariennes.....	199 379	196 381

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Permis – Fabricants de spiritueux.....	150 570	126 525
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	12 988	14 272
Frais pour chèques refusés.....	5 296	5 898
Autres.....	2 717	5 384
	<u>138 317 206</u>	<u>116 617 186</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	37 297 879	38 623 194
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	187 506	325 441
Amendes – Paiements en trop.....	955	1 432
	<u>37 486 340</u>	<u>38 950 067</u>
 VENTES ET LOCATIONS.....	<u>133 794</u>	<u>155 761</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>6 293 528</u>	<u>4 319 270</u>
 DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes.....	55 422 700	43 125 200
Suramendes compensatoires non spécifiées.....	20 485 917	2 028 202
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	7 076 863	1 106 565
Confiscations – Produits de la criminalité.....	5 084 393	0
CRIA – Loi sur les recours civils.....	1 344 016	3 628 110
Division du droit civil – Règlements.....	1 072 115	1 008 714
Autres.....	12 561 150	2 161 070
	<u>103 047 153</u>	<u>53 057 861</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>450 457 782</u>	<u>384 836 607</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-312
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-314
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-317
PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....	2-320
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-323
SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE.....	2-326
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-329
SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	2-332
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	2-335
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-339
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-316, 2-325, 2-328, 2-331, 2-334
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-341
ÉTAT DES RECETTES.....	2-343

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
145 081 303	Administration du ministère	85 853 492	85 722 616
804 018 136	Politiques de santé et recherche	983 918 100	983 918 022
	Programme des solutions numériques pour la		
187 397 569	santé et de gestion de l'information	153 741 300	151 818 970
22 864 566 725	Assurance-santé de l'Ontario	24 175 999 500	24 175 671 494
4 195 199 731	Santé de la Population et santé publique	2 509 786 700	3 278 571 392
2 641 829 855	Programmes provinciaux et intendance	2 780 252 300	2 775 429 079
246 156 308	Systèmes informatiques	246 322 300	246 233 821
33 658 145 786	Services et programmes de santé	34 164 179 900	33 958 201 144
64 742 395 413	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	65 100 053 592	65 655 566 538
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques de santé et recherche	4 500 000	0
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
1 435 418 351	Santé de la Population et santé publique	1 348 462 000	1 348 460 996
5 329 400	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	4 368 400
38 106 600	Services et programmes de santé	38 107 600	38 106 600
1 491 854 351	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 409 800 000	1 403 935 996

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
15 593 201	Systèmes informatiques	19 573 300	16 059 547
1 558 925 161	Services et programmes de santé	1 435 164 700	1 314 580 824
	Programme d'immobilisations dans le		
5 000 000	domaine de la santé	28 892 200	28 478 217
1 579 518 362	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	1 483 630 200	1 359 118 588
BIENS IMMOBILISÉS			
10 831 035	Systèmes informatiques	18 121 400	7 993 796
10 831 035	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	18 121 400	7 993 796

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	91 854 400	(12 900 000)	78 954 400	Administration du ministère..... 78 887 945
2	7 112 700	(300 000)	6 812 700	Commission ontarienne d'examen..... 6 733 732
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé au ministre sans
				portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le</i>
L	22 378	0	22 378	<i>Conseil exécutif</i> 22 378
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 29 260
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 85 722 616
	99 053 492	(13 200 000)	85 853 492	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Service d'approvisionnement
				médicopharmaceutique du
6	1 000	0	1 000	gouvernement de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; planification des locaux; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, la préparation de rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours ainsi que la présentation de rapports ministériels aux organismes centraux dans le cadre des documents financiers internes et publics.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	42 746 620		Traitements et salaires.....	7 510 641	
Avantages sociaux.....	9 551 017		Avantages sociaux.....	1 021 345	
Transports et communications.....	928 588		Transports et communications.....	30 250	
Services.....	25 367 513		Services.....	1 612 360	
Fournitures et matériel.....	312 207		Fournitures et matériel.....	38 730	
	78 905 945			10 213 326	
Moins : recouvrements.....	18 000				
	78 887 945		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	55 125	
Traitements et salaires.....	6 350 450		Services.....	3 470 427	
Avantages sociaux.....	739 427		Fournitures et matériel.....	57 537	
Transports et communications.....	132 114			3 583 089	
Services.....	450 690		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel.....	15 688		Traitement versé au ministre en vertu de la		
	7 688 369		Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Services financiers et administratifs			Traitement versé au ministre sans portefeuille en		
Traitements et salaires.....	26 205 148		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	22 378	
Avantages sociaux.....	7 391 850		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Transports et communications.....	693 615		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	29 260	
Services.....	19 307 765			100 939	
Fournitures et matériel.....	197 104		Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
	53 795 482		Traitements et salaires.....	1 462 799	
Moins : recouvrements.....	18 000		Avantages sociaux.....	196 338	
	53 777 482		Transports et communications.....	42 913	
Ressources humaines			Services.....	5 018 079	
Traitements et salaires.....	2 680 382		Fournitures et matériel.....	13 603	
Avantages sociaux.....	398 395			6 733 732	
Transports et communications.....	17 483		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	526 272		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	3 147			85 722 616	
	3 625 679				

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	1 347 400 800	(363 482 700)	983 918 100	Politiques de santé et recherche..... 983 918 022
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 983 918 022
	<u>1 347 400 800</u>	<u>(363 482 700)</u>	<u>983 918 100</u>	<u>983 918 022</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 500 000	0	4 500 000	Politiques de santé et recherche..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE. 0
	<u>4 500 000</u>	<u>0</u>	<u>4 500 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		13 364 775
Avantages sociaux.....		1 900 549
Transports et communications.....		73 212
Services.....		3 047 797
Fournitures et matériel.....		33 215
Paielements de transfert		
Formation clinique.....	931 650 636	
Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé.....	33 847 838	
		965 498 474
		983 918 022
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....		983 918 022

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SOLUTIONS
				NUMERIKUÉS POUR LA SANTÉ ET
				DE GESTION DE L'INFORMATION
				Programme des solutions numériques
				pour la santé et de gestion
1	302 341 300	(148 600 000)	153 741 300	de l'information..... 151 818 970
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SOLUTIONS
				NUMERIKUÉS POUR LA SANTÉ ET
				DE GESTION DE L'INFORMATION...
	<u>302 341 300</u>	<u>(148 600 000)</u>	<u>153 741 300</u>	<u>151 818 970</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les doublons. La stratégie ontarienne Priorité au numérique pour la santé permettra d'offrir aux patients une expérience de santé du 21^e siècle en élargissant les choix et en rendant l'accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique pour les patients. Cette stratégie établit les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie Priorité au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, en particulier les engagements du ministère d'éliminer la médecine de couloir et de mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l'information élabore une vision et une stratégie en vue d'un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l'Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d'apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d'améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d'accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l'élaboration et l'exécution de programmes d'analytique des mégadonnées afin d'atteindre les objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie Priorité au numérique pour la santé, prévoyant notamment des soutiens pour la province pendant qu'elle se relève de la pandémie de COVID-19.

La Division de la planification de la capacité et de l'analytique est la source de données et d'analytique faisant autorité pour le ministère. Elle procure des outils, des produits et de l'expertise méthodologique à l'appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour le ministère de la Santé, le ministère des Soins de longue durée et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ

ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		17 932 356
Avantages sociaux.....		2 339 458
Transports et communications.....		129 392
Services.....		8 812 286
Fournitures et matériel.....		16 559
Paiements de transfert		
Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes.....	97 710 757	
Gestion de l'information sur le système de santé.....	24 878 163	
		122 588 919
		151 818 970
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION.....		151 818 970

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO
1	17 835 777 300	242 165 000	18 077 942 300	Assurance-santé de l'Ontario..... 18 077 939 164
2	5 805 784 400	(239 200 000)	5 566 584 400	Programmes de médicaments..... 5 566 331 898
				Programme d'appareils
4	555 031 900	(23 561 100)	531 470 800	et accessoires fonctionnels..... 531 400 376
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 56
	<u>24 196 595 600</u>	<u>(20 596 100)</u>	<u>24 175 999 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO..... 24 175 671 494
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Programme d'assurance-
5	13 000 000	0	13 000 000	santé de l'Ontario..... 13 000 000
	<u>13 000 000</u>	<u>0</u>	<u>13 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO..... 13 000 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les tests de diagnostic et les tests en laboratoire (y compris les tests génétiques), l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (y compris l'oxygénothérapie à domicile), la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modèles intégrés de prestation de services par l'entremise des équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	46 112 919		Traitements et salaires.....	2 632 749	
Avantages sociaux.....	7 708 253		Avantages sociaux.....	463 861	
Transports et communications.....	1 304 360		Transports et communications.....	248 517	
Services.....	24 501 353		Services.....	1 545 589	
Fournitures et matériel.....	517 022		Fournitures et matériel.....	5 443	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des			Programme de fournitures et d'appareils et		
services et soins fournis par			accessoires fonctionnels.....	526 504 217	
des médecins et autres				531 400 376	
praticiens.....	17 609 926 462				
Établissements de santé			Crédits législatifs		
autonomes.....	58 528 919		Autres opérations		
Programme des services aux			Créances irrécouvrables,		
régions insuffisamment			<i>Loi sur l'administration financière</i>		56
desservies.....	31 244 507				56
Programme de subventions aux					
résidents du Nord de l'Ontario			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
pour frais de transport à des			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE		
fins médicales.....	44 929 196		L'ONTARIO.....	24 175 671 494	
Programme de gestion de la					
qualité - Services de			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
laboratoire.....	5 685 900		Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Services de sages-femmes.....	199 506 072		Avances et montants récupérables		
Stratégie de prévention des			Paiements effectués au titre des		
maladies.....	4 982 052		services et soins fournis par		
Initiatives pour la qualité des			des médecins et autres		
services de santé.....	42 992 149		praticiens.....	10 000 000	
		17 997 795 257	Services de sages-femmes.....	3 000 000	
		18 077 939 164			13 000 000
					13 000 000
Programmes de médicaments (Poste 2)			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	11 837 559		PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE		
Avantages sociaux.....	1 896 797		L'ONTARIO.....	13 000 000	
Transports et communications.....	750 378				
Services.....	9 199 667				
Fournitures et matériel.....	39 060				
Paiements de transfert					
Programme de médicaments de l'Ontario.....	5 542 933 988				
		5 566 657 449			
Moins : recouvrements.....		325 551			
		5 566 331 898			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
				Santé de la population et
4	3 415 310 700	(905 524 000)	2 509 786 700	santé publique..... 1 954 352 293
				Équipement de protection individuelle/ Fournitures et équipements essentiels, <i>Loi de 2022 sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel</i>
L	0	0	0	<i>équipement</i> 1 324 219 099
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 3 278 571 392
	3 415 310 700	(905 524 000)	2 509 786 700	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Santé de la population et
6	750 000	1 347 712 000	1 348 462 000	santé publique..... 1 348 460 996
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... 1 348 460 996
	750 000	1 347 712 000	1 348 462 000	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend les mesures prises pour répondre à la deuxième vague de COVID-19 et l'engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Santé de la population et santé publique (Poste 4)			Santé de la population et santé publique (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	22 772 757		Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	3 165 798		Organismes de santé locaux officiels.....	749 000
Transports et communications.....	668 856			749 000
Services.....	91 643 833			
Fournitures et matériel.....	2 294 177		Stocks d'équipement de protection individuelle et de	
Paiements de transfert			fournitures et équipements essentiels.....	1 347 711 996
Organismes de santé locaux				1 347 711 996
officiels.....	1 068 668 211			
Épidémies.....	289 320 754		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Prévention de la tuberculose.....	10 457 953		PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA	
Lutte contre les maladies			POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	1 348 460 996
transmissibles sexuellement....	1 593 141			
Agence ontarienne de protection				
et de promotion de la santé.....	209 337 900			
Prévention des maladies, des				
traumatismes et des				
dépendances.....	54 644 103			
Ontario sans fumée.....	13 299 263			
Intervention contre la COVID-19..	186 485 547			
	1 833 806 872			
	1 954 352 293			
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Équipement de protection individuelle/Fournitures				
et équipements essentiels, Loi de 2022 sur				
<i>l'approvisionnement en équipement de</i>				
<i>protection individuelle et la production d'un tel</i>				
<i>équipement.....</i>	1 324 219 099			
	1 324 219 099			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA				
POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	3 278 571 392			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	1 764 685 300	(359 625 400)	1 405 059 900	Programmes provinciaux..... 1 400 472 360
2	1 163 702 900	164 480 700	1 328 183 600	Services de santé d'urgence..... 1 328 091 382
4	47 715 700	(707 900)	47 007 800	Intendance..... 46 757 408
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 107 929
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 775 429 079
	2 976 104 900	(195 852 600)	2 780 252 300	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Programmes provinciaux et
5	5 729 400	0	5 729 400	intendance..... 4 368 400
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 4 368 400
	5 729 400	0	5 729 400	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, qui assurent le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres intégrés de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze centres qui sont financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Programmes provinciaux (Poste 1)			Crédits législatifs		
Paiements de transfert			Autres opérations		
Fonctionnement des établissements connexes.....	20 680 127		Créances irrécouvrables,		
Société canadienne du sang.....	657 998 274		Loi sur l'administration financière.....	107 929	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C.....	106 603 329			107 929	
Services communautaires et prioritaires.....	615 164 756		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2 775 429 079	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.....	25 875				
		1 400 472 360			
Services de santé d'urgence (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Traitements et salaires.....	54 600 555		Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avantages sociaux.....	12 924 121		Avances et montants récupérables		
Transports et communications.....	3 403 486		Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C.....	375 000	
Services.....	10 273 138		Services communautaires et prioritaires.....	3 993 400	
Fournitures et matériel.....	451 651			4 368 400	
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	4 368 400	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux.....	932 331 998				
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes....	81 992 640				
Ambulances aériennes.....	232 113 793				
		1 246 438 431			
		1 328 091 382			
Intendance (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	35 110 994				
Avantages sociaux.....	5 073 189				
Transports et communications.....	165 065				
Services.....	6 376 897				
Fournitures et matériel.....	31 263				
		46 757 408			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
				Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé.....
1	243 894 000	2 428 300	246 322 300	246 233 821
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	243 894 000	2 428 300	246 322 300	246 233 821
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Systèmes informatiques..... 0
				Amortissement -
L	19 572 300	0	19 572 300	Loi sur l'administration financière..... 16 059 547
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	19 573 300	0	19 573 300	16 059 547
BIENS IMMOBILISÉS				
4	18 121 400	0	18 121 400	Systèmes informatiques..... 7 993 796
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....
	18 121 400	0	18 121 400	7 993 796

MINISTÈRE DE LA SANTÉ**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	47 579 462	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	6 887 238	Créances irrécouvrables,	
Transports et communications.....	3 198 178	Loi sur l'administration financière.....	16 059 547
Services.....	187 388 335		16 059 547
Fournitures et matériel.....	1 180 608		
	<u>246 233 821</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		PROGRAMME DE SYSTÈMES	
PROGRAMME DE SYSTÈMES		INFORMATIQUES.....	16 059 547
INFORMATIQUES.....	<u>246 233 821</u>		
		BIENS IMMOBILISÉS	
		Systèmes informatiques (Poste 4)	
		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs	
		aux biens immobilisés.....	7 993 796
			7 993 796
		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		PROGRAMME DE SYSTÈMES	
		INFORMATIQUES.....	7 993 796

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1416				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	31 325 053 600	(380 450 700)	30 944 602 900	Services de santé..... 30 738 682 458
2	<u>2 729 360 000</u>	<u>490 217 000</u>	<u>3 219 577 000</u>	Programmes et administration..... <u>3 219 518 686</u>
	34 054 413 600	109 766 300	34 164 179 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 33 958 201 144
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	<u>38 107 600</u>	<u>0</u>	<u>38 107 600</u>	Avances et montants récupérables..... <u>38 106 600</u>
	38 107 600	0	38 107 600	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 38 106 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	23 066 100	5 413 100	28 479 200	Solutions numériques pour la santé — immobilisations 28 478 217
L	<u>413 000</u>	<u>0</u>	<u>413 000</u>	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	23 479 100	5 413 100	28 892 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ..... 28 478 217

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario et les services de soutien à domicile et en milieu communautaire pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé.

Santé Ontario est responsable de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé et d'autres organismes de prestation aux termes de la Loi de 2019 pour des soins interconnectés. Santé Ontario finance les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés et les centres de santé communautaire, ainsi que les services communautaires, notamment ceux visant la santé mentale et la lutte contre les dépendances. Santé Ontario est aussi responsable de l'exécution des programmes liés à des domaines divers – soins en oncologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé (notamment l'Ombudsman des patients), services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé, maladies cardiovasculaires et accidents vasculaires cérébraux et soutien aux activités de coordination régionale. Santé Ontario est responsable, conjointement au gouvernement et à ApprovisiOntario, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un modèle de gestion de la chaîne d'approvisionnement clinique pour les fournisseurs de services de santé et les organismes connexes à l'échelle de la province.

Les organismes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (14 organismes relevant d'une direction nommée conjointement) exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local pour fournir aux résidents de tout l'Ontario un accès aux soins à domicile, coordonner l'admission dans les foyers de soins de longue durée et faire des renvois vers les services de santé, sociaux et communautaires. Ces organismes offrent des soins infirmiers, des services de soutien à la personne, des traitements et d'autres services professionnels à domicile, dans des écoles ou dans des milieux de vie ou d'hébergement collectif, comme les hospices. Ils sont aussi responsables de gérer le placement de personnes dans des programmes hospitaliers et des lieux où des services communautaires sont fournis dans le cadre de la Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services de santé (Poste 1)			Services communautaires		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux.....	22 625 055 630		Soins à domicile.....	3 594 010 531	
Subventions tenant lieu d'impôt			Services communautaires de		
aux municipalités - hôpitaux.....	3 612 600		soutien.....	804 324 110	
Hôpitaux psychiatriques			Logements avec services de		
spécialisés.....	810 870 335		soutien.....	420 558 183	
Subventions tenant lieu d'impôt			Centres de santé		
aux municipalités - hôpitaux			communautaire.....	525 030 693	
psychiatriques spécialisés.....	132 525		Traumatismes crâniens.....	73 157 032	
Soins à domicile.....	3 594 010 531				5 417 080 549
Services communautaires de					
soutien.....	804 324 110		Santé mentale et Lutte contre les dépendances		
Logements avec services de			Paiements de transfert		
soutien.....	420 558 183		Services communautaires de		
Centres de santé			santé mentale.....	1 054 627 171	
communautaire.....	525 030 693		Programme de lutte contre les		
Traumatismes crâniens.....	73 157 032		dépendances.....	336 593 506	
Services communautaires de			Santé mentale des enfants et		
santé mentale.....	1 054 627 171		des jeunes.....	490 710 141	
Programme de lutte contre les					1 881 930 818
dépendances.....	336 593 506		Programmes et administration (Poste 2)		
Santé mentale des enfants et			Paiements de transfert		
des jeunes.....	490 710 141		Solutions numériques		
		30 738 682 458	pour la santé.....	448 597 877	
Hôpitaux			Programmes pour la qualité des		
Paiements de transfert			services de santé.....	33 030 602	
Exploitation des hôpitaux.....	22 625 055 630		Soutien aux activités de		
Subventions tenant lieu d'impôt			coordination régionale.....	290 155 657	
aux municipalités - hôpitaux.....	3 612 600		Services de traitement du		
Hôpitaux psychiatriques			cancer.....	2 283 582 800	
spécialisés.....	810 870 335		Services de dons et de greffes		
Subventions tenant lieu d'impôt			d'organes et de tissus.....	67 346 900	
aux municipalités - hôpitaux			Programmes de dépistage du		
psychiatriques spécialisés.....	132 525		cancer.....	82 195 300	
		23 439 671 090	Programmes pour la		
			main-d'œuvre dans le		
			domaine de la santé.....	14 609 550	
					3 219 518 686
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ		
					33 958 201 144

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Avances et montants récupérables (Poste 10)			Solutions numériques pour la santé — immobilisations (Poste 3)	
Avances et montants récupérables			Paiements de transfert	
Exploitation des hôpitaux.....	24 000 000		Solutions numériques pour la santé.....	28 478 217
Soins à domicile.....	700 000			<u>28 478 217</u>
Services communautaires de				
soutien.....	2 966 800		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Logements avec services de			SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ	<u>28 478 217</u>
soutien.....	793 500			
Centres de santé				
communautaire.....	3 000 000			
Traumatismes crâniens.....	246 300			
Services communautaires de				
santé mentale.....	5 500 000			
Programme de lutte contre les				
dépendances.....	900 000			
		38 106 600		
		<u>38 106 600</u>		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ		<u>38 106 600</u>		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
				Immobilisations dans le
1	1 711 194 000	(276 029 300)	1 435 164 700	domaine de la santé..... 1 314 580 824
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
	1 711 194 000	(276 029 300)	1 435 164 700	DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.. 1 314 580 824

Description du programme :

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.....	909 774 940	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	181 106 636	
Projets visant les petits hôpitaux...	79 839 920	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé communautaire.....	102 810 907	
Programmes des établissements de services de santé intégrés...	1 626 568	
Laboratoires de santé publique - Capital.....	4 087 599	
		1 313 746 570
Autres opérations		
Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé.....	834 254	
		834 254
		1 314 580 824
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		1 314 580 824

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée*	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services communautaires et prioritaires – centres de santé communautaire – Subvention d’intendance environnementale	141201	Oui	Oui	0
Soutien du système de services de SMEJ	141601	Oui	Oui	5 790 900
SANTÉ ONTARIO – Programme ontarien de psychothérapie structurée	141201	Oui	Oui	20 000 000
SANTÉ ONTARIO – Soutien en santé mentale	141201	Oui	Oui	283 400
SANTÉ ONTARIO – Retrouver son entrain et bibliothérapie assistée par un clinicien	141201	Oui	Oui	8 900 000
SANTÉ ONTARIO – Soutien du système provincial – Programme de services communautaires de santé mentale	141201	Oui	Oui	11 918 600
CAMH – Initiative des carrefours bien-être pour les jeunes et les adultes plus âgés de l’Ontario (projet pontuel)	141201	Oui	Oui	1 560 000
Road2Wellness175 – Carrefours bien-être pour les jeunes de l’Ontario	141201	Oui	Oui	500 000
Royal Ottawa – Psychothérapie pour francophones	141201	Oui	Oui	380 500
Exposé économique d’automne : Association canadienne pour la santé mentale, Ontario – Soutien en santé mentale aux travailleurs de la santé	141201	Oui	Oui	3 452 800
Exposé économique d’automne : Ontario Psychological Association – Soutien en santé mentale aux travailleurs de la santé	141201	Oui	Oui	1 135 000
Exposé économique d’automne : Centre d’excellence de Santé Ontario – Soutien en santé mentale aux travailleurs de la santé	141201	Oui	Oui	4 075 000
Cliniques mobiles de SMLD de Santé Ontario	141201	Oui	Oui	387 200
Santé Ontario – Thérapie cognitivo-comportementale sur Internet	141201	Oui	Oui	12 000 000
Tableau de santé des Autochtones vivant en milieu urbain	141201	Oui	Oui	300 000
Soutien côtier dans le Nord-Est	141601	Oui	Oui	817 000
Mission United Durham	141601	Oui	Oui	520 800
Services mobiles non policiers de soutien en situation de crise	141601	Oui	Oui	1 100 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée*	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT - Suite				
Services spécialisés de traitement des troubles de l'alimentation	141601	Oui	Oui	8 069 300
SANTÉ ONTARIO – Soutien au système provincial – SAP	141201	Oui	Oui	7 286 800
Services de santé Royal Ottawa – Services de psychothérapie pour les francophones de l'Ontario	141201	Oui	Oui	380 500
Services de lutte contre la toxicomanie basés sur place	141601	Oui	Oui	20 626 148
Projet pilote sur la prévention de la toxicomanie	141601	Oui	Oui	275 600
Carrefours bien-être pour les jeunes (toxicomanie)	141601	Oui	Oui	4 050 000
Programme en ligne Enfin libre (toxicomanie)	141201	Oui	Oui	2 000 000
Programme d'affectation du personnel infirmier aux soins des patients arrivant en ambulance	141202	Oui	Oui	23 062 000
SANTÉ ONTARIO – Renascent (toxicomanie)	141201	Oui	Oui	1 247 400
OHCoW – Troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale (TSAF)	141201	Oui	Oui	110 100
Transfert non urgent de patients entre établissements et transfert de patients stables sur le plan médical	141202	Oui	Oui	807 200
Priorités émergentes	140201	Oui	Oui	3 841 979
Infrastructure provinciale fondée sur des données probantes	140201	Oui	Oui	15 158 000
Mesures de soutien personnalisées et fondées sur des données probantes	140201	Oui	Oui	8 578 369
Populations méritant l'équité	140201	Oui	Oui	260 400
TOTAL				168 874 996

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale.....	465 742 194	581 481 725
Priorités pancanadiennes en matière de soins virtuels.....	0	37 426 591
Accord sur la relance sécuritaire - COVID-19.....	17 559 052	22 395 800
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	8 028 327	7 649 596
Logement en milieu de soutien.....	4 064 022	4 725 628
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer.....	1 344 570	683 286
Fonds de partenariat d'immunisation.....	1 000 000	1 500 000
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19.....	587 644 967	855 681 268
Programme d'aide en ressources humaines en santé.....	158 615	0
	<u>1 085 541 746</u>	<u>1 511 543 894</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation - Médecine / Hôpitaux.....	24 488 024	26 305 393
	<u>24 488 024</u>	<u>26 305 393</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	3 671 214	2 982 983
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	2 663 839	1 540 798
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	0	1 125 034
Inspection des installations radiologiques.....	490 675	372 600
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	466 667	333 333
Octroi de permis aux laboratoires.....	1 743 669	289 486
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	0	236 074
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	270 015	230 560
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	51 287	67 423
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	16 100	14 980
Autres.....	161 164	150 011
	<u>9 534 630</u>	<u>7 343 282</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>4 435</u>	<u>12 199</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>630 271 256</u>	<u>407 750 629</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	747 004	204 220
Autres.....	376 752	254 448
	<u>1 123 756</u>	<u>458 668</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 750 963 847</u>	<u>1 953 414 065</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-346
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-348
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-351
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-353
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-355
PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....	2-358
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-360
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	2-363
BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....	2-364
MODERNISATION POUR L'AVENIR.....	2-366
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-350, 2-354, 2-365
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-368
ÉTAT DES RECETTES.....	2-369

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 189 664	Administration du ministère	23 074 287	22 909 558
27 799 193	Relations de travail et rémunération	29 837 500	29 596 798
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
2 678 419 878	(Part prise en charge par l'employeur)	1 799 105 000	1 226 862 686
27 242 216	Soutien au conseil du trésor	376 621 400	31 904 151
	Programme du Centre pour le personnel, la culture		
44 066 257	organisationnelle et le talent	48 976 000	47 513 503
37 876 299	Groupement des organismes centraux	41 642 500	41 588 224
0	Achat groupé de services médiatiques	97 600	0
48 039 125	Bureau du contrôleur général	57 993 800	56 593 682
2 043 353	Modernisation pour l'avenir	1 049 000	590 221
2 887 675 985	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 378 397 087	1 457 558 823
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 233 164 795	Bureau du contrôleur général	1 000	1 454 596 165
1 233 164 795	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	1 000	1 454 596 165

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Soutien au conseil du trésor	220 882 000	0
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	220 886 000	0
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 352 382	Soutien au conseil du trésor	3 431 900	3 148 239
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
1 352 382	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	3 433 900	3 148 239

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 308 600	(1 315 500)	22 993 100	Administration du ministère..... 22 830 997
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	1 000	0	1 000	<i>sur l'administration financière</i> 0
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints
				parlementaires en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	32 346	0	32 346	le <i>Conseil exécutif</i> 29 260
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 909 558
	24 389 787	(1 315 500)	23 074 287	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	0	2 000	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3401				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de gestion des situations d'urgence, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	14 935 229		Traitements et salaires.....	3 395 414	
Avantages sociaux.....	2 064 828		Avantages sociaux.....	539 845	
Transports et communications.....	178 044		Transports et communications.....	21 694	
Services.....	8 316 380		Services.....	2 046 433	
Fournitures et matériel.....	116 272		Fournitures et matériel.....	8 073	
	25 610 753			6 011 459	
Moins : Recouvrements.....	2 779 756		Moins : Recouvrements.....	2 779 756	
	<u>22 830 997</u>				<u>3 231 703</u>
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	3 250 601		Traitements et salaires.....	2 905 678	
Avantages sociaux.....	368 004		Avantages sociaux.....	454 252	
Transports et communications.....	87 962		Transports et communications.....	10 544	
Services.....	121 714		Services.....	101 612	
Fournitures et matériel.....	38 194		Fournitures et matériel.....	1 977	
	<u>3 866 475</u>				<u>3 474 063</u>
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	5 369 969		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	701 179		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	32 383		Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Services.....	616 694		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		29 260
Fournitures et matériel.....	19 387				<u>78 561</u>
	<u>6 739 612</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services juridiques			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Traitements et salaires.....	13 567				<u><u>22 909 558</u></u>
Avantages sociaux.....	1 548				
Transports et communications.....	25 461				
Services.....	5 429 927				
Fournitures et matériel.....	48 641				
	<u>5 519 144</u>				

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	54 526 200	(24 688 700)	29 837 500	Relations de travail et rémunération..... 29 596 798
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES RELATIONS
				DE TRAVAIL ET DE LA
	54 526 200	(24 688 700)	29 837 500	RÉMUNÉRATION..... 29 596 798

Description du programme :

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. De plus, le programme sert de centre d'expertise à l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux lié aux assurances).

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Relations de travail et rémunération (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	19 884 984	
Avantages sociaux.....	2 943 994	
Transports et communications.....	198 087	
Services.....	7 929 629	
Fournitures et matériel.....	67 026	
	31 023 720	
Moins : recouvrements.....	1 426 922	
	29 596 798	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....		29 596 798

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES
				SOCIAUX ET PRESTATIONS DE
				RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE
				PAR L'EMPLOYEUR)
				Avantages sociaux et prestations de
				retraite (part prise en charge par
1	1 368 000 000	0	1 368 000 000	l'employeur)..... 1 345 453 629
				Redressements actuariels et
				obligations de l'exercice précédent,
L	431 105 000	0	431 105 000	Loi sur l'administration financière..... (118 590 943)
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES AVANTAGES
				SOCIAUX ET PRESTATIONS DE
				RETRAITE (PART PRISE EN
				CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....
	1 799 105 000	0	1 799 105 000	1 226 862 686

Description du programme :

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Crédits législatifs		
			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Régime de retraite agréé des juges provinciaux.....	5 530 648		Régime de retraite agréé des juges provinciaux.....	19 566 287	
Convention de retraite des juges provinciaux.....	36 615 000		Convention de retraite des juges provinciaux.....	3 575 567	
Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux.....	21 706 181		Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux.....	28 260 181	
Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires.....	23 458 738		Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires.....	49 560 124	
Régime de pensions du Canada...	241 748 882		Régime de retraite complémentaire des juges associés.....	609 491	
Régime de retraite complémentaire des juges associés.....	749 005		Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme*.....	(13 900 000)	
Régime de soins dentaires.....	59 531 532		Assurance-vie collective.....	12 351 605	
Impôt-santé des employeurs.....	127 083 831		Régime de retraite complémentaire des juges de paix*.....	(555 648)	
Assurance-emploi.....	80 622 207		Indemnités légales de cessation d'emploi*.....	(37 910 014)	
Assurance-vie collective.....	3 644 996		Protection du revenu à long terme*.....	(52 100 000)	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix.....	1 577 898		Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario.....	33 230 001	
Indemnités légales de cessation d'emploi.....	64 101 684		Régime de retraite des fonctionnaires*.....	(174 150 325)	
Protection du revenu à long terme.	160 891 006		Prestations aux employés retraités.....	218 367 609	
Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario.....	39 736 673		Absences et congés rémunérés*.	(31 492 021)	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario.....	232 401 427		Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)*	(164 600 000)	
Régime de retraite des fonctionnaires.....	719 388 793		Autres avantages sociaux*.....	(9 403 800)	
Prestations aux employés retraités.....	217 111 396				(118 590 943)
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation.....	160 165 493				
Autres avantages sociaux.....	15 816 263				
		2 211 881 653			
Moins : Recouvrements.....		866 428 024			
		<u>1 345 453 629</u>			
* Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....		
			<u>1,226,862,686</u>		

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Conseil du Trésor – Soutien et
1	53 697 900	(18 426 700)	35 271 200	planification financière.....
				31 904 151
2	4 325 800 000	(3 984 449 800)	341 350 200	Fonds de prévoyance.....
				0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU
				CONSEIL DU TRÉSOR.....
	4 379 497 900	(4 002 876 500)	376 621 400	31 904 151
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Fonds de prévoyance pour
4	224 200 000	(3 320 000)	220 880 000	les immobilisations.....
				0
				Soutien au Conseil du Trésor –
7	1 000	0	1 000	charges d'immobilisations.....
				0
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière.....</i>
				0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU
				CONSEIL DU TRÉSOR.....
	224 202 000	(3 320 000)	220 882 000	0

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3404				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR
				Soutien au Conseil du Trésor –
6	13 872 500	(10 440 600)	3 431 900	biens immobilisés 3 148 239
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE SOUTIEN AU
	13 872 500	(10 440 600)	3 431 900	CONSEIL DU TRÉSOR..... 3 148 239

Description du programme :

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			BIENS IMMOBILISÉS	
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)			Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	23 339 463		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs	
Avantages sociaux.....	3 235 772		aux biens immobilisés.....	3 148 239
Transports et communications.....	261 990			<u>3 148 239</u>
Services				
Autres services.....	5 084 234			
		5 084 234		
Fournitures et matériel.....		31 913		
		31 953 372		
Moins : recouvrements.....		49 221		
		<u>31 904 151</u>		
Gestion des dépenses				
Traitements et salaires.....	16 139 672			
Avantages sociaux.....	2 260 515			
Transports et communications.....	239 221			
Services				
Autres services.....	1 537 856			
Fournitures et matériel.....	28 386			
		20 205 650		
Planification et performance				
Traitements et salaires.....	7 199 791			
Avantages sociaux.....	975 257			
Transports et communications.....	22 769			
Services				
Autres services.....	3 546 378			
Fournitures et matériel.....	3 527			
		11 747 722		
Moins : recouvrements.....	49 221			
		<u>11 698 501</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL				
DU TRÉSOR.....		<u><u>31 904 151</u></u>		

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT
				Centre pour le personnel, la culture
1	54 913 600	(5 937 600)	48 976 000	organisationnelle et le talent 47 513 503
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT..... 47 513 503
	<u>54 913 600</u>	<u>(5 937 600)</u>	<u>48 976 000</u>	

Description du programme :

Le Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (auparavant appelé Bureau de la Commission de la fonction publique) dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement à l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer un effectif de la fonction publique de l'Ontario divers, qualifié et engagé. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives à l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des services de secrétariat à la Commission de la fonction publique et permet à la FPO de se conformer avec la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT –
CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		33 202 373
Avantages sociaux.....		4 943 271
Transports et communications.....		186 132
Services.....		9 254 558
Fournitures et matériel.....		68 544
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle.....	142 862	
		142 862
Autres opérations.....		9 918 900
		57 716 640
Moins : recouvrements.....		10 203 137
		47 513 503
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU CENTRE POUR LE		
PERSONNEL, LA CULTURE		
ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....		47 513 503

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3409				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX
				Groupement des organismes
1	38 446 300	3 196 200	41 642 500	centraux..... 41 588 224
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 41 588 224
	<u>38 446 300</u>	<u>3 196 200</u>	<u>41 642 500</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Groupement des organismes
3	1 000	0	1 000	centraux..... 0
				Amortissement,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière..... 0</i>
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Groupement des organismes
4	1 000	0	1 000	centraux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit des solutions numériques axées sur les utilisateurs afin de mettre à disposition de ses ministères partenaires, et en collaboration avec eux, la technologie leur permettant d'offrir leurs services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à un gouvernement moderne assisté par la technologie qui veille à ce que la population ontarienne ait une expérience simple, fiable et uniforme.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	52 111 064
Avantages sociaux.....	7 468 077
Transports et communications.....	357 046
Services.....	62 877 087
Fournitures et matériel.....	64 564
	<u>122 877 838</u>
Moins : Recouvrements.....	81 289 614
	<u>41 588 224</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	<u>41 588 224</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES
				Achat groupé de services
1	51 949 200	(51 851 600)	97 600	médiatiques..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES..... 0
	51 949 200	(51 851 600)	97 600	

Description du programme :

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL
1	55 330 600	2 663 200	57 993 800	Bureau du contrôleur général..... 56 593 682
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL..... 56 593 682
	<u>55 330 600</u>	<u>2 663 200</u>	<u>57 993 800</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000	0	1 000	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière..... 1 454 596 165
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL..... 1 454 596 165
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	

Description du programme :

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, à l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative à l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification. Le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question à l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux. De plus, le programme soutient le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation à la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque à l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque organisationnel et de vérification interne.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3414				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR
				Bureau du renouvellement relatif
1	1 979 900	(930 900)	1 049 000	à la modernisation pour l'avenir..... 590 221
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR..... 590 221
	1 979 900	(930 900)	1 049 000	

Description du programme :

Le programme de modernisation pour l'avenir soutient la mise en œuvre du changement transformationnel à l'échelle gouvernementale. Il permet l'exécution de projets de modernisation visant à rendre les services gouvernementaux plus accessibles par voie numérique, à réduire le fardeau administratif et simplifier les politiques et à améliorer le processus d'achat du gouvernement. Cette transformation organisationnelle améliore la commodité, la fiabilité et l'accessibilité des services pour la population et les entreprises de tout l'Ontario.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR – CRÉDIT 3414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du renouvellement relatif à la modernisation pour l'avenir (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	303 512
Avantages sociaux.....	106 746
Transports et communications.....	1 560
Services.....	178 403
	<u>590 221</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE MODERNISATION POUR L'AVENIR.....	<u>590 221</u>

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Club du quart de siècle*	340501	Oui	Oui	142 862
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques**	341201	Oui	Oui	1 000 000
TOTAL				1 142 862

* L'entente de paiements de transfert actuelle est en vigueur depuis le 1er juin 2017 et se termine le 31 mars 2023.

** L'entente de paiements de transfert est d'une durée de trois ans et expire à la fin de l'exercice 2022-2023.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	310	164
Autre.....	36	0
	<u>346</u>	<u>164</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de la taxe de vente harmonisée.....	167 011 395	17 855 478
Autre.....	31 147	850 261
	<u>167 042 542</u>	<u>18 705 739</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>167 042 888</u>	<u>18 705 903</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2022–2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-372
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-374
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-376
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	2-381
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	
PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....	2-382
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-375, 2-378, 2-385
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET	
DE DURÉE LIMITÉE.....	2-386
ÉTAT DES RECETTES.....	2-387

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108 629 926	Administration du ministère	113 438 665	109 301 895
17 146 723 838	Services aux enfants et aux adultes	18 268 721 900	18 015 399 567
0	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	0
17 255 353 764	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	18 382 161 565	18 124 701 462
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
86 360 319	Services aux enfants et aux adultes	81 705 000	65 198 259
	Services à l'enfance et Services sociaux		
0	et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	0
86 360 319	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	81 706 000	65 198 259
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
79 159 007	et communautaires - Programme d'immobilisations	125 487 200	104 651 809
79 159 007	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	125 487 200	104 651 809

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
	Services à l'enfance et Services sociaux		
20 072 188	et communautaires - Programme d'immobilisations	15 962 000	15 441 680
20 072 188	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	15 962 000	15 441 680

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	77 905 600	11 994 500	89 900 100	Administration du ministère..... 85 764 476
2	23 914 100	(479 100)	23 435 000	Politiques stratégiques..... 23 432 779
L	70 219	0	70 219	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 71 306
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	101 923 265	11 515 400	113 438 665	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION. DU MINISTÈRE..... 109 301 895

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	27 745 808		Traitements et salaires.....	159 909	
Avantages sociaux.....	4 005 679		Avantages sociaux.....	1 516	
Transports et communications.....	406 498		Transports et communications.....	39 243	
Services.....	51 022 736		Services.....	8 701 437	
Fournitures et matériel.....	2 583 755		Fournitures et matériel.....	38 695	
	<u>85 764 476</u>				8 940 800
Bureau de la direction			Gestion des locaux		
Traitements et salaires.....	4 613 449		Traitements et salaires.....	1 231 987	
Avantages sociaux.....	585 845		Avantages sociaux.....	190 474	
Transports et communications.....	83 658		Transports et communications.....	27 272	
Services.....	198 495		Services.....	37 221 752	
Fournitures et matériel.....	8 428		Fournitures et matériel.....	3 596	
	<u>5 489 875</u>				38 675 081
Services opérationnels			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	13 840 929		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	2 023 562		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		71 306
Transports et communications.....	200 492		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
Services.....	3 513 396		la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
Fournitures et matériel.....	2 524 161				<u>104 640</u>
	<u>22 102 540</u>		Politiques stratégiques (Poste 2)		
Ressources humaines			Traitements et salaires.....	18 342 860	
Traitements et salaires.....	2 812 199		Avantages sociaux.....	2 537 105	
Avantages sociaux.....	496 441		Transports et communications.....	74 351	
Transports et communications.....	26 005		Services.....	2 462 827	
Services.....	535 955		Fournitures et matériel.....	15 636	
Fournitures et matériel.....	969				<u>23 432 779</u>
	<u>3 871 569</u>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services de communication			PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Traitements et salaires.....	5 087 335		DU MINISTÈRE.....		<u>109 301 895</u>
Avantages sociaux.....	707 841				
Transports et communications.....	29 828				
Services.....	851 701				
Fournitures et matériel.....	7 906				
	<u>6 684 611</u>				

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES
3	9 836 841 400	(59 962 800)	9 776 878 600	Soutien financier et soutien à l'emploi.... 9 645 642 950
7	34 970 200	8 971 400	43 941 600	Bureau des obligations familiales..... 43 612 040
20	2 082 704 100	35 224 000	2 117 928 100	Enfants et jeunes à risque..... 2 111 294 269
				Soutiens aux particuliers
21	5 018 688 200	43 483 700	5 062 171 900	et aux familles 4 958 920 607
22	1 193 194 700	(122 694 700)	1 070 500 000	Prestation ontarienne pour enfants..... 1 069 821 564
				Groupement de l'information et de la
				technologie de l'information pour
				les services sociaux et les
				services à l'enfance et à
26	68 149 000	36 369 500	104 518 500	la jeunesse..... 100 200 338
28	23 654 300	(999 400)	22 654 900	Condition féminine..... 22 387 176
				Créances irrécouvrables,
L	70 128 300	0	70 128 300	<i>Loi sur l'administration financière</i> 63 520 623
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	18 328 330 200	(59 608 300)	18 268 721 900	AUX ENFANTS ET AUX ADULTES... 18 015 399 567
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	78 836 500	2 868 500	81 705 000	Services aux enfants et aux adultes..... 65 198 259
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	78 836 500	2 868 500	81 705 000	AUX ENFANTS ET AUX ADULTES... 65 198 259

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023**

Description du programme :

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Enfants et jeunes à risque (Poste 20)		
Traitements et salaires.....		168 052 993	Traitements et salaires.....		107 900 974
Avantages sociaux.....		31 148 852	Avantages sociaux.....		22 284 000
Transports et communications.....		8 839 161	Transports et communications.....		1 594 665
Services.....		24 839 727	Services.....		18 315 941
Fournitures et matériel.....		1 242 982	Fournitures et matériel.....		3 497 171
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien			Bien-être de l'enfance -		
aux personnes handicapées -			soutiens aux collectivités		
Soutien financier.....	5 455 792 380		et à la prévention.....	99 330 414	
Programme ontarien de soutien			Bien-être de l'enfance -		
aux personnes handicapées -			soutiens aux collectivités		
Soutien à l'emploi.....	27 447 100		autochtones et à la prévention..	94 388 226	
Programme Ontario au travail -			Services de justice pour la		
Soutien financier.....	2 579 574 550		jeunesse.....	113 568 234	
Programme Ontario au travail -			Services de protection		
Soutien à l'emploi.....	182 780 988		de l'enfance.....	1 650 414 699	
Programme de médicaments					1 957 701 573
de l'Ontario.....	1 165 924 217		Autres opérations.....	(55)	
		9 411 519 235			2 111 294 269
		9 645 642 950			
Crédits législatifs			Services de protection de l'enfance		
Autres opérations			Traitements et salaires.....	12 413 486	
Créances irrécouvrables,			Avantages sociaux.....	1 782 023	
Loi sur l'administration financière.....		63 520 623	Transports et communications.....	202 567	
		63 520 623	Services.....	3 161 335	
			Fournitures et matériel.....	18 153	
Bureau des obligations familiales (Poste 7)			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	27 379 418		Bien-être de l'enfance -		
Avantages sociaux.....	5 116 617		soutiens aux collectivités		
Transports et communications.....	991 427		et à la prévention.....	99 330 414	
Services.....	9 967 197		Bien-être de l'enfance -		
Fournitures et matériel.....	157 381		soutiens aux collectivités		
	43 612 040		autochtones et à la prévention..	94 388 226	
			Services de protection		
			de l'enfance.....	1 650 414 699	
					1 861 710 903

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
Services de justice pour la jeunesse			Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle		
Traitements et salaires.....	95 487 488		Traitements et salaires.....	9 443 240	
Avantages sociaux.....	20 501 977		Avantages sociaux.....	1 455 094	
Transports et communications.....	1 392 098		Transports et communications.....	168 477	
Services.....	15 154 606		Services.....	1 610 292	
Fournitures et matériel.....	3 479 018		Fournitures et matériel.....	5 582	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de justice pour la			Services de soutien.....	1 046 748 128	
jeunesse.....	113 568 234		Résidences avec services de		
Autres opérations.....	(55)		soutien à l'autonomie pour les		
		249 583 366	personnes ayant une		
			déficience intellectuelle.....	2 137 865 343	
					3 197 296 156
Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste 21)			Populations vulnérables		
Traitements et salaires.....	90 807 165		Traitements et salaires.....	3 339 416	
Avantages sociaux.....	17 825 384		Avantages sociaux.....	475 515	
Transports et communications.....	1 251 353		Transports et communications.....	57 178	
Services.....	8 903 203		Services.....	499 082	
Fournitures et matériel.....	1 337 563		Fournitures et matériel.....	937	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de soutien.....	1 046 748 128		Soutiens pour l'intégration		
Soutiens pour l'intégration			communautaire.....	57 458 321	
communautaire.....	57 458 321		Soutien aux victimes de violence..	247 960 896	
Soutien aux victimes de violence..	247 960 896		Stratégie de ressourcement pour		
Stratégie de ressourcement pour			le mieux-être des Autochtones..	47 579 100	
le mieux-être des Autochtones..	47 579 100				357 370 445
Familles en santé.....	79 628 783				
Soutien communautaire aux			Services à l'enfance et à la jeunesse		
enfants et aux jeunes.....	127 722 119		Traitements et salaires.....	34 067 898	
Autisme.....	628 398 845		Avantages sociaux.....	6 382 321	
Services de traitement et de			Transports et communications.....	413 077	
réadaptation pour enfants.....	316 635 715		Services.....	4 665 977	
Besoins particuliers complexes....	148 714 488		Fournitures et matériel.....	1 118 302	
Crédit d'impôt pour les activités			Paiements de transfert		
des enfants.....	84 201		Soutien communautaire aux		
Résidences avec services de			enfants et aux jeunes.....	127 722 119	
soutien à l'autonomie pour les			Autisme.....	628 398 845	
personnes ayant une			Services de traitement et de		
déficience intellectuelle.....	2 137 865 343		réadaptation pour enfants.....	316 635 715	
		4 838 795 939	Besoins particuliers complexes....	148 714 488	
		4 958 920 607	Crédit d'impôt pour les activités		
			des enfants.....	84 201	
			Familles en santé.....	79 628 783	
					1 347 831 726

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
Bureaux régionaux			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	43 956 611		Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)	
Avantages sociaux.....	9 512 454		Avances et montants récupérables.....	64 249 484
Transports et communications.....	612 621		Dépôts et dépenses prépayées.....	948 775
Services.....	2 127 852			<u>65 198 259</u>
Fournitures et matériel.....	212 742			
		56 422 280	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)			PROGRAMME DES SERVICES AUX	
Paiements de transfert			ENFANTS ET AUX ADULTES.....	<u>65 198 259</u>
Subvention équivalant à la				
Prestation ontarienne pour				
enfants.....	9 821 564			
Prestation ontarienne pour				
enfants.....	1 060 000 000			
		1 069 821 564		
Groupement de l'information et de la technologie de l'information				
pour les services sociaux et les services à l'enfance et				
à la jeunesse (Poste 26)				
Traitements et salaires.....	41 194 834			
Avantages sociaux.....	5 928 839			
Transports et communications.....	271 953			
Services.....	67 049 417			
Fournitures et matériel.....	75 363			
		114 520 406		
Moins : Recouvrements.....	14 320 068			
		<u>100 200 338</u>		
Condition féminine (Poste 28)				
Traitements et salaires.....	2 753 433			
Avantages sociaux.....	479 504			
Transports et communications.....	22 777			
Services.....	202 400			
Fournitures et matériel.....	5 900			
Paiements de transfert				
Initiatives d'autonomisation				
économique.....	8 736 745			
Initiatives de prévention de				
la violence.....	10 186 417			
		18 923 162		
		<u>22 387 176</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES AUX				
ENFANTS ET AUX ADULTES.....		<u>18 015 399 567</u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.
	1 000	0	1 000	0

Description du programme :

La Stratégie de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				SERVICES À L'ENFANCE ET
				SERVICES SOCIAUX ET
				COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires -
				programme d'immobilisations
				dans l'infrastructure - actifs
9	1 000	0	1 000	fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICES
				À L'ENFANCE ET SERVICES
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET
				SERVICES SOCIAUX ET
				COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires -
1	72 609 600	(6 203 700)	66 405 900	infrastructure..... 66 089 318
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires - logiciels
2	1 000	0	1 000	et applications de gestion..... 0
				Amortissement,
L	59 079 300	0	59 079 300	Loi sur l'administration financière..... 38 562 491
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES
				À L'ENFANCE ET SERVICES
				SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION..
	131 690 900	(6 203 700)	125 487 200	104 651 809

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
704				
BIENS IMMOBILISÉS				
				SERVICES À L'ENFANCE ET
				SERVICES SOCIAUX ET
				COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires - biens
3	141 500	140 500	282 000	immobilisés liés à l'infrastructure..... 155 111
				Services à l'enfance et Services
				sociaux et communautaires -
				logiciels et applications de
4	20 029 800	(4 349 800)	15 680 000	gestion - biens immobilisés..... 15 286 569
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -
				SERVICES À L'ENFANCE ET
				SERVICES SOCIAUX ET
				COMMUNAUTAIRES -
				PROGRAMME D'IMMOBILISATION.. 15 441 680
	20 171 300	(4 209 300)	15 962 000	

Description du programme :

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -
PROGRAMME D'IMMOBILISATION - CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure (Poste 1)			Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)	
Paiements de transfert			Investissements dans des immobilisations	
Renouvellement des installations			corporelles.....	155 111
des partenaires.....	14 023 398			<u>155 111</u>
Subventions d'immobilisations.....	51 300 753			
		65 324 151	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés (Poste 4)	
Autres opérations			Logiciels d'application de gestion -	
Investissements dans les			traitements et salaires.....	389 697
immobilisations.....	765 167		Logiciels d'application de gestion -	
		765 167	avantages sociaux.....	58 497
		<u>66 089 318</u>	Logiciels d'application de gestion -	
Crédits législatifs			coûts relatifs aux immobilisations.....	14 838 375
Amortissement,				<u>15 286 569</u>
Loi sur l'administration financière.....		38 562 491	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		<u>38 562 491</u>	SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -	
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES			PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....	15 441 680
SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -				<u><u>15 441 680</u></u>
PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....		104 651 809		
		<u><u>104 651 809</u></u>		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave (aide financière du POSPH)	070203	Oui	Non	119 724 903
Services de protection de l'enfance	070220	Oui	Non	1 650 414 699
Bien-être de l'enfance – soutiens aux collectivités et à la prévention	070220	Oui	Non	89 975 325
Programme de visites surveillées (Bien-être de l'enfance – soutiens aux collectivités et à la prévention)	070220	Oui	Non	9 355 089
Bien-être de l'enfance – soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	070220	Oui	Non	94 388 226
Justice pour la jeunesse	070220	Oui	Non	113 568 234
Services de soutien	070221	Oui	Non	1 046 748 128
Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	070221	Oui	Non	2 137 865 343
Soutiens pour l'intégration communautaire	070221	Oui	Non	57 458 321
Soutien aux victimes de violence	070221	Oui	Non	247 960 896
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	070221	Oui	Non	47 579 100
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	070221	Oui	Non	127 722 119
Autisme	070221	Oui	Non	628 398 845
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	070221	Oui	Non	316 635 715
Besoins particuliers complexes	070221	Oui	Non	148 714 488
Familles en santé	070221	Oui	Non	79 628 783
Initiatives d'autonomisation économique	070228	Oui	Non	8 736 745
Initiatives de prévention de la violence	070228	Oui	Non	10 186 417
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subventions d'immobilisations/principales immobilisations	070401	Oui	Oui	51 300 753
Renouvellement des installations des partenaires	070401	Oui	Oui	14 023 398
TOTAL				7 000 385 527

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	322 627 673	313 734 267
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	62 506 557	79 809 832
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	66 959 720	66 936 548
Fonds de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs.....	4 838 633	1 700 000
Logement en milieu de soutien.....	1 988 694	2 108 787
Fonds de soutien des familles.....	1 028 585	1 028 858
Initiative Canada-Ontario de lignes d'assistance téléphonique en cas de crise pour les personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe.....	1 200 000	0
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale.....	2 300 000	0
Autres.....	421 000	389 000
	<u>463 870 862</u>	<u>465 707 292</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres.....	13 679 975	(1 260 870)
	<u>13 679 975</u>	<u>(1 260 870)</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	930 478	929 298
Frais liés à l'accès à l'information.....	20 862	31 349
Maison pour groupe d'enfants.....	6 000	27 372
Frais pour chèques refusés.....	525	210
	<u>957 865</u>	<u>988 229</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>44</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	221 811 215	133 918 714
Frais de fonctionnement.....	20 968 197	32 903 575
Subventions.....	1 895 040	4 735 514
	<u>244 674 452</u>	<u>171 557 803</u>
DIVERS		
Divers.....	3 999 738	3 737 254
Pénalités – intérêt.....	8 934 582	1 655 877
Comptes de subrogation.....	163 525	420 526
	<u>13 097 845</u>	<u>5 813 657</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>736 281 043</u>	<u>642 806 111</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-390
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-392
POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....	2-395
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPEÉS DE L'ONTARIO.....	2-398
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-394
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-400
ÉTAT DES RECETTES.....	2-401

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021-2022		2022-2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
7 093 504	Administration du ministère	7 176 614	6 822 460
112 593 478	Politiques, programmes et partenariats stratégiqu	229 293 400	223 707 796
6 857 755	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	7 005 400	6 752 978
126 544 737	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	243 475 414	237 283 234
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	0	0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	4 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 000	0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	7 562 600	(450 000)	7 112 600	Administration du ministère..... 6 756 492
L	47 841	0	47 841	Traitement versé à ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>7 626 614</u>	<u>(450 000)</u>	<u>7 176 614</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 6 822 460
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 988 778
Avantages sociaux.....	633 860
Transports et communications.....	56 996
Services.....	1 055 078
Fournitures et matériel.....	21 780
	<u>6 756 492</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
	<u>65 968</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u><u>6 822 460</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
3502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES
1	220 422 000	8 870 400	229 292 400	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 223 707 796
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>220 423 000</u>	<u>8 870 400</u>	<u>229 293 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES... 223 707 796
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES... 0

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3502				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Programmes et partenariats stratégiques pour les aînés et l'accessibilité.....
2	1 000	0	1 000	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				POLITIQUES, PROGRAMMES ET
				PARTENARIATS STRATÉGIQUES...
	1 000	0	1 000	0

Description du programme :

Le ministère élabore, met en œuvre et évalue des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur emploi, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; faire avancer l'accessibilité et éduquer les intervenants sur la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario dans le cadre du programme InterActions pour le changement et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 637 714
Avantages sociaux.....		708 845
Transports et communications.....		38 539
Services.....		1 273 238
Fournitures et matériel.....		11 933
Paielements de transfert		
Paielement de transfert, Affaires		
des personnes âgées.....	34 813 292	
Crédit d'impôt aux aînés pour la		
sécurité à domicile.....	24 120 378	
Accessibilité - paielement de		
transfert.....	1 475 757	
Programme d'adaptation des		
habitations et des véhicules.....	15 628 100	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour		
les soins à domicile à		
l'intention des aînés.....	140 000 000	
		216 037 527
		223 707 796
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
POLITIQUES, PROGRAMMES ET		
PARTENARIATS STRATÉGIQUES.....		223 707 796

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3503				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ACCESSIBILITÉ POUR LES
				PERSONNES HANDICAPÉES DE
				L'ONTARIO
				Accessibilité pour les personnes
1	6 904 400	100 000	7 004 400	handicapées de l'Ontario..... 6 752 978
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				ACCESSIBILITÉ POUR LES
				PERSONNES HANDICAPÉES DE
	6 905 400	100 000	7 005 400	L'ONTARIO..... 6 752 978

Description du programme :

Le ministère encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la gérance générale et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, de l'examen législatif de la LAPHO même, tel que l'exige celle-ci, ainsi que de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministère assure également la surveillance de la Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario (LPHO).

Le ministère mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., des webinaires et des ressources pédagogiques) à l'intention des organismes œuvrant pour les personnes handicapées et des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 801 591
Avantages sociaux.....	658 795
Transports et communications.....	72 594
Services.....	1 194 800
Fournitures et matériel.....	25 198
	<u>6 752 978</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES	
HANDICAPÉES DE L'ONTARIO.....	<u>6 752 978</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Crédit d'impôt aux aînés pour la sécurité à domicile	350201	Non	Oui	24 120 378
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées *	350201	Oui	Oui	34 813 292
Accessibilité - paiement de transfert	350201	Oui	Oui	1 475 757
Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	350201	Oui	Non	15 628 100
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins à domicile à l'intention des aînés	350201	Non	Non	140 000 000
TOTAL				216 037 527

* La ligne de paiement de transfert pour les aînés comprend des programmes de paiement de transfert à la fois ponctuels et continus.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023 \$	2022 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme du marché du travail.....	0	268 978
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	4 610 811	1 554 241
DIVERS.....	1 096	169
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	4 611 907	1 823 388

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-404
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-406
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-409
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	2-411
SERVICE ONTARIO.....	2-417
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-420
GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-423
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....	2-427
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-430
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-408, 2-415, 2-416, 2-419, 2-426, 2-429, 2-433
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-434
ÉTAT DES RECETTES.....	2-435

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
32 548 599	Administration du ministère	32 144 314	30 673 149
16 062 131	Information, protection de la vie privée et archives publiques	16 308 900	16 275 889
255 014 028	Services communs de l'Ontario	274 798 000	656 897 295
258 119 223	ServiceOntario	259 083 800	253 776 472
21 359 753	Services aux consommateurs	20 108 600	19 601 832
73 786 940	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	76 229 300	76 228 096
358 278 586	Projets d'infrastructure du gouvernement	365 557 900	345 282 588
147 309 533	Services organisationnels de technologie de l'information	155 786 200	154 824 771
1 162 478 793	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	1 200 017 014	1 553 560 092
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
200 573 374	Services communs de l'Ontario	204 551 600	160 028 745
0	Services aux consommateurs	0	0
971 335	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 224 000	857 158
31 572 113	Services organisationnels de technologie de l'information	50 000 000	46 988 987
233 116 822	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	255 775 600	207 874 890

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
3 060 643	Information, protection de la vie privée et archives publiques	2 962 200	2 962 106
7 316 372	Services communs de l'Ontario	8 233 800	7 640 542
7 489 941	ServiceOntario	10 884 900	9 714 998
0	Services aux consommateurs	1 000	0
2 153 867	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 155 100	2 153 867
95 602 249	Projets d'infrastructure du gouvernement	177 716 400	173 987 070
9 549 158	Services organisationnels de technologie de l'information	13 071 300	11 247 543
125 172 230	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	215 025 700	207 706 126
BIENS IMMOBILISÉS			
1 690 069	Services communs de l'Ontario	3 007 100	2 936 782
9 131 045	ServiceOntario	10 826 900	9 293 535
0	Services aux consommateurs	0	0
0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	0	0
244 633 682	Projets d'infrastructure du gouvernement	288 596 300	278 592 210
55 741 234	Services organisationnels de technologie de l'information	52 691 900	49 800 350
311 196 030	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	355 122 200	340 622 877

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	33 311 300	(1 231 000)	32 080 300	Administration du ministère..... 30 594 588
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
L	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
				<i>le Conseil exécutif</i> 29 260
	<u>33 375 314</u>	<u>(1 231 000)</u>	<u>32 144 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 30 673 149
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère..... 0
				Amortissement, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	(1 000)	1 000	

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à obtenir des résultats conformes aux priorités du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la coordination des initiatives de politiques et ministérielles. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	18 800 014		Traitements et salaires.....	3 150 902	
Avantages sociaux.....	2 618 066		Avantages sociaux.....	452 547	
Transports et communications.....	162 688		Transports et communications.....	14 719	
Services.....	8 908 709		Services.....	863 785	
Fournitures et matériel.....	105 111		Fournitures et matériel.....	7 932	
	<u>30 594 588</u>			<u>4 489 885</u>	
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	3 269 696		Traitements et salaires.....	2 726 555	
Avantages sociaux.....	384 633		Avantages sociaux.....	370 206	
Transports et communications.....	57 542		Transports et communications.....	9 883	
Services.....	203 991		Services.....	68 508	
Fournitures et matériel.....	4 644		Fournitures et matériel.....	1 187	
	<u>3 920 506</u>			<u>3 176 339</u>	
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	9 652 861		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	1 410 680		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....	57 212		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	504 828		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	29 260	
Fournitures et matériel.....	57 240			<u>78 561</u>	
	<u>11 682 821</u>				
Services juridiques			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	23 332		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services.....	7 267 597			<u><u>30 673 149</u></u>	
Fournitures et matériel.....	34 108				
	<u>7 325 037</u>				

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES
7	16 643 700	(334 800)	16 308 900	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 16 275 889
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES..... 16 275 889
	<u>16 643 700</u>	<u>(334 800)</u>	<u>16 308 900</u>	<u>16 275 889</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	2 962 200	0	2 962 200	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 2 962 106
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES..... 2 962 106
	<u>2 962 200</u>	<u>0</u>	<u>2 962 200</u>	<u>2 962 106</u>

Description du programme :

La Division de l'information, de la protection de la vie privée et des Archives publiques est responsable du leadership stratégique général concernant la garde des documents, l'accès à l'information et la protection de la vie privée pour la fonction publique de l'Ontario, les organismes et certains éléments du secteur parapublic. Elle supervise les Archives de l'Ontario (les plus grandes archives provinciales au Canada) qui collectent et préservent des documents gouvernementaux et privés d'importance historique et provinciale, y donnent accès et en encouragent l'utilisation par le public.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES

AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CREDIT
1809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)			Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	8 089 190		Services.....	2 962 106
Avantages sociaux.....	1 392 946			2 962 106
Transports et communications.....	536 991			
Services.....	15 367 785		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Fournitures et matériel.....	70 514		PROGRAMME DES INFORMATION,	
Paiements de transfert			PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES	
Subventions à l'appui des			PUBLIQUES	2 962 106
Archives publiques de l'Ontario.	20 000			
	20 000			
	25 477 426			
Moins : recouvrements.....	9 201 537			
	16 275 889			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES INFORMATION,				
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES				
PUBLIQUES	16 275 889			

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
5	324 659 500	(63 365 500)	261 294 000	Services communs de l'Ontario..... 196 649 648
				Services centralisés de la FPO –
				Commission de la sécurité
				professionnelle et de l'assurance
27	1 000	0	1 000	contre les accidents du travail..... 0
				Fonds d'indemnisation des victimes
				d'accidents de véhicules
31	1 000	0	1 000	automobiles..... 0
L	13 500 000	0	13 500 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne..</i> 6 741 789
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
				<i>l'administration financière, Fonds</i>
				<i>d'indemnisation des victimes</i>
L	1 000	0	1 000	<i>d'accidents de véhicules automobiles</i> 36 413 187
				Droits de créance - Fonds
				d'indemnisation des victimes
L	1 000	0	1 000	d'accidents de véhicules automobiles. 267 406 193
				Équipement de protection individuelle/
				Fournitures et équipements essentiels,
				<i>Loi de 2022 sur l'approvisionnement</i>
				<i>en équipement de protection</i>
				<i>individuelle et la production d'un tel</i>
L	0	0	0	<i>équipement.....</i> 149 686 478
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				COMMUNS DE L'ONTARIO.....
	338 163 500	(63 365 500)	274 798 000	656 897 295

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
6	250 001 000	(45 449 400)	204 551 600	Services communs de l'Ontario..... 160 028 745
				Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules
32	1 000	(1 000)	0	automobiles..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 160 028 745
	250 002 000	(45 450 400)	204 551 600	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO
12	3 000	872 000	875 000	Services communs de l'Ontario..... 0
				Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules
33	1 000	(1 000)	0	automobiles..... 0
				Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur</i>
L	7 357 800	0	7 357 800	<i>l'administration financière</i> 7 083 719
				Amortissement – Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration</i>
L	1 000	0	1 000	<i>financière</i> 556 823
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 7 640 542
	7 362 800	871 000	8 233 800	
BIENS IMMOBILISÉS				
14	2 103 000	904 100	3 007 100	Services communs de l'Ontario..... 2 936 782
				Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules
34	1 000	(1 000)	0	automobiles..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 2 936 782
	2 104 000	903 100	3 007 100	

non vérifié

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Les Services communs de l'Ontario offrent des services internes centralisés à tous les ministères, aux fonctionnaires et à certains organismes de l'Ontario, notamment du soutien à l'approvisionnement aux entités du secteur parapublic. Le programme exécute des fonctions opérationnelles internes essentielles, notamment l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, le traitement des opérations financières, le traitement et l'administration des paiements de transfert, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO. Le programme est aussi responsable de l'orientation générale et de l'obligation de rendre compte en matière de paiements de transfert concernant ApprovisiOntario, un organisme d'approvisionnement centralisé qui permet l'application d'une approche pangouvernementale dans l'achat de biens et de services.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services communs de l'Ontario (Poste 5)			Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)		
Traitements et salaires.....	119 181 429		Traitements et salaires.....	2 161 695	
Avantages sociaux.....	18 757 084		Avantages sociaux.....	335 483	
Transports et communications.....	20 874 547		Transports et communications.....	8 729	
Services.....	98 275 550		Services.....	5 773 346	
Fournitures et matériel.....	1 981 323		Fournitures et matériel.....	5 205	
Palements de transfert			Palements de transfert		
ApprovisiOntario.....	12 351 473		Fonds d'indemnisation des		
	12 351 473		victimes d'accidents de		
Autres opérations.....	29 163		véhicules automobiles.....	35 587 909	
	271 450 569			35 587 909	
Moins : Recouvrements.....	74 800 921			43 872 367	
	196 649 648		Moins : recouvrements.....	43 872 367	
				0	
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 27)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	69 237 746		PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE		
Moins : Recouvrements.....	69 237 746		L'ONTARIO.....	656 897 295	
	0				
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs			Services communs de l'Ontario (Poste 6)		
Autre opérations			Dépôts et charges payées d'avance.....	1 646 718	
<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>	6 741 789		Stocks d'équipement de protection individuelle et de		
<i>Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration</i>			fournitures et équipements essentiels.....	158 382 027	
<i>financière, Fonds d'indemnisation des victimes</i>				160 028 745	
<i>d'accidents de véhicules automobiles.....</i>	36 413 187		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Transferts du compte à fin désignée, <i>Loi sur</i>			PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE		
<i>l'indemnisation des victimes d'accidents de</i>			L'ONTARIO.....	160 028 745	
<i>véhicules automobiles.....</i>	267 406 193				
Équipement de protection individuelle/Fournitures					
et équipements essentiels, <i>Loi de 2022 sur</i>					
<i>l'approvisionnement en équipement de</i>					
<i>protection individuelle et la production d'un tel</i>					
<i>équipement.....</i>	149 686 478				
	460 247 647				

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs			Services communs de l'Ontario (Poste 14)	
Autre opérations			Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs	
Amortissement – <i>Loi sur</i>			aux immobilisations.....	2 936 782
<i>l'administration financière</i>	8 244 644		Machines et équipement.....	0
Moins : recouvrements.....	1 160 925			<u>2 936 782</u>
		7 083 719		
Amortissement – Fonds d'indemnisation des			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
victimes d'accidents de véhicules automobiles,			PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE	
<i>Loi sur l'administration financière</i>		556 823	L'ONTARIO	<u><u>2 936 782</u></u>
		<u>7 640 542</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE				
L'ONTARIO		<u><u>7 640 542</u></u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				SERVICEONTARIO
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	238 769 000	15 012 800	253 781 800	ServiceOntario..... 253 774 647
				Demandes d'indemnisation adressées à
				la Caisse d'assurance des droits
				<i>immobiliers, Loi sur l'enregistrement</i>
L	5 001 000	0	5 001 000	<i>des droits immobiliers..... 0</i>
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	301 000	0	301 000	<i>l'administration financière..... 1 825</i>
	<u>244 071 000</u>	<u>15 012 800</u>	<u>259 083 800</u>	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				SERVICEONTARIO..... 253 776 472
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	(1 000)	0	ServiceOntario..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	10 884 900	0	10 884 900	<i>l'administration financière..... 9 714 998</i>
	<u>10 885 900</u>	<u>(1 000)</u>	<u>10 884 900</u>	TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				SERVICEONTARIO..... 9 714 998

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				SERVICEONTARIO
BIENS IMMOBILISÉS				
3	6 608 400	4 218 500	10 826 900	ServiceOntario..... 9 293 535
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	6 608 400	4 218 500	10 826 900	SERVICEONTARIO..... 9 293 535

Description du programme :

ServiceOntario offre aux Ontariens et aux Ontariennes un accès rapide, courtois et simple à de nombreux renseignements et services gouvernementaux – en ligne, en personne et au téléphone. Les particuliers et les entreprises peuvent obtenir l'aide dont ils ont besoin concernant les services de l'état civil, les services relatifs aux permis de conduire et à l'immatriculation, les cartes Santé de l'Ontario et les cartes-photo de l'Ontario, les enregistrements fonciers et des entreprises et les permis d'exercer une activité professionnelle et des activités de plein air. ServiceOntario donne la priorité aux gens dans toutes ses activités, offrant à la clientèle une expérience uniforme et inclusive.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS
SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	121 193 891	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	22 251 484	Amortissement, <i>Loi sur</i>	
Transports et communications.....	13 657 194	<i>L'administration financière</i>	9 714 998
Services.....	111 934 617		9 714 998
Fournitures et matériel.....	13 108 644		
	282 145 830	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : recouvrements.....	28 371 183	SERVICEONTARIO.....	9 714 998
	253 774 647		
Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		ServiceOntario (Poste 3)	
<i>L'administration financière</i>	1 825	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs	
	1 825	aux immobilisations.....	9 293 535
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			9 293 535
SERVICEONTARIO.....	253 776 472	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		SERVICEONTARIO.....	9 293 535

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				SERVICES AUX CONSOMMATEURS
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	18 153 900	1 952 700	20 106 600	Services aux consommateurs..... 19 601 832
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	2 000	0	2 000	sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICES
	18 155 900	1 952 700	20 108 600	AUX CONSOMMATEURS..... 19 601 832
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICES
	1 000	(1 000)	0	AUX CONSOMMATEURS..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
				Amortissement, <i>Loi</i>
L	1 000	0	1 000	sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES
	3 000	(2 000)	1 000	AUX CONSOMMATEURS..... 0

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1816				
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	(1 000)	0	0
	1 000	(1 000)	0	
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS
				Services aux consommateurs..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				SERVICES AUX
				CONSOMMATEURS..... 0

Description du programme :

Les Services aux consommateurs sont responsables de politiques, de programmes et de services répondant aux besoins des consommateurs et des entreprises de l'Ontario à la maison, en ligne et dans nos collectivités. En partenariat avec les autorités administratives, ils aident les consommateurs à se renseigner sur leurs droits pour prendre des décisions éclairées, adoptent des mesures de conformité et d'application de la loi en réponse aux infractions et soutiennent les entreprises dans un environnement commercial concurrentiel. Les Services aux consommateurs veillent également à ce que les restes humains trouvés hors des cimetières, notamment ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs s'engagent à protéger les consommateurs, mettent en œuvre des politiques relatives à tout un éventail de questions touchant la protection des consommateurs, l'état civil et la sécurité du public et soutiennent le renouvellement du droit des entreprises en Ontario.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		13 221 909
Avantages sociaux.....		2 054 408
Transports et communications.....		208 800
Services.....		1 397 792
Fournitures et matériel.....		37 128
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux		
consommateurs.....	2 681 795	
		2 681 795
		19 601 832
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES AUX		
CONSOMMATEURS.....		19 601 832

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
1	82 099 300	(5 870 000)	76 229 300	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 76 228 096
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 76 228 096
	<u>82 099 300</u>	<u>(5 870 000)</u>	<u>76 229 300</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 224 000	0	1 224 000	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 857 158
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 857 158
	<u>1 224 000</u>	<u>0</u>	<u>1 224 000</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1817				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
3	2 000	(2 000)	0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 2 153 867
L	2 155 100	0	2 155 100	
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 2 153 867
	2 157 100	(2 000)	2 155 100	
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000	(1 000)	0	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... 0
	1 000	(1 000)	0	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services aux aînés et Accessibilité, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel. Le Groupement est également responsable des services organisationnels d'infoCentre (SOIC) qui, en tant que service central commun obligatoire, rendent possible l'exécution de plus de 40 programmes dans tout le gouvernement.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBLISATIONS	
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	33 701 233	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	4 589 345	Amortissement – <i>Loi sur</i>	
Transports et communications.....	1 585 619	<i>l'administration financière</i>	3 346 367
Services.....	90 770 926	Moins : recouvrements.....	1 192 500
Fournitures et matériel.....	59 124		2 153 867
	130 706 247		
Moins : recouvrements.....	54 478 151		
	76 228 096		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –	
GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION		GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION	
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....		DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	
	76 228 096		2 153 867
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 7)			
Dépôts et charges payées d'avance.....	857 158		
	857 158		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION			
DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....			
	857 158		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1820				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT
1	345 579 100	19 978 800	365 557 900	Biens immobiliers..... 345 282 588
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	0	0	0	<i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 345 282 588
	<u>345 579 100</u>	<u>19 978 800</u>	<u>365 557 900</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	98 067 200	79 647 200	177 714 400	Biens immobiliers..... 173 987 070
				Biens immobiliers - charges liées aux
4	1 000	(1 000)	0	biens immobilisés..... 0
				Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>
L	2 000	0	2 000	<i>financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT..... 173 987 070
	<u>98 070 200</u>	<u>79 646 200</u>	<u>177 716 400</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1820				
BIENS IMMOBILISÉS				PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT
3	360 743 700	(72 147 400)	288 596 300	Biens immobiliers..... 278 592 210
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU
	360 743 700	(72 147 400)	288 596 300	GOUVERNEMENT..... 278 592 210

Description du programme :

Le programme des projets d'infrastructure du gouvernement est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement par un travail lié aux politiques et l'exécution des programmes. Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour mettre en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme.

Le programme est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et d'optimiser la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement, organismes et secteur parapublic). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant l'utilisation par la fonction publique de l'Ontario de ses espaces de bureau afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT – CRÉDIT 1820

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Biens immobiliers (Poste 1)			Biens immobiliers (Poste 2)	
Traitements et salaires.....		9 861 054	Transports et communications.....	8 025
Avantages sociaux.....		1 308 835	Services.....	173 979 045
Transports et communications.....		115 635		<u>173 987 070</u>
Services.....		341 208 229		
Fournitures et matériel.....		75 988	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paielements de transfert			PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	
Transactions immobilières.....	2 489 800		GOUVERNEMENT.....	<u>173 987 070</u>
		2 489 800		
Autres opérations.....		20 784 179		
		<u>375 843 720</u>	BIENS IMMOBILISÉS	
Moins : recouvrements.....		30 561 132	Biens immobiliers (Poste 3)	
		<u>345 282 588</u>		
			Terrains.....	18 319 349
Crédits législatifs			Immeubles – diversification des modes	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			financement et de l'approvisionnement.....	260 272 861
<i>L'administration financière</i>		0		<u>278 592 210</u>
		<u>0</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU			PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU	
GOUVERNEMENT.....		<u>345 282 588</u>	GOUVERNEMENT.....	<u>278 592 210</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DES SERVICES				
ORGANISATIONNELS DE				
TECHNOLOGIE DE				
L'INFORMATION				
1821				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				Services organisationnels d'information
1	156 114 200	(329 000)	155 785 200	et de technologie de l'information..... 154 824 771
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	1 000	0	1 000	sur l'administration financière..... 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE
				TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. 154 824 771
	<u>156 115 200</u>	<u>(329 000)</u>	<u>155 786 200</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Services organisationnels d'information
4	30 000 000	20 000 000	50 000 000	et de technologie de l'information..... 46 988 987
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE
				TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. 46 988 987
	<u>30 000 000</u>	<u>20 000 000</u>	<u>50 000 000</u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
PROGRAMME DES SERVICES				
ORGANISATIONNELS DE				
TECHNOLOGIE DE				
L'INFORMATION				
1821				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services organisationnels d'information
2	9 447 600	(1 000)	9 446 600	et de technologie de l'information..... 9 330 820
				Amortissement, <i>Loi</i>
L	3 624 700	0	3 624 700	sur l'administration financière..... 1 916 723
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE
	13 072 300	(1 000)	13 071 300	L'INFORMATION..... 11 247 543
BIENS IMMOBILISÉS				
				Services organisationnels d'information
3	53 214 000	(522 100)	52 691 900	et de technologie de l'information..... 49 800 350
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
				ORGANISATIONNELS DE
	53 214 000	(522 100)	52 691 900	L'INFORMATION..... 49 800 350

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique, des organismes et du secteur parapublic de l'Ontario.

Le programme est responsable de l'élaboration de plans axés sur l'évolution des capacités en TI afin de transformer la prestation des services au public, l'apport de solutions numériques centrées sur les utilisateurs et la création de résultats favorables pour l'Ontario. Cela inclut une feuille de route gouvernementale en technologie afin de tirer les bénéfices d'une gestion stratégique des technologies, des produits et des services et de coordonner les investissements technologiques à l'échelle de tous les ministères. Ces plans transformeront la prestation des services au public et apporteront des solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables.

Le programme veille à la sécurité permanente des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes, à l'établissement et à la tenue à jour des politiques opérationnelles, des normes techniques et des lignes directrices de la FPO en TI et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1821

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)
Traitements et salaires..... 124 394 735	Services..... 9 330 820
Avantages sociaux..... 18 020 652	<u>9 330 820</u>
Transports et communications..... 26 020 595	
Services..... 334 380 804	Crédits législatifs
Fournitures et matériel..... 10 089 787	
<u>512 906 573</u>	Autres opérations
Moins : recouvrements..... 358 081 802	Amortissement – <i>Loi sur</i>
<u>154 824 771</u>	<i>l'administration financière</i> 44 360 805
	Moins : recouvrements..... 42 444 082
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	<u>1 916 723</u>
PROGRAMME DES SERVICES	
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
DE L'INFORMATION..... 154 824 771	PROGRAMME DES SERVICES
	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	DE L'INFORMATION..... 11 247 543
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information technologie de l'information (Poste 4)	
Dépôts et charges payées d'avance..... 46 988 987	BIENS IMMOBILISÉS
<u>46 988 987</u>	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	Matériel de technologie de l'information..... 41 268 312
PROGRAMME DES SERVICES	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs
ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	aux immobilisations..... 8 532 038
DE L'INFORMATION..... 46 988 987	<u>49 800 350</u>
	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	PROGRAMME DES SERVICES
	ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE
	DE L'INFORMATION..... 49 800 350

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS**

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022-2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	180907	Oui	Non	20 000
Subventions pour les services aux consommateurs	181601	Oui	Non	2 681 795
Transactions immobilières	182001	Non	Oui	2 489 800
TOTAL				5 191 595

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19.....	5 360 987	63 966 840
Travaux statistiques.....	432 501	2 860 351
	5 793 488	66 827 191
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	 874 152	 655 305
 FEES, LICENCES AND PERMITS		
Loi sur les sûretés mobilières.....	62 313 361	54 160 526
Constitutions en sociétés.....	29 681 019	30 837 990
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	18 882 713	17 194 328
Loi sur les noms commerciaux.....	9 062 605	11 077 525
Recherches et certificats.....	9 808 915	9 681 051
Loi sur le mariage.....	3 470 276	3 222 718
Loi sur les organismes d'application délégués.....	3 643 807	1 945 397
Loi sur le changement de nom.....	1 709 467	1 587 011
Loi sur les sociétés en commandite.....	1 381 115	1 275 466
Certificat d'authenticité.....	1 187 034	1 092 577
Loi de concernant les prêts sur salaire.....	479 015	614 670
Commissaire aux affidavits.....	575 670	441 406
Permis extraprovinciaux.....	112 006	107 174
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette.....	21 820	17 589
Déclarations annuelles obligatoires.....	0	1,025
Autres.....	124 077 064	1 045 433
	266 405 885	134 301 886
 AMENDES ET PÉNALITÉS.....	 13 100	 5 915
 VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes.....	1 120 203	1 180 975
Autres.....	175 742 429	199 614 038
	176 862 632	200 795 013
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	 5 311 409	 10 610 751

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS		
Intérêt.....	5 647 760	8 248
Autres.....	51 075 478	114 208 909
	<u>56 723 238</u>	<u>114 217 157</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>511 983 904</u>	<u>527 413 218</u>

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-438
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-439
FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....	2-441
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-440
ÉTAT DES RECETTES.....	2-444

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
7 352 729	Administration du ministère	7 412 014	7 063 468
6 840 621 471	Foyers de soins de longue durée	7 260 531 500	7 141 977 741
6 847 974 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	7 267 943 514	7 149 041 209
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
20 429 959	Foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 429 959
20 429 959	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	20 430 000	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
511 752 975	Foyers de soins de longue durée	135 288 600	51 556 839
511 752 975	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	135 288 600	51 556 839

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	5 585 800	1 762 200	7 348 000	Administration du ministère..... 7 046 801
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
				Traitement versé à l'adjoint
				parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	16 173	0	16 173	<i>le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	5 649 814	1 762 200	7 412 014	DU MINISTÈRE..... 7 063 468

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 643 250
Avantages sociaux.....		703 876
Transports et communications.....		76 141
Services.....		613 657
Fournitures et matériel.....		9 877
		<u>7 046 801</u>
Bureau principal		
Traitements et salaires.....	3 385 532	
Avantages sociaux.....	377 266	
Transports et communications.....	64 786	
Services.....	144 895	
Fournitures et matériel.....	6 792	
		<u>3 979 271</u>
Services de communication		
Traitements et salaires.....	2 257 718	
Avantages sociaux.....	326 611	
Transports et communications.....	11 355	
Services.....	468 761	
Fournitures et matériel.....	3 085	
		<u>3 067 531</u>
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
		<u>16 667</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		<u><u>7 063 468</u></u>

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
				Programme de foyers de
1	7 112 643 700	147 637 800	7 260 281 500	soins de longue durée..... 7 141 977 741
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	250 000	0	250 000	<i>l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 7 141 977 741
	<u>7 112 893 700</u>	<u>147 637 800</u>	<u>7 260 531 500</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Programme de foyers de
10	20 430 000	0	20 430 000	soins de longue durée..... 20 429 959
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 20 429 959
	<u>20 430 000</u>	<u>0</u>	<u>20 430 000</u>	

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4502				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE
2	135 288 600	0	135 288 600	Programme de foyers de soins de longue durée..... 51 556 839
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	135 288 600	0	135 288 600	PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE..... 51 556 839

Description du programme :

L'Ontario répare actuellement le système de soins de longue durée pour que chaque résident puisse bénéficier de la meilleure qualité de vie possible, grâce à la prestation de soins sécuritaires de qualité. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements historiques et présente des mesures législatives dans trois domaines prioritaires – Améliorer le personnel et les soins; Protéger les résidents en rehaussant la responsabilité, la mise en application des normes et la transparence; Bâtir des foyers modernes, sécuritaires et confortables pour nos aînés.

De plus, le gouvernement investit dans l'aménagement et le réaménagement de places de soins de longue durée pour garantir que, en Ontario, les personnes les plus vulnérables passent plus rapidement des listes d'attente aux lits. À l'appui de cette vision, le ministère des Soins de longue durée se concentrera sur la création de 30 000 nouveaux lits (chiffres nets) en soins de longue durée au cours des dix prochaines années et réaménagera des lits existants selon les normes de conception de 2015 actuellement en vigueur.

Le ministère dirige également, en collaboration avec les partenaires du secteur, la réponse aux recommandations formulées dans le rapport de la Commission ontarienne d'enquête sur la COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée et le Rapport spécial sur la préparation et la réponse à la pandémie dans les foyers de soins de longue durée publié par le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 1)			Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....		46 242 015	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....		7 776 083	Foyers de soins de longue durée –	
Transports et communications.....		1 753 984	immobilisations.....	51 556 839
Services.....		18 187 120		<u>51 556 839</u>
Fournitures et matériel.....		90 748		
Paiements de transfert				
Foyers de soins de longue			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
durée – fonctionnement.....	7 067 927 791		PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE	
		<u>7 067 927 791</u>	LONGUE DURÉE.....	<u>51 556 839</u>
		<u>7 141 977 741</u>		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....		<u>7 141 977 741</u>		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 10)				
Avances et montants récupérables				
Foyers de soins de longue durée –				
fonctionnement.....		20 429 959		
		<u>20 429 959</u>		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE				
LONGUE DURÉE.....		<u>20 429 959</u>		

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour la sécurité des soins de longue durée.....	0	379 575 486
Accord sur le développement de la main-d'œuvre.....	0	86 636 920
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.....	13 048 139	9 544 607
Lits d'accès prioritaire pour anciens combattants.....	3 363 768	3 299 171
	<u>16 411 907</u>	<u>479 056 184</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	 186 225	 31 725
 AMENDES ET PÉNALITÉS.....	 157 800	 0
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	 45 642 691	 21 175 735
 DIVERS.....	 163	 0
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	 <u>62 398 786</u>	 <u>500 263 644</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-446
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-448
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-451
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-455
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-459
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-464
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-468
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-470
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-474
SERVICE D'INSPECTION.....	2-477
TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE.....	2-479
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..	2-450, 2-454, 2-457, 2-462, 2-467, 2-473, 2-481
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-482
ÉTAT DES RECETTES.....	2-483

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021-2022		2022-2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
236 311 947	Administration du ministère	290 560 614	288 631 489
371 721 914	Division de la sécurité publique	488 919 900	474 013 728
1 346 894 698	Police provinciale de l'Ontario	1 406 476 200	1 390 425 635
1 118 824 375	Services correctionnels	1 209 016 900	1 203 084 018
57 318 293	Services technologiques pour la justice	63 556 600	63 429 617
1 088 946	Organismes, conseils et commissions	1 138 600	1 037 497
108 483 912	Planification et gestion des situations d'urgence	122 254 600	119 461 167
6 906 174	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 994 800	7 686 719
3 779 749	Service d'inspection	8 744 700	7 588 867
48 439 472	Télécommunications des services d'urgence	133 001 600	127 506 699
3 299 769 481	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	3 731 664 514	3 682 865 436
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	0	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
2 440 243	Services technologiques pour la justice	5 002 000	4 099 652
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Service d'inspection	2 000	0
2 025 319	Télécommunications des services d'urgence	2 302 000	2 064 023
4 465 562	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	7 318 000	6 163 675

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
77 689	Administration du ministère	536 700	266 548
25 505 479	Division de la sécurité publique	13 749 200	13 437 457
36 847 672	Police provinciale de l'Ontario	30 802 300	27 658 808
73 034 394	Services correctionnels	67 578 100	63 723 012
315 523	Services technologiques pour la justice	2 871 000	272 400
530 779	Planification et gestion des situations d'urgence	722 500	580 571
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
1 838 481	Télécommunications des services d'urgence	47 236 800	1 844 461
138 150 016	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	163 498 600	107 783 257
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
390 000	Division de la sécurité publique	9 956 900	1 206 374
24 918 833	Police provinciale de l'Ontario	38 987 200	35 938 839
87 555 725	Services correctionnels	188 004 600	172 313 232
37 005	Services technologiques pour la justice	5 822 500	5 696 605
1 195 000	Planification et gestion des situations d'urgence	726 700	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	0	0
18 289 236	Télécommunications des services d'urgence	68 908 900	63 661 213
132 385 799	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	312 407 800	278 816 263

LE MINISTÈRE DU SOLLCITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	154 705 500	135 740 100	290 445 600	Administration du ministère..... 277 669 301
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 29 260
L	1 000	0	1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 10 833 627
L	50 000	0	50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	154 820 514	135 740 100	290 560 614	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 288 631 489
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
	0	0	0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 775 000	(1 240 300)	534 700	Renouvellement des installations..... 266 548
5	1 000	0	1 000	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000	0	1 000	Amortissement - <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	<u>1 777 000</u>	<u>(1 240 300)</u>	<u>536 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 266 548
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques, gestion des installations et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information et de services en français.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Locaux - Frais de location		
Traitements et salaires.....	40 738 495		Services.....	99 563 513	
Avantages sociaux.....	6 057 370				99 563 513
Transports et communications.....	848 116		Modernisation		
Services.....	187 885 833		Traitements et salaires.....	10 554 739	
Fournitures et matériel.....	192 727		Avantages sociaux.....	1 432 777	
Autres opérations.....	41 946 760		Transports et communications.....	182 278	
	<u>277 669 301</u>		Services.....	7 318 421	
			Fournitures et matériel.....	32 899	
Bureau principal					19 521 114
Traitements et salaires.....	4 483 515		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	546 587		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications.....	153 512		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Services.....	487 579		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Fournitures et matériel.....	14 464		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		29 260
		5 685 656	Autres opérations		
Services ministériels			Paiements effectués en vertu de la		
Traitements et salaires.....	22 109 894		<i>Loi sur l'administration financière</i>		10 833 627
Avantages sociaux.....	3 547 730		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Transports et communications.....	406 012		<i>l'administration financière</i>		50 000
Services.....	72 259 371				<u>10 962 188</u>
Fournitures et matériel.....	88 819		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Autres opérations.....	41 946 760		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
		140 358 586			288 631 489
Services de communication			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	3 590 347		Renouvellement des installations (Poste 2)		
Avantages sociaux.....	530 276		Services.....	266 417	
Transports et communications.....	25 751		Fournitures et matériel.....	131	
Services.....	300 717				266 548
Fournitures et matériel.....	9 415		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		4 456 506	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services juridiques					266 548
Transports et communications.....	80 563				
Services.....	7 956 232				
Fournitures et matériel.....	47 129				
		8 083 925			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
				Division de la sécurité publique –
1	450 300	471 300	921 600	Bureau du sous-ministre adjoint..... 839 209
5	380 129 200	2 777 700	382 906 900	Direction des relations extérieures..... 377 314 630
				Services privés de sécurité et
6	28 365 700	15 397 900	43 763 600	d'enquête..... 36 743 699
7	32 894 400	830 600	33 725 000	Centre des sciences judiciaires..... 31 769 763
10	27 947 500	(344 700)	27 602 800	Collège de police de l'Ontario..... 27 346 427
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 474 013 728
	469 787 100	19 132 800	488 919 900	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Division des programmes de sécurité
4	2 000	0	2 000	publique et des politiques..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0
	2 000	0	2 000	

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
9	27 889 600	(15 179 700)	12 709 900	Division de la sécurité publique..... 12 664 770
				Amortissement – Loi sur
L	1 039 300	0	1 039 300	<i>l'administration financière</i> 772 687
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION
	28 928 900	(15 179 700)	13 749 200	DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 13 437 457
BIENS IMMOBILISÉS				
8	2 246 500	7 710 400	9 956 900	Division de la sécurité publique..... 1 206 374
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				DIVISION DE LA SÉCURITÉ
	2 246 500	7 710 400	9 956 900	PUBLIQUE..... 1 206 374

Description du programme :

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et surveillance des outils du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)			Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
Traitements et salaires.....	669 307		Traitements et salaires.....	15 294 059	
Avantages sociaux.....	107 180		Avantages sociaux.....	2 784 839	
Transports et communications.....	43 240		Transports et communications.....	691 200	
Services.....	17 415		Services.....	17 046 625	
Fournitures et matériel.....	2 067		Fournitures et matériel.....	926 976	
	<u>839 209</u>			<u>36 743 699</u>	
Direction des relations extérieures (Poste 5)			Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	6 872 251		Traitements et salaires.....	20 123 512	
Avantages sociaux.....	1 062 783		Avantages sociaux.....	3 561 308	
Transports et communications.....	1 000 559		Transports et communications.....	414 980	
Services.....	13 365 472		Services.....	4 175 080	
Fournitures et matériel.....	362 700		Fournitures et matériel.....	3 494 883	
Paiements de transfert				<u>31 769 763</u>	
Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités.....	91 752 600		Collège de police de l'Ontario (Poste 10)		
Subventions pour les programmes municipaux RIDE.....	2 053 038		Traitements et salaires.....	11 381 165	
Subventions diverses - Services policiers.....	62 211 319		Avantages sociaux.....	1 305 441	
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques.....	767 790		Transports et communications.....	1 298 628	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations.....	69 115 795		Services.....	10 206 796	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme.....	214 511		Fournitures et matériel.....	3 154 397	
Association Ontarienne d'Échec au Crime.....	225 000			<u>27 346 427</u>	
Sécurité des tribunaux.....	124 055 700		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....		
Fonds pour les agents des Premières Nations.....	6 622 887			<u><u>474 013 728</u></u>	
	<u>357 018 640</u>		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<u>379 682 405</u>		Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Moins : Recouvrements.....	2 367 775		Services.....	761 275	
	<u>377 314 630</u>		Paiements de transfert		
			Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations.....	8 716 637	
			Équipement des services policiers.....	1 760 261	
				<u>10 476 898</u>	
			Autres opérations		
			Investissements dans les immobilisations.....	1 426 597	
				<u>12 664 770</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
<i>financière</i>	772 687
	<u>772 687</u>
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	<u><u>13 437 457</u></u>
 BIENS IMMOBILISÉS	
Division de la sécurité publique (Poste 8)	
Machines et équipement- coûts relatifs aux	
immobilisations.....	1 206 374
	<u>1 206 374</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
 DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	<u><u>1 206 374</u></u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	217 850 000	13 822 600	231 672 600	Services ministériels et stratégiques..... 226 235 509
2	7 167 300	(328 900)	6 838 400	Bureau du contrôleur des armes à feu... 6 795 009
3	213 316 300	(13 668 600)	199 647 700	Enquêtes et crime organisé..... 194 588 837
4	892 097 800	(5 002 900)	887 094 900	Services régionaux et circulation..... 881 397 608
5	76 016 100	5 205 500	81 221 600	Gestion du parc automobile..... 81 091 160
				Paiements en vertu de la <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>les services policiers</i> 317 512
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLICE
	1 406 448 500	27 700	1 406 476 200	PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 1 390 425 635
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000	0	2 000	Police provinciale de l'Ontario..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				POLICE PROVINCIALE DE
	2 000	0	2 000	L'ONTARIO..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
8	22 200 700	(7 360 500)	14 840 200	Police provinciale de l'Ontario..... 14 344 374
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	15 962 100	0	15 962 100	<i>l'administration financière</i> 13 314 434
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – POLICE
	38 162 800	(7 360 500)	30 802 300	PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 27 658 808
BIENS IMMOBILISÉS				
7	54 133 900	(15 146 700)	38 987 200	Police provinciale de l'Ontario..... 35 938 839
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				POLICE PROVINCIALE DE
	54 133 900	(15 146 700)	38 987 200	L'ONTARIO..... 35 938 839

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves et la cybercriminalité. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prévues par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	133 138 640	Transports et communications.....	69 149
Avantages sociaux.....	13 190 611	Services.....	30 757 116
Transports et communications.....	17 673 392	Fournitures et matériel.....	52 670 094
Services.....	51 277 722		83 496 359
Fournitures et matériel.....	13 536 420	Moins : Recouvrements.....	2 405 199
	228 816 785		81 091 160
Moins : Recouvrements.....	2 581 276		
	226 235 509	Crédits législatifs	
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	4 110 402	Paielements en vertu de la	
Avantages sociaux.....	453 983	<i>Loi sur les services policiers</i>	
Transports et communications.....	88 702		317 512
Services.....	2 092 758		317 512
Fournitures et matériel.....	49 164	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	6 795 009	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
			1 390 425 635
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	149 368 905	Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)	
Avantages sociaux.....	11 906 375	Services.....	
Transports et communications.....	7 062 179		10 054 676
Services.....	26 069 330	Autres opérations	
Fournitures et matériel.....	2 525 921	Investissements dans les immobilisations.....	
	196 932 710		4 289 699
Moins : Recouvrements.....	2 343 873		14 344 374
	194 588 837	Crédits législatifs	
Services régionaux et circulation (Poste 4)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	728 781 835	Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
Avantages sociaux.....	135 265 948	<i>financière</i>	
Transports et communications.....	5 669 748		13 314 434
Services.....	31 391 593		13 314 434
Fournitures et matériel.....	12 714 079	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	913 823 203	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	
Moins : Recouvrements.....	32 425 595		27 658 808
	881 397 608		

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Avions - coûts relatifs aux immobilisations.....	6 594 495
Immeubles – partenariats publics-privés.....	9 244 111
Machines et équipement – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	11 397 733
Matériel de technologie de l'information.....	841 092
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	7 861 408
	<u>35 938 839</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	<u>35 938 839</u>

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	21 574 200	8 647 700	30 221 900	Soutien opérationnel..... 28 244 346
2	12 429 700	7 138 300	19 568 000	Formation du personnel..... 18 769 175
3	916 210 400	93 161 200	1 009 371 600	Services en établissement..... 1 009 284 283
4	144 117 100	5 400	144 122 500	Services communautaires..... 141 192 440
				Surveillance et enquêtes pour les
5	5 391 900	341 000	5 732 900	services correctionnels..... 5 593 774
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 203 084 018
	1 099 723 300	109 293 600	1 209 016 900	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000	0	2 000	Services correctionnels..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0
	2 000	0	2 000	

LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
6	88 382 400	(26 097 400)	62 285 000	Établissements correctionnels..... 61 231 041
				Services en établissement – charges
10	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Services communautaires – charges
11	1 000	0	1 000	liées aux biens immobilisés..... 0
				Amortissement – Services en
				établissement – <i>Loi sur</i>
L	5 291 100	0	5 291 100	<i>l'administration financière</i> 2 491 971
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	93 675 500	(26 097 400)	67 578 100	CORRECTIONNELS..... 63 723 012
BIENS IMMOBILISÉS				
8	194 790 600	(6 786 000)	188 004 600	Services en établissement..... 172 313 232
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DES SERVICES
	194 790 600	(6 786 000)	188 004 600	CORRECTIONNELS..... 172 313 232

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Services correctionnels communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	20 029 430		Traitements et salaires.....	98 607 708	
Avantages sociaux.....	2 990 296		Avantages sociaux.....	18 204 032	
Transports et communications.....	445 598		Transports et communications.....	1 710 658	
Services.....	2 076 624		Services.....	10 072 307	
Fournitures et matériel.....	10 109 760		Fournitures et matériel.....	947 349	
	35 651 708		Paiements de transfert		
Moins : Recouvrements.....	7 407 360		Services à la clientèle en		
	28 244 346		résidences communautaires		
			ou résidences externes.....	11 650 386	
				11 650 386	
				141 192 440	
Formation du personnel (Poste 2)			Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (Poste 5)		
Traitements et salaires.....	11 730 364		Traitements et salaires.....	4 379 317	
Avantages sociaux.....	1 912 274		Avantages sociaux.....	619 203	
Transports et communications.....	398 665		Transports et communications.....	113 896	
Services.....	4 340 465		Services.....	462 944	
Fournitures et matériel.....	387 406		Fournitures et matériel.....	18 414	
	18 769 175			5 593 774	
Services en établissement (Poste 3)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	675 642 430		PROGRAMME DES SERVICES		
Avantages sociaux.....	144 724 853		CORRECTIONNELS.....		
Transports et communications.....	7 364 495			1 203 084 018	
Services.....	83 057 746				
Fournitures et matériel.....	95 405 127				
Paiements de transfert			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Allocation exceptionnelle aux			Établissements correctionnels (Poste 6)		
détenus atteints d'un			Services.....	23 833 173	
handicap permanent.....	2 292		Autres opérations		
Programme de sensibilisation à			Investissements dans les immobilisations.....	37 397 868	
la violence.....	43 460			61 231 041	
Programmes de réadaptation			Crédits législatifs		
des délinquants.....	3 043 779		Autres opérations		
	3 089 531		Amortissement – Services en établissement –		
	1 009 284 182		Loi sur l'administration financière.....	2 491 971	
Moins : Recouvrements.....	(100)			2 491 971	
	1 009 284 283		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DES SERVICES		
			CORRECTIONNELS.....		
				63 723 012	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

\$	
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés.....	157 200 996
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux immobilisations.....	15 112 236
	<u>172 313 232</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
CORRECTIONNELS.....	<u>172 313 232</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
				Services technologiques pour la
1	73 788 000	(10 231 400)	63 556 600	justice..... 63 429 617
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE..... 63 429 617
	<u>73 788 000</u>	<u>(10 231 400)</u>	<u>63 556 600</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Services technologiques pour la
3	5 002 000	0	5 002 000	justice..... 4 099 652
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE..... 4 099 652
	<u>5 002 000</u>	<u>0</u>	<u>5 002 000</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Les Services technologiques pour la justice (STJ) assurent le leadership et prodiguent des conseils à leurs partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie en matière de technologie pour la FPO, qui concrétise et soutient les priorités opérationnelles et la modernisation dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	31 736 869	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	4 559 865	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	25 909 933	<i>financière</i>	272 400
Services.....	115 788 538		272 400
Fournitures et matériel.....	35 356		
	178 030 561	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	114 600 944	PROGRAMME DES SERVICES	
	63 429 617	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	272 400
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		BIENS IMMOBILISÉS	
PROGRAMME DES SERVICES		Services technologiques pour la justice (Poste 4)	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	63 429 617	Matériel de technologie de l'information.....	5 696 605
			5 696 605
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Services technologiques pour la justice (Poste 3)		PROGRAMME DES SERVICES	
Dépôts et charges payées d'avance		TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	5 696 605
Avances et montants récupérables.....	4 099 652		
	4 099 652		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	4 099 652		

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
				Organismes, conseils et
1	892 600	246 000	1 138 600	commissions..... 1 037 497
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES ORGANISMES,
	<u>892 600</u>	<u>246 000</u>	<u>1 138 600</u>	CONSEILS ET COMMISSIONS..... 1 037 497
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Organismes, conseils et
2	2 000	0	2 000	commissions..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES ORGANISMES,
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	CONSEILS ET COMMISSIONS..... 0

Description du programme :

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	626 317	
Avantages sociaux.....	92 265	
Transports et communications.....	12 721	
Services.....	305 073	
Fournitures et matériel.....	1 121	
	<u>1 037 497</u>	
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires.....	195 026	
Avantages sociaux.....	31 306	
Transports et communications.....	6 835	
Services.....	181 195	
Fournitures et matériel.....	719	
	<u>415 082</u>	
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires.....	431 291	
Avantages sociaux.....	60 959	
Transports et communications.....	5 886	
Services.....	123 878	
Fournitures et matériel.....	402	
	<u>622 415</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	<u><u>1 037 497</u></u>	

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
5	52 233 600	19 149 300	71 382 900	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 68 729 904
8	45 206 800	5 664 900	50 871 700	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 50 731 263
	<u>97 440 400</u>	<u>24 814 200</u>	<u>122 254 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 119 461 167
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000	0	2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..... 0
	<u>2 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
				Planification et gestion des situations
7	1 000	0	1 000	d'urgence – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	721 500	0	721 500	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 580 571
	722 500	0	722 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 580 571
BIENS IMMOBILISÉS				
				Planification et gestion des
6	1 090 000	(363 300)	726 700	situations d'urgence..... 0
	1 090 000	(363 300)	726 700	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	26 792 464		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 293 025		Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	849 854		<i>financière</i>	580 571
Services.....	34 589 032			580 571
Fournitures et matériel.....	1 005 529		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Subventions pour les services			ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	580 571
judiciaires.....	2 200 000			
		2 200 000		
		68 729 904		
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)				
Traitements et salaires.....	28 726 985			
Avantages sociaux.....	5 165 899			
Transports et communications.....	2 055 567			
Services.....	9 970 536			
Fournitures et matériel.....	2 311 451			
Paiements de transfert				
Subvention pour la				
sécurité-incendie.....	2 500 825			
		2 500 825		
		50 731 263		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION				
ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	119 461 167			

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
				Politiques stratégiques, recherche
1	6 745 300	1 249 500	7 994 800	et innovation..... 7 686 719
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES
				STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET
	6 745 300	1 249 500	7 994 800	INNOVATION..... 7 686 719
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Politiques stratégiques, recherche
2	2 000	0	2 000	et innovation..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
				POLITIQUES STRATÉGIQUES,
	2 000	0	2 000	RECHERCHE ET INNOVATION..... 0

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				POLITQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION
				Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés.....
4	1 000	0	1 000	0
				Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>
L	1 000	0	1 000	0
	2 000	0	2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION..... 0

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques, de la recherche et de l'innovation est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	6 464 663	
Avantages sociaux.....	957 816	
Transports et communications.....	54 996	
Services.....	186 369	
Fournitures et matériel.....	22 875	
	<u>7 686 719</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	<u>7 686 719</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2612				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICE D'INSPECTION
2	9 944 900	(1 200 200)	8 744 700	Service d'inspection.....
	9 944 900	(1 200 200)	8 744 700	TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICE
				D'INSPECTION.....
				7 588 867
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	2 000	0	2 000	Service d'inspection.....
	2 000	0	2 000	TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) – SERVICE
				D'INSPECTION.....
				0

Description du programme :

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (la Loi), qui a reçu la sanction royale, mais n'est toujours pas en vigueur, prescrit la nomination d'un inspecteur général des services policiers de l'Ontario. Cet inspecteur général et les Services d'inspection des services policiers (SISP) qui l'appuient travailleront indépendamment du gouvernement pour transformer les services policiers en Ontario en faisant la promotion de l'excellence, de l'équité et de la confiance du public dans le lien entre la police et l'ensemble de la collectivité. Par l'entremise d'un solide système de conseil, d'encadrement, de surveillance, d'inspection, d'enquête et de rapport sur la prestation des services policiers en Ontario, les SISP travailleront de manière respectueuse et professionnelle pour aider les responsables de la prestation des services policiers à s'acquitter de leurs obligations législatives.

LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL

SERVICE D'INSPECTION – CRÉDIT 2612

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Service d'inspection (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	4 932 492	
Avantages sociaux.....	691 160	
Transports et communications.....	55 952	
Services.....	1 876 888	
Fournitures et matériel.....	32 375	
	<u>7 588 867</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SERVICE D'INSPECTION.....	<u>7 588 867</u>	

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2614				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE
				Télécommunications des services
1	271 023 300	(138 021 700)	133 001 600	d'urgence..... 127 506 699
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE..... 127 506 699
	<u>271 023 300</u>	<u>(138 021 700)</u>	<u>133 001 600</u>	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Télécommunications des services
3	2 302 000	0	2 302 000	d'urgence..... 2 064 023
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE..... 2 064 023
	<u>2 302 000</u>	<u>0</u>	<u>2 302 000</u>	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Amortissement - Loi sur
L	47 236 800	0	47 236 800	l'administration financière..... 1 844 461
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE..... 1 844 461
	<u>47 236 800</u>	<u>0</u>	<u>47 236 800</u>	

LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2614				
BIENS IMMOBILISÉS				TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE
				Télécommunications des services
4	396 004 800	(327 095 900)	68 908 900	d'urgence..... 63 661 213
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				TÉLÉCOMMUNICATIONS DES
	396 004 800	(327 095 900)	68 908 900	SERVICES D'URGENCE..... 63 661 213

Description du programme :

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) a pour mandat de regrouper l'expertise en télécommunications liée à la sécurité publique dont dispose actuellement le ministère dans le cadre du Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) avec d'autres projets technologiques à grande échelle en cours dans la province, notamment les Services 9-1-1 de prochaine génération et l'élaboration d'un réseau à large bande pour la sécurité publique. La Division est responsable de l'exécution du nouveau PRRSP, qui vise à soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province, et du soutien à la transition au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire aux nouvelles normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario.

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE – CRÉDIT 2614

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Télécommunications des services d'urgence (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	5 991 937		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	782 160		Amortissement -	
Transports et communications.....	32 661 493		Loi sur l'administration financière.....	1 844 461
Services.....	11 432 791			1 844 461
Fournitures et matériel.....	97 884			
Paiements de transfert.....			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Services 9-1-1 de prochaine			TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES	
génération.....	76 540 434		D'URGENCE.....	1 844 461
		76 540 434		
		127 506 699		
Moins : Recouvrements.....		0	BIENS IMMOBILISÉS	
		127 506 699		
			Télécommunications des services d'urgence (Poste 4)	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux	
TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES			biens immobilisés.....	14 869 868
D'URGENCE.....	127 506 699		Matériel de technologie de l'information.....	48 791 345
				63 661 213
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Télécommunications des services d'urgence (Poste 3)			TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES	
Dépôts et dépenses prépayées.....	2 064 023		D'URGENCE.....	63 661 213
	2 064 023			
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –				
TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES				
D'URGENCE.....	2 064 023			

LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	260305	Oui	Non	91 752 600
Fonds pour les agents des Premières Nations	260305	Oui	Non	69 115 795
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	260305	Oui	Non	2 053 038
Subventions diverses - Services policiers	260305	Oui	Non	62 211 319
Association Ontarienne d'Échec au Crime	260305	Oui	Non	225 000
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	260305	Oui	Non	767 790
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	260305	Oui	Non	214 511
Programme de sensibilisation à la violence	260503	Oui	Non	43 460
Programmes de réadaptation des délinquants	260503	Oui	Non	3 043 779
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	260504	Oui	Non	11 650 386
Subventions pour les services judiciaires	260905	Oui	Non	2 200 000
Subvention pour la sécurité-incendie	260908	Oui	Non	2 500 825
TOTAL				245 778 503

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	15 857 116	14 376 096
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	2 320 961	12 826 988
Entente sur la surveillance des immigrants.....	5 818 747	8 288 903
Les services policiers des Premières nations.....	8 741 369	7 488 308
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	8 753 701	7 036 642
Contrôle des armes à feu.....	6 821 159	6 150 000
Entente relative aux services de biologie.....	3 450 000	3 450 000
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	1 729 480	1 610 452
Autres.....	2 027 532	1 197 697
	<u>55 520 066</u>	<u>62 425 086</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	299 386 296	294 977 801
Remaniement des services locaux.....	145 425 010	148 998 935
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	3 560 481	2 730 055
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Acquittement – Compte Bell.....	833 878	395 862
Autres.....	32 793 298	1 665 879
	<u>483 123 962</u>	<u>449 893 531</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	38 680 035	28 853 307
Frais pour chèques refusés.....	350	1 635
	<u>38 680 385</u>	<u>28 854 942</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>0</u>	<u>100</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	116 943	85 250
Les Industries Trilcor.....	91 514	73 484
	<u>208 457</u>	<u>158 734</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>10 240 980</u>	<u>8 640 278</u>

LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS.....	1 456 954	539 097
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	589 230 804	550 511 768

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-486
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-488
SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	2-492
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	2-495
GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....	2-498
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	2-502
POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	2-504
OPÉRATIONS.....	2-506
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-490, 2-494, 2-497, 2-501, 2-503, 2-505
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-509
ÉTAT DES RECETTES.....	2-510

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021-2022		2022-2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
41 908 993	Administration du ministère	47 101 692	44 004 628
1 345 061 350	Surveillance des organismes et des partenariats	1 686 724 900	1 674 798 366
221 040 847	Sécurité en matière de transport	326 395 700	318 042 577
33 201 470	Gestion de l'infrastructure de transport	64 793 300	51 662 207
72 676 466	Groupement du travail et des transports	74 910 900	74 018 333
21 547 952	Politiques et planification intégrées	27 258 800	23 560 287
607 817 682	Opérations	677 465 100	677 395 628
2 343 254 760	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 904 650 392	2 863 482 026
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	0
0	Sécurité en matière de transport	1 000	0
0	Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	Politiques et planification intégrées	1 000	0
0	Opérations	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	7 000	0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
245 893	Administration du ministère	601 000	220 546
5 959 223 276	Surveillance des organismes et des partenariats	6 208 251 400	5 858 082 118
34 035 733	Sécurité en matière de transport	28 028 900	30 747 754
1 148 887 876	Gestion de l'infrastructure de transport	1 274 497 400	1 178 385 323
39 299 989	Opérations	54 521 000	46 943 177
7 181 692 767	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	7 565 899 700	7 114 378 918
BIENS IMMOBILISÉS			
8 858 038	Administration du ministère	20 544 200	18 792 759
0	Surveillance des organismes et des partenariats	1 000	0
23 130 376	Sécurité en matière de transport	46 850 000	24 558 686
2 069 053 714	Gestion de l'infrastructure de transport	2 318 469 500	2 087 639 340
2 101 042 128	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	2 385 864 700	2 130 990 785

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	37 320 100	9 694 200	47 014 300	Soutien opérationnel..... 43 916 282
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 378
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>37 407 492</u>	<u>9 694 200</u>	<u>47 101 692</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 44 004 628
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Soutien opérationnel..... 0
10	0	0	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	600 000	0	600 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 220 546
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 220 546
	601 000	0	601 000	
BIENS IMMOBILISÉS				
3	20 544 200	0	20 544 200	Administration du ministère..... 18 792 759
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 18 792 759
	20 544 200	0	20 544 200	

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien opérationnel (Poste 1)			Ressources humaines		
Traitements et salaires.....	23 874 265		Traitements et salaires.....	4 880 474	
Avantages sociaux.....	3 556 465		Avantages sociaux.....	697 236	
Transports et communications.....	533 805		Transports et communications.....	32 300	
Services.....	28 966 460		Services.....	507 548	
Fournitures et matériel.....	12 696 319		Fournitures et matériel.....	15 496	
	69 627 314				6 133 054
Moins : Recouvrements.....	25 711 032				
	43 916 282		Services juridiques		
Bureau principal			Transports et communications.....	11 839	
Traitements et salaires.....	5 426 623		Services.....	2 469 718	
Avantages sociaux.....	696 075		Fournitures et matériel.....	19 674	
Transports et communications.....	173 805				2 501 231
Services.....	896 094				
Fournitures et matériel.....	11 657		Crédits législatifs		
	7 204 254		Traitement versé au ministre en vertu		
Services financiers et administratifs			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements et salaires.....	4 125 302		Traitement versé au ministre sans portefeuille		
Avantages sociaux.....	577 796		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
Transports et communications.....	225 299		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	1 415 807		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	18 811				88 346
	6 363 015		Crédits législatifs		
Installations et services opérationnels			Créances irrécouvrables,		
Traitements et salaires.....	5 823 579		<i>Loi sur l'administration financière</i>		0
Avantages sociaux.....	1 058 372				0
Transports et communications.....	70 708				
Services.....	22 764 412		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel.....	12 610 019		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		44 004 628
	42 327 090				
Moins : Recouvrements.....	25 711 032		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	16 616 058		Crédits législatifs		
Services de communication			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	3 618 287		Amortissement –		
Avantages sociaux.....	526 986		<i>Loi sur l'administration</i>		13 800 905
Transports et communications.....	19 854		Moins : Recouvrements.....		13 580 359
Services.....	912 881				220 546
Fournitures et matériel.....	20 662		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
	5 098 670		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		220 546

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

		\$
BIENS IMMOBILISÉS		
Administration du ministère (Poste 3)		
Parc automobile et flotte de bateaux -		
coûts relatifs aux biens immobilisés.....	18 792 759	
	<u>18 792 759</u>	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	<u>18 792 759</u>	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS
1	15 938 800	9 264 300	25 203 100	Administration de la surveillance des organismes et partenariats..... 23 721 916
2	1 398 980 200	262 539 600	1 661 519 800	Surveillance des organismes et partenariats..... 1 651 076 450
L	1 000	0	1 000	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i> 0
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>1 414 921 000</u>	<u>271 803 900</u>	<u>1 686 724 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 1 674 798 366
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000	0	1 000	Surveillance des organismes et partenariats..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 0

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS
				Surveillance des organismes
3	7 604 814 700	(1 396 564 300)	6 208 250 400	et partenariats..... 5 858 082 118
				Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
L	1 000	0	1 000	<i>financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 5 858 082 118
	7 604 815 700	(1 396 564 300)	6 208 251 400	
BIENS IMMOBILISÉS				
				Surveillance des organismes
7	1 000	0	1 000	et partenariats..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS..... 0
	1 000	0	1 000	

Description du programme :

Le Programme de la surveillance des organismes et des partenariats supervise la prise de décision et l'exécution des programmes de financement et des investissements pour ce qui a trait à l'infrastructure des transports relevant d'organismes provinciaux ou d'ententes de financement relatives aux transports en commun des municipalités.

Le programme est responsable des politiques, de la législation, de la réglementation, de la gouvernance et de la supervision liées aux programmes des organismes et des partenaires. Il supervise les organismes, l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun ainsi que la conception et l'application de stratégies pour la planification, le financement et l'exécution de projets de transport en commun provinciaux et municipaux prioritaires dans la région du Grand Toronto.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES ORGANISMES ET DES PARTENARIATS – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration de la surveillance des organismes et partenariats (Poste 1)			Surveillance des organismes et partenariats (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	12 772 438		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 784 856		Metrolinx.....	5 227 524 720	
Transports et communications.....	79 160		Transports en commun des municipalités.....	524 783 790	
Services.....	9 049 614		Commission de transport		
Fournitures et matériel.....	35 848		Ontario Northland.....	93 450 758	
	<u>23 721 916</u>		Société de transport d'Owen Sound.....	12 322 850	
				<u>5 858 082 118</u>	
Surveillance des organismes et partenariats (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	0		PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES		
Services.....	0		ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	5 858 082 118	
Paiements de transfert					
Subventions de fonctionnement					
de Metrolinx.....	1 001 886 518				
Transports en commun des municipalités.....	584 561 969				
Commission de transport					
Ontario Northland.....	53 743 478				
Société de transport d'Owen Sound.....	6 894 406				
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun.....	3 990 079				
	<u>1 651 076 450</u>				
	<u>1 651 076 450</u>				
Crédits législatifs					
Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	303 897 852				
Moins : Recouvrements.....	303 897 852				
	<u>0</u>				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES					
ORGANISMES ET DES PARTENARIATS.....	1 674 798 366				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2703				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT
1	211 195 700	114 900 000	326 095 700	Sécurité en matière de transport..... 318 042 577
				Créances irrécouvrables,
L	<u>300 000</u>	<u>0</u>	<u>300 000</u>	<i>Loi sur l'administration financière</i> <u>0</u>
	211 495 700	114 900 000	326 395 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 318 042 577
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	Sécurité en matière de transport..... <u>0</u>
	1 000	0	1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	100 000	101 000	Sécurité en matière de transport..... 74 813
				Amortissement - <i>Loi sur</i>
L	<u>27 927 900</u>	<u>0</u>	<u>27 927 900</u>	<i>l'administration financière</i> <u>30 672 941</u>
	27 928 900	100 000	28 028 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 30 747 754

non vérifié

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
BIENS IMMOBILISÉS				SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT
3	46 850 000	0	46 850 000	Sécurité en matière de transport..... 24 558 686
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	46 850 000	0	46 850 000	SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT..... 24 558 686

Description du programme :

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore, gère et supervise l'exécution de tous les programmes liés à la sécurité en matière de transport, des politiques opérationnelles et relatives à la conformité, de la législation et de la réglementation ainsi que des activités d'application de la loi du ressort de la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche, la sécurité et la conformité des véhicules automobiles et des transporteurs commerciaux, l'amélioration de la conduite ainsi que l'éducation et la sensibilisation du public.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, milieu médical, industrie des assurances, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité en matière de transport (Poste 1)			Sécurité en matière de transport (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	67 914 846		Autres opérations.....	74 813
Avantages sociaux.....	11 623 888			<u>74 813</u>
Transports et communications.....	1 808 514		Crédits législatifs	
Services.....	239 819 141		Autres opérations	
Fournitures et matériel.....	1 555 159		Amortissement -	
Paiements de transfert			<i>Loi sur l'administration financière</i>	
Subventions pour la sécurité				<u>30 672 941</u>
publique.....	4 676 482			<u>30 672 941</u>
Subventions de recherche.....	150 603		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Projet pilote de lignes directrices			SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT	
de Transports Canada				<u><u>30 747 754</u></u>
concernant l'installation de			BIENS IMMOBILISÉS	
ceintures de sécurité dans			Sécurité en matière de transport (Poste 3)	
certains autobus scolaires.....	<u>57 160</u>		Logiciels d'application de	
	4 884 245		gestion – traitements et salaires.....	
	<u>327 605 793</u>			
Moins : Recouvrements.....	9 563 216		Logiciels d'application de	
	<u>318 042 577</u>		gestion – avantages sociaux.....	
Crédits législatifs			Logiciels d'application de	
Autres opérations			gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	
Créances irrécouvrables,				<u>19 000 231</u>
<i>Loi sur l'administration financière</i>				<u>24 558 686</u>
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT	
SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT				<u><u>24 558 686</u></u>
	<u><u>318 042 577</u></u>			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT
				Infrastructure des transports –
1	35 692 300	29 100 000	64 792 300	fonctionnement..... 51 662 207
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 51 662 207
	35 693 300	29 100 000	64 793 300	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Infrastructure des transports –
5	1 000	0	1 000	gestion..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT..... 0
	1 000	0	1 000	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	75 870 600	(44 300 000)	31 570 600	Génie des transports et construction..... 1 096 978
4	1 000	0	1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000	0	1 000	Assainissement de l'environnement..... 0
				Amortissement, Génie et construction
L	1 242 924 800	0	1 242 924 800	<i>Loi sur l'administration financière</i> 1 177 288 345
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DE GESTION
				L'INFRASTRUCTURE DE
	1 318 797 400	(44 300 000)	1 274 497 400	TRANSPORT..... 1 178 385 323
BIENS IMMOBILISÉS				
				Infrastructure des transports –
3	2 318 469 500	0	2 318 469 500	gestion..... 2 087 639 340
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE GESTION
				L'INFRASTRUCTURE DE
	2 318 469 500	0	2 318 469 500	TRANSPORT..... 2 087 639 340

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport est responsable des investissements dans l'infrastructure, de la gestion des actifs, de la conception et du génie ainsi que des activités d'exécution des projets d'immobilisations liés à l'infrastructure des transports qui appartient à la province ou que celle-ci exploite. L'infrastructure de base gérée par ce programme est le réseau routier provincial, qui permet le transport sécuritaire des personnes et des biens et qui favorise la durabilité économique, environnementale et sociale en Ontario.

Les activités du programme comprennent la planification des investissements, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, la planification des projets de construction, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la gestion des contrats, les évaluations environnementales et la production de la carte routière de l'Ontario.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023[illegible]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
				Services d'information et de
1	62 312 400	12 500 000	74 812 400	technologie de l'information..... 73 960 002
3	97 500	0	97 500	Recouvrements d'autres ministères..... 58 265
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 66
	<u>62 410 900</u>	<u>12 500 000</u>	<u>74 910 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 74 018 333
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Information et
2	1 000	0	1 000	technologie de l'information..... 0
	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS..... 0

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et au ministère des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI).

Le Groupement aide les ministères à offrir des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables en soutenant la gestion efficace des ressources en ITI, en optimisant les investissements en ITI et en permettant de nouvelles possibilités opérationnelles.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	33 866 299
Avantages sociaux.....	4 764 569
Transports et communications.....	319 912
Services.....	53 561 261
Fournitures et matériel.....	60 776
	<u>92 572 817</u>
Moins : Recouvrements.....	18 612 815
	<u>73 960 002</u>
 Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	517 105
Avantages sociaux.....	71 772
Transports et communications.....	1 210
Services.....	2 466 878
	<u>3 056 965</u>
Moins : Recouvrements.....	2 998 700
	<u>58 265</u>
 Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables -	
Loi sur l'administration financière.....	66
	<u>66</u>
 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL	
DES TRANSPORTS.....	<u><u>74 018 333</u></u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	
2706				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
1	27 257 800	0	27 257 800	Politiques et planification intégrées..... 23 557 093
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 3 194
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
	27 258 800	0	27 258 800	23 560 287
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000	0	1 000	Politiques et planification intégrées..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES
	1 000	0	1 000	0

Description du programme :

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport pour garantir que les besoins de la population ontarienne en la matière soient intégrés et satisfaits, et ce, en soutenant un réseau de transport multimodal efficient.

Le programme élabore des outils et des politiques afin d'optimiser les investissements en infrastructure pour favoriser le développement économique et communautaire tout en soutenant un réseau de transport sécuritaire, propre, moderne, fiable et accessible.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES – CRÉDIT 2706

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification intégrées (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		15 728 748
Avantages sociaux.....		2 442 701
Transports et communications.....		78 836
Services.....		4 943 819
Fournitures et matériel.....		13 075
Paielements de transfert		
Subventions pour la participation		
et la sensibilisation.....	349 914	
		349 914
		23 557 093
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables -		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		3 194
		3 194
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES ET		
DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES.....		23 560 287

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2707				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES OPÉRATIONS
1	573 464 100	104 000 000	677 464 100	Opérations et entretien..... 677 395 628
				Créances irrécouvrables,
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
	573 465 100	104 000 000	677 465 100	PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 677 395 628
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Services aux usagers du
3	1 000	0	1 000	système de transport..... 0
				TOTAL (ACTIF DE
				FONCTIONNEMENT) –
	1 000	0	1 000	PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 0
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				Services aux usagers du
2	54 521 000	0	54 521 000	système de transport..... 46 943 177
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
	54 521 000	0	54 521 000	PROGRAMME DES OPÉRATIONS... 46 943 177

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le programme des opérations est responsable des politiques opérationnelles, des services aux usagers des transports, de l'exploitation du réseau de transport régional, de la gestion des urgences en matière de transport et des activités d'entretien afin de soutenir un accès sécuritaire et continu aux actifs appartenant à la province ou exploités par celle-ci.

Le programme est responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits disséminés dans la province, du financement des routes et chemins des Premières Nations et du Programme des routes de raccordement aux routes principales, de l'apport d'améliorations routières locales dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (Onroute), du péage sur les autoroutes provinciales ainsi que de l'intégration régionale pour tous les services de transport, y compris les liaisons avec les collectivités autochtones.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OPÉRATIONS – CRÉDIT 2707

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Opérations et entretien (Poste 1)			Services aux usagers du système de transport (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	67 324 763		Transports et communications.....	1 052	
Avantages sociaux.....	10 286 094		Services.....	2 553 337	
Transports et communications.....	3 501 689		Fournitures et matériel.....	4 178 949	
Services.....	602 693 015		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel.....	34 664 142		Routes de raccordement.....	30 920 251	
Paiements de transfert			Premières Nations.....	5 627 904	
Traversiers municipaux.....	4 850 275		Fonds de transition.....	3 661 684	
Transport actif.....	500 000				40 209 839
		5 350 275			46 943 177
		723 819 978			
Moins : Recouvrements.....	46 424 350		Paiements de transfert - opérations		
		677 395 628	Paiements de transfert		
Opérations et entretien			Routes de raccordement.....	30 920 251	
Traitements et salaires.....	61 602 457		Premières Nations.....	5 627 904	
Avantages sociaux.....	9 460 224		Fonds de transition.....	3 661 684	
Transports et communications.....	2 560 422				40 209 839
Services.....	597 339 408		L'aviation à distance		
Fournitures et matériel.....	30 715 661		Transports et communications.....	1 052	
Paiements de transfert			Services.....	2 553 337	
Traversiers municipaux.....	4 850 275		Fournitures et matériel.....	4 178 949	
Transport actif.....	500 000				6 733 338
		707 028 447			
Moins : Recouvrements.....	46 261 319		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		660 767 128	PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....		46 943 177
L'aviation à distance					
Traitements et salaires.....	5 722 306				
Avantages sociaux.....	825 870				
Transports et communications.....	941 267				
Services.....	5 353 607				
Fournitures et matériel.....	3 948 481				
		16 791 531			
Moins : Recouvrements.....	163 031				
		16 628 500			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....		677 395 628			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Transports en commun des municipalités	270202	Non	Oui	584 561 969
Subventions pour la sécurité publique	270301	Oui	Non	4 676 482
Subventions de recherche	270301	Oui	Non	150 603
Projet pilote de lignes directrices de Transports Canada concernant l'installation de ceintures de sécurité dans certains autobus scolaires	270301	Oui	Oui	57 160
Subventions pour la participation et la sensibilisation	270601	Oui	Non	349 914
Transport actif	270701	Oui	Non	500 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Transports en commun des municipalités	270203	Non	Oui	524 783 790
Projets municipaux liés à l'autoroute 407	270402	Non	Oui	486 598
Routes de raccordement	270702	Oui	Non	30 920 251
Premières Nations	270702	Oui	Non	5 627 904
Fonds de transition	270702	Oui	Non	3 661 684
TOTAL				1 155 776 355

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Fonds Chantiers Canada.....	45 331 822	22 738 158
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.....	40 047 285	14 517 024
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	8 041 491	8 041 491
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure.....	5 716 307	5 716 307
Validations des véhicules de défense.....	0	2 653 389
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Code nationale de sécurité.....	0	1 123 233
Paiement du gouvernement fédéral.....	259 002 037	0
Autres.....	136 873 801	143 160 310
	<u>504 184 738</u>	<u>207 121 907</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>50 400</u>	<u>14 400</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 242 876 056	33 009 318
Frais pour chèques refusés.....	4 970	5 250
Autres.....	94 259 319	77 068 503
	<u>1 337 140 345</u>	<u>110 083 071</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages-intérêts extrajudiciaires.....	2 700 214	3 301 851
Autres.....	7 793 655	6 916 420
	<u>10 493 869</u>	<u>10 218 271</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations.....	8 314 543	32 877 443
Ventes et locations – Fonctionnement.....	3 923 217	4 710 754
Ventes et locations – Autres.....	5 917 424	5 488 854
	<u>18 155 184</u>	<u>43 077 051</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>59 829 624</u>	<u>266 660 681</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	133 833	47 969
Autres.....	9 395 799	168 659
	<u>9 529 632</u>	<u>216 628</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 939 383 792</u>	<u>637 392 009</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EXERCICE 2022-2023

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-514
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-516
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-519
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-521
PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-523
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-528
EMPLOI ONTARIO.....	2-531
TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT.....	2-534
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-518, 2-526, 2-530, 2-533
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE.....	2-536
ÉTAT DES RECETTES.....	2-537

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
28 323 529	Administration du ministère	29 371 614	28 047 242
2 986 605	Commission de l'équité salariale	3 124 000	2 999 446
22 868 548	Relations de travail	26 709 700	24 805 378
230 203 129	Santé et sécurité au travail	238 186 300	230 392 172
246 726 713	Droits et responsabilités en matière d'emploi	281 159 400	132 860 322
1 728 174 843	Emploi Ontario	1 592 892 600	1 576 473 332
85 098 921	Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	96 364 800	93 746 239
2 344 382 288	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 267 808 414	2 089 324 131
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
3 833 749	Santé et sécurité au travail	3 994 000	3 587 559
960 286	Droits et responsabilités en matière d'emploi	1 472 400	960 286
23 557 952	Emploi Ontario	60 311 000	53 908 393
28 351 987	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	65 779 400	58 456 238

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

2021–2022		2022–2023	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 555 403	Santé et sécurité au travail	8 328 300	6 402 256
0	Droits et responsabilités en matière d'emploi	5 000 000	701 800
2 068 314	Emploi Ontario	8 877 300	7 342 055
3 623 717	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	22 206 600	14 446 111

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 043 600	7 263 000	29 306 600	Administration du ministère..... 27 967 694
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841	0	47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitement versé à l'adjoint
L	16 173	0	16 173	parlementaire en vertu de la <i>Loi sur</i>
				<i>le Conseil exécutif</i> 29 260
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
L	1 000	0	1 000	<i>l'administration financière</i> 987
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 28 047 242
	22 108 614	7 263 000	29 371 614	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère..... 0
				Amortissement –
L	1 000	0	1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	2 000	0	2 000	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	0	1 000	
				Administration du ministère..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 000	0	1 000	DU MINISTÈRE..... 0

Description du programme :

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires.....	14 059 649		Traitements et salaires.....	3 368 860	
Avantages sociaux.....	2 098 133		Avantages sociaux.....	534 040	
Transports et communications.....	470 203		Transports et communications.....	35 884	
Services.....	11 221 226		Services.....	1 000 443	
Fournitures et matériel.....	118 483		Fournitures et matériel.....	33 550	
	<u>27 967 694</u>				<u>4 972 777</u>
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires.....	4 040 989		Transports et communications.....	47 098	
Avantages sociaux.....	560 706		Services.....	8 494 763	
Transports et communications.....	151 277		Fournitures et matériel.....	56 104	
Services.....	221 117				<u>8 597 965</u>
Fournitures et matériel.....	14 421		Systèmes informatiques		
	<u>4 988 510</u>		Services.....	181 126	
Services financiers et administratifs					<u>181 126</u>
Traitements et salaires.....	2 011 906		Crédits législatifs		
Avantages sociaux.....	356 191		Traitement versé au ministre en vertu de la		49 301
Transports et communications.....	213 842		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Services.....	590 028		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel.....	9 773		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		29 260
	<u>3 181 740</u>		Autres opérations		
Services ministériels			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Traitements et salaires.....	1 898 883		<i>l'administration financière</i>		987
Avantages sociaux.....	255 978				<u>79 548</u>
Transports et communications.....	9 561		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services.....	536 416		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel.....	2 159				<u><u>28 047 242</u></u>
	<u>2 702 997</u>				
Activités stratégiques des ressources humaines					
Traitements et salaires.....	2 739 011				
Avantages sociaux.....	391 218				
Transports et communications.....	12 541				
Services.....	197 333				
Fournitures et matériel.....	2 476				
	<u>3 342 579</u>				

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	2 832 700	25 000	2 857 700	Bureau de l'équité salariale..... 2 759 474
2	466 300	(200 000)	266 300	Tribunal de l'équité salariale..... 239 972
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... 2 999 446
	3 299 000	(175 000)	3 124 000	

Description du programme :

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 012 203	
Avantages sociaux.....	280 575	
Transports et communications.....	28 530	
Services.....	422 855	
Fournitures et matériel.....	15 311	
	<u>2 759 474</u>	
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	174 829	
Avantages sociaux.....	16 572	
Transports et communications.....	362	
Services.....	48 209	
	<u>239 972</u>	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA COMMISSION		
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	<u>2 999 446</u>	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1603				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL
				Commission des relations de
1	12 251 400	500 000	12 751 400	travail de l'Ontario..... 12 475 694
2	2 670 900	0	2 670 900	Commission de règlement des griefs..... 2 150 530
				Solutions en matière de relations de
3	10 552 400	735 000	11 287 400	travail..... 10 179 154
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL..... 24 805 378
	25 474 700	1 235 000	26 709 700	

Description du programme :

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

La Division des solutions en matière de relations de travail fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 273 168
Avantages sociaux.....	1 180 108
Transports et communications.....	111 820
Services.....	2 712 120
Fournitures et matériel.....	198 478
	<u>12 475 694</u>
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	352 631
Avantages sociaux.....	66 724
Transports et communications.....	11 287
Services.....	3 482 306
Fournitures et matériel.....	2 176
	<u>3 915 124</u>
Moins : Recouvrements.....	1 764 594
	<u>2 150 530</u>
Solutions en matière de relations de travail (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 827 505
Avantages sociaux.....	968 320
Transports et communications.....	290 856
Services.....	2 076 362
Fournitures et matériel.....	16 111
	<u>10 179 154</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....	<u>24 805 378</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	102 885 600	(7 135 000)	95 750 600	Santé et sécurité au travail..... 92 830 833
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance
2	606 300	0	606 300	contre les accidents du travail..... 605 300
				Bureau des conseillers
3	12 514 700	(300 000)	12 214 700	des travailleurs..... 11 841 803
				Bureau des conseillers
4	4 020 400	(400 000)	3 620 400	des employeurs..... 3 166 785
7	126 150 300	(156 000)	125 994 300	Bureau de la prévention..... 121 947 451
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 230 392 172
	246 177 300	(7 991 000)	238 186 300	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000	2 655 000	2 656 000	Santé et sécurité au travail..... 2 598 158
				Bureau de la prévention –
8	490 000	456 000	946 000	Immobilisations..... 926 830
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	392 000	0	392 000	<i>l'administration financière</i> 62 571
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 3 587 559
	883 000	3 111 000	3 994 000	

non vérifié

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
5	4 447 000	65 000	4 512 000	Santé et sécurité au travail..... 3 884 768
				Système de gestion de l'agrément lié à la prévention — santé et sécurité au
9	3 816 300	0	3 816 300	travail..... 2 517 488
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
				PROGRAMME DE SANTÉ
	8 263 300	65 000	8 328 300	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL..... 6 402 256

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	66 768 585		Traitements et salaires.....	8 886 973	
Avantages sociaux.....	10 802 715		Avantages sociaux.....	1 360 002	
Transports et communications.....	1 570 228		Transports et communications.....	77 233	
Services.....	12 628 689		Services.....	3 744 426	
Fournitures et matériel.....	939 898		Fournitures et matériel.....	14 080	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité.....	120 718		Associations en santé et sécurité.....	95 908 275	
	120 718		Recherche en matière de prévention.....	9 656 695	
	92 830 833		Subventions aux programmes de prévention.....	2 299 767	
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)				107 864 737	
				121 947 451	
Traitements et salaires.....	505 200		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	230 392 172	
Avantages sociaux.....	75 900				
Transports et communications.....	8 200				
Services.....	5 600				
Fournitures et matériel.....	10 400				
	605 300				
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)					
Traitements et salaires.....	7 557 646				
Avantages sociaux.....	2 250 358				
Transports et communications.....	99 249				
Services.....	1 858 282				
Fournitures et matériel.....	76 268				
	11 841 803				
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)					
Traitements et salaires.....	2 355 363				
Avantages sociaux.....	636 561				
Transports et communications.....	32 566				
Services.....	119 627				
Fournitures et matériel.....	22 668				
	3 166 785				

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$
BIENS IMMOBILISÉS	
Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	3 083 750
Machines et équipement – coûts relatifs immobilisations.....	801 018
	<u>3 884 768</u>
Système de gestion de l'agrément lié à la prévention — santé et sécurité au travail (Poste 9)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 517 488
	<u>2 517 488</u>
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	<u>6 402 256</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	102 909 400	178 250 000	281 159 400	
				Normes d'emploi..... 132 860 322
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) –
				PROGRAMME DES DROITS ET
				RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE
				D'EMPLOI..... 132 860 322
	<u>102 909 400</u>	<u>178 250 000</u>	<u>281 159 400</u>	<u>132 860 322</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	0	1 000	
				Normes d'emploi..... 0
				Amortissement -
L	1 471 400	0	1 471 400	
				<i>Loi sur l'administration</i> 960 286
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME DES DROITS ET
				RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE
				D'EMPLOI..... 960 286
	<u>1 472 400</u>	<u>0</u>	<u>1 472 400</u>	<u>960 286</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
BIENS IMMOBILISÉS				
3	5 000 000	0	5 000 000	
				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
				Normes d'emploi..... 701 800
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... 701 800
	5 000 000	0	5 000 000	

Description du programme :

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		25 682 768
Avantages sociaux.....		4 450 044
Transports et communications.....		331 104
Services.....		5 773 387
Fournitures et matériel.....		48 198
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour la		
protection du revenu des		
travailleurs en raison de la		
COVID-19.....	96 574 821	
		96 574 821
		132 860 322
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES DROITS ET		
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....		132 860 322
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
<i>Loi sur l'administration financière</i>		960 286
		960 286
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES DROITS ET		
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....		960 286
BIENS IMMOBILISÉS		
Normes d'emploi (Poste 3)		
Logiciels d'application de		
gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés.....		701 800
		701 800
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
PROGRAMME DES DROITS ET		
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....		701 800

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 574 191 200	10 723 400	1 584 914 600	Système Emploi Ontario..... 1 574 683 466
2	1 778 000	(300 000)	1 478 000	Commissaire à l'équité de l'Ontario..... 1 477 772
				Formation, agrément et réglementation
7	0	0	0	pour les métiers spécialisés..... 0
				Créances irrécouvrables – Prêts pour
				l'acquisition d'outils de travail,
L	0	0	0	Loi sur l'administration financière..... 0
				Créances irrécouvrables – autres,
L	6 500 000	0	6 500 000	Loi sur l'administration financière..... 312 094
				TOTAL (CHARGES DE
				FONCTIONNEMENT) – EMPLOI
	1 582 469 200	10 423 400	1 592 892 600	ONTARIO..... 1 576 473 332
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	39 001 000	20 100 000	59 101 000	Système Emploi Ontario..... 53 686 927
				Amortissement,
L	1 210 000	0	1 210 000	Loi sur l'administration financière..... 221 466
				TOTAL (CHARGES
				D'IMMOBILISATIONS) – EMPLOI
	40 211 000	20 100 000	60 311 000	ONTARIO..... 53 908 393

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1607				
BIENS IMMOBILISÉS				
				Système Emploi Ontario,
6	3 069 500	5 807 800	8 877 300	Biens immobilisés.....
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	3 069 500	5 807 800	8 877 300	EMPLOI ONTARIO.....
				7 342 055

Description du programme :

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de six catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, alphabétisation, projets locaux en matière d'emploi et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le rôle du programme de formation, d'accréditation et de réglementation liées aux métiers spécialisés est de fournir pour les métiers spécialisés et l'apprentissage un système de formation et d'accréditation modernisé, souple, capable de s'adapter aux besoins de l'industrie et conforme à la Loi de 2019 sur la modernisation des métiers spécialisés et de l'apprentissage.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 1607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (Poste 1)			Système Emploi Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	74 692 004		Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	12 684 094		Subvention d'immobilisations pour les agences	
Transports et communications.....	1 159 887		de formation par l'apprentissage.....	26 797 212
Services.....	19 847 999		Fonds pour le développement des compétences -	
Fournitures et matériel.....	198 811		immobilisations.....	26 889 715
Paiements de transfert				<u>53 686 927</u>
Crédit d'impôt de l'Ontario pour				
l'éducation coopérative.....	85 928 391		Crédits législatifs	
Paiement de transfert relatif au			Autres opérations	
crédit d'impôt de l'Ontario pour			Amortissement,	
la formation.....	211 022 600		Loi sur l'administration financière.....	221 466
Emploi et formation.....	1 169 149 680			<u>221 466</u>
	<u>1 466 100 671</u>			
	<u>1 574 683 466</u>		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Commissaire à l'équité de l'Ontario (Poste 2)			EMPLOI ONTARIO.....	<u>53 908 393</u>
Traitements et salaires.....	1 174 265			
Avantages sociaux.....	137 678		BIENS IMMOBILISÉS	
Transports et communications.....	6 706		Programme Emploi Ontario, biens immobilisés (Poste 6)	
Services.....	153 633		Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs	
Fournitures et matériel.....	5 490		aux biens immobilisés.....	7 342 055
	<u>1 477 772</u>			<u>7 342 055</u>
Crédits législatifs			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Autres opérations			EMPLOI ONTARIO.....	<u>7 342 055</u>
Créances irrécouvrables,				
Loi sur l'administration financière.....	312 094			
	<u>312 094</u>			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 576 473 332</u>			

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1608				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT
				Programme ontarien des
1	20 376 800	(3 550 000)	16 826 800	candidats à l'immigration..... 14 502 640
				Programme de formation
2	78 788 000	750 000	79 538 000	linguistique pour adultes..... 79 243 599
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT..... 93 746 239
	99 164 800	(2 800 000)	96 364 800	

Description du programme :

Le programme relatif aux talents étrangers et aux services d'aide à l'établissement aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre à des immigrants de la formation en anglais et en français langue seconde afin de les aider à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour s'établir et s'intégrer à la société et au marché du travail. De plus, le Programme propose de l'information, de l'orientation et des conseils sur l'utilisation des services afin de faciliter l'établissement social et économique des immigrants en Ontario.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT – CRÉDIT 1608

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme ontarien des candidats à l'immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 443 554
Avantages sociaux.....		1 419 272
Transports et communications.....		99 444
Services.....		4 509 242
Fournitures et matériel.....		30 716
Autres opérations.....		412
		<u>14 502 640</u>
Programme de formation linguistique pour adultes (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		3 938 206
Avantages sociaux.....		555 494
Transports et communications.....		21 953
Services.....		241 831
Fournitures et matériel.....		1 674
Paiements de transfert		
Paiement de transfert concernant		
l'établissement et l'intégration...	74 484 441	
		<u>74 484 441</u>
		<u>79 243 599</u>
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE		
À L'ÉTABLISSEMENT.....		<u><u>93 746 239</u></u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2022–2023
				Dépenses réelles \$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	160401	Oui	Non	0
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	160401	Oui	Non	120 719
Associations en santé et sécurité	160407	Oui	Non	95 908 275
Recherche en matière de prévention	160407	Oui	Non	9 656 695
Subventions aux programmes de prévention	160407	Oui	Non	2 299 767
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	160501	Oui	Non	0
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	160701	Oui	Non	85 928 391
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation	160701	No	Oui	211 022 600
Emploi et formation	160701	Oui	Non	1 169 149 680
Établissement et intégration	160802	Oui	Non	74 484 441
Prestation ontarienne pour la protection du revenu des travailleurs en raison de la COVID-19	160501	Non	Oui	96 574 821
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Associations en santé et sécurité - Immobilisations	160408	Oui	Non	697 563
Recherche en matière de prévention	160408	Oui	Non	229 267
Fonds pour le développement des compétences - immobilisations	160704	Oui	Non	26 889 715
Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	160704	Oui	Non	26 797 212
TOTAL				1 799 759 146

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	790 049 286	768 422 198
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	295 140 355	489 659 352
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	26 525	33 302
Compétences pour réussir.....	4 100 000	0
	<u>1 089 316 166</u>	<u>1 258 114 852</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT.....	236 792 928	236 873 597
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	15 613 888	14 625 478
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	1 897 108	1 963 664
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	253 966	346 552
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs.....	750	3 000
Programme de protection des salaires.....	1 157	0
	<u>254 559 797</u>	<u>253 812 291</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme ontarien des candidats à l'immigration.....	11 401 000	16 282 129
Laboratoire de manipulation de matériaux.....	815 316	952 503
Demande d'information FOI.....	3 812	4 567
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	3 519	2 470
Programme de perfectionnement des arbitres.....	0	164
Frais pour chèques refusés.....	105	139
	<u>12 223 752</u>	<u>17 241 972</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement).....	2 112 740	1 504 820
Pénalité monétaire (Avis de contravention).....	660 592	100 875
Amendes et pénalités – Amendes administratives.....	34 000	17 000
	<u>2 807 332</u>	<u>1 622 695</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements.....	2 200	7 200
	<u>2 200</u>	<u>7 200</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	143 873 940	98 271 043
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	483 250	476 625
Autres.....	40 437 226	193 420
	40 920 476	670 045
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 543 703 663	1 629 740 098

COMpte DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHARGE

Au 31 mars 2023

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2022	Revenus	Sorties de fonds			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2023
		Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
9 620 722 \$	-	-	-	-	9 620 722 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant du compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Au 31 mars 2023

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2022	Revenus	Sorties de fonds			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2023
		Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
86 609 557 \$	39 834 620 \$	-	50 728 686 \$	-	75 715 491 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.

Section 3

Annexe – Dette

(non audité)

DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-32 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN250	1,35	8 septembre 2026	750 000 000
DMTN256	3,60	8 mars 2028.....	5 500 000 000
DMTN251	1,55	1er novembre 2029	1 000 000 000
DMTN257	4,05	2 février 2032	1 500 000 000
DMTN254	3,75	2 juin 2032	9 650 000 000
DMTN252	2,55	2 décembre 2052	1 600 000 000
DMTN255	3,75	2 décembre 2053	9 550 000 000
DMTN216	3,25	2 juin 2062	50 000 000

			29 600 000 000
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			29 600 000 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G92	3,10	19 mai 2027.....	2 250 000 000

			2 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,29684 \$.....			2 917 895 000

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

EMTN126	2,25	26 mai 2026.....	500 000 000

			500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60170 \$.....			800 850 000

DETTE À LONG TERME – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			767 732 735
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			148 220 720

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			34 234 698 455
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			0

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			34 234 698 455
Dette contractée ou réévaluée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			139 683 612

TOTAL – DETTE À LONG TERME			34 374 382 067
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Société canadienne d'hypothèque et de logement :

CMHC	6,089 à 7,25	1er juillet 2022 à janvier 2023	17 278 243

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC 189	2,015	23 juin 2022	149 819

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ...	17 428 062

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN212	3,15	11 mai 2022 – 2 juin 2022	11 771 700 000
DMTN235	TCAB 3M + 15	27 juin 2022	1 601 500 000
HC	9,50	13 juillet 2022	1 590 438 000

			14 963 638 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	4 200
1996	Divers	21 juin 2001	2 200
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	32 300
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	11 400
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	78 100
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	298 500
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	73 700
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	69 700
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	57 300
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	916 000
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	50 900
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	185 300
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	82 500
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	128 800
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	224 400
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	754 500
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	672 200
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	7 526 400
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	528 100
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	1 692 800
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	715 800
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	1 972 600
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	8 103 600
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	43 082 800

			67 264 100

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS			
G72	1,95	27 janvier 2023	1 550 000 000

			1 550 000 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G81	2,55	25 avril 2022	1 750 000 000
G76	2,25	18 mai 2022	2 000 000 000
G58	2,45	29 juin 2022	1 000 000 000
G75	2,20	3 octobre 2022	2 000 000 000
G82	1,75	24 janvier 2023	3 000 000 000

			9 750 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,29158 \$.....			12 592 886 700

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVICES ÉTRANGÈRES.....			14 142 886 700

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			24 037 568
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			29 215 254 430
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			213 129 031
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			29 428 383 461
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 395 730 000
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			30 824 113 461

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			(45 982 300)
Effets de commerce américains			(1 315 552 856)

			(1 361 535 156)
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			6 217 000

			6 217 000
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			
			183 469 159

TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			(1 171 848 997)
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	Chiffres réels retraités \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	8 146 753 000	8 146 753 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	-	149 819
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).....	25 164 054	42 442 296
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	8 171 917 054	8 189 345 115
Investisseurs publics.....	389 857 759 582	384 730 685 781
Obligations d'épargne de l'Ontario	158 395 900	225 660 000
Bons du Trésor	21 972 016 700	22 017 999 000
Effets de commerce américains	419 445 5000	1 734 998 356
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	412 407 617,682	408 709 343 137
Dette de la School Board Trust	514 768 279	538 805 848
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	421 094 303 015	417 437 494 100
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	991 712 073	1 021 371 945
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	422 086 015 088	418 458 866 045
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	-	38 130 000
Investisseurs publics.....	9 637 476 000	10 069 287 357
Bons du Trésor	660 157 000	653 940 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	10 297 633 000	10 761 357 357
Dette directe de la SFIEO.....	2 945 487 612	3 741 370 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	13 243 120 612	14 502 727 357
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	435 329 135 700	432 961 593 402
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario	(10 154 142 000)	(7 098 261 000)
Moins : Escomptes, primes et commissions non amorties	(3 376 188 722)	-
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE.....	421 798 804 978	425 863 332 402
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	1 677 516 013	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2023**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux. La dette comprend 25,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dettes contractées aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement de valeur de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat des produits de la vente de parts de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2024	2004	RPC	5,26 – 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 – 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 – 5,19.....	574 612 000	
2031	2009	RPC	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	RPC	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	RPC	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	RPC	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	RPC	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	

				8 146 753 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2024	1999	CMHC	6,089	4 889 114	
2025	1999	CMHC	6,089	8 047 544	
2026	1999	CMHC	6,089	4 831 335	
2027	1999	CMHC	6,089	6 260 767	
2028	1999	CMHC	6,089	1 135 294	

				25 164 054	(4)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				8 171 917 054	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85.....	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05.....	2 650 000 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10.....	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95.....	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60.....	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50.....	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30.....	3 500 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50.....	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60.....	12 550 000 000	
8 septembre 2025	24 février 2020	DMTN245	1,75.....	9 050 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50.....	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00.....	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00.....	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40.....	7 500 000 000	
8 septembre 2026	19 avril 2021	DMTN250	1,35.....	2 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00.....	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00.....	124 584 000	(5)
1er février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85.....	3 250 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50.....	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95.....	8 726 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2022

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50.....	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50.....	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60.....	8 400 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60.....	4 734 700 000	
8 septembre 2027	24 août 2020	DMTN247	1,05.....	2 000 000 000	
8 mars 2028	11 juillet 2022	DMTN256	3,60.....	5 500 000 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90.....	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25.....	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50.....	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70.....	9 258 201 000	
1er novembre 2029	29 juillet 2021	DMTN251	1,55.....	5 500 000 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05.....	11 650 000 000	
2 décembre 2030	13 octobre 2020	DMTN248	1,35.....	7 000 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50.....	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20.....	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20.....	133 300 000	
2 juin 2031	12 avril 2021	DMTN249	2,15.....	8 850 000 000	
2 décembre 2031	14 octobre 2021	DMTN253	2,25.....	6 350 000 000	
2 février 2032	2 mars 2023	DMTN257	4,05.....	1 500 000 000	
2 juin 2032	9 mai 2022	DMTN254	3,75.....	9 650 000 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85.....	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85.....	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85.....	100 000 000	
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00.....	47 500 000	(6)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75.....	248 800 000	
Du 10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(7)
“	“	JA	9,4688	2 315 904	(7)
“	“	JB	9,4688	8 482 324	(7)
“	“	JC	9,4688	4 764 354	(7)
“	“	JD	9,4688	3 171 134	(7)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50.....	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60.....	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35.....	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25.....	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel.	3 077 947 841	(8)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70.....	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20.....	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(9)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10.....	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75.....	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00.....	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60.....	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65.....	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70.....	1 489 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20.....	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65.....	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20.....	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00.....	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00.....	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75.....	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50.....	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60.....	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(10)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50.....	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50.....	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45.....	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85.....	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90.....	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50.....	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70.....	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80.....	12 049 000 000	
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90.....	12 624 500 000	
2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65.....	14 073 900 000	
2 décembre 2051	20 août 2000	DMTN246	1,90.....	12 750 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2052	25 août 2021	DMTN252	2,55.....	8 250 000 000	
2 décembre 2053	30 mai 2022	DMTN255	3,75.....	9 550 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60.....	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25.....	525 000 000	

				326 971 656 637	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(127 411 614)	(8)

				326 844 245 023	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10.....	10 123 100	
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10.....	6 849 500	
21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur	22 819 200	
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur	13 707 200	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10.....	17 627 900	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10.....	8 786 000	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35.....	3 386 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35.....	2 638 900	
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20.....	6 038 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20.....	4 994 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15.....	4 016 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15.....	2 736 400	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85.....	734 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85.....	1 075 500	

Séries en circulation				105 533 800	(11)
Séries arrivées à échéance				52 862 100	(12)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				158 395 900	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS.....				327 002 640 923	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65	2 700 000 000	

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				3 806 700 000	-----

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	-----
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000	-----

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Dettes en devises étrangères					(13)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	115 000 000	
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000	
10 décembre 2031	10 décembre 2021	ADI9	2,50	36 000 000	
10 décembre 2032	10 décembre 2021	ADI10	2,60	36 000 000	
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	320 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				1 577 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,90404 \$				1 425 671 644	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875	1 750 000 000
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375	1 500 000 000
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875	1 250 000 000
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625	1 500 000 000
8 avril 2027	8 avril 2020	EMTN117	0,375	1 000 000 000
25 novembre 2030	24 novembre 2020	EMTN120	0,01	2 500 000 000
9 juin 2031	9 juin 2021	EMTN123	0,25	1 000 000 000
2 octobre 2040	6 mai 2020	EMTN118	0,699	50 000 000
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000
9 décembre 2041	9 décembre 2021	EMTN125	0,70	75 000 000
3 décembre 2046	3 décembre 2021	EMTN124	0,76	160 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				10 837 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS				
AU TAUX DE CHANGE DE 1,46860 \$.....				15 915 223 293

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN LIVRES STERLING

15 décembre 2023	3 juin 2020	EMTN119	0,50	1 000 000 000	
26 mai 2026	26 mai 2022	EMTN126	2,25	500 000 000	
15 décembre 2026	13 janvier 2021	EMTN121	0,25	1 750 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				3 250 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,66912 \$				5 424 648 060	

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000	
12 mai 2033	12 mai 2021	EMTN122	0,05	250 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				650 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,47996 \$				961 971 561	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40	2 500 000 000
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05	2 500 000 000
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20	1 250 000 000
21 janvier 2026	21 janvier 2021	G87	0,625	3 500 000 000
14 avril 2026	14 avril 2021	G89	1,05	3 000 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000
19 mai 2027	19 mai 2022	G92	3,10	2 250 000 000
21 mai 2027	21 mai 2020	G85	1,05	1 750 000 000
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000
7 octobre 2030	7 octobre 2020	G86	1,125	1 250 000 000
25 février 2031	25 février 2021	G88	1,60	1 500 000 000
14 octobre 2031	14 octobre 2021	G90	1,80	1 000 000 000
21 janvier 2032	21 janvier 2022	G91	2,125	1 500 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX
EN DOLLARS AMÉRICAINS 26 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS
AU TAUX DE CHANGE DE 1,35305 \$ 35 179 300 000

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS.....				390 016 155 482	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				0	
TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				390 016 155 482	
BONS DU TRÉSOR				21 972 016 700	
BILLET DE TRÉSORERIE AMÉRICAIN (en dollars américains).....				310 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
TAUX DE CHANGE DE 1,35305 \$.....				419 445 500	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				412 407 617 682	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				420 579 534 736	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(376 231 721)	
				514 768 279	(14)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				421 094 303 015	

REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara.....				11 512 029	
Ornge.....				204 656 547	
Centre des congrès d'Ottawa				642 662	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations.....				(802 618 073)	
Bons du Trésor				(487 187 092)	

TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				991 712 073	(15)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
APRÈS AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION				422 086 015 088	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 777 300 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	1 550 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60	1 050 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	66 799 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	1 004 927 000	(8)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADIENS EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2037	1er septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1er octobre 2013	DMTN220	3,45	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	26 100 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS.....				9 637 476 000	

TOTAL – OBLIGATIONS.....				9 637 476 000	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				0	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES)					
SUR CHANGE NON AMORTIS				9 637 476 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
BONS DU TRÉSOR				660 157 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				10 297 633 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				10 297 633 000	

DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				2 945 487 612	

TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				13 243 120 612	

TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				435 329 135 700	
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO				(10 154 142 000)	
Moins : ESCOMPTES, PRIMES ET COMMISSIONS NON AMORTIES				(3 376 188 722)	

TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE				421 798 804 978	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.....	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	6 803 516 013

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires et TIOL - taux interbancaire offert à Londres. Le coût de la dette est le taux d'intérêt effectif sur la dette amortie. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier à la valeur comptable nette lors de la comptabilisation initiale.
2. Les séries de dettes suivantes sont émises pour la Province et pour la SFIEO : DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN240, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance. Chaque paiement consiste en une combinaison de capital et d'intérêts. La dette comprend 25,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.
5. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
6. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
7. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2022-2023, le principal remboursé s'est élevé à zéro million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
8. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis. L'encours représente la valeur indexée du principal.
9. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
10. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
11. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.

OEO – Taux fixe :

En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, sept et dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.

OEO – Taux accélérateur :

Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,80 %, de 2,15 %, de 2,30 % et de 2,55 % les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2023

12. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
13. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en équivalents en dollars canadiens au 31 mars 2023. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2023 sont les suivants : en dollar australien : 0,90404, en euro : 1,46860, en yen japonais : 0,010195, en franc suisse : 1,47996, en livre sterling : 1,66912, en dollar américain : 1,35305.
14. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
15. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
- Obligations d'épargne de l'Ontario :
- Fonds de réserve d'assurance-dépôts : DMTN215 – 9 millions de dollars, DMTN237 – 1 million de dollars, DMTN223 – 10 millions de dollars, DMTN241 – 1 million de dollars, DMTN227 – 10 millions de dollars et DMTN245 – 1 million de dollars.
- Fonds de reboisement : DMTN240 – 5 millions de dollars et DMTN254 – 6 millions de dollars.
- Infrastructure Ontario : DMTN223 – 120 millions de dollars, DMTN237 – 62 millions de dollars et DMTN241 – 17 millions de dollars.
- Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN215 – 6 millions de dollars, DMTN223 – 11 millions de dollars, DMTN237 – 12 millions de dollars, DMTN241 – 12 millions de dollars et DMTN245 – 13 millions de dollars.
- Fonds de garantie des prestations de retraite : DMTN215 – 66 millions de dollars, DMTN237 – 19 millions de dollars, DMTN223 – 113 millions de dollars, DMTN241 – 45 millions de dollars, DMTN227 – 101 millions de dollars et DMTN245 – 47 millions de dollars.
- Secteur public élargi - Collèges : 64 millions de dollars de divers DMTN et 6 millions de dollars de divers marchés mondiaux.
- Secteur public élargi - Hôpitaux : 42 millions de dollars de divers DMTN, 2 millions de dollars de LK, moins de 1 million de dollars de HS et 3 millions de dollars de divers marchés mondiaux.
- Secteur public élargi - Conseils scolaires : 1 million de dollars de divers DMTN.
- Bons du Trésor :
- Fonds de réserve d'assurance-dépôts : 106M\$
- Fonds de garantie des prestations de retraite : 106M\$
- Croissance Ontario : 276M\$
- Secteur public élargi – Collèges : moins de 1 million de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(478 300 000)	(85 000 000)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	(38 130 000)	(172 961 000)
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	56 266 000	46 263 000
Variation nette des emprunts à court terme	6 217 000	950 000
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en débentures et billets aux fins de la SFIEO	(453 947 000)	(210 748 000)
	=====	=====
Dette garantie par la Province	(795 882 388)	(1 546 500 000)
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	309 364 838	317 350 663
À court terme	23 303 260	1 885 156
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	1 174 404	9 559 702
	-----	-----
	333 842 502	328 795 521
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	478 300 000	85 000 000
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	38 130 000	172 961 000
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(56 266 000)	(46 263 000)
Variation nette des emprunts à court terme	(6 217 000)	(950 000)
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets	453 947 000	210 748 000
	=====	=====
Dette garantie par la Province	795 882 388	1 546 500 000
	=====	=====

Intérêts sur avances provenant :

de titres émis sur les marchés publics

À long terme (309 364 838) (317 350 663)

À court terme (23 303 260) (1 885 156)

de titres émis hors des marchés publics

Office d'investissement du régime de pensions du Canada (1 174 404) (9 559 702)

(333 842 502) (328 795 521)

Section 4

Autres annexes supplémentaires (non auditées)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2023
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales					
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux..	9 534 052	1 390 400	2 153 301	-	8 771 151
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	237 681	-	-	(8 739)	228 942
	9 771 733	1 390 400	2 153 301	(8 739)	9 000 093
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité.....	111 738	-	20 347	-	91 390
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	3 283	-	-	(959)	2 324
	115 020	-	20 347	(959)	93 714
Ministère des Collèges et Universités					
Prêts d'études en souffrance.....	410 643 677	217 624	31 201 249	48 321 452	427 981 504
Prêt au débiteur-exploitant – Université Laurentienne.....	35 031 272	-	35 000 000	(31 272)	0
Prêt de départ – Université Laurentienne.....	-	35 000 000	-	-	35 000 000
Capital.....	1 931 765 856	276 812 827	211 534 012	(38 423 524)	1 958 621 147
Capital – intérêts à recevoir.....	5 315 874	-	-	3 438 585	8 754 459
	1 937 081 730	276 812 827	211 534 012	(34 984 939)	1 967 375 607
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce					
Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	138 161 343	-	197 373	-	137 963 970
Moins : Escompte non amorti.....	(84 876 446)	-	-	1 604 552	(83 271 894)
	53 284 897	-	197 373	1 604 552	54 692 076
Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe.....	15 447 494	-	613 625	557 141	15 391 010
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	15 447 494	-	613 625	557 141	15 391 010
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	9 954 463	-	7 112 022	-	2 842 441
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	9 954 463	-	7 112 022	-	2 842 441
MaRS Phase 2.....	83 112 261	-	1 301 667	(341 224)	81 469 371

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2023
	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	4 472 221	739 286	109 972	-	5 101 536
Moins : Escompte non amorti.....	(56 241)	-	-	56 241	0
	4 415 980	739 286	109 972	56 241	5 101 536
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	16 043 678	516 146	1 116 180	12 805	15 456 449
Moins : Escompte non amorti.....	(402 890)	-	-	252 956	(149 934)
	15 640 788	516 146	1 116 180	265 761	15 306 515
Programme pour le développement régional – Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et volet ICSFP	736 364	4 608 543	153 081	-	5 191 826
Moins : Escompte non amorti.....	(17 659)	-	-	(156 583)	(174 242)
	718 705	4 608 543	153 081	(156 583)	5 017 584
Programme pour le développement régional - Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	2 852 830	3 043 265	-	-	5 896 095
Moins : Escompte non amorti.....	(69 006)	-	-	(48 241)	(117 247)
	2 783 824	3 043 265	-	(48 241)	5 778 848
Investissements Ontario	-	15 000 000	-	789 041	15 789 041
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	-	15 000 000	-	789 041	15 789 041
Ministère de l'Énergie					
Hydro One.....	1 248 339 072	-	-	-	1 248 339 072
Ontario Power Generation.....	5 912 720 000	-	-	-	5 912 720 000
Développement économique.....	591 794 740	239 000 000	163 037 184	3 005 260	670 762 816
Développement économique – intérêts à recevoir...	3 589 756	-	17 926 797	18 083 223	3 746 182
	595 384 496	239 000 000	180 963 981	21 088 483	674 508 998
Ministère des Finances					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier					
Prêt à long terme.....	1 634 680 827	-	300 000 000	-	1 334 680 827
Prêt amortissable.....	4 364 286 758	640 228 181	469 465 665	-	4 535 049 274
Facilité de crédit renouvelable à court terme	375 000 000	1 197 000 000	1 237 000 000	-	335 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	400 000 000	-	-	-	400 000 000
Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires.....	4 280 285 986	-	260 573 184	-	4 019 712 802

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2023
		\$	\$	\$	\$
Société des loteries et des jeux de l'Ontario....	54 420 496	2 015 324	14 502 109	-	41 933 711
Musée royal de l'Ontario.....	23 333 613	-	100 000	-	23 233 613
Commission de transport Ontario.....	1 143 497	-	106 073	-	1 037 424
Commission des parcs du Niagara.....	27 709 432	740 713	5 353 940	-	23 096 205
Société ontarienne de vente du cannabis.....	66 878 208	-	7 571 341	-	59 306 867
Centre des congrès d'Ottawa.....	43 114 847	-	1 000 000	-	42 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie....	356 407 180	4 142 573	20 175 404	-	340 374 349
Unity Health Toronto.....	94 637 457	-	2 258 972	-	92 378 485
Arnprior Regional Health.....	23 922 009	-	700 115	-	23 221 894
Régie des alcools de l'Ontario	46 995 113	156 728	7 542 621	-	39 609 220
Hôpital Memorial de Campbellford.....	-	2 100 000	-	-	2 100 000
Hôpital général de la baie Georgienne.....	-	7 000 000	-	-	7 000 000
Hôpital Ross Memorial.....	15 001 923	3 109	389 223	-	14 615 809
Centre de soins de santé Runnymede.....	-	20 225 673	-	-	20 225 673
Réseau universitaire de santé.....	84 501 466	38 838 615	-	-	123 340 081
	5 118 351 227	75 222 735	320 272 982	-	4 873 300 980
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)	132 000 000	-	11 000 000	-	121 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	(64 644 240)	-	-	5 387 020	(59 257 220)
	67 355 760	-	11 000 000	5 387 020	61 742 780
Prêts hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario.....	195 273	-	-	-	195 273
Power Workers' Union.....	64 808 966	-	1 753 009	-	63 055 957
Society of United Professionals.....	30 986 660	-	1 190 882	-	29 795 779
OFN Power Holdings LP.....	244 865 246	-	-	-	244 865 246
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.....	50 650 201	-	2 413 613	186 361	48 422 949
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs					
Office du secteur des condominiums.....	4 152 790	-	543 763	-	3 609 027
Office du secteur des condominiums – intérêts à recevoir.....	0	-	-	-	0
	4 152 790	-	543 763	-	3 609 027
Ministère de l'Infrastructure					
Infrastructure communautaire – prêts.....	9 440 454	-	105 749	-	9 334 705
Société foncière de l'Ontario.....	2 496 578	-	286 750	-	2 209 828
	11 937 032	-	392 499	-	11 544 533

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2023
	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère des Affaires municipales et du Logement					
Crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles	134 275	-	3 934	-	130 341
Ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts					
Développement économique.....	80 000 000	-	-	-	80 000 000
Développement économique – intérêts à recevoir..	4 153 565	-	-	1 927 732	6 081 297
	84 153 565	-	-	1 927 732	86 081 297
Ministère des Transports					
Commission de transport Ontario Northland.....	35 207 935	-	-	-	35 207 935
TOTAL DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES					
AU 31 mars 2023.....					22 539 089 606
TOTAL DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2023					(750 498 300)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023****Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Les débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges fonciers.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Ministère des Collèges et Universités

Le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Par l'entremise du ministère des Collèges et Universités (MCU), la province est devenue le prêteur de l'Université Laurentienne de Sudbury. Le prêt émis sur 15 ans vient à échéance le 30 avril 2038.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile versait du financement au titre d'investissements stratégiques dans le secteur de l'automobile. Il visait à soutenir l'avancement des capacités en conception et fabrication de véhicules, les technologies de fabrication novatrices et la formation. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques fournissait un financement visant à attirer des investissements stratégiques novateurs pour favoriser la transition de l'économie ontarienne et en assurer la compétitivité à l'échelle mondiale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario offre des bourses et des prêts pour aider à attirer et à retenir les emplois, les investissements, l'innovation, ainsi que le développement de groupes et les collaborations. Ce fonds et le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (dans le cadre duquel aucun prêt n'a été accordé) ont été remaniés pour devenir le Programme pour le développement régional.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité (FEP) a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FEP, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu'à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises de l'Ontario. Il comportait quatre volets : le volet Nouvelle économie, le volet Partenariats stratégiques, le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons et le Fonds de développement du secteur forestier. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Programme pour le développement régional, axé sur une nouvelle approche visant à favoriser la croissance économique, est le premier programme lancé dans le cadre de l'initiative de transformation des soutiens aux entreprises.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023**

Dans le cadre du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario et du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario, les entreprises et les collectivités peuvent recevoir un soutien financier et accéder à un vaste éventail de services et de soutiens complémentaires, ce qui aide ces régions à être ouvertes aux affaires et aux emplois. Les contribuables en auront pour leur argent et des occasions viables seront offertes aux entreprises et aux collectivités de la province pour les années à venir.

Il existe un volet distinct : le volet Innovation et compétitivité dans le secteur de la fabrication de pointe (ICSFP). Le volet ICSFP fournira un soutien financier aux entreprises manufacturières et mettra l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) de l'Ontario.

Investissements Ontario est un organisme indépendant qui se consacre à obtenir du secteur privé des investissements commerciaux et de capitaux stratégiques, pour appuyer le développement économique, la résilience et la création d'emplois en Ontario, avec attention particulière, de prime abord, aux secteurs de la fabrication de pointe, de la technologie et des sciences de la vie. L'organisme cherche à attirer davantage les investissements directs nationaux et étrangers dans la province en générant des pistes au moyen d'une approche proactive centrée sur le client.

Ministère de l'Énergie

La province détient 282 412 648 actions ordinaires dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 248 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans l'Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

À la fin de l'exercice 2023, un montant de 674,5 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Ministère des Finances

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2023, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2022) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé trimestriellement en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, la Société avait obtenu des rétrocessions de prêts. Au 31 mars 2023, le solde était de 1 055,0 millions de dollars (1 355,0 millions de dollars en 2022).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la Société. Au 31 mars 2023, le solde impayé de ce programme était de 4 535,0 millions de dollars (4 364,3 millions de dollars en 2022).

La Société a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 600,0 millions de dollars. Au 31 mars 2023, le solde impayé du crédit était de 335,0 millions de dollars (375,0 millions en 2022) à des taux d'intérêt allant de 4,54 % à 4,66 %.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) a reçu une facilité de crédit renouvelable à long terme de 400,0 millions de dollars à un taux d'intérêt de 1,14 % et remboursable en mars 2024. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 400,0 millions de dollars (400,0 millions de dollars en 2022).

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, donne des conseils sur le financement de projets et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi des prêts sont empruntées à la province.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts exigibles sur ces prêts, réduisant l'encours total à 4 019,7 millions de dollars (4 280,3 millions de dollars en 2022). Les prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,99 % et 5,38 %, arrivent à échéance durant la période de 2024 à 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2023, le solde impayé de ce prêt était de 41,9 millions de dollars (54,4 millions de dollars en 2022).

Le Musée royal de l'Ontario (ROM) est un organisme de la Couronne établi par la province en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2023, le solde se chiffrait à 23,2 millions de dollars (23,3 millions de dollars en 2022). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2027.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le prêt à terme de la CTON affichait un solde impayé de 1,0 million de dollars au 31 mars 2023 (1,1 million de dollars en 2022). Il porte intérêt au taux de 4,9 % et arrivera à échéance en 2031.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la *Loi sur les parcs du Niagara* (L.R.O. 1990), a reçu un prêt de 6,5 millions de dollars pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. En outre, un autre prêt à taux d'intérêt variable pouvant atteindre 25,0 millions de dollars a été consenti pour le réaménagement de la Centrale électrique Canadian Niagara Power. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 23,1 millions de dollars (27,7 millions de dollars en 2022).

La Société ontarienne de vente du cannabis, une succursale de la Régie des alcools de l'Ontario et une société provinciale de la Couronne régie par la *Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis*, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour déployer ses activités en Ontario. Le solde du prêt à terme au 31 mars 2023 était de 59,3 millions de dollars (66,9 millions de dollars en 2022).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision de 47,1 millions de dollars contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le cinquième paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue entre la province et l'OOF. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 42,1 millions de dollars (43,1 millions de dollars en 2022).

Des prêts d'une valeur de 340,4 millions de dollars (356,4 millions de dollars en 2022) ont été accordés à des collèges d'arts appliqués et de technologie pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction ou l'agrandissement de résidences d'étudiants, du matériel informatique, des parcs de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 2,15 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2024 et 2049.

Unity Health Toronto (autrefois appelé Providence St. Joseph's and St. Michael's Healthcare), un organisme sans but lucratif établi en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 100,0 millions de dollars pour financer ses projets d'immobilisations et ses obligations opérationnelles. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,99 % et viendra à échéance en 2049. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 92,4 millions de dollars (94,6 millions de dollars en 2022).

Arnprior Regional Health, une société établie en vertu de la *Companies Act, 1937*, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 25,8 millions de dollars assorti d'intérêts capitalisés pour le financement à long terme des coûts du projet. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,49 % et viendra à échéance en 2046. Au 31 mars 2023, le solde impayé du crédit pour la construction était de 23,2 millions de dollars (23,9 millions en 2022).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

Au cours de l'exercice, la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), une société établie en vertu de la *Loi sur les alcools* (1990), a reçu un prêt pour un montant principal maximum de 51,2 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer les coûts en capital associés au déménagement de son siège social. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,26 % et arrive à échéance en 2025. Au 31 mars 2023, le solde de la facilité de crédit était de 39,6 millions de dollars (47 millions de dollars en 2022).

Durant l'exercice, l'Hôpital Memorial de Campbellford, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt de 2,1 millions de dollars pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,33 %, vient à échéance en 2030. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 2,1 millions de dollars (0 \$ en 2022).

Durant l'exercice, l'Hôpital général de la baie Georgienne, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt de 7,0 millions de dollars pour mettre en œuvre le projet CARE4 de mise à niveau du dossier médical électronique avec trois autres hôpitaux de la région. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,4 %, vient à échéance en 2032. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 7,0 millions de dollars (0 \$ en 2022).

L'Hôpital Ross Memorial, constitué en personne morale en vertu d'une loi intitulée *Act respecting the Ross Memorial Hospital*, L.O. 1903, chap. 132, telle que modifiée, et existant en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, telle que modifiée, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 15,0 millions de dollars avec intérêts capitalisés pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques complets. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,35 % et arrivera à échéance en 2037. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 14,6 millions de dollars (15,0 millions de dollars en 2022).

Durant l'exercice, le Centre de soins de santé Runnymede, personne morale sans capital-actions régie par la *Loi sur les personnes morales* (Ontario) et organisme de bienfaisance inscrit en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), a reçu une facilité de crédit non renouvelable de 20,0 millions de dollars pour financer un projet concernant un foyer de soins de longue durée. Au 31 mars 2023, le solde impayé du crédit avec intérêts capitalisés était de 20,2 millions de dollars (0 \$ en 2022).

Le Réseau universitaire de santé, une association prorogée en vertu de la *Loi de 1997 sur le Réseau universitaire de santé*, a reçu un prêt d'un montant principal maximum de 250,0 millions de dollars : a) pour financer la mise en œuvre d'un système d'information sur la santé; b) pour financer les améliorations à apporter aux systèmes et aux dispositifs existants, ainsi que l'acquisition de systèmes et de dispositifs supplémentaires, afin de permettre le déploiement du système d'information sur la santé. Au 31 mars 2023, le solde impayé était de 123,3 millions de dollars (84,5 millions de dollars en 2022).

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) si, à tout moment, le montant inscrit au crédit du Fonds est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc., au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au FGPR, remboursable en 30 versements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a pris en charge les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution initiale le 31 mars 1987. Le solde impayé était de 0,2 million de dollars (0,2 million de dollars en 2022).

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of United Professionals afin de financer leurs achats respectifs d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Society of United Professionals. Un remboursement partiel des prêts consentis à la fiducie de syndicats du secteur de l'électricité à l'appui de l'achat d'actions d'Hydro One en 2015 s'est traduit par un profit réalisé de 1 287 980 \$ en 2022-2023.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023**

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires d'Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

En juin 2019, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) a remplacé la Commission des services financiers de l'Ontario et la Société ontarienne d'assurance-dépôts à titre d'organisme de réglementation des services financiers, des services d'assurance et des régimes de retraite en Ontario.

Les coûts administratifs et opérationnels initiaux de l'ARSF ont été financés au moyen d'un prêt à terme du gouvernement de 40 000 000 \$. L'ARSF a également reçu un prêt de 20,0 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les dépenses en immobilisations qu'elle a engagées pour moderniser ses systèmes et ses installations de base. L'ARSF a tiré la dernière tranche de son prêt le 30 mars 2022. L'ARSF a tiré la dernière tranche de son prêt le 30 mars 2022.

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

Pour constituer l'autorité du secteur des condominiums décrite dans la *Loi de 1998 sur les condominiums*, telle que modifiée.

Établir la gouvernance et l'infrastructure opérationnelle de l'emprunteur (l'Office ontarien du secteur des condominiums); élaborer et mettre en œuvre les programmes et les services que l'autorité du secteur des condominiums sera tenue par la loi et les règlements d'administrer et de fournir; et remplir les exigences nécessaires pour permettre la désignation de l'emprunteur à titre d'autorité du secteur des condominiums aux fins de la *Loi de 1998 sur les condominiums*.

Ministère de l'Infrastructure

En mai 2018, le ministère de l'Infrastructure, de concert avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), a conclu une entente conjointe concernant un prêt de 24 millions de dollars à la Young Men's Christian Association (YMCA) et à la Young Women's Christian Association (YWCA) d'Ottawa pour appuyer les services de logement de transition.

La part du prêt relatif à l'infrastructure communautaire assumée par la province est de 12 millions de dollars. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 3 %.

La date d'échéance du prêt avait été fixée, à l'origine, au 24 avril 2019. En mai 2023, le ministère de l'Infrastructure et la SCHL ont prorogé cette échéance au 30 avril 2024 pour faciliter le remboursement et la liquidation du prêt.

À la fin de l'exercice 2020-2021, la province a inscrit une créance irrécouvrable de 4 millions de dollars au poste de la provision pour créances douteuses en raison d'une forte probabilité de moins-value du prêt attribuable à l'incidence de la COVID-19 sur la fermeture continue des services clés de la YMCA.

Une activité de recouvrement progressif se poursuit en 2021-2022 et la YMCA a remboursé un montant forfaitaire de 6 millions de dollars aux deux prêteurs sur le montant principal du prêt en janvier 2022. De ces 6 millions de dollars, la province a compensé 3 millions de dollars par la portion qu'elle assume, portant ainsi le montant principal du prêt à 9 millions de dollars. En 2022-2023, la YMCA a payé des intérêts de 0,270 million de dollars.

L'entente de prêt à Hamilton Trunk Sewer a été conclue dans les années 60 ou 70 entre le ministère des Services au public et aux entreprises et la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour favoriser l'octroi d'un prêt à long terme à la ville de Hamilton en vue de la construction d'un réseau d'égout sanitaire.

La province a consenti ce prêt pour des travaux de construction et de mise à niveau visant le réseau d'égout de Hamilton et, chaque année, la ville versera à la province 250 \$ par habitation/logement construit dans la vieille ville.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023**

Au 31 mars 2023, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 2,21 millions de dollars sur le prêt en cours concernant le réseau d'égout de Hamilton, déduction faite du montant de 0,287 million de dollars remboursé au cours de l'exercice 2022-2023.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Le programme d'aide sous forme de crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles a été autorisé en vertu de la loi intitulée *Municipal and School Tax Credit Assistance Act, 1967*. Il prévoyait le paiement des impôts fonciers et scolaires applicables aux résidences principales que possédaient et occupaient des aînés. Chaque personne pouvait recevoir le moindre des montants suivants : 150 \$ ou 50 % des impôts fonciers et scolaires perçus pour le bien imposable; les bénéficiaires pouvaient recevoir ces fonds pour un seul bien foncier par année.

La municipalité ou le conseil scolaire devait enregistrer l'intérêt de la province au moyen d'un avis de privilège sur le bien foncier à l'égard duquel le crédit d'impôt avait été accordé. Le programme a pris fin en 1980. Le montant du privilège est exigible au moment de la vente ou de la cession du bien foncier à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint de l'auteur de la demande. Ce programme ne comporte pas d'intérêts. Ce programme ne comporte pas d'intérêts.

Ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts

À la fin de l'exercice 2023, un montant de 86,08 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Ministère des Transports

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. La CTON exploite et maintient des services de transport, notamment par autobus et par rail, vers les régions du Nord de la province et dans leur périmètre. Au 1^{er} avril 2020, le MTO est le ministère chargé de la consolidation de la CTON. Le transfert des placements en actions du MEDNM était de 35,208 millions de dollars.

FONDS ET AUTRE PASSIF
Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2023 \$
Ministère du Procureur général			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis.....	14 945 696	(4 460 552)	10 485 144
Fonds d'aide aux victimes.....	7 727 227	(3 165 567)	4 561 660
Produits de la criminalité.....	15 738 705	(2 345 404)	13 393 301
Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires			
Bureau des obligations familiales.....	44 091 563	(1 568 268)	42 523 295
Ministère des Collèges et Universités			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF).....	14 932 731	1 750 764	16 683 495
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce			
Retenues sur les paiements de transfert.....	26 525 876	5 526 540	32 052 416
Ministère de l'Énergie			
Fin des contrats d'énergie renouvelable.....	57 677 707	(28 504 876)	29 172 831
Annulation du projet de parc éolien White Pines.....	23 413 668	(1 794 407)	21 619 261
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs			
Fonds de garanties financières.....	114 290 401	4 993 285	119 283 686
Parcs Ontario – Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation (CFP).....	81 113 874	(405 969)	80 707 905
Ministère des Finances			
Réserve pour chèques en circulation.....	41 071 875	15 979 796	57 051 671
Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	23 457 279	466 106	23 923 386
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules.....	86 609 556	(86 609 557)	0
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	14 670 583	1 055 082	15 725 665

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

	Solde au 1 ^{er} avril 2022 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2023 \$
Ministère de la Santé			
Règlements relatifs à l'hépatite C.....	17 934 994	(50 000)	17 884 994
Réserve pour chèques en circulation.....	10 282 718	951 155	11 233 873
Initiatives reliées aux engagements de conformité volontaire de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique..	36 685 281	(24 776 523)	11 908 758
Ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts			
Protection de la pêche et de la faune (CFP).....	3 860 783	(3 860 783)	-
Fonds de réhabilitation des mines.....	12 981 815	200 039	13 181 853
Ministère du Solliciteur général			
Produits de la criminalité.....	23 267 484	12 328 062	35 595 546
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique.....	5 467 755	113 134	5 580 889
Ministère des Transports			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité.....	19 855 917	1 101 234	20 957 151
Fonds réservés au transport en commun.....	6 426 899	(4 275 899)	2 151 000
Réclamations de construction.....	158 721 698	76 755 526	235 477 224
Expropriations.....	174 562 215	(123 588 296)	50 973 919
Retenue de 10 % prévue dans la loi.....	107 488 221	16 972 237	124 460 458
TVH perçue, remise.....	3 751 675	1 655 478	5 407 153
Plan d'enregistrement international (IRP).....	5 294 879	1 057 628	6 352 508
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Pensions et prestations supplémentaires :			
Caisse de retraite des juges provinciaux.....	639 117 655	(5 760 195)	633 357 459
Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres – dépôts.....	37 663 979	(2 524 648)	35 139 331
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF.....	29 038 983	(29 038 983)	-
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO.....	23 944 129	1 106 938	25 051 068
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM.....	13 424 446	3 671 309	17 095 755
Régime de retraite complémentaire des juges de paix....	28 644 498	2 384 840	31 029 337
Autres.....	74 474 586	(7 611 637)	66 862 949

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023****Ministère du Procureur général**

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Des amendes sont prévues aux termes du Règlement 722/21 pris en application de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*. Conformément au paragraphe 12 (2) de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, les amendes perçues ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'éducation, de formation et de sensibilisation. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, les auteurs d'une demande d'inscription et les personnes inscrites doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes liées à leur inscription en vertu de la Loi. Aux termes de l'article 7 de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, un avis public concernant la demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs d'une demande n'ont plus à acquitter de droits pour les annonces étant donné que les informations utiles sont, depuis lors, publiées dans le site Web de la CAJO. Aux termes de l'article 12 de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2023, les dépôts pour amendes étaient de 1 540 621 \$, ceux pour le jeu, de 6 591 303 \$, ceux pour l'alcool, de 0 \$, ceux pour les courses de chevaux, de 2 348 060 \$, ceux pour le cannabis, de 0 \$, et ceux pour divers clients, de 5 160 \$, pour un total de 10 485 144 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (environ 90 %) des revenus de ce fonds provient de suramendes compensatoires imposées pour l'aide aux victimes en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*. Le ministère du Procureur général veille à ce que les fonds provenant des suramendes compensatoires fédérales et provinciales servent à aider les victimes, assure la tenue d'un compte séparé de ces fonds et permet que les fonds non utilisés soient reportés sur l'exercice suivant sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au *Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués* (1995), à la Partie XII.2 du *Code criminel* (Canada) (1985) et à la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*. L'article 5 de la Loi autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023****Ministère des Collèges et Universités**

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel*. Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel. Les collèges privés d'enseignement professionnel de l'Ontario doivent être inscrits et contribuer au FAAF. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois la sûreté financière épuisée, le règlement des réclamations impayées des étudiants se fera à même le FAAF.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Les retenues sur les paiements de transfert concernent de multiples programmes de paiements de transfert du ministère. Les montants retenus sont déterminés conformément aux modalités des ententes de paiement de transfert.

Ministère de l'Énergie

Coûts associés à la réduction de plus de 750 contrats de tarifs de rachat garantis et de gros contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable qui n'avaient pas encore atteint les étapes contractuelles. Le gouvernement a adopté une loi pour s'assurer que les coûts associés à la résiliation de ces contrats ne reposent pas sur les épaules des consommateurs d'électricité.

Coûts associés à l'annulation du projet de parc éolien White Pines conformément à la *Loi de 2018 sur l'annulation du projet de parc éolien White Pines* et au Règlement de l'Ontario 237/19 (*Fermeture de la centrale éolienne white pines*).

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Certaines contributions constituant la garantie financière sont en espèces et produisent des intérêts tant que le ministre des Finances en a la garde. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables, mais seulement lorsque le ministère est convaincu qu'une garantie financière n'est plus requise.

La *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* prévoit la création d'un compte distinct, au sein du Trésor pour le Programme de Parcs Ontario, pour la conservation des revenus issus de la perception de droits dans les parcs provinciaux ainsi que d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

Ministère des Finances

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministère des Finances qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2023.

Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

En vertu du Règlement 913 (R.R.O. 1990) pris en application de la *Loi sur les sûretés mobilières*, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi aux fins de l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est exploité en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses revenus à même deux sources : les droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et les remboursements de créances (imputables aux automobilistes responsables non assurés). Les paiements effectués à même le Fonds ont fait l'objet de diverses modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

La réserve de fonds non réclamés comprend les montants détenus en fiducie concernant des transactions immobilières annulées que le Conseil ontarien de l'immobilier a transférés au ministre des Finances conformément à la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*. Le ministère des Services gouvernementaux et des

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2023**

Services aux consommateurs est chargé de l'administration des fonds non réclamés.

Ministère de la Santé

Le compte Règlements relatifs à l'hépatite C est utilisé pour consigner les paiements liés aux obligations de la province en matière de règlements concernant l'hépatite C.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministre de la Santé qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2023.

L'Alliance pancanadienne pharmaceutique (APP) négocie les prix des médicaments sur ordonnance au nom des régimes de médicaments publics. Des comptes à des fins particulières ont été créés pour suivre les initiatives d'engagements de conformité volontaire de l'APP et en rendre compte.

Ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts

Un compte distinct au sein du Trésor est maintenu aux fins du Programme de gestion de la pêche et de la faune, pour la conservation des revenus issus de la vente de permis et d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour l'exécution et la mise en œuvre des mesures de réhabilitation prévues dans un plan de fermeture.

Ministère du Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au *Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués* (1995), à la Partie XII.2 du *Code criminel* (Canada) (1995) et à la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives favorisant l'application de la loi, la prévention des crimes, le bien-être et la sécurité communautaires, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe Macdonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à des fins particulières doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Ministère des Transports

Le compte du Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment de régies de routes locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes, ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos de 31 mars 2023**

de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle des représentants des conseils et de ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits opérés sur le CFP précité.

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à 1 cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la *Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun* par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, « Fonds réservés aux transports en commun », a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Au total, 108 municipalités desservant 145 communautés de la province qui représentent plus de 90 % de la population totale de l'Ontario se sont vu allouer un financement provenant de la taxe sur l'essence dans le cadre du programme de 2022-2023.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts d'expropriation immobilière lorsque des offres en vertu de l'article 25 sont faites aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est l'obligation pour tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants de retenir 10 % du prix des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent pour satisfaire à d'éventuelles réclamations en vertu de privilèges qui pourraient être exercés.

Le compte de la TVH perçue et remise est utilisé pour consigner la TVH perçue sur les biens et services fournis par le gouvernement de l'Ontario et remise à l'ARC au moment opportun.

Le plan d'enregistrement international (International Registration Plan ou IRP) est une entente internationale en vigueur sur tout le continent pour permettre la perception et la distribution des droits d'enregistrement de véhicules commerciaux applicables à tous les membres de l'IRP en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains sont membres de l'IRP. Le compte de passif de l'IRP représente les revenus d'enregistrement perçus pour le compte de compétences territoriales américaines et d'autres compétences territoriales canadiennes et déposés dans un compte bancaire américain du gouvernement de l'Ontario. Ces revenus d'enregistrement sont accumulés et distribués mensuellement aux compétences territoriales américaines et canadiennes membres de l'IRP.

Secrétariat du Conseil du Trésor

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre de la convention de retraite et du régime complémentaire des juges provinciaux. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires (CASSF) a été remplacé par un modèle de financement par convention de retraite administré par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario. Par conséquent, le CASSF et les comptes financiers associés au sein du Trésor ont été fermés.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos de 31 mars 2023**

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des juges associés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Régime de retraite complémentaire des juges de paix. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
Au 31 mars 2023

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2023	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Continu	Préférentiel	13 639 579	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement...	Continu	Multiples	34 003 115	
Programme pilote de garanties de prêts pour l'entreposage du ginseng... ..	2022	Préférentiel	2 571 787	
TOTAL – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			50 214 481	

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Prêts d'études de l'Ontario :				
Catégorie « C »	Multiples	Préférentiel + 1	1 629 483	
TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			1 629 483	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Programme de logements sociaux	Multiples	Multiples	1 955 188 278	
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			1 955 188 278	

TOTAL, PRÊTS GARANTIS			2 007 032 242	

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin
Au 31 mars 2023

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2023	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt consentie par United Communities Credit Union Ltd. à Pelee Island Co-operative Association.....	2010	3,70	361 324	(1)
Garanties d'emprunt dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	2011-2012 à 2021-2022	Multiples	266 607 675	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			266 968 999	
TOTAL, AUTRES GARANTIES.....			266 968 999	
TOTAL, PRÊTS ET AUTRES GARANTIES			2 274 001 241	
			=====	

Références :

1. La province a garanti le remboursement d'un prêt de 600 000 \$ consenti par United Communities Credit Union Limited à Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant à la première des dates suivantes : le 1^{er} avril 2015 ou le jour où tous les montants empruntés auront été remboursés. La garantie sera prolongée en conséquence, mais pas au-delà du 1^{er} avril 2035. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, plus les intérêts, les coûts et les dépenses impayés.
2. Au 31 mars 2023, la province a fourni 11 garanties de prêts dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux en 2011-2012, deux en 2013-2014, une en 2014-2015, deux en 2015-2016, une en 2016-2017, une en 2017-2018, une en 2019-2020 et une en 2021-2022. L'un des prêts sous-jacents a été intégralement remboursé et la garantie n'est plus en vigueur. Le capital total des prêts garantis s'élève à environ 500 millions de dollars. Il convient de noter que tous les prêts garantis n'ont pas encore été entièrement utilisés. Les prêts visés par ces garanties arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2049-2050, date à laquelle les garanties respectives prendront fin. Pour les garanties accordées à ce jour, les emprunteurs versent à la province des droits annuels de garantie de prêt de 0,15 % du montant garanti non remboursé. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones est un programme discrétionnaire qui est accessible en lui soumettant une demande, fournit des garanties d'emprunt pour soutenir la participation des Autochtones aux projets de production et de transmission d'énergie renouvelable et dispose d'une enveloppe maximale approuvée d'un milliard de dollars.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE***Au 31 mars 2023**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à l'égard de particuliers ou à de biens. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le demandeur réclame des dommages-intérêts pour arrestation, incarcération et condamnation injustifiées.
2. Quinte, Elaine, et autres c. Algoma Central Properties – Recours collectif découlant de l'effondrement au centre commercial Algo d'Elliot Lake le 23 juin 2012.
3. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, le MSSC (auparavant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario). Recours collectif pour dommages et blessures subis par les membres lorsqu'ils étaient dans des familles d'accueil sous la responsabilité des sociétés d'aide à l'enfance relevant du ministère des services à l'enfance et à la jeunesse.
4. Johnson, Glenn, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif pour dommages-intérêts envisagé par une groupe de prisonniers incarcérés au Centre de détention d'Elgin-Middlesex entre le 1er janvier 2012 et le 25 août 2013.
5. Kanani, Alykhan, et autres c. Economical Insurance Company, et autres. Le BTCP a fait preuve de négligence dans la supervision d'un avocat qu'il avait employé pour représenter le demandeur à titre de tuteur aux biens en lien avec une poursuite judiciaire et les indemnités d'accident obligatoires découlant d'un grave accident de la route survenu en 1996.
6. Dadzie, Godday, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de recours collectif déposé au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
7. Lapple c. Sa Majesté la Reine. Recours collectif proposé pour tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
8. Recours collectif concernant les listes d'attente excessives (Leroux, Mark tuteur à l'instance de Leroux, Briana) alléguant la négligence, la violation de devoir judiciaire et atteinte aux droits prévus dans la Charte.
9. Francis, Conrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de recours collectif concernant le recours excessif et systématique au confinement et à l'isolement cellulaire dans les établissements correctionnels.
10. Chandra, Adrian c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario – recours collectif concernant l'utilisation de la ségrégation dans les établissements correctionnels. Relié à Francis, Conrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario.
11. Recours collectif proposé en lien avec le déraillement d'un train du CN près de Gogama (Ontario).
12. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Affaire concernant une entente de partage des recettes entre OLG et l'Ontario.
13. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership ("OFNLP"). Nouvelle loterie, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre OFNLP (dont presque toutes les Premières Nations de l'Ontario sont des associés commanditaires), OLG et l'Ontario.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE

Au 31 mars 2023

14. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé de 110 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures visant à protéger le statut d'immigrant des membres du groupe, défaut de préserver leur statut d'immigrant, et défaut de leurs aider.
15. Keeping, Kirk (recours collectif concernant les écoles de formation). La demande procède de la responsabilité du fait d'autrui, de la négligence et de la violation de devoir fiduciaire.
16. 1668153 Ontario Inc. Déclaration pour dommages-intérêts contre Sa Majesté la Reine (ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs) et un ingénieur du ministère, entre autres. Dans sa réclamation, il allègue que le ministère et la ville de Vaughan se sont faussement représentés et ont agi de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de son ensemble résidentiel.
17. Bowman, Dana et autres, c. Ontario, ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires. Recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base. Les demandeurs réclament des dommages-intérêts, des déclarations ou des ordres pour rectifier la violation anticipative du contrat, la négligence et l'exécution irrégulière d'une charge publique.
18. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et autres, avec 14 dossiers connexes, proposition de recours collectif contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident. Le groupe entend faire valoir que l'application de la TVH réduit les indemnités.
19. Niyonzima, Prosper. L'Ontario a reçu une déclaration demandant des dommages-intérêts de 75 millions de dollars pour enquête bâclée, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre de prétendues violations de Charte, contre Sa Majesté la Reine.
20. Quantz c. Ontario. Recours collectif proposé pour dommages-intérêts découlant de la négligence alléguée de la Couronne relativement à une divulgation non autorisée de renseignements concernant un prestataire du POSPH.
21. Brasserie Labatt et Molson Canada. Intention de contester une loi en lien avec le projet de loi 115.
22. Betty Wei et Lawrence Vanderklei c. Ontario, Brian Mills, Anatol Monid, et autres. Les plaignants ont lancé un recours collectif pour dommages-intérêts découlant de la réglementation par la Commission des services financiers de l'Ontario des entités qui font la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux en lien avec un projet d'aménagement à Kingston.
23. Banfi, Erwin c. Ontario, ville d'Oakville, et autres. 14 août 2020 – L'Ontario a reçu une déclaration demandant des dommages-intérêts de 900 millions de dollars au nom de toute personne qui possède (ou possédait entre le 23 juin 2018 et aujourd'hui) une propriété à Oakville et aurait subi des dommages en raison d'un événement météorologique équivalent à normes pouvant être utilisées en cas d'inondation, dont le secteur approximatif délimité par Burloak Drive, le lac Ontario, le boulevard Winston Churchill Boulevard et la rue Dundas (la plaine inondable réglementaire). Le 11 septembre 2019, l'Ontario a reçu un avis de recours collectif proposé au nom des résidents d'Oakville, aux termes de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, demandant des dommages-intérêts liés aux approbations des projets d'aménagement et au risque accru d'inondation dans les bassins versants, qui peuvent endommager et faire perdre des biens.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE**Au 31 mars 2023**

24. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de demande de règlement, au nom de huit fournisseurs de services ayant conclu 3, 4 et 5 contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Les plaignants éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du PC, avant qu'il prenne le pouvoir, exigeant qu'ils retardent la délivrance des ordres d'exécution (c.-à-d. approuver la construction des projets d'énergie solaire ou éolienne des promoteurs) ou de reporter ces décisions. 2387276 Ontario Inc. et autres c. SIERE et autres. Poursuite intentée au nom de 16 fournisseurs Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Ils soutiennent qu'une directive ministérielle délivrée le 5 juillet 2018 exigeant la cessation du programme est était illégale.
25. Robertson et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et autres. Le 15 juillet 2020, l'Ontario a reçu un avis d'action pour un recours collectif concernant les écolosions de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée conformément à la Loi de 1992 sur les recours collectifs.
26. Ruben Stolove, et autres c. Centre de soins de santé mentale Waypoint et autres. Le 22 juillet 2020, l'Ontario a reçu un avis présenté en vertu de Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux l'informant d'un recours collectif proposé au nom de tous les patients involontaires du Centre concernant des abus allégués dont ils ont été victimes de 2000 à aujourd'hui.
27. Fareau et autres c. Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système Offender Telephone Management System (OTMS). Les demandeurs proposés soutiennent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario qui prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, générant pour l'Ontario des revenus substantiels auxquels il n'a pas droit.
28. Perte due à un incendie au York Memorial Collegiate – 2690 av. Eglinton Ouest. Le 20 juin 2019, le Toronto District School Board a signifié un avis de son intention de déposer une réclamation contre le Bureau du commissaire des incendies à la suite d'un incendie qui a eu lieu le 7 mai 2019 et brûlé une partie importante de l'école secondaire York Memorial Collegiate et d'un centre communautaire adjacent appartenant à la cité de Toronto.
29. Dell, James, et autres c. Ontario, MEPP, AGO, et autres. Avis de demande contre Sa Majesté la Reine portant sur la négligence de plusieurs personnes qui résident près d'une décharge sise au 2021 Four Milk Creek Road, Niagara.
30. Banman, Martha c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et autres. Recours collectif proposé contre Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario en lien avec le programme judiciaire mis en œuvre à l'Hôpital psychiatrique de St. Thomas entre 1976 et 1988.
31. Poorkid Investment Inc., Coach Pyramids Inc. et Brian Haggith c. sollicitrice générale de l'Ontario, Sylvia Jones, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, Thomas Carrique, surintendant en chef de la Police provinciale de l'Ontario John Caine, et inspecteur de la Police provinciale de l'Ontario, Carter. Les plaignants demandent des dommages-intérêts pour une malversation de la charge publique, la négligence et l'incapacité des défendeurs à mettre à exécution les jonctions et à maintenir la paix dans la région de Caledonia.
32. Proposition de recours collectif découlant d'une atteinte à la vie privée concernant des renseignements personnels sur la santé consignés dans le système de vaccination contre la COVID-19 utilisé par l'InfoCentre provincial pour la vaccination et les vaccinés dans les cliniques de la province. En novembre 2021, il y a eu violation de la base de données sur la vaccination contre la COVID-19. Cette infraction a fait l'objet d'une enquête par la Police provinciale de l'Ontario, à la suite de laquelle des accusations ont été portées contre deux individus.
33. Twain, Jim, chef. Déclaration pour négligence, rupture de contrat, obligation fiduciaire et droits conventionnels.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE**Au 31 mars 2023**

34. Première Nation Missanabie Cree c. Ontario et Canada. Les demandeurs prétendent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et qu'ils ont donc un titre ancestral non éteint. Les demandeurs prétendent que s'ils sont parties au traité 9, ils n'ont pas encore reçu leurs droits fonciers issus du traité.
35. Bande Six Nations of the Grand River. Les plaignants demandent une comptabilisation de la gestion et de la vente par la Couronne des terres qui leur ont été concédées à l'origine dans les années 1780 et 1790 et du produit des ventes ultérieures de certaines parties de ces terres.
36. Bande indienne Wikwemikong. Titre ancestral dans les îles du lac Huron et de la baie georgienne.
37. First Nation Begetikong Anishnabe (alias Ojibways of Pic River). Le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, la Première Nation demanderesse prétend détenir un titre ancestral sur une vaste étendue de terre située sur la rive nord-est du lac Supérieur.
38. Première Nation Long Lake No. 58. Les plaignants allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
39. Première nation Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (Rocky Bay Band). Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
40. Première Nation Sand Point. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
41. Première Nation Pic Mobert : Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
42. Atikameksheng Anishna-wbek c. le Procureur général du Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Requête pour dommages-intérêts découlant de l'aliénation alléguée du demandeur des terres de la réserve décrites dans le traité Robinson-Huron.
43. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
44. Premières Nations Whitesand et Red Rock. Demandes de rentes. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire pour l'augmentation de la rente payable en vertu du traité Robinson Supérieur de 1850 qui n'a pas été payée.
45. Première Nation Aundek OMNI et autres. La demande modifiée cherche toujours à faire reconnaître le titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Le litige est en suspens pendant que les parties tentent de négocier une résolution.
46. Première Nation Northwest Angle No. 33. Demande relative à une inondation et aux dommages connexes et demande de déclaration de devoir fiduciaire aux plaignants.
47. Restoule et autres. c. Canada et Ontario. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire reconnaissant l'obligation de la Couronne, aujourd'hui et dans le passé, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron] [de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans encourir de perte. Ils demandent également une comptabilisation et des dommages-intérêts.
48. Grand Chef Coon Come, Mathew. Avis d'action pour le titre ancestral et les droits sur le territoire traditionnel.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – SUITE**Au 31 mars 2023**

49. Première Nation Gull Bay c. Canada et Ontario. Le plaignant prétend que la Couronne n'a pas arpenté en temps opportun la réserve à laquelle il a droit en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850, ce qui a donné lieu à une réserve plus petite que celle convenue.
50. Kitigan Zibi Anishinabeg et autres c. Procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Au nom de la Nation Algonquin Anishinabe Nation, les plaignants revendiquent un titre autochtone sur des terres situées à Ottawa, sur la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
51. Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek c. Canada et Ontario. Le plaignant revendique des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que sa communauté a adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
52. Première Nation Red Rock et Première Nation Whitesand c. Canada et Ontario. Les plaignants revendiquent des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que les communautés demanderesse ont adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
53. Première Nation indépendante Iskatewizaagegan No. 39 Independent First Nation c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le plaignant réclame une indemnisation à Winnipeg en vertu d'un décret de l'Ontario datant de 1913 et autorisant Winnipeg à pénétrer dans le lac Shoal, où se trouvent les réserves du demandeur, et à en détourner l'eau. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts à l'Ontario pour violation de l'obligation fiduciaire.
54. Premières Nations Chippewas de Saugeen et Nawash, concernant la péninsule Bruce, affirment que le traité de 1854 par lequel la majeure partie de la péninsule Bruce a été cédée à la Couronne ne visait pas à inclure les lits des plans d'eau situés à l'intérieur de la péninsule, les rives de ces plans d'eau ou les rives du lac Huron ou de la baie Georgienne.
55. Foxgate Developments Inc. et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Avis de demande en dommages-intérêts pour les pertes que les plaignants auraient subies en ce qui concerne la perturbation de leurs lotissements dans la région de Caledonia en raison de protestations.
56. Première Nation Ginoogaming c. Ontario et autres. Action d'une Première Nation du Traité 9 en vue d'obtenir des dommages-intérêts, des déclarations et des injonctions concernant un permis d'exploration minière précoce délivré en juin 2019 et une demande de permis en attente.
57. Revendication des Mississaugas of Credit Nation affirmant un titre autochtone sur des parties du lac Ontario, du lac Érié et des plans d'eau (comprenant les plaines inondables) situés sur des terres intermédiaires. Elle demande également une compensation monétaire pour les plans d'eau qui sont entre les mains de tiers.
58. OECTA c. ON; OSSTF/FEESO c. ON; ETFO/AEFO c. ON; OPSEU/SEFPO c. ON; AMAPCEO c. ON; UNIFOR c. ON; OFL Coalition c. ON; ERFPO c. ON; CUASA c. ON; Society of United Professionals c. ON; PWU c. ON. Question de savoir sur le projet de loi 124, Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures, et le comportement de la Couronne lors des négociations centrales en 2019 avec les syndicats des enseignantes et des enseignants enfreint les alinéas 2 d) et 2 b).
59. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (Ministère de l'Éducation). Les requérants invoquent une inégalité salariale discriminatoire qui remonte à 1997, date à laquelle les repères salariaux prévus par le règlement sur les Subventions pour les besoins des élèves ont été établis.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE – FIN**Au 31 mars 2023**

60. Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. La question principale concerne la méthodologie que Sifto doit utiliser pour calculer ses « profits » aux fins de la Loi.
61. Bemco Confectionary and Sales Ltd. et autres c. ministère des Finances. Les cotisations faisant l'objet de l'appel concernent la vente de cigares et d'autres produits du tabac et comprennent des ventes remontant à avril 2010.
62. Tennant Energy LLC. c. Government du Canada. Tennant Energy LLC allègue que les mesures et les actions prises par le gouvernement de l'Ontario en ce qui concerne le programme de tarif de rachat garanti (TRG) et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent ses droits en vertu du chapitre 11 de l'ALENA.
63. Windstream Energy LLC c. Government du Canada. Windstream Energy LLC allègue que les mesures et les actions prises par le gouvernement de l'Ontario relativement à son contrat de tarif de rachat garanti (TRG) dans le contexte du moratoire sur les éoliennes au large des rives de l'Ontario, y compris la résiliation du contrat de TRG, violent les droits de Windstream en vertu du chapitre 11 de l'ALENA.
64. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur du Canada afin de déterminer le taux tarifaire concernant une licence de reproduction de matériel didactique. La demande porte sur les années 2016-2019 et 2020-2022. Le Consortium du droit d'auteur a déposé une objection au tarif proposé par Access Copyright.
65. West Corridor Constructors General Partnership et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario représentée par la ministre des Transports, représentée par Infrastructure Ontario. Divers différends et réclamations par l'entrepreneur concernant des réclamations en lien avec la COVID19 relatives au projet d'expansion de l'autoroute 401.
66. Wheatley Gas Leak – Avis de recours collectif liée à de fréquentes fuites de gaz et à une explosion à Wheatley (Ontario).
67. Katherine Gandy et Emily Walker c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et al. Recours collectif proposé alléguant que les alertes de naissance faites par l'Ontario et les SAE vont à l'encontre des droits constitutionnels fondamentaux des femmes enceintes.
68. Grand Chef Stan Louttit, en son nom personnel et à titre de représentant, et George Wesley, c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Requête déposée en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario fondée sur l'ascendance, le lieu d'origine et la race dans la fourniture d'installations de police et la prestation de services policiers.
69. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario telle que représentée par le ministre des Transports, représenté par Infrastructure Ontario. Nombreux litiges et demandes de l'entrepreneur concernant le projet de prolongement et d'expansion de l'autoroute 427.

*Mis à jour pour tenir compte des changements survenus jusqu'à la publication des Comptes publics

PERTES RADIÉES DES COMPTES(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

Ministère	2022-2023
	\$
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES.....	339 698
PROCUREUR GÉNÉRAL.....	15 296 698
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET OMMUNAUTAIRES.....	47 807 678
COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....	52 683 106
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, CRÉATION D'EMPLOIS ET COMMERCE.....	5 257 141
ÉDUCATION.....	101
ÉNERGIE	1 601 431
FINANCE	60 478 454
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	4 376 994
SANTÉ.....	159 188
TRAVAIL, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES.....	313 080
DÉVELOPPEMENT DU NORD, MINES, RICHESSES NATURELLES ET FORÊTS.....	8 042 900
SERVICES AUX AÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ.....	16 368
SOLLICITEUR GÉNÉRAL.....	35 122
TRANSPORTS	355 427
TOTAL	<u>196 763 385</u>

REMISE DE REVENUS

Le ministère des Finances n'a pas de remises à déclarer au-delà de 1 000 \$ pour l'exercice 2022-2023.



Vous pouvez accéder au document en ligne à **Ontario.ca/comptespublics**

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2023 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)